Introduction

I. Sur quoi porte la recherche ?

Où en est la Chine d'aujourd'hui ? Quels problèmes rencontre-t-elle depuis 1978, moment où la réforme économique est mise en œuvre, d'abord dans les milieux ruraux ? La Chine reste un pays agricole, encore aujourd'hui : deux tiers de sa population sont agriculteurs (un peu plus de 900 millions) et presque la moitié de la population active est engagée dans l'agriculture, bien que le produit agricole ne représente environ que 15 % du produit intérieur brut (PIB).

Dans le cadre d'une recherche sur les rapports entre Etat et paysannerie en Chine du point de vue du développement, nous devons tout d'abord faire attention à certains termes ou certaines notions comme *hukou* et paysan, par exemple, qui ont une signification différente suivant les époques. Selon Bourdieu, « si l'identité nominale peut couvrir la différence réelle, des différences nominales peuvent servir à maintenir des identités réelles : c'est la logique des faisant-fonction »[1]. Quand on ne trouve pas le mot précis pour relier les deux, l'identité nominale est parfois encore utile.

Dans le passé, la paysannerie chinoise, souvent dite *nong*, désignait les gens travaillant dans l'agriculture. Les quatre catégories du peuple (*min*) étaient déterminées par leurs activités. Il y avait les lettrés, les commerçants, les agriculteurs et les artisans. L'identité « *nongmin* », qui se distingue des autres couches sociales, est à l'origine une des quatre catégories du peuple[2]. Jusqu'au début du XX^{e} siècle, les *nongmin* étaient seulement les résidents des régions rurales. Ils s'engageaient dans l'agriculture qu'on peut définir comme « la culture et l'élevage produisant des objets nécessaires pour les êtres humains » et qui a besoin de terre, de main-d'œuvre et de capital[3].

Au fur et à mesure de la diffusion du marxisme en Chine, après la Révolution russe (1917), dont le matérialisme met l'accent sur l'évolution sociale basée sur la lutte entre les classes, la *nongmin* apparaît désormais comme une classe aux yeux des marxistes. Ces derniers sont des intellectuels du début du XX^{e} siècle[4]. Mais une classe est un casier assez rigide, qui ignore la mobilité historique de la Chine. Le fait est que les gens nés avant le milieu des années

---

[1] Bourdieu, Pierre et Luc Boltanski (1975), "Le titre et le poste : rapports entre le système de production et le système de reproduction", Acte de la recherche en sciences sociales, no. 2, pp. 96-107.

[2] Selon *Chunqiu—Guliangzhuan chengyuannian*, « Guyou simin. You shimin, you shangmin, you **nongmin**, you gongmin » (Il y eut quatre catégories du peuple dans le passé. Il y eut le peuple lettré, le peuple marchand, le peuple agriculteur et le peuple artisan). Voir le dictionnaire *Ciyuan* (L'origine des mots), tome 4, Pékin, Shangwu yinshuguan, 1986, p. 3044. Derk Bodde (1911), "The four social classes", dans son oeuvre *Chinese thought, society, and science: The intellectural and social background of science and technology in pre-modern China*, Honolulu, University of Hawaii Press, pp. 369-375, 203-212.

[3] *Ciyuan* (la Source des mots), Hongkong, Shangwu yinshuguan (Editions des affaires du commerce), révision de 1951, réimpression en 1970, p. 748.

[4] L'intellectuel, différent de l'ancien lettré, est aussi une nouvelle identité en Chine au début du XX^{e} siècle. Il accepte souvent plus ou moins l'éducation moderne ou occidentale, tandis que le lettré n'accepte que l'éducation traditionnelle, marquée par les « *Sishu* » et « *Wujing* » qui préparent au concours impérial (*keju*). Mais la plupart des intellectuels de cette époque proviennent ou sont liés au monde des anciens lettrés. Quatre canons classiques (*Sishu*) : *Lunyu* (l'entretien), *Daxue* (le grand savoir), *Zhongyong* (le juste) et *Mengzi* (le Mencius) ; Cinq livres (*Wujing*) : *Shi* (les poèmes), *Shu* (les livres), *Li* (les rites), *Yi* (la mutation) et *Chunqiu* (les printemps et automnes).

1960, rappellent volontiers qu'« il y a trois générations, nous urbains, nous étions tous paysans ».

A travers les polémiques historiques et culturelles des années 1920 et 1930, la *nongmin* est devenue soit un symbole de la société traditionnelle s'opposant à la société moderne, soit une classe opprimée s'opposant à la classe dominante de l'Etat, ce qui se rapproche du mot français « paysan » quand il prend la signification d'« homme rustre, impoli, grossier dans ses manières et son langage »[5]. A côté de la définition par l'activité, l'appellation « *nongmin* » ajoute une nouvelle identité qui est présente surtout dans le vocabulaire des intellectuels et des révolutionnaires à partir de cette époque, mais pas du tout dans le vocabulaire des masses populaires.

Lors de la victoire du pouvoir communiste, la *nongmin* définie comme une classe opprimée disparaît, puisqu'elle est alliée au prolétariat ou à la classe des ouvriers dirigeants de l'Etat. L'autre sens donné par les marxistes à la paysannerie (symbole de la tradition et de l'arriération face à la société moderne) reste présent aux yeux de l'Etat et de ses exécutifs, bien que la plupart de ces derniers viennent de la classe paysanne.

L'identification historique de la *nongmin* à une activité économique a encore été renforcée par voie administrative à partir de 1958, date à laquelle est instauré le système du livret familial de résidence (*hukou*) qui définit strictement le statut du paysan en fonction de son lieu de naissance et de résidence rural et du droit à l'accès aux terres collectives. La *nongmin* se voit ainsi attribuer une définition administrative. C'est une spécificité de la paysannerie chinoise à l'époque contemporaine.

La notion de la paysannerie dans ce texte embrasse son évolution conceptuelle en Chine, de l'agriculture comme activité économique avant le XX^{e} siècle jusqu'au statut social défini par le *hukou* rural[6] en passant par la paysannerie comme concept de classe. Elle n'exclut pas la richesse, ni culturelle ni sociale : relations avec la nature (la terre et la mer) et avec les personnes (les familles et les villageois) dans la vie quotidienne.

Le *hukou*, en tant que base de recensement et de prélèvement, est un registre des membres des familles. Le *hu*, c'est-à-dire la porte du foyer ou famille, est un terme administratif, tandis que le *kou*, la bouche humaine, est un terme sociologique[7]. Tout le monde, en théorie, a son *hukou*. Il est comme une carte d'identité. En tant qu'instrument politique, le *hukou* sert à l'Etat dans la perception des impôts et dans les corvées, dans le maintien de l'ordre local par la surveillance de chacun et dans la distribution des terres. Mais il n'existe ni une relation permanente entre le *hukou* et les membres des familles, ni non plus entre le *hukou* et la terre. Dans certaines dynasties, seuls les adultes mâles du ménage étaient pris en compte dans le *hukou*, avec l'inscription de leur nom et de leur âge, tandis que, dans d'autres dynasties, les animaux servant au travail étaient aussi, comme les humains, pris en considération dans le *hukou* pour l'allocation des terres.

---

[5] *Dictionnaire de l'Académie française* (1835 : 376), « C'est un paysan, un gros paysan, il a l'air d'un paysan, d'un franc paysan, c'est un homme rustre, impoli, grossier dans ses manières et son langage », cité par Pierre Barral, "Note historique sur l'emploi du terme « paysan » ", *Études rurales*, n° 21, 1966, pp. 72-80.

[6] L'agriculteur est différent du paysan, selon Redfield suivant l'opinion Wolf. L'agriculture est une source de revenus et un mode de vie pour les paysans, tandis que les agriculteurs qui considèrent la terre comme un capital et une marchandise, réinvestissent les fruits de leurs travaux et font du commerce (Redfield, 1960 : 18-19). Le *nongmin* chinois peut être considéré entre les deux, puisqu'il y a le *nongmin* pauvre et le *nongmin* riche.

[7] Tu, Zhengsheng (sous la direction de, 1982), "Bianhu qimin" (les foyers enregistrés et la masse ordinaire), pp. 6-35.

Le *hukou* nominal, hérité de l'Empire chinois, a consacré la hiérarchie en distinguant entre peuple et privilégiés, mais aussi entre peuple et soldat[8]. De toute manière, le *hukou* évolue dans la longue histoire selon les besoins des dominants, mais ses fonctions essentielles n'ont pas fondamentalement changé jusqu'en 1958.

La modification du *hukou* en 1958 vise l'industrialisation urbaine et l'utilise comme une stratégie du développement de l'Etat, ce qui est tout à fait nouveau par rapport à l'ancien *hukou*. Le *hukou* comporte deux volets : agricole et non agricole dans les statistiques, rural et urbain dans l'enregistrement à la police communautaire (*paichusuo*). Le *hukou* urbain, selon le premier règlement du Conseil d'Etat, doit être lié à la localisation dans les villes[9], lesquelles sont définies notamment par la densité de population, par les fonctions et par l'activité non agricole des habitants. Cette dernière est déterminée par l'Etat. Dans la municipalité de Shanghai par exemple, un grand nombre d'habitants natifs du lieu, qui résident dans des banlieues complètement urbanisées, ont un *hukou* rural, puisque leur occupation non agricole n'est pas dans la localité définie comme ville.

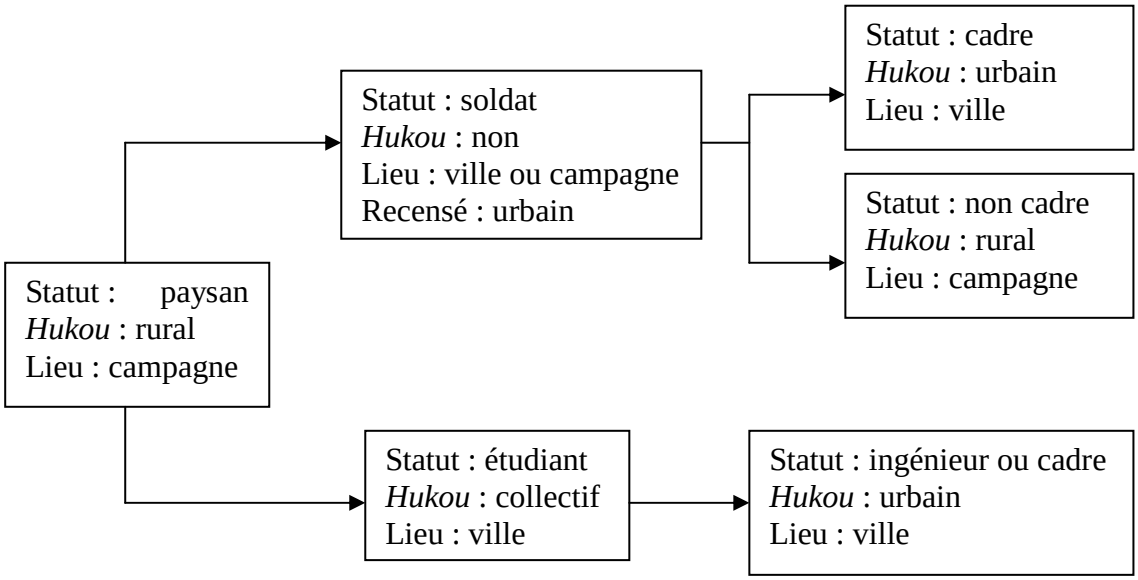
En gros, l'activité de *nongmin* est tout d'abord le secteur de l'économie primaire, de la pêche à l'agriculture en passant par l'extraction des mines, dit le secteur premier chez les économistes. Mais en Chine, les mines sont un secteur réservé à l'Etat surtout pendant la période d'économie planifiée. Selon le *hukou* rural, un pêcheur, un petit commerçant et un instituteur de village sont aussi *nongmin*, car leur identification tient à leur résidence rurale de fait. On peut en conclure que la paysannerie chinoise, depuis 1958, s'est vu attribuer une identité sociale plus qu'une identité selon son activité.

L'abandon du *hukou* rural est possible pour les paysans qui ont pu entrer à l'université ou s'engager dans l'armée (Schéma 1). Les soldats n'ont pas de *hukou*, tandis que les étudiants reçoivent un *hukou* collectif de l'université. Si un paysan est devenu cadre gradé dans l'armée, son ancien *hukou* rural peut être changé en *hukou* urbain après sa démobilisation. Au contraire, s'il n'y est pas devenu cadre, il garde son ancien *hukou* rural et rentre dans son village après la démobilisation. Dans le recensement, les soldats font partie du *hukou* urbain. Etant différents des soldats, presque tous les étudiants, à la fin de leurs études, ont pu obtenir un *hukou* urbain et travailler dans les villes.

[8] Deng, Guolin (2003), "Jiakuai huji zhidu gaige tuijin nongcun renkou chengzhenhua jincheng " (Accélération de la réforme du système *hukou* en promouvant l'urbanisation des populations rurales), le Journal d'études de l'urbanisation des campagnes chinoises (*zhongguo xiangcun chengzhenhua yanjiu*, en version électronique), no. 8, sur le site http://rurc.org/magazine/21/6.htm, 25-08-2003.

[9] *Guanyu chengxiang huafen biaozhun de guiding* (Règlement des critères dans la division des villes et des campagnes), Conseil d'Etat, 1955. Ce règlement détermine quatre critères pour les villes : 1) être le siège d'un gouvernement d'un niveau plus élevé que la sous-préfecture ; 2) comporter plus de 2 000 habitants, dont la moitié non agricole ; 3) avoir sur son territoire des entreprises industrielles et minérales, des stations des chemins de fer, des centres commerciaux, des instituts de recherche, des écoles supérieures. Si le nombre d'habitants se situe entre 1 000 et 2 000, la population non agricole doit être de plus de 75 % ; 4) être une localité « sanatorium » où la population en convalescence dépasse les 50 % de la population locale.

Schéma 1. Les voies du changement du *hukou* rural entre 1958 et 1984



Le terme *San Nong*, qui est apparu d'abord dans l'article de Wen Tiejun en 1996 puis est devenu un « catchword » après la lettre au Premier ministre de Li Changping en 2000[10], regroupe la paysannerie (*Nongmin*), la campagne (*Nongcun*) et l'agriculture (*Nongye*) pour un ensemble de questions qui se posent relativement au monde paysan chinois d'aujourd'hui. Autrement dit, l'appellation du « *San Nong* » traduit la réalité des difficultés de l'individu paysan, de la société rurale et de l'économie agricole dans la Chine actuelle sans y voir le résultat d'un processus historique complexe. Mais en fait les problèmes de *nongmin*, *nongcun* et *nongye* existent depuis des siècles dans l'histoire chinoise et ont défini la problématique générale des rapports entre Etat et paysannerie.

Si l'on emploie le terme *San Nong* dans ce texte pour parler de périodes antérieures à la dernière décennie, c'est pour des raisons de facilité. Mais au sens strict et dans la plupart des cas, c'est une expression qui a été créée pour parler des aspects les plus récents de ces problèmes complexes.

Le *San Nong* est un concept qui se voudrait opérationnel parce qu'il met en scène, comme nous le verrons plus loin, la riche pluralité du monde paysan. La popularité de la formulation *San Nong* vient de ce qu'elle peut couvrir des problématiques diverses puisqu'elle concerne à la fois les aspects sociaux, écologiques et économiques tout en englobant aussi certains domaines de la population (l'homme individuel ou les acteurs sociaux collectifs), de l'environnement et du développement.

Que représentent les problèmes du *San Nong* ? Quelle est leur origine et pourquoi sont-ils au centre de discussions importantes à travers le pays aujourd'hui ? Comment les replacer dans le cadre des rapports entre l'Etat et la paysannerie ? Ces rapports ont toujours occupé une place

[10] Wen, Tiejun (1996), "Zhiyue snanong wenti de liangge jiben maodun" (Deux contradictions dans la contrainte de la problématique de *San Nong* ", dans la revue *Zhanlüe yu guanli* (Stratégies et gestions), No. 3 ; Li, Changping (2000) "Wo xiang Zongli shuo shihua" (Je dis la vérité au Premier ministre), dans le journal *Guangming Ribao* (Journal d'éclairage), 10-03-2000. Le livre de Li Changping (2002) a le même titre que la lettre, Pékin, Editions de Guangming Ribao.

importante dans l'histoire de la Chine depuis la réforme de Shang Yang (390-338 avant J. C.) dont la première politique fut d'introduire un code légal définissant dans le détail la conduite du gouvernement Qin et le comportement du peuple, en majorité agricole[11]. Depuis un demi-siècle et surtout ces vingt dernières années de la réforme économique, ces rapports ont évolué de manière accélérée.

La nouvelle politique de développement a été mise en place dès 1978, lors de la réforme économique par le Conseil d'Etat et le Comité central du Parti communiste chinois (CCPCC) à l'initiative du nouveau leader de ce dernier, Deng Xiaoping (1904-1997), politique dont les principes sont la modernisation accélérée et l'ouverture économique sur l'étranger[12]. Cette politique a une dimension tant agricole qu'industrielle. La mise en œuvre du système de la responsabilité familiale dans les campagnes de la province d'Anhui en 1978 et l'ouverture de quatre villes méridionales (Shenzhen, Shantou, Zhuhai et Xiamen) en 1979 marquent l'arrivée de cette nouvelle époque[13].

En vingt-cinq ans la réforme économique a profondément transformé les campagnes et la situation de la paysannerie. Ces transformations sont d'une grande complexité et ne peuvent se réduire à certains aspects spectaculaires de la croissance économique et de l'industrialisation rurale. Un des aspects de cette grande complexité est une différenciation croissante à l'intérieur de la paysannerie et une grande mobilité des paysans à l'intérieur des régions rurales et entre villes et campagnes.

La paysannerie vit un processus de différenciation croissante dans la répartition spaciale'espace et dans ses fonctions. Une partie des paysans sont devenus ouvriers migrants, considérés comme une population flottante : 98 millions en 2003 dans les secteurs de l'industrie, de la construction et dans les services urbains ; l'autre partie, plus de 136 millions en 2003, sont salariés dans des entreprises rurales ou petits commerçants en milieu rural ; le reste, plus de 300 millions, travaillent dans l'agriculture, la pêche, l'élevage et la sylviculture. De ce fait, l'ensemble de la paysannerie ne se borne plus à travailler dans l'agriculture et à vivre dans les campagnes depuis la réforme économique. Ainsi, il n'est plus surprenant de voir des paysans chinois travailler dans une usine ou un restaurant dans des municipalités relevant directement de l'autorité centrale, Pékin ou Shanghai, mais les appeler simplement « paysans » peut constituer une source de confusion dans la perspective d'une classification macropolitico-sociale.

Depuis les années 1980, les restrictions appliquées aux mouvements migratoires campagnes-villes ont été progressivement atténuées. Le *hukou* rural peut s'échanger contre un *hukou* urbain depuis peu en fonction des politiques locales.

Cependant, cette libéralisation des conditions de circulation des paysans ne signifie pas nécessairement que leur statut administratif ait changé. Les ouvriers-paysans (*mingong*), par exemple, s'engagent dans les secteurs de l'industrie ou dans les services urbains, mais ils sont

[11] M. Loewe & E. Shangnessy (sous la direction de, 1999), *The Cambridge history of ancient China, From the origins of civilization to 221 B.C.*, Cambridge University Press, p. 612.

[12] La troisième session de la onzième conférence du CCPCC a eu lieu du 18 au 22 décembre 1978. Celle-ci est, à mon avis, considérée plus comme une réforme de la pensée politique qu'une réforme économique, puisqu'elle met fin à la lutte des classes et pose le principe de « libérer la pensée, respecter les faits et s'unir pour progresser ».

[13] En décembre 1978, 20 ménages paysans du village Xiaogang dans la province d'Anhui ont signé le contrat de responsabilité des terres collectives, alors que le 15 juillet 1979, le CCPCC et le Conseil d'Etat ont approuvé le document permettant aux provinces de Guandong et Fujian d'établir des zones spéciales de développement économique.

quand même « paysans », avec leur livret de résidence rurale. Le *hukou* des enfants continue de suivre celui de leur mère. Si la mère est « paysanne », ses enfants sont aussi étiquetés « paysans » comme avant la réforme économique, même s'ils sont nés en ville et n'ont jamais travaillé dans l'agriculture. On comprend ainsi que la complexité des termes « paysans » et « paysannerie », traduction de *nongmin* et de *mingong*, embrasse en fait un champ dont j'essaie de dévoiler peu à peu la diversité.

Depuis la réforme économique, un grand nombre de paysans sont devenus des migrants, temporaires ou définitifs, ayant un statut social et juridique incertain. Le problème du *hukou* à partir de 1958 et de son évolution après 1980 est un des problèmes qui illustrent la complexité des transformations en cours et notamment des changements dans les rapports entre l'Etat et la paysannerie puisque le *hukou* représente l'institution politique de l'Etat et que le *hukou* rural ou agricole est identifié à la paysannerie chinoise. Bien que ces rapports ne puissent être réduits seulement à la question du *hukou*, celui-ci a un lien avec la redistribution des ressources et des productions de l'Etat, mais aussi avec les droits et les devoirs des paysans à l'égard de l'Etat.

Aujourd'hui, les villes sont devenues un espace ouvert non seulement aux fonctionnaires, aux intellectuels (qui s'engagent dans les domaines de l'éducation supérieure ou de la recherche scientifique), aux ouvriers des industries, aux employés de petite ou grande entreprise commerciale, aux étudiants et aux soldats et policiers, mais aussi à une multitude grandissante d'ouvriers-paysans, ce qui est tout à fait contraire à l'ancienne époque.

Les rapports entre Etat et paysannerie ont une grande spécificité en Chine pour des raisons historiques de long terme (période impériale) et de moyen terme (depuis la révolution de 1949). Ces rapports en Chine comme ailleurs doivent, dans la perspective de la recherche, être abordés en ne voyant pas seulement une relation unilatérale de domination absolue de l'Etat sur la paysannerie, mais en tenant compte des deux, sinon comme acteurs (ce point devra être éclairci plus tard), du moins comme les éléments d'une dynamique de changement qui peut être marquée par les interventions dans les processus de développement. En Chine, les révoltes et les mouvements paysans (le terme « paysan » étant cette fois utilisé dans l'acception de « classe ») ont jalonné l'histoire et ont eu, à certains moments, une influence très importante sur l'évolution de l'Etat et du développement.

De manière très générale, on a d'un côté les politiques de l'Etat, y compris les lois, les stratégies et les règlements, et l'engagement des fonctionnaires dans les milieux ruraux, et d'un autre côté on a les initiatives de la paysannerie et ses réactions face aux politiques de l'Etat. Par conséquent, les problèmes des rapports entre Etat et paysannerie se trouvent tant dans les politiques de l'Etat et de ses organes exécutifs que dans les initiatives ou réactions de la paysannerie. Les problèmes couverts par le *San Nong* sont donc indissociables des problèmes suscités par les rapports entre Etat et paysannerie. A partir de la question du *San Nong* d'aujourd'hui, on peut remonter aux problèmes de *nongmin*, de *nongcun* et de *nongye* s'appliquant à toutes les périodes historiques, parce que les relations entre Etat et paysannerie ont toujours été au cœur de l'histoire de la Chine. Aborder la question du *San Nong* revient à aborder la triple problématique de la paysannerie, de la campagne et de l'agriculture.

La question du *San Nong* a été abordée récemment dans des termes souvent pessimistes qui contrastent avec le discours optimiste concernant l'industrie et ses grandes performances. Ce pessimisme est apparu dans les discours et prises de position de nombreux intellectuels, journalistes et responsables politiques. Pour certains observateurs, la question du *San Nong* peut

se résumer comme suit : « les paysans sont misérables ; les campagnes sont pauvres et l'agriculture est en danger » (Li Changping, 2000).

Les arguments invoqués pour justifier ce pessimisme sont nombreux. Ils ont trait surtout aux charges financières et fiscales qui pèsent sur les paysans, notamment en raison du désengagement de l'Etat dans le financement des dépenses locales. Ces prélèvements sont aggravés par la corruption souvent dénoncée des cadres ruraux (communistes), qui en fait n'existaient pas avant 1949, et par leur pouvoir de taxation arbitraire appuyé par des mesures de coercition. Certains invoquent le dernier avatar du *hukou* qui, dans un contexte de changement, devient de plus en plus un instrument juridique de discrimination et de précarité. D'autres mettent l'accent sur le manque d'investissement et d'infrastructures et sur l'exode rural.

Enfin, on affirme aussi que l'agriculture est en danger. Elle souffre de la diminution de la surface des terres cultivées et du caractère non favorable du marché. Les terres sont abandonnées parce que leur exploitation n'est plus rentable ; les terres cultivables sont aussi menacées par d'autres utilisations (urbanisation, industrialisation…). Les principaux produits agricoles sont en surplus, ce qui conduit à la baisse des prix sur le marché national. Sur le marché mondial, depuis l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) fin 2001[14], les céréales et le coton, cultivés par les petits paysans chinois ne sont pas compétitifs face aux cultures intensives de l'étranger. Leur avenir est de plus en plus incertain.

Les problèmes du *San Nong* d'aujourd'hui évoquent une perspective de crise générale de l'agriculture et de la paysannerie, avec des préoccupations et des questions de plus en plus aiguës sur l'avenir de cette dernière. Il est intéressant de noter que depuis mars 2003, le nouveau mandat du gouvernement central, représenté par Hu Jintao et Wen Jiabao, met l'accent sur les problèmes à résoudre dans les campagnes, en tenant compte des préoccupations énoncées ci-dessus.

La recherche entreprise dans le cadre de cette thèse est donc axée sur le problème majeur du développement chinois contemporain. L'objectif général est d'essayer de comprendre comment s'est faite l'évolution des rapports entre l'Etat et la paysannerie depuis la réforme de la fin des années 1970 jusqu'à la crise actuelle du *San Nong*. Il est important d'étudier tant l'Etat que la paysannerie comme des éléments actifs de cette évolution, bien que leur position et leurs rôles respectifs soient profondément différents.

On ne se prononcera pas ici sur l'Etat comme acteur du processus de développement. Certes, l'Etat dans la conception de Weber est « une association politique caractérisée par l'ordre modifiable de l'administration et des lois, qui guide l'action collective d'un pouvoir exécutif. Cet exécutif, régulé par les lois ou le règlement, revendique son autorité non seulement sur les membres de l'association politique mais aussi sur toutes les activités se passant à l'intérieur du territoire »[15]. Pratiquement, l'Etat rassemble une série de mesures politiques, économiques et sociales que les fonctionnaires, comme acteurs collectifs, mettent en exécution grâce à leur autorité. En réalité, l'Etat n'est pas une conception abstraite et il a ses agents à chaque niveau administratif. Evidemment, l'existence des fonctionnaires n'épuise pas la question des acteurs

[14] Le gouvernement chinois a accepté le Protocole sur l'entrée de la Chine dans l'OMC le 11 novembre 2001. Ce Protocole a pris effet le 11 décembre 2001. La Chine devient à ce moment membre de l'OMC.

[15] Max Weber (2001, traduit en japonais), *Shakaigaku no konpon gainen* (*Les conceptions fondamentales de la sociologie*), Tokyo, Iwanami shoten, p. 23, pp. 90-91 ; de même "Basic catégories of social organisation", dans Max Weber, *Selections in translation* (sous la direction de Runciman, 1978 : 41).

qui jouent un rôle dans la mise en œuvre des pouvoirs de l'Etat. La sociologie de l'Etat est une question beaucoup plus vaste que nous n'approfondirons pas.

Cependant dans une approche spatiale du territoire de l'Etat, il apparaît clairement que sa présence au niveau local est souvent liée à une structure de pouvoir qui, par la force des choses, a une certaine autonomie dans la mise en œuvre du pouvoir d'Etat. On verra ultérieurement qu'une des caractéristiques historiques de l'Etat chinois a été d'essayer de combiner le contrôle du pouvoir local avec une relative autonomie accordée à ce dernier. Au XX^{e} siècle l'Etat a essayé de renforcer son contrôle sur le pouvoir local, ou au moins de soumettre ce dernier à ses objectifs généraux, à travers des politiques qui ont varié selon les périodes.

Aujourd'hui, la structure de la hiérarchie administrative donne l'impression d'une présence de l'Etat bien structurée jusqu'au niveau local. Le gouvernement local en Chine comprend les provinces (*sheng*), les préfectures (*dijishi*), les villes (*xianjishi*) ou les sous-préfectures (*xian*), les bourg (*zhen*) ou les cantons (*xiang*), donc quatre niveaux hiérarchiques du haut vers le bas. Dans ce texte, le gouvernement local désigne souvent le dernier niveau, c'est-à-dire le niveau des bourgs ou cantons s'il n'y a pas de précision explicite. Les bourgs ont la même fonction que les cantons. Les deux font partie du même niveau pour les institutions gouvernementales, mais ils diffèrent quant au nombre d'habitants et au poids des produits bruts de l'agriculture et de l'industrie. Si un canton a moins de 20 000 habitants, dont plus de 2 000 sont des habitants non agricoles, ou s'il a plus de 10 % d'habitants dans la localité, le canton peut se changer en bourg. Toutes les fonctions de l'ancien canton restent effectuées dans le nouveau bourg. Tous les villages sont dirigés directement par un bourg ou un canton[16].

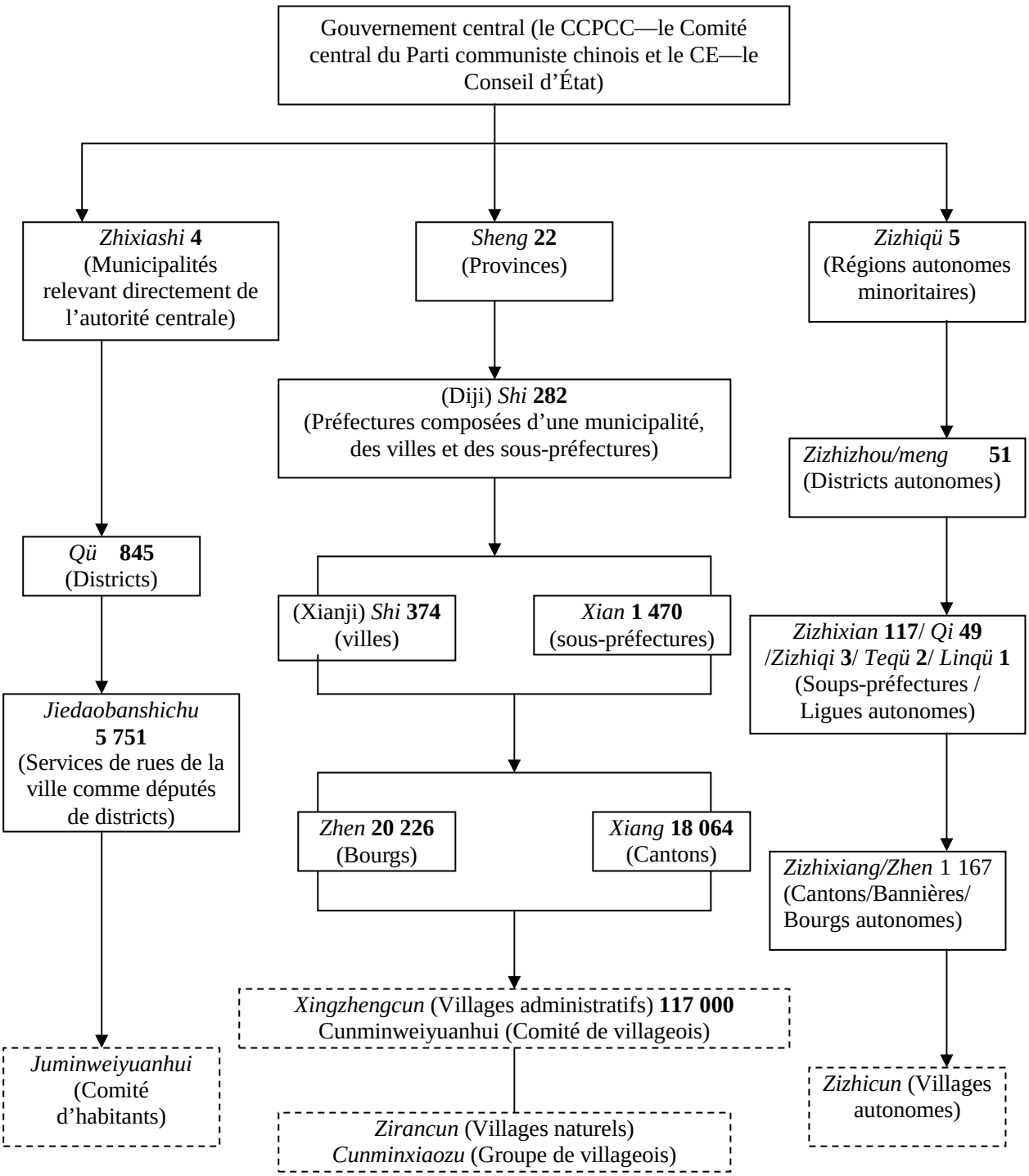
L'organigramme ci-dessous (Schéma 2) représente cette hiérarchie administrative et spatiale. Comme les comités d'habitants, les villages administratifs, les villages naturels ou les groupes villageois et les villages autonomes ne font pas partie de l'administration gouvernementale, nous utilisons pour eux la ligne pointillée dans le schéma.

Cet organigramme révèle un aspect très important des rapports entre l'Etat et la paysannerie, entre le pouvoir central et le pouvoir local en Chine d'aujourd'hui. Un point essentiel de la mise en œuvre des politiques de l'Etat est l'articulation entre le niveau des bourgs-cantons et celui des villages administratifs. Cette articulation n'est pas seulement un problème de fonctionnalité du point de vue de l'Etat et de son contrôle du territoire. En fait, elle repose sur deux catégories d'acteurs de nature différente du point de vue administratif : d'une part les cadres des bourgs et des cantons sont bien les agents de l'appareil d'Etat à son échelon le plus bas, d'autre part les cadres des villages administratifs sont en principe les gérants élus des comités villageois. Ces deux catégories de cadres ruraux n'étaient pas tellement claires pendant la période des communes populaires, où il y avait une possibilité de mobilité sociale entre les cadres ruraux. Après la disparition des communes populaires, cette possibilité n'existe plus pour les cadres villageois. La bonne marche du développement local doit dépendre de la collaboration entre ces deux agents, même si les uns sont les représentants de l'Etat et les autres les représentants des paysans. Cette relation est donc un rouage crucial dans les rapports pratiques entre l'Etat et la paysannerie.

[16] Yu, Jianrong (2001), *Yuecun Zhengzhi* (*Politiques du village Yue*), Pékin, Shangwu yinshuguan, pp. 34-35.

Schéma 2. Structure de la hiérarchie administrative en Chine contemporaine

(Les chiffres datent de 31-12-2003, à l'exception de Taiwan, Hongkong et Macao)



Dans l'ensemble, le développement des régions rurales dépend de l'action conjointe de ces deux catégories de cadres locaux. C'est pourquoi, d'un point de vue spatial, on peut dire que ces deux catégories constituent un ensemble, les cadres ruraux, même s'ils ont des statuts et des rôles différents. Dans leur majorité, ces cadres ruraux appartiennent à la paysannerie. C'est le cas pour les 117 000 comités des villages administratifs. C'est sans doute moins évident pour

les bourgs et les cantons qui sont dirigés par des fonctionnaires d'Etat dont l'origine n'est pas nécessairement paysanne, même si les employés de ce niveau d'administration le sont.

Depuis la mise en œuvre de la réforme économique, ces cadres ont été entraînés dans les transformations sociales rapides qui se sont produites dans les campagnes. Ils ont d'ailleurs joué un rôle central dans la mise en œuvre de ces transformations. L'Etat leur a laissé une nouvelle autonomie de décision et d'initiative dans le cadre général de sa politique économique d'expansion du marché dans les régions rurales. D'une certaine façon les cadres ruraux sont devenus les acteurs des transformations en cours.

Dans cette recherche, on propose donc d'accorder une attention particulière à l'évolution du rôle des cadres ruraux dans les rapports Etat-Paysannerie depuis la réforme économique. Ils constituent une partie importante et singulière des acteurs du développement rural, à côté d'autres acteurs que sont pêle-mêle : les fonctionnaires de l'Etat du niveau supérieur (sous-préfectures et préfectures), les commerçants et les nouveaux entrepreneurs, et les diverses catégories de la paysannerie de plus en plus différenciée par les conséquences de la réforme.

Les cadres ruraux ne peuvent pas être vus comme une catégorie administrative homogène, formant un bloc face aux autres acteurs, puisqu'en fait les cadres des bourgs-cantons et des villages ont souvent des intérêts contradictoires : les injonctions ou attentes de l'Etat d'une part, les demandes des paysans d'autre part. De plus, eux-mêmes, les cadres ruraux, se différencient socialement et régionalement.

Les cadres ruraux sont au cœur des contradictions engendrées par les transformations dérivées des réformes. Ils sont au cœur de la question du *San Nong*. Il est donc intéressant d'essayer de comprendre comment ils ont géré ces contradictions jusqu'à présent, tout en étant conscients que ces contradictions tendent à s'aggraver avec l'accélération des réformes après la crise politique qui va de la fin des années 1980 au début des années 1990. On peut aussi penser que c'est de l'évolution de leur rôle que dépendra à l'avenir l'évolution des rapports entre Etat et paysannerie en Chine.

II. Cadre général et hypothèses de la recherche

Comme l'Etat et la paysannerie sont deux acteurs importants du développement, surtout en Chine, la recherche en général vise à analyser et à mieux comprendre les rapports entre ces deux acteurs dans le cadre général des études du développement, et dans le cadre particulier du processus de développement chinois.

« *La population principale de la Chine est paysanne. Avec l'aide des paysans, la révolution chinoise a obtenu la victoire. L'industrialisation de l'Etat ne pourrait réussir à moins que les paysans ne donnent une nouvelle aide. Donc la classe ouvrière doit les aider pour la réforme agraire, la petite bourgeoise et la bourgeoisie nationale doivent apporter leur soutien à cette réforme, les autres partis démocratiques et les associations populaires doivent aussi prendre cette attitude* », dit Mao Zedong (1893-1976) en 1950[17].

Autrement dit, la paysannerie chinoise a joué un rôle très important dans l'établissement de la République populaire de Chine (RPC) en 1949 et elle va aussi contribuer à l'industrialisation de l'Etat. L'Etat chinois, représenté surtout par le pouvoir politique du Parti communiste chinois

[17] Mao, Zedong (1950), "Zuo yige wanquan de gemingpai" (Sois devenu un complet révolutionnaire), *Mao Zedong xuanji* (Sélections de Mao Zedong), Volume 5, Pékin, Renmin chubanshe (Editions de Renmin), 1977, p. 26.

(PCC), joue, lui, un rôle clé dans la mobilisation des ressources pour créer un modèle de développement depuis 1949. Les rapports, conflictuels ou coopératifs, entre l'Etat et la paysannerie peuvent donner une impulsion directe au développement du pays. Donc la problématique des rapports entre l'Etat et la paysannerie en Chine constitue un sujet indispensable dans les études de développement.

Concrètement, la recherche autour du *San Nong* vise à montrer d'abord la problématique des rapports entre l'Etat et la paysannerie. Les problèmes de la paysannerie, de la campagne et de l'agriculture ne datent pas d'aujourd'hui, mais deviennent cruciaux depuis la réforme économique. Selon la vision pessimiste évoquée plus haut, la croissance économique rapide qui a commencé depuis plus de vingt ans, poursuivie et promue par l'Etat, n'apporte que peu de bien-être à la majorité du peuple (essentiellement les paysans), mais mène au contraire à l'aggravation des inégalités, à la précarisation du travail et à la dégradation environnementale. Le développement du pays a ainsi été mis en cause pendant les dernières années.

De ce fait, on peut supposer qu'il y a un lien entre le changement au niveau de l'Etat, y compris les lois, les institutions politiques et les acteurs exécutifs, et la question embrassée par la notion du *San Nong*. Il est donc important de pouvoir situer ce changement au niveau de l'Etat pour comprendre comment il a affecté la situation de la paysannerie depuis la réforme économique. Cette période couvre déjà un quart de siècle. On peut donc l'aborder dès à présent avec un certain recul. Cette approche historique peut aider à comprendre la particularité de cette période récente, car on peut la comparer aux périodes précédentes. Elle est indispensable pour cerner les permanences et les changements dans un processus de long terme dont les dimensions sont multiples : économiques, sociales, politiques et culturelles. On ne peut pas réduire l'évolution des rapports entre l'Etat et la paysannerie à la seule dimension économique, au succès ou aux échecs de celle-ci.

Une approche historique du développement peut aussi mettre en évidence, par exemple, l'importance permanente des questions de l'accès à la terre et du poids de la fiscalité dans les rapports entre l'Etat et la paysannerie. Ce sont des questions liées à la survie des petits agriculteurs.

Historiquement, si l'Etat peut satisfaire les demandes de la paysannerie en ce qui concerne l'égalité de l'accès à la terre et l'allègement des contributions, les rapports entre les deux favorisent un développement assez équilibré. Selon cette logique, on peut émettre l'hypothèse que l'émergence du problème du *San Nong* aujourd'hui provient chez les paysans d'une part de la demande de survie, tout comme dans l'histoire antérieure, et, d'autre part, de nouvelles attentes telles que la justice sociale et l'enrichissement matériel, dont les niveaux actuels ont surpassé les niveaux historiques antérieurs.

Dans une perspective historique de longue durée, les rapports entre l'Etat et la paysannerie ont été très différents en Chine et en Europe. Selon Chesneaux (1976 : 14), cette différence « réside non pas dans telle ou telle modalité des liens de dépendance imposés aux paysans, mais dans le rôle de l'Etat. L'Etat, peu important dans la féodalité occidentale (qui délègue au seigneur l'essentiel des fonctions publiques) est au contraire tout-puissant en Chine. Les paysans sont

autant exploités par la machine publique et bureaucratique que par les appétits privés des *dizhu* » en Chine[18].

D'une manière générale, au contraire de l'Europe, les interactions entre l'Etat chinois et la paysannerie ont été au cœur du développement sur une très longue période. Depuis l'Antiquité, l'Etat a contrôlé l'accès à la terre. Normalement la fiscalité peut mobiliser une partie du surplus agricole qui assure son fonctionnement, mais elle peut aussi organiser de grands travaux d'infrastructure qui créent les conditions d'une reproduction stable de l'économie et de la société agricole. La doctrine de l'Etat chinois depuis l'Antiquité a d'ailleurs toujours considéré le rapport avec la paysannerie comme l'axe de sa légitimité. A certains moments, ce système a pu conduire à des abus : impôts excessifs, prestations arbitraires ou privatisation informelle des terres avec une évolution vers un certain type de féodalisme. Mais historiquement les périodes de dégradation des rapports entre l'Etat et la paysannerie ont été souvent suivies par des périodes de restauration d'un rapport mutuel équilibré. Les révoltes paysannes ont souvent contribué à rétablir cet équilibre.

Le problème de la propriété foncière a été essentiel dans la révolution chinoise et a finalement mené à la réforme agraire de 1950. Les paysans pauvres ont demandé et obtenu les terres à cultiver parce qu'ils avaient pris part à la révolution agraire, dirigée par le PCC à ce moment-là. De la réforme agraire jusqu'au milieu des années 1980, la garantie de la sécurité alimentaire était prioritaire pour l'Etat et pour la plupart des paysans chinois. Ainsi, tous les paysans, mobilisés par les cadres ruraux dans les communes populaires, étaient engagés dans la production de cultures vivrières et dans la construction hydraulique pour améliorer les conditions de la production céréalière.

Le rôle de l'Etat chinois, après 1950, est non seulement de maintenir le pouvoir et l'ordre, mais aussi de mobiliser les ressources agricoles et paysannes pour une industrialisation rapide durant la première planification quinquennale (1953/1957). Pendant la période de la collectivisation, puis de la Commune populaire, la Chine recommence à se développer tout en cherchant à garder son indépendance. Les constructions de l'infrastructure agricole, réalisées dans le cadre des communes populaires avec l'établissement des écoles et petites cliniques dans les milieux ruraux, ont amélioré les conditions de vie à la campagne. Ce type de développement rural « apporte un changement fondamental dans les valeurs et objectifs de développement, avec l'accent mis sur la récompense collective plus que sur la récompense individuelle, et sur les objectifs sociaux plus que sur les objectifs purement matériels et technologiques »[19].

Après la réforme économique, dès 1980, la Chine s'est ouverte vers l'extérieur en empruntant de plus en plus de principes au courant du développement néo-libéral, tout en affirmant mettre en place les conditions d'un « socialisme de marché aux couleurs chinoises ». La libéralisation et la décentralisation économiques amènent un changement des pratiques des acteurs dans les milieux ruraux. Malgré la référence au libéralisme économique, l'Etat, représenté par les cadres ruraux, reste maître dans le domaine des impôts et taxes, dans le planning familial et dans la mobilisation de la main-d'œuvre et des terres visant à réaliser ses nouvelles stratégies de développement. L'urbanisation, par exemple, s'accompagne de la disparition d'un grand nombre de terres et de paysans. Ces derniers sont obligés de se soumettre de plus en plus aux

[18] Les *Dizhu* étaient les propriétaires fonciers, mais ils louaient aussi leurs terres aux *nongmin* pour les faire cultiver. La plupart des *nongmin* étaient aussi propriétaires des terres qu'ils cultivaient eux-mêmes, ou encore cultivaient une partie des terres des *dizhu*. Pour éviter de confondre *nongmin* et *dizhu*, tous les deux ayant eu des terres, je préfère utiliser le mot *dizhu* en chinois pour parler des grands propriétaires fonciers dans ce texte.

[19] Aziz, Sartaj (1980, c. 1978), Introduction, xix.

principes et aux aléas du marché libre.

Après la réforme économique, la question de l'emploi pour la paysannerie devient une nouvelle préoccupation, notamment pour ceux qui ont perdu ou abandonné leurs terres. De nombreux paysans demandent que de nouvelles opportunités d'emploi et la justice sociale accompagnent les transformations du mode de vie et du système de production imposées par les marchés.

Les différentes demandes de la paysannerie, comme les différentes politiques de l'Etat, ont un impact sur l'évolution des rapports entre Etat et paysannerie. C'est ce que l'on constate depuis les années 1990.

C'est l'Etat qui a proclamé et autorisé la réforme dans les campagnes. Cependant, au fur et à mesure que la réforme élargit le rôle du marché, celui-ci transforme les conditions objectives des rapports entre l'Etat et la paysannerie. L'Etat éprouve de plus en plus de difficultés à orienter la transformation rurale selon sa seule volonté et ses seuls choix. Ses rapports anciens avec la paysannerie sont progressivement mis en cause. Le marché introduit toujours plus d'insécurité pour une partie importante des paysans. Ceux-ci cherchent, comme depuis toujours dans l'histoire, à sécuriser leurs conditions d'existence, à produire pour assurer leur vie matérielle et améliorer leur condition de vie, mais aussi à se construire une identité dans le territoire villageois afin d'améliorer les conditions de vie de la collectivité. Ils ne cessent de lutter contre l'inégalité croissante de la répartition des terres, contre les surcharges fiscales imposées par divers niveaux du pouvoir d'Etat, et aussi contre les catastrophes naturelles qui affectent diverses régions rurales chaque année.

Bien que les objectifs de l'Etat modernisateur et de la paysannerie divergent fortement et de plus en plus, le monde paysan dans l'ensemble continue à espérer l'aide de l'Etat qui apparaît toujours comme le recours ultime contre les abus et les risques trop importants.

Les contradictions du *San Nong* aujourd'hui doivent donc être replacées dans le contexte historique qui a forgé les relations entre Etat et paysannerie à travers les siècles. La paysannerie attend encore beaucoup de l'Etat et l'Etat a réaffirmé tout récemment, en 2003, sa volonté politique d'accorder une attention particulière aux problèmes de la paysannerie.

Cependant il n'est pas certain que les politiques proposées désormais par l'Etat puissent vraiment répondre à l'ampleur des problèmes rencontrés aujourd'hui dans les campagnes et aux attentes de la paysannerie. C'est une question que l'on tentera de prendre en considération au cours de cette recherche : peut-on concevoir que l'Etat chinois puisse aujourd'hui inventer une politique de développement durable qui corresponde aussi aux attentes de la grande majorité de la paysannerie, une politique qui puisse s'inscrire aussi dans une certaine continuité de la tradition historique de la recherche de l'harmonie entre les intérêts de l'Etat et des paysans ?

Pour réaliser cette étude de l'évolution récente des rapports entre l'Etat et la paysannerie, on ne peut se contenter de juxtaposer ou d'opposer ces deux catégories d'analyse, d'ailleurs bien difficiles à définir en soi, comme s'il s'agissait d'ensembles autonomes dont les interactions dépendraient simplement des stratégies, des comportements et des attentes de chacun des deux. Du point de vue de l'étude du développement, il est impossible de se satisfaire d'une approche « structuraliste » qui chercherait à définir des rapports de fonctionnalité entre l'Etat d'une part, la paysannerie d'autre part.

Derrière ces deux concepts, il y a en fait des réalités d'acteurs très complexes, qui ne se limitent pas aux « fonctionnaires-bureaucrates» de Weber, à la « paysannerie révolutionnaire » du marxisme radical, ou encore aux « pauvres des régions rurales » de la Banque mondiale, qu'elle voudrait transformer en « micro-entrepreneurs ruraux ». On essaiera progressivement dans cette recherche de préciser la nature des acteurs en cause dans le processus du développement rural actuel.

Parmi ces acteurs, on a déjà évoqué le rôle des cadres ruraux. L'hypothèse centrale est qu'ils sont la charnière de l'articulation des rapports entre l'Etat et la paysannerie depuis un demi-siècle. Il n'est pas facile de les situer comme « acteurs » de cette articulation, parce qu'ils sont à la fois soumis aux impératifs de l'Etat et aux demandes de la paysannerie. Selon leur position de responsabilité dans l'organigramme administratif (Schéma 2), ils représentent tantôt l'Etat, tantôt la paysannerie. Mais dans tous les cas, la majorité d'entre eux sont paysans ou d'origine paysanne, et ils doivent convaincre les paysans, voire travailler avec eux dans la réalisation d'objectifs concrets.

On peut penser que, vu leur position d'intermédiaires entre l'Etat et la paysannerie, ces cadres ont une certaine autonomie de décision et constituent donc un ensemble d'acteurs non homogène mais stratégique dans l'articulation Etat-paysannerie. Leur position et leur rôle ont bien évolué depuis les années 1950, à travers les époques successives de la réforme agraire, de la planification centralisée, des communes populaires, des réformes économiques et de l'accélération récente de la libéralisation et de la décentralisation. On cherchera à situer les caractéristiques de cette évolution et leur impact sur le développement des régions rurales et à essayer modestement de comprendre leur rôle particulier dans un processus de développement caractérisé par un rythme de changement accéléré. La recherche veut se situer dans la problématique du développement et dans une approche interdisciplinaire pour éclairer les interactions entre diverses dimensions qui font la particularité d'une situation d'expansion dans un moment historique donné. Cette situation est synthétisée, à un niveau très général, par les problèmes dans l'espace rural.

Comme cette recherche est centrée sur le *San Nong* depuis la réforme économique, on voudrait faire trois hypothèses complémentaires :

1) La mise en place de la décollectivisation et de la réforme économique a dans un premier temps augmenté la liberté de décision des cadres ruraux, à travers leurs initiatives possibles dans la mise en œuvre des différentes dimensions du marché décrétées par le sommet de l'Etat. Cela a entraîné une grande diversité d'initiatives locales aux caractères géographiques, économiques et sociaux variés, tout en obligeant les cadres ruraux à mettre en œuvre de nouvelles ressources pour compenser le retrait des financements de l'Etat.

2) Le succès même de la libéralisation en termes de marché a cependant suscité l'apparition de nouvelles catégories d'acteurs dans les campagnes, et a, en outre, suscité tout un ensemble de conséquences sociales et environnementales négatives que les cadres ont de plus en plus de difficultés à gérer. Les tensions entre catégories de cadres ruraux, ainsi qu'entre eux et les couches insécurisées de la paysannerie, se sont aggravées. La capacité de gestion des cadres ruraux s'est donc affaiblie, rendant problématique l'articulation entre Etat et paysannerie dans la recherche d'un développement durable.

3) Les cadres ruraux devraient jouer un rôle central dans le système de gouvernance locale mis en place dans les campagnes, principalement ceux qui gèrent les comités villageois. Mais le

contexte économique général dans lequel doit se situer cette gouvernance rend de plus en plus difficile une réponse adéquate aux problèmes du *San Nong* au niveau local.

L'objectif de la recherche est d'avancer dans la compréhension de ces problèmes complexes qui conditionnent largement l'avenir de la Chine et de ses 1,3 milliards d'habitants. On voudrait le faire dans une approche à la fois générale, nécessaire pour comprendre le contexte et la situation dans l'ensemble, et régionale, en prenant en compte la situation dans deux provinces contrastées : le Shandong et le Henan.

III. La démarche de la recherche

La recherche se fait dans le cadre des études en développement, mais prend sa source, en grande partie, dans les études chinoises. Dans celles-ci, la sinologie met l'accent sur la longue tradition de recherche des missions chrétiennes, recherches sur les textes littéraires, sur l'histoire, la langue, la religion et l'art, qui donnent à ce monde des caractéristiques propres. Les études chinoises essayent de comprendre l'ensemble de la société par le biais des relations entre les notables et les milieux populaires, ce qui permet d'étudier à la fois la grande tradition du pays et les petites traditions locales, et ainsi de ressentir le sentiment de cette nation[20]. Ces études ont après la Seconde Guerre mondiale servi aux politiques diplomatiques des Etats-Unis face à la nouvelle Chine populaire.

L'étude du développement rural de la Chine prend sa source, d'une part, dans les écrits historiques, qu'il s'agisse des édits d'empereurs ou des rapports sur les coutumes et institutions locales, y compris les systèmes de la propriété foncière, sur l'impôt foncier et les corvées dans chaque dynastie, et d'autre part, dans les travaux sur le terrain depuis les années 1930[21], mais surtout depuis les années 1980. Ces deux sortes d'études sur le développement rural en Chine offrent des sources d'information et d'inspiration pour tous les chercheurs qui s'engagent dans ce type d'investigation, en théorie comme en pratique.

La transformation des campagnes et l'évolution des pratiques paysannes au niveau local concernent autant les rapports entre Etat et paysannerie que le développement local. Dans le cas chinois, selon certains observateurs, les micro-situations sont plus difficiles à cerner que les macro-situations, comme le dit Long dans la traduction de son livre en 1977[22] :

The Chinese case could in fact be regarded as a critical one, since it offers an alternative model of development to that of Capitalism. But the paucity of detailed local-level rural studies, which might give substance to the many generalized statements made about Chinese development strategy, makes the task of evaluation especially tricky.

En d'autres termes, le cas de la Chine pourrait être considéré comme un cas critique puisqu'il apporte un autre modèle que celui du capitalisme. Mais le manque d'études détaillées sur les réalités rurales locales rend l'évaluation de cette période particulièrement difficile.

Le développement rural de la Chine est souvent considéré comme un modèle particulier dans les années 1960 et 1970, sous la Commune populaire par exemple (Aziz, 1978). Mais la recherche reste limitée puisque l'espace chinois n'était ouvert que partiellement à certains pays

[20] W. Skinner (1963), "What the study of China can do for social science", *The Journal of Asian Studies*, Vol. 23, No. 4 : 517-522.
[21] Zheng, Hangsheng et Wang, Wanjun (2000 : 128-179) et les rapports de la Société du chemin de fer en Mandchourie.
[22] Long, Norman (1977), *An introduction to the sociology of rural development*, London, Tavistock Publications.

et à certains sympathisants politiques à cette époque-là. Alors que l'anthropologie et la science politique des problèmes paysans avaient déjà connu certaines avancées en ce qui concerne l'Europe, l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie du sud et du sud-est, la recherche du développement rural de la Chine, qui avait pourtant la population paysanne la plus nombreuse du monde, restait relativement faible. Les études de sociologie locale ont été suspendues en Chine entre 1956 et 1980, alors que, paradoxalement, à cette époque la plupart des professeurs d'université étaient envoyés dans les campagnes pour se remodeler, surtout entre 1966 et 1976 durant la période de la Révolution culturelle.

Néanmoins, depuis les années 1980, la recherche sur les problèmes des paysans, des campagnes et de l'agriculture du point de vue socio-économique ou socioculturel s'est considérablement développée. Grâce à la recherche de terrain, les chercheurs ont pu enrichir considérablement les matériaux relatifs aux problèmes ruraux contemporains.

Parallèlement, la recherche sur les paysans du monde a connu un nouveau dynamisme dans les cercles académiques depuis les années 1970, particulièrement les études du développement consacrées aux pays du Tiers Monde. Certains anthropologues ont changé leur prise de position au sujet de la paysannerie après l'indépendance de la plupart des colonies, bien que l'étude anthropologique de la société paysanne, vue comme une société plus compliquée qu'une société primitive, ait démarré d'abord dans les pays européens[23].

En Chine, au fur et à mesure des besoins et des progrès de la recherche, l'anthropologie a aussi élargi son terrain d'investigation allant, grâce aux possibiltés d'accès dans les endroits les plus reculés, des régions minoritaires aux régions rurales. En même temps la sociologie rurale est mise en œuvre, résultant d'une étude multidisciplinaire qui est en train de se former dans les recherches de terrain.

De plus, les études japonaises apportent une contribution inégalée à la recherche sur les paysans chinois en raison de la proximité géographique, de la similitude culturelle et même du colonialisme passé. Les enquêtes détaillées dans la région de Huabei, y compris Pékin, Tianjin, Hebei, Shandong, Shanxi et la Mongolie, entre les années 1930 et 1940 ont une grande valeur dans la recherche sur la société rurale avant 1945. En suivant ces études, on a la possibilité de faire une analyse théorique des rapports entre la paysannerie et l'Etat, des transformations des villages et des changements des pratiques paysannes en relation avec le développement local.

En ce qui concerne les études de cas présentée ici, les lieux d'investigation, que des circonstances diverses de ma vie m'ont fait connaître, n'étaient pas trop éloignés, mais ont posé des difficultés : pertes de temps considérables dans les déplacements ferroviaires et problèmes de communication avec les cadres et paysans dans certains villages (voir Carte 1 et Annexe 1).

J'ai travaillé pendant cinq ans, entre 1988 et 1993, à l'Université de Yantai dans la province de Shandong et je me suis familiarisée avec plusieurs endroits et avec des gens en milieu rural. Tous les villages que j'ai visités et où j'ai fait des enquêtes dans cette province ne sont pas loin de Yantai, sauf celui de Dongwei. L'urbanisation des villages liés à cette université est un sujet important et intéressant pour moi, puisque les diverses transformations villageoises dans la région de Jiaodong (la péninsule à l'est de Shandong) me confortent dans mon choix du

[23] Redfield, Robert (1963, c. 1956), "Anthropology and the little primitive community", *Peasant society and culture*, Chicago & London, The University of Chicago Press, pp. 5-22.

développement rural. Ajoutons que les caractéristiques des pêcheurs et leur culture m'attirent et m'ont amenée à vouloir mieux en connaître les acteurs.

Quant à Dongwei, il se trouve dans le comté de Zouping qui est au centre de la province du Shandong. Zouping est une des bases du mouvement de la reconstruction rurale dans les années 1930, dirigé par Liang Shuming (1893-1988) dont les ouvrages *Les cultures occidentale-orientale et leurs philosophies* (1921) et *Théories de la construction rurale* (1937) ont beaucoup attisé mon intérêt pour la recherche sur le développement rural de la Chine.

La province de Henan, dont la population agricole est la plus importante du pays, a opté pour l'économie agricole. Les villages dans lesquels j'ai mené la recherche de terrain font partie de la sous-préfecture Sheqi au sud-ouest de la province. Comme j'y ai séjourné plusieurs fois depuis 1992 et pendant plus de dix ans, j'ai pu faire une observation sur le changement dans la durée qui m'inquiète un peu : comment va évoluer la sous-préfecture ? La détérioration des conditions de vie du peuple et la dégradation de l'environnement entravent le développement régional.

Quant aux villages situés autour de Pékin, j'en avais déjà visité plusieurs, et même certains dans la province de Hebei et la municipalité directe de Tianjin, centrée sur la question des marchés ruraux et du changement villageois. Le village de Daying présenté dans cette étude a été pour moi une grande source d'inspiration.

Le travail de terrain met l'accent sur le problème du *San Nong* et son évolution dans les transformations villageoises de la péninsule de Shandong, dont le village de Dongwei est un bon exemple face aux autres villages, ce qui fournit les éléments d'une comparaison intra-régionale. La comparaison avec les villages du Henan permet d'évoluer vers une comparaison interrégionale, tout en mettant encore mieux en évidence les différences dans les transformations survenues dans les villages de Chine. Le village de la région de Pékin va bien montrer son propre avantage et sa propre personnalité dans les transformations rurales et les pratiques d'acteurs face au problème du *San Nong*.

La prise en considération de différents types de villages est un point important, même si elle présente des difficultés et des limites, pour montrer que les transformations subies depuis la réforme économique n'ont certainement pas amené un type de développement uniforme dans les campagnes et les villages. Les différences se sont accentuées entre villages et régions dans les domaines économique, social, environnemental et culturel, mais en même temps tous sont marqués par un certain nombre de caractéristiques qui font qu'ils s'inscrivent encore bien dans la tradition historique des villages chinois. C'est la prise en considération à la fois de cette continuité et de cette diversité qui devrait permettre d'éclairer de manière plus fine le problème du *San Nong*, le rôle des cadres ruraux dans l'évolution des rapports entre l'Etat et la paysannerie, et les enjeux futurs du développement rural durable.

Les régions présentes ici sont typiques de l'agriculture du Nord de la Chine, sur des terres de cultures sèches. Le Shandong fait partie de la région de l'Est selon le degré du développement économique, tandis que le Henan fait partie de celle du Centre[24]. Mais aujourd'hui, ces régions

[24] Actuellement, on parle souvent des régions macro-économiques de l'Est, du Centre et de l'Ouest :
— L'Est : 8 provinces (Liaoning, Hebei, Shandong, Jiangsu, Zhejiang, Fujian, Guangdong, Hainan), 3 municipalités relevant directement à l'autorité centrale (Beijing, Tianjin et Shanghai) et 1 région autonome minoritaire (Guangxi) ;
— Le Centre : 8 provinces (Heilongjiang, Jilin, Shanxi, Henan, Hubei, Hunan, Anhui, Jiangxi) et 1 région autonome minoritaire (Inner Mongolie);

nous montrent aussi les différents phénomènes et les nouvelles tendances dans le développement rural, conséquences de la réforme et de l'ouverture depuis 1978.

A côté des rapports entre l'Etat et la paysannerie dans les villages, le choix des cas tend à expliquer et à relever les différences et similitudes des transformations rurales dans une même période. Il est intéressant de réaliser une étude de cas différents dans la mesure où ils montrent la diversité des transformations face aux politiques de l'Etat, et aussi parce que cette diversité permet de relier des problèmes du même genre rencontrés dans d'autres expériences de développement et abordés dans la bibliographie récente sur le développement.

Une étude du développement doit être interdisciplinaire si l'on veut saisir les diverses dimensions d'un processus en cours, sa dynamique, ses contradictions et les divers intérêts et objectifs des différentes catégories d'acteurs qui y sont impliqués. Elle demande qu'on relie l'histoire aux documents, la théorie sociologique aux enquêtes et l'anthropologie à l'observation. Le travail de terrain est devenu indispensable à la recherche. La mienne aura l'avantage de recourir aux apports de plusieurs disciplines — l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, la démographie, la science politique, l'économie, les statistiques, etc. — dans une analyse visant à enrichir les études de la société rurale de la Chine, ainsi que de son développement rural.

Pour montrer l'importance des rapports entre l'Etat et la paysannerie dans le processus du développement en cours, nous devons utiliser les nombreux acquis des recherches précédentes, des Chinois comme des non-Chinois, en faisant référence à l'histoire pour pouvoir combiner la double dimension du changement rapide d'éléments essentiels de la réalité, et de la permanence d'une certaine structure sociale dans une longue durée. De plus, comme il y a de nombreux éléments incertains dans les réalités actuelles du développement, une recherche scientifique comme une action dans ce domaine doit servir, par l'analyse et l'orientation des décisions de l'Etat et des dirigeants locaux[25], à empêcher une région ou un pays d'aller plus mal dans la pratique.

Actuellement, de nombreux problèmes, tels que la faiblesse ou la détérioration relative du revenu agricole ou les écarts régionaux croissants, sont aussi étroitement liés à la globalisation. Dans ce cas, la question « pourquoi la Chine n'est-elle pas entrée dans le capitalisme ? » posée depuis plus d'un siècle, devrait être changée en « que s'est-il passé et que se passe-t-il en Chine dans son évolution particulière dans le contexte de l'époque capitaliste ou moderne ? » Dans cette perspective, il est surtout important d'éviter de parler de la Chine d'un point de vue ethnocentrique ou occidental.

— L'Ouest : 6 provinces (Shaanxi, Gansu, Qinghai, Sichuan, Yunnan, Guizhou) et 3 régions autonomes minoritaires (Ningxia, Xinjiang, Tibet) et 1 municipalité relevant directement de l'autorité centrale (Chongqing).

[25] Dans ce texte, je parle des dirigeants locaux ou villageois, y compris non seulement les cadres communistes, mais aussi les responsables des entreprises rurales et d'autres affaires au niveau du local ou du village.

IV. Structure de la thèse

La thèse sera composée de trois parties principales.

La première partie, qui part des problèmes du *San Nong* et des théories sur le développement, essaie de montrer les divers systèmes de l'Etat dont la propriété foncière, les impôts et les taxes, l'administration en milieu rural et l'aide aux agriculteurs pour la production et la reproduction de richesse. Il est nécessaire de situer leurs fondements historiques et les enjeux contemporains autour des rapports entre l'Etat et la paysannerie dans la longue durée du processus de développement.

Dans la seconde partie, la recherche va examiner ce qui s'est passé au niveau des villages, les différentes transformations et les problèmes en relation avec le *San Nong* et les pratiques plurielles des différentes catégories d'acteurs. La deuxième partie va donc relier les études de cas dans le but de voir comment les problèmes évoluent concrètement au niveau des villages depuis la réforme économique, quelles sont les solutions recherchées à ces problèmes par les différents acteurs, et comment se recomposent les rapports entre l'Etat et la paysannerie au niveau des villages. Une attention particulière sera donnée à la place et au rôle des cadres ruraux, pour les raisons avancées ci-dessus dans les hypothèses.

La troisième partie va analyser la cohérence et la rupture entre les fondements historiques et les enjeux contemporains dans le temps, les interrelations entre les transformations rurales et les pratiques des acteurs dans l'espace, en relation avec le problème des rapports entre Etat et paysannerie depuis la réforme économique. Cette partie cherchera à faire une synthèse générale de l'évolution des rapports entre l'Etat et la paysannerie et de leurs enjeux du point de vue du développement durable, en tenant compte des questions posées par les théories du développement dans ce domaine.

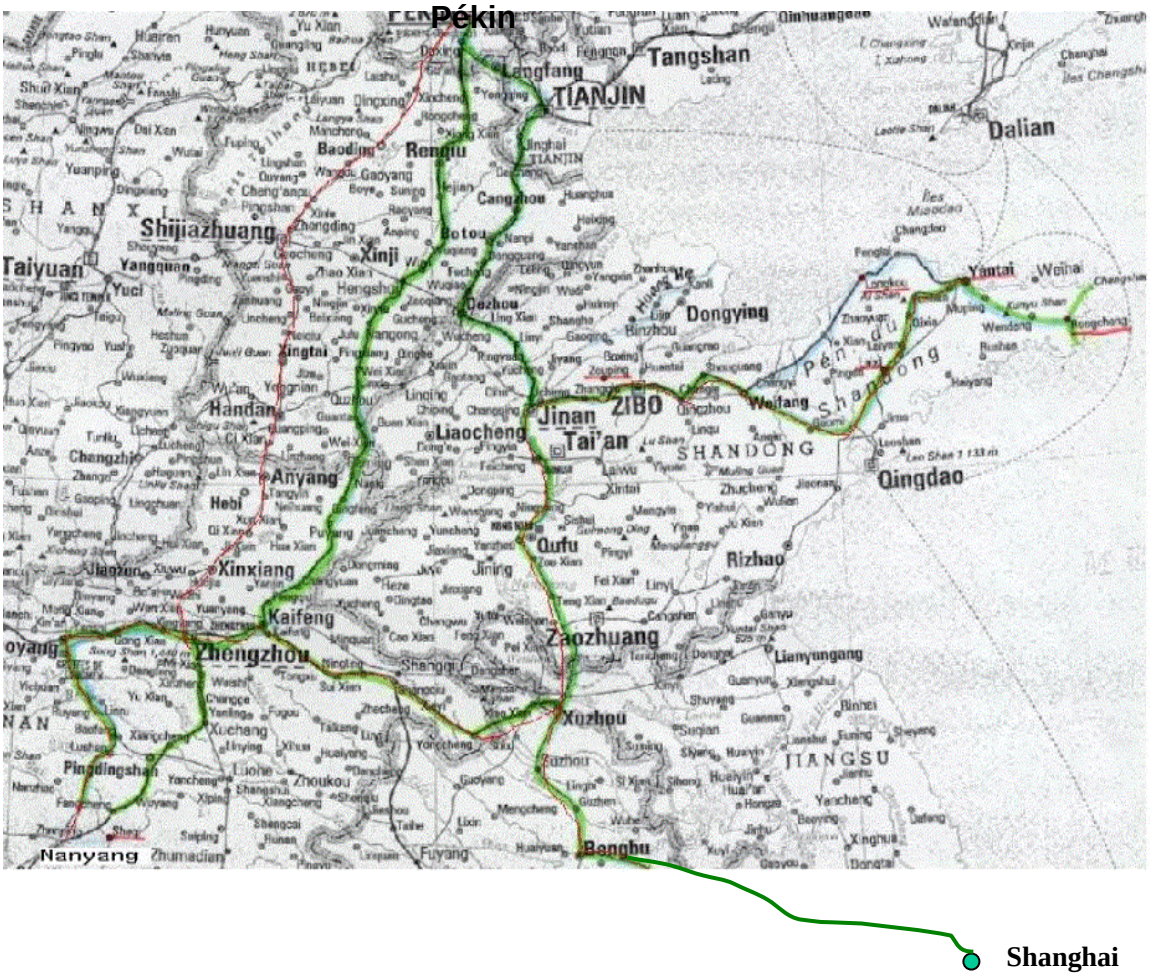
Dans les trois parties, une approche épistémologique selon les réalités positives du monde est nécessaire, c'est-à-dire qu'il faut connaître l'histoire des faits et la réalité objective du pays, tout en tenant compte des contraintes et défis de l'extérieur. Puis, on essayera de proposer un changement normatif en fonction des théories et des pratiques avec une méthodologie comparative et scientifique. Par ces deux approches, une théorie du développement rural pourra s'articuler autour de la Chine comme un cas particulier autour d'un cas général.

En bref, une étude historique des rapports entre Etat et paysannerie peut mettre en lumière la spécificité de la voie particulière du développement suivie par la Chine ancienne et contemporaine, tandis que les études de cas nous permettent de mieux comprendre les initiatives et la créativité des divers acteurs face aux problèmes du développement du pays.

Dans la conclusion, on cherchera à mettre en perspective les contradictions sociales, mais aussi la richesse de l'expérience historique et contemporaine du développement chinois. Cette richesse devrait pouvoir l'aider à trouver, malgré les grandes difficultés présentes, sa propre voie de développement.

Carte 1. Les études de cas liés par les lignes du transport

Voici deux lignes principales : 1. Shanghai — Yantai — (Rongcheng, Longkou, Laixi) — Zouping — Tianjin ou Pékin — Shanghai — Nanyang — Sheqi — Nanyang — Shanghai ; 2. Shanghai — Jinan — Yantai — Pékin — Zhengzhou ou Nanyang — Sheqi —Nanyang — Shanghai



Partie 1. Problèmes du *San Nong* et rapports historiques Etat-paysannerie

Chapitre 1. Contexte général

1.1. La crise actuelle du *San Nong*

Le mot crise en chinois s'écrit par un double caractère et cet idéogramme véhicule les deux sens, c'est-à-dire le danger et l'opportunité en même temps. Ainsi toujours, on cherche l'opportunité de la sortie devant la crise. La mise en œuvre du système de la responsabilité familiale à la fin de 1978 est un bon exemple. La réforme économique commence à se dérouler dans les campagnes dans la mesure où les paysans prennent des terres à responsabilité par un contrat, signé entre le chef du foyer paysan et l'administration villageoise, mais autorisé par le gouvernement local depuis cette année-là. En rapport avec le système de la responsabilité familiale, une série de politiques et de lois de réforme agraire, dirigée par l'Etat, est mise en œuvre. A travers cette réforme, il s'agit de libéraliser les prix des produits agricoles, de démanteler les communes populaires, de diminuer les impôts et taxes et d'offrir la subvention aux produits agricoles.

En 1984, le système de la responsabilité familiale est mis en pratique dans presque toutes les régions rurales selon la directive de l'Etat[26]. Les impacts de la réforme sont positifs dans les régions rurales pendant les cinq premières années dans la mesure où le revenu paysan a augmenté et la production agricole a crû[27]. D'après l'économiste Lin Yifu (1992), 97 % de l'augmentation de la productivité agricole entre 1978 et 1984 doit être attribué au système de la responsabilité familiale[28]. Cependant, comme le système de responsabilité n'est mis en pratique dans tout le pays qu'au milieu des années 1980, Tajima doute que ce soit la vraie cause de la croissance de l'économie rurale[29]. Selon cet acteur, une partie importante de la croissance économique dans les régions rurales pendant cette période pourrait donc être aussi due à l'équipe de production collective dans les communes populaires. Le revenu paysan par an, en moyenne, s'élève de 15,1 % lorsque l'agriculture augmente de 6,6 % par an entre 1978 et 1984.

La croissance du revenu paysan, dont 56,0 % provient de la croissance de la production agricole, 23,1 % du prix élevé des produits agricoles, 13,3 % du revenu non agricole et 7,6 % de la réduction des impôts et taxes d'après la recherche du Ministère de l'Agriculture[30], est liée

---

[26] La directive de *Guanyu shixing zhengshe fenkai, jianli xiangzhengfu de tongzhi* (Sur la séparation de l'administration et la Commune populaire, l'établissement du gouvernement par cantons, 12-10-1983), annoncée par le CCPCC et le Conseil d'Etat, demande d'achever l'établissement du gouvernement par cantons à la fin 1984.

[27] De 1980 à 1984, la production alimentaire, y compris les blés, les riz, les céréales, les maïs, les gaoliang (kaoliang), les pois et les tubercules dans les statistiques de Chine, dont les six premiers avaient été contrôlés par l'Etat jusqu'en 1985, a augmenté de 320,55 millions de tonnes à 407,30 millions de tonnes. *Zhongguo nongye nianjian, 2000*, Pékin, Zhongguo nongye chubanshe (Editions de l'agriculture de Chine), 2000, p. 551.

[28] Lin, Yifu (1992), *Zhidu, jishu yu zhongguo nongye de fazhan* (Institution, technologie et développement de l'agriculture chinoise), Shanghai, Sanlian shudian.

[29] Tajima (1996), économiste agricole de l'Université de Tokyo, fait remarquer le décalage entre ce nouveau système et le prix élevé de produits agricoles. Ce dernier a été mis en œuvre en 1979. L'auteur se soucie de l'agriculture chinoise, qui à cause de la réduction de la surface des terres cultivées et de la baisse du taux d'autosuffisance, va tomber dans le même piège que celle-ci dans les autres pays en Asie de l'Est, où l'agriculture n'est pas compétitive sur le marché mondial à moins que l'Etat la subventionne. Pour éviter l'arrivée de ce fait dans le futur, il propose un changement structurel sur la base des terres encore collectives, c'est-à-dire la production intensive pour la sécurité alimentaire. Je crois qu'il a raison, parce qu'il est impossible que l'Etat chinois supporte énormément de nombreux agriculteurs.

[30] *Nongmin shouru yu laodongli zhuanyi* (Revenu paysan et changement de main-d'œuvre), Pékin, Zhongguo nongye chubanshe, 2000, pp. 89-90.

d'une part aux politiques de l'Etat, et d'autre part aux initiatives des paysans. Pour la part des politiques de l'Etat, le prix des principales productions alimentaires a augmenté de 20,86 % en 1979 et le contrat de responsabilité ne change pas pendant quinze ans. Pour la part des initiatives paysannes, les paysans ont investi plus dans les cultures vivrières et les cultures commerciales par l'apport des engrais chimiques et l'amélioration des semences.

La « prospérité » rurale n'a pas duré longtemps malheureusement. Entre 1985 et 1988, le taux de la croissance vraie du revenu paysan par an n'a augmenté que de 1,2 % alors que celui de l'agriculture atteint 4,1 % par an. La récession des cultures céréales et l'inflation sont vues comme les causes principales.

Bien que la moyenne nominale du revenu paysan s'élève de 545 *yuans* en 1989 à 708 *yuans* en 1991, le taux de la croissance n'est que de 0,7 % si les chiffres tiennent compte de l'inflation. Le taux de croissance de l'agriculture s'élève toutefois de 5,4 % pendant cette période-là. La contradiction entre la croissance de l'agriculture et la stagnation, et même la réduction en 1989 (-1,6 %) du revenu paysan devient un des problèmes sociaux les plus soulignés depuis la fin des années 1980[31]. De 1990 à 1993, les taux de croissance du revenu paysan sont de 1,8 %, 2 %, 5,9 % et 3,3 %.

De 1994 à 1996, l'Etat a élevé le prix des principaux produits agricoles de 105 % et prolongé la durée du contrat foncier de la responsabilité familiale à trente ans. Les paysans sont ainsi encouragés à s'engager dans l'agriculture[32]. Pendant ces trois années, le revenu paysan a augmenté, en moyenne, de 300 *yuans* par an. En 1996, le taux de croissance du revenu paysan atteint 9 %[33], avec 504,54 millions de tonnes de la production alimentaire, le point le plus haut de l'histoire. L'offre des produits agricoles a ainsi dépassé la demande sur le marché.

Depuis 1997, l'agriculture entre dans une nouvelle période à cause de produits agricoles en surplus. La vente des produits agricoles rencontre des problèmes et les prix des productions agricoles ont diminué, ce qui conduit à ralentir le taux de croissance du revenu paysan. De fait, le taux de croissance du revenu paysan est à 4,6 % en 1997, 4,3 % en 1998, 3,8 % en 1999, 2,1 % en 2000, 4,2 % en 2001, 4,4 % en 2002, et 4 % en 2003[34]. Mais les agents de ces taux de croissance sont surtout les ouvriers-paysans en villes et les gens engagés dans l'activité non agricole en milieu rural, qui apportent plus de revenu que les agriculteurs[35].

Le ralentissement de la croissance du revenu paysan a un impact direct sur la vie paysanne et sur l'évolution des problèmes ruraux.

---

[31] Chen, Zhiyuan et Han Jun, "Nongmin shouru zengzhang : wenti ji duice" (La croissance du revenu paysan : les problèmes et contre-mesures), dans *Nongmin shouru yu laodongli zhuanyi* (Revenu paysan et transformation de la population active), Pékin, Zhongguo nongye chubanshe, 2001, pp. 89-106.

[32] Wen, Tiejun, "Nongcun de zhenwenti shi shenme ?" (Quel est le vrai problème dans les campagnes ?), dans la revue de *Gaige* (*Réforme*), collectionné et réimprimé par www.ccrs.org.cn, 09-05-2004.

[33] Hu, Yifan, "Zhongyang yihao wenjian qiujie sannong kunjing, guanyuan chen shi hao de kaitou" (Le premier rapport du Comité central cherche la solution de *San Nong*, les fonctionnaires disent que c'est un bon début), sur le site www.chinanews.com, 25-02-2004.

[34] Dang, Guoying, "San Nong Wenti, shida jiaodian" (Problèmes du San Nong, dix points), dans la revue *Fazhan* (*Développement*), no. 2, 2003, pp. 22-25. Cui, Wenliang, "Nongmin zengshou huanman de yuanyin, yingxiang jiqi duice" (Les causes, impacts et contre-mesures de la croissance lente du revenu paysan), sur le site www.people.com.cn, 14-04-2004.

[35] Les agriculteurs sont des paysans s'engageant dans les activités agricoles, tandis que les paysans au sens large indiquent non seulement une activité dans l'agriculture mais aussi un statut lié à l'état du livret de résidence rurale en Chine.

Les problèmes du *San Nong* sont mis en avant, tout d'abord par les chercheurs, par exemple Wen Tiejun, qui y a gagné le surnom de « Wen San Nong ». Ayant onze ans d'engagement dans le programme expérimental de la réforme agraire dans dix-neuf régions entre 1987 et 1998, Wen devient un spécialiste connu pour la recherche dans le domaine du *San Nong*. Son analyse, du point de vue macro-économique et micro-économique à la fois, établit que les problèmes de la paysannerie, la campagne et l'agriculture sont venus de l'histoire, des institutions politiques et des marchés national et international[36].

Ensuite, les acteurs locaux, tel Li Changping, un secrétaire du Parti communiste du canton Qipan dans la province de Hubei, ont posé aussi la question du *San Nong*. Li est connu pour sa lettre au Premier ministre Zhu Rongji, dans laquelle il souligne que « les paysans sont misérables, les campagnes sont pauvres et l'agriculture est en danger ! ». A la suite de cette lettre publiée dans le journal *Guangming Ribao,* le gouvernement central prend les problèmes en charge puis met l'accent sur ces situations dans des régions rurales.

Selon l'expérience de Li pendant dix-sept ans, l'auteur fait un résumé selon lequel « les paysans vont en ville comme une inondation; leurs impôts et taxes comme la montagne de Tai pèsent lourd ; leur dette s'accumule de plus en plus haut comme le toit du monde, l'Everest ; les cadres ruraux corrompus font des ravages comme les sauterelles ; le système de la responsabilité familiale est similaire aux chaînes ; les politiques sont semblables aux mensonges et les mensonges sont vus comme la vérité ».

De plus, la parution des *Enquêtes sur les problèmes des paysans chinois* (2003) raconte trois cas advenus dans la province d'Anhui. Dans le premier cas, le paysan Ding mourut (le 21 février 1993) de violences policières parce qu'il avait accusé de corruption les cadres de son village. Cinq ans plus tard, il y eut quatre paysans tués et un enfant blessé à cause que le chef adjoint du village voulait les empêcher de liquider leur compte villageois. Dans le troisième cas, les villageois s'enfuirent de leur village sous la menace de la police locale, parce qu'ils avaient fait appel contre les actes illicites des cadres du village dans la répartition financière, la collecte de l'argent et l'amende[37]. Tous ces cas montrent une situation très tendue entre les paysans et les cadres villageois, et même entre les paysans et la police, déléguée de l'Etat. Les enquêtes vont enfin choquer certains dirigeants supérieurs de l'Etat.

Actuellement, le problème du *San Nong* ne se limite pas aux campagnes. Les ouvriers- paysans, appelés *nongmingong* ou *mingong* en chinois, traversent « le mur » entre villes et campagnes en travaillant dans les secteurs de la construction ou de la rénovation des bâtiments et dans les services urbains. Ils n'ont pourtant pas obtenu le même droit que les citadins dans l'habitat, l'emploi et l'éducation, et non plus partagé l'assurance médicale et l'allocation des marchandises avec les habitants urbains à cause de leur *hukou* rural.

Ils ont rencontré un nouveau problème récemment, c'est-à-dire que les *mingong* ne peuvent recevoir leur salaire à temps, bien que leur salaire réel n'ait pas augmenté depuis plus de vingt ans, malgré une forte croissance économique. Dans la municipalité directe de Chongqing, une

[36] Les articles de cet auteur sont publiés dadeux revues importantes, c'est-à-dire *Zhanlüe yu Guanli* (Stratégies et gestions) et *Zhongguo gaige* (Réforme de la Chine). Wen était le président et rédacteur en chef jusqu'en été de 2004 de la seconde revue qui est éditée par l'Institut d'études du développement rural relevant du Conseil d'Etat. Il devient professeur de l'Université du Renmin de Chine depuis l'été de 2004.

[37] Chen, Guidi et Chun Tao, "Zhongguo nongmin diaocha" (Les enquêtes des paysans chinois), dans la revue *Dangdai*, No. 6, 2003 à Shanghai et la parution aussi sous le même titre *Zhongguo nongmin diaocha* à Pékin, Renmin wenxue chubanshe, 2004. Bien que ce rapport original soit un ouvrage littéraire, les auteurs ont fait les interviews et la recherche pendant trois ans.

paysanne Xiong ayant 42 ans a présenté un fait de ce genre au Premier ministre, Wen Jiabao, lorsqu'il est passé par hasard devant chez elle (le 24 octobre 2003). Le fait est que son mari avait un an de retard dans les payements du travail qui lui étaient dus. Le miracle apparaît immédiatement. Elle a obtenu 2 240 *yuans* ce soir-là. Tout le pays commence à noter le problème de l'arriéré dû aux *mingong* grâce à cet événement. La situation de Xiong est tout à coup connue par la télévision. Mais dans un entretien postérieur à la télévision, elle dit que « *le Premier ministre ne peut venir chaque jour, tandis que nous ne pouvons pas non plus le chercher tous les jours. Comme nous avons encore peur de ne pas recevoir le salaire, nous ne pouvons plus continuer à travailler dans la construction dans la ville de Chongqing* ».

La parole de Xiong reflète un fait concernant des *mingong* travaillant en ville, mais traduit aussi une tristesse ou une déprime collective tant des paysans que de l'Etat. Ce fait montre que les problèmes de la paysannerie ont déjà dépassé l'échelle des campagnes. L'emploi précaire des paysans en ville n'a pu recevoir une attention adéquate des citadins. Le mari de Xiong est le plus heureux parmi les ouvriers-paysans, dont la plupart risquent de perdre la vie dans certaines capitales provinciales, Zhengzhou de Henan et Xi'an de Shannxi par exemple, pour oser demander le paiement de leur salaire.

L'état des *mingong* en ville aujourd'hui est en effet lié directement au système du *hukou*. Celui-ci voulait, en principe, détourner les paysans des villes et limiter les migrations incontrôlées, avec l'objectif que les paysans puissent trouver un avenir dans leurs villages et continuer à construire les campagnes dans les coopératives supérieures avant les communes populaires. Le système planifié attribuait des rôles et des droits distincts aux ruraux et aux citadins. Pour cette raison, l'Etat a mis en place différents systèmes de distribution des ressources sociales par le système du livret de résidence.

Dans les régions rurales, les paysans avaient collectivement accès à la terre qui était un droit spécifique aux résidents reconnus des villages, et étaient organisés par les communes populaires dans les activités agraires, y compris les cultures des céréales et les constructions hydrauliques, et dans des activités industrielles comme le ciment et les fabrications métalliques, tout en poursuivant l'autosuffisance. Comme l'Etat avait pris le contrôle de l'achat et de la vente des principaux produits agricoles, les marchés ruraux étaient très limités.

Dans les régions urbaines, les citadins étaient liés à chaque *danwei* (unité de travail) et pouvaient obtenir une complète allocation de l'Etat, y compris l'alimentation, l'habitat, l'assurance médicale et l'opportunité d'emploi et d'éducation [38]. Bien que le niveau de l'allocation soit seulement celui dû aux besoins fondamentaux, les citadins ont obtenu une sécurité suffisante pendant la période de l'économie dirigée.

Aujourd'hui, le *hukou* qui sépare la majorité des ruraux de la minorité des urbains est plutôt considéré comme une barrière entre villes et campagnes. Il frappe surtout les paysans en ville, mais aussi frappe les autres populations flottantes, comme l'illustre la mort d'un licencié Sun

[38] *Danwei* est le mot le plus populaire en Chine contemporaine. Il indique les organisations sociales, les institutions, les usines, les écoles et les hôpitaux, etc. par lesquels les gens sont employés. Le système de *Danwei* est un système gestionnaire de l'Etat, c'est-à-dire que l'Etat dirige les gens par unité de travail concret. C'est le système de *Danwei* qui lie les lieux d'emploi aux autres systèmes, tels que le logement, l'accès à l'école, l'hôpital, le transport, le mariage et les enfants, etc. sous la direction de la planification de l'Etat pendant la période de l'économie dirigée. Le *Danwei* n'existe que dans les régions urbaines.

Zhigang par exemple[39]. L'affaire Sun conduit directement à l'abrogation de la loi, c'est-à-dire « les méthodes de placer en détention et rapatrier des vagabonds et mendiants en ville » (*Chengshi liulang qitao renyuan de shourong qiansong banfa*). Celle-ci datant de 1982 devait aboutir à aider, éduquer et arranger les problèmes des vagabonds et mendiants en ville. Lorsqu'elle est mise à exécution, la loi est pourtant devenue un moyen d'extorquer des fonds aux immigrants, dont une grande partie n'est ni vagabonde ni mendiante et plutôt constituée par les ouvriers-paysans. Ces problèmes d'actualité causent une tension entre les urbains et les populations flottantes, mais aussi entre les institutions politiques étatiques ou locales et les immigrants.

Vu leur actualité, ces problèmes sont devenus aussi une composante importante du *San Nong*. Le problème du *San Nong* ont attiré l'attention de tous les gens par la parution de plus en plus importante d'articles, livres, documents et ordonnances officiels. La plupart des recherches récentes sur ce problème concernent surtout la baisse du revenu paysan. Le revenu paysan trop bas par rapport aux lourdes charges est mis au cœur du problème du *San Nong* parmi toutes les polémiques. Autour de ce sujet s'articulent tous les problèmes, tels que les lourdes charges financières, la précarité des ouvriers-paysans en ville et la faiblesse des organisations paysannes, puisque le vrai problème du *San Nong* est un revenu paysan trop bas lié à la situation de l'ensemble de l'économie agricole aujourd'hui.

Devant le nombre croissant de problèmes liés à la situation des régions rurales et des paysans ouvriers, le gouvernement a commencé à y attacher une attention particulière et à prendre en considération l'ensemble du problème du *San Nong*, notamment lors du renouvellement du mandat des dirigeants du Parti et de l'Etat en mars 2003. Le premier numéro du document officiel de l'Etat en 2004 a porté sur l'augmentation du revenu paysan au mois de février.

Il est donc important de constater que la crise actuelle du *San Nong* a amené les autorités à repenser l'ensemble des rapports entre Etat et paysannerie dans le cadre général d'une vision du développement et de la modernisation de la Chine à long terme. Ces rapports et le problème du *San Nong* sont placés explicitement dans une conception globale du développement.

A ce stade-ci de cette étude, il peut donc être intéressant de rappeler brièvement l'évolution des grandes caractéristiques de la pensée sur le développement, pour situer les conceptions contemporaines chinoises du développement par rapport à ces courants de pensée.

1.2. Le développement : des théories aux pratiques

1.2.1. L'évolution des théories du développement

L'étude du développement, à son origine, comporte deux directions, c'est-à-dire « l'action orientée et la finalité de l'avenir »[40].

La première direction peut être datée du Point IV, lancé par le président américain H. Truman (1884-1972) dans son investiture en 1949, puis des quatre décennies des programmes de l'Organisation des Nations Unies (l'ONU). La deuxième direction remonte beaucoup plus haut

[39] A Guangzhou, le 20 mars 2003, Sun Zhigang, un licencié ayant 27 ans mourut d'avoir été frappé dans une clinique de gens en détention (*shourongsuo*), simplement parce qu'il ne portait pas sur lui ses cartes de séjour provisoire et de travail quand il allait à la salle de l'informatique publique.

[40] Van Nieuwenhuijze, C. A. O., "Recent developments in development studies", *Cultures et Développement*, Vol. IV, n° 2, 1972, pp. 227-274.

dans le temps puiqu'elle date du mouvement des Lumières qui s'est posé comme finalité de l'histoire occidentale, puis a été proposé plus tard comme l'objectif ultime à réaliser aussi pour les pays du Tiers-Monde.

Selon certains auteurs, la naissance de la conception du développement peut être datée du 20 janvier 1949 où la « doctrine Truman » appelle à « lancer un programme audacieux pour soutenir la croissance des régions sous développées où plus de la moitié de la population mondiale vit dans des conditions voisines de la misère : leur nourriture est insuffisante, elles sont victimes de maladie, leur vie économique est primitive et stationnaire, leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères ». Une aide des Etats-Unis « pourra accroître grandement l'activité industrielle des autres nations et élever substantiellement leur niveau de vie. Une production plus grande est la clef de la prospérité et de la paix, et la clef d'une plus grande production est la mise en œuvre plus large et plus vigoureuse du savoir scientifique et technique moderne »[41].

Aux yeux du Président américain, tous les peuples de la terre doivent suivre la même voie et aspirer à un but unique : le développement. L'industrialisation et la croissance de la production grâce à la technologie et la science modernes sont importantes pour sortir du sous-développement. Le développement est alors considéré comme un processus de modernisation qui pourrait suivre les modèles déjà mis en œuvre dans l'histoire des pays modernes et industrialisé. Pour les pays en état de sous-développement, le développement n'est qu'un processus de rattrapage. Les étapes du développement sont proposées par la théorie de la croissance économique et celle de la modernisation sociale de cette époque-là.

L'aide américaine, le Plan Marshall par exemple, est liée au contexte de la « Guerre froide ». Tous les pays bénéficiaires se situent dans la stratégie des Etats-Unis à contenir le communisme. En Europe, ce sont des pays à l'Ouest du Mur de Berlin qui bénéficient de l'aide du Plan Marshall, tandis qu'en Asie ce sont les pays, allant de la Turquie au Japon, et formant une ceinture autour de l'Europe de l'Est, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) et la Chine, qui en bénéficient. Ce type d'aide met l'accent sur l'industrialisation, la croissance générale de la production et l'accélération de la libéralisation du commerce international[42], ce qui en retour soutient aux Etats-Unis une croissance économique forte durant une vingtaine d'années.

A côté de la « Guerre froide » entre le bloc capitaliste et le bloc communiste, les nouveaux pays indépendants en Asie et surtout en Afrique sont confrontés aux problèmes de la construction de l'Etat-nation. La mise en œuvre formelle du développement s'amorce en 1960, par la première décennie du programme de développement, lancé par l'ONU, dont l'institution du Programme du développement (PNUD) est établie pour exécuter les projets d'aide aux pays sous-développés. Donc, dans ce contexte, le développement n'est pas une théorie ou une conception simple des sciences sociales, mais plutôt une action politique, économique et sociale, qui a duré quatre décennies, en grande partie sous la direction de l'ONU. Les pratiques de développement sont variées, de l'aspect économique à l'aspect humain, l'éducation et la santé, mais les problèmes de développement deviennent aussi de plus en plus nombreux, y compris la pauvreté, les conflits violents, les maladies comme le SIDA, etc., ce qui enrichit paradoxalement l'étude du développement.

---

[41] Harry S. Truman (1949), *Inaugural Address*, cité dans Peemans (2002), p. 42 ; la version en chinois se trouve sur le site http://www.usembassy-china.org.cn/infousa/AmReader/GB/p695.htm.

[42] "For European recovery : The fiftieth anniversary of Marshall Plan", sur le site de la Library of Congress http://www.loc.gov/exhibits/marshall.

Aujourd'hui, « la vision du développement qui a inspiré les efforts internationaux durant quatre décennies se trouve au bord de l'extinction. Il ne s'agit pas d'un déclin temporaire de la volonté politique, ni de la conséquence d'un ralentissement économique temporaire dans le Nord industriel. C'est plutôt l'idée de développement elle-même qui disparaît du paysage comme conséquence directe des changements et discontinuités massifs de notre temps. Elle fait partie du génie occidental [c'est-à-dire moderne], également en déclin, selon lequel le progrès scientifique et technologique améliorerait nécessairement et inévitablement le bien-être des gens et de la terre »[43].

Qu'est-il arrivé au développement pendant ces quatre décennies ?

L'idée du développement est liée à la théorie de la croissance économique et à la modernisation sociale. Rostow propose cinq étapes de la croissance économique pour tous les pays sous-développés : la première étape est une société traditionnelle stagnante et caractérisée par la pauvreté, l'ignorance et la résistance au changement. La seconde étape est celle qui débute à partir du XVIème siècle en Europe, particulièrement en Angleterre, où une minorité a évolué vers le changement, le progrès, la science et la rationalité. En suivant « les conditions préalables du décollage » pendant la seconde étape, la troisième, caractérisée par un rythme élevé d'innovations techniques soutenues par un relèvement sensible du taux d'investissement, va s'acheminer progressivement vers le décollage qui s'est opéré en Angleterre à travers la révolution industrielle. La quatrième phase est celle de la maturité où les progrès techniques se diffusent dans l'ensemble de l'économie, en entraînant une élévation générale de la productivité et du revenu. Enfin, la cinquième étape permettait d'arriver à la société de « consommation de masse », niveau atteint par les Etats-Unis, qui symbolisait la supériorité de l'économie de marché par rapport à l'économie dirigée par l'Etat[44].

Selon la logique ci-dessus, le développement a besoin des conditions préalables qui consistent à faire sortir les individus du poids et des contraintes de la tradition d'abord. Ensuite, l'innovation technique et scientifique et un relèvement du taux d'investissement sont nécessaires au décollage comme dans le cas de l'Angleterre. Enfin, la croissance économique, associée à celle de la productivité et du revenu, résulte du progrès de la technologie et de la science et devient le moteur de développement pour atteindre le niveau des Etats-Unis. « Ainsi la question semblait surtout de mettre en œuvre des moyens d'assistance technique et de coopération internationale pour permettre aux pays sous-développés de combler leur retard et renforcer leur capacité de réaliser le fameux 'décollage' économique cher aux théoriciens de la croissance », mais elle négligeait la problématique de l'intégration entre population et développement (Loriaux, 1998 : 15-19).

La théorie de Rostow, fondée sur le modèle de l'Angleterre et celui des Etats-Unis était fort marquée par le contexte optimiste de la phase de croissance économique après la seconde guerre mondiale.

La théorie de la modernisation s'inscrit dans la transformation apportée par les idées de la modernité. La conception de la modernité élaborée par les philosophes des Lumières est révolutionnaire, puisqu'elle remplace l'arbitraire de la morale religieuse par la connaissance des lois de la nature. Elle est antireligieuse, tout en prenant les formes d'une théorie de la

[43] K. Besançon (1992), "The collapsing version of global development", cité par Latouche (2004), p. 17.

[44] W. W. Rostow est connu pour sa théorie des cinq étapes de la croissance économique, Rostow (1960), *The stages of economic growth: A non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, traduit par Peemans (2002) : 37-38.

science : il faut penser les causes et les rapports entre les choses selon l'ordre de la matière et de la nature. Elle est antimonarchique comme théorie politique. L'unité du monde ne peut être donnée, mais elle doit être posée, et seul le sujet, qui est la raison en acte, peut être à l'origine de la connaissance. La raison devient principe directeur grâce à sa méthode qui gouverne la recherche et la conduite de la vie[45].

L'esprit de la modernité en Occident est en effet « l'anti-tradition, le renversement des conventions, des coutumes et des croyances, la sortie des particularismes et l'entrée dans l'âge de raison » (Touraine, 1992 : 238). Voici une logique claire. Lorsque le sujet Homme remplace Dieu, l'Homme doit chercher avec ses connaissances la raison de l'ordre des choses, celle de l'action et du changement, les rapports entre la nature et la société ou la culture humaine. « La modernité, identifiée au triomphe de la raison, est l'ultime forme que prend la recherche traditionnelle de l'Un, de l'Être » (Touraine, 1992 : 39).

Cependant l'âge de raison de l'Homme est remplacé par le capitalisme moderne après la Révolution industrielle. Max Weber (1864-1920) a mis en avant le lien entre l'esprit du Protestantisme et le capitalisme moderne. Mais il a aussi posé la question de savoir si la civilisation moderne ou capitaliste européenne pourrait ou non représenter une direction de développement de signification et de validité universelles. Après qu'il a analysé plusieurs sociétés, il a soutenu que la rationalité n'est qu'une caractéristique spécifique de l'Occident, y compris l'entreprise rationnelle, les mesures techniques calculables de production, la science authentique, le système légal et l'administration correspondante, etc.[46] Cela n'est qu'un triomphe de la rationalité instrumentale.

La modernité capitaliste est cependant considérée comme société ultime par l'analyse fonctionnaliste de T. Parsons (1902-1979). Sous l'influence de l'évolutionnisme et des textes de Weber[47], Parsons a indiqué que « le lien entre l'évolution de l'organisme et celle de la société et de la culture humaine a conduit à un important changement de perspective ». Il suppose que la voie de l'évolution depuis les sociétés humaines les plus reculées jusqu'aux société actuelles a comporté un progrès important de la capacité d'adaptation[48]. En méthodologie, d'après lui, une théorie de modèle de changement doit avoir un modèle avec un point de départ et un point d'arrivée comme références. Dans cette perspective, le modèle des Etats-Unis est alors devenu une finalité ultime dans la modernisation.

Pour les autres sociétés, Parsons croit que « le processus de rationalisation » chez Weber est un facteur général directionnel dans le changement de systèmes sociaux. En ces termes, il n'y a peut-être pas une seule ligne simple d'évolution du processus du développement perceptible au niveau des réalités empiriques[49], mais on peut arriver à cette mise en valeur de la convergence des expériences diverses par l'histoire et par l'analyse théorique du capitalisme, par le rationalisme et l'évolutionnisme.

L'analyse de Parsons se base sur l'orientation de la motivation personnelle, l'orientation des valeurs, la culture collective et la structure des systèmes sociaux[50]. Son discours affirme que la

[45] Ruby, Christian (2004), *Histoire de la philosophe*, Paris, Editions la Découverte, pp. 26-27, 42.
[46] Weber, Max (1920), "The origins of industrial capitalism in Europe", dans Runciman, W. G. (sous la direction de, 1978), pp. 331-340 ; "Protestant asceticism and the spirit of capitalism", *op. cit*., pp. 138-173.
[47] Weber, Max, *The protestant ethics and the spirit of capitalism* (Traduit par T. Parsons en 1930), New York, Scribner.
[48] Parsons (1973), Introduction.
[49] Parsons (1951), pp. 499-500.
[50] Parsons, 1962.

rationalité wébérienne est orientée vers une modernisation continue. La libéralisation économique, la démocratie politique et la raison humaine depuis le XVIIIème siècle des Lumières, développées dans les pays occidentaux, sont devenues un symbole de la modernité universelle contemporaine. Toutes les sociétés pourraient arriver à la société moderne, identifiée à la modernité capitaliste.

Dans cette approche, devenue dominante après la Seconde Guerre mondiale, la modernité est alors définie par l'efficacité de la rationalité instrumentale et la maîtrise du monde rendue possible par la science et la technique. Autrement dit, la raison de l'Homme est réduite alors à la réalisation de la modernité capitaliste.

Comme ce processus n'émerge pas spontanément et que les instruments rationnels proviennent du capitalisme occidental, le rôle de l'Etat pour accélérer cette émergence et ce rattrapage dans les nouveaux pays indépendants, à part les pays communistes, est mis en valeur après la Deuxième Guerre mondiale, avec l'aide des organisations internationales et celle des Etats-Unis. La modernisation dépend de l'Etat-nation qui mobilise les ressources de l'agriculture pour l'industrialisation, le cœur de la modernisation.

L'agriculture est vue comme le secteur traditionnel et le monde paysan est le contraire de la modernité, c'est le poids de la paysannerie arriérée qui est la cause principale de la stagnation et du sous-développement. Dans la conception de la modernisation, le rapport entre l'Etat et la paysannerie est très important, puisque l'Etat doit pouvoir mobiliser les ressources[51].

Le dualisme est au cœur de la modernisation. Ainsi un des plus célèbres de ces modèles dualistes, celui de Fei et Ranis (1964), essaie de montrer qu'un processus de modernisation réussi repose sur la capacité simultanée de transférer des travailleurs du secteur agricole sans faire diminuer la production agricole et sur la capacité de mettre en œuvre dans le secteur industriel des techniques intensives en travail. Ce chemin permettrait selon eux d'atteindre rapidement ce qu'ils appellent le tournant (*turning point*) qui est le signe tangible de la modernisation et où la population en situation de chômage déguisé du secteur traditionnel a été absorbée par le secteur moderne. Selon ces auteurs, ce chemin a été celui de la modernisation précoce du Japon à la fin du XIXème siècle et a permis son industrialisation rapide. Selon cette conception dominante, le développement est une action sociale orientée par la modernisation.

L'échec relatif des politiques de développement inspirées par ce modèle dans les pratiques des pays du Sud met les théories et les politiques du développement en cause dans les années 1970. L'« école de la dépendance » rejetait totalement la vision de l'école de la modernisation et voyait le sous-développement comme le produit historique de l'exploitation du Sud par le Nord, de « la périphérie par le centre »[52]. Selon cette vision du développement, ce n'est pas les conditions nationales mais bien la structure du système économique mondial qui conditionne le changement économique et assigne à ces économies un rôle périphérique à travers, notamment, la dégradation des termes de l'échange et l'alliance sociale internationale des classes capitalistes.

[51] Peemans, J.-Ph., "Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement ", *Revue Tiers Monde*, Tome XXXVI, n° 141, janvier-mars 1995, pp. 17-39.

[52] Peemans (2002), p. 86.

La conception de la « dépendance », d'après Dos Santos, est une situation déterminante où l'économie d'un groupe de pays est déterminée par le développement et l'expansion de l'autre. Une relation d'interdépendance entre deux ou trois économies ou entre ces économies et le système du commerce mondial devient une relation dépendante lorsque certains pays s'étendent par eux-mêmes et certains autres, étant en position dépendante, ne peuvent que s'étendre comme effet de l'expansion des pays dominants. Ces derniers peuvent avoir des effets positifs ou négatifs sur le développement immédiat des pays dépendants. Mais dans les deux cas, la situation de fond de la dépendance fait que ces pays restent à la fois arriérés et exploités. Les pays dominants sont dotés de la prédominance technologique, commerciale, capitale et sociopolitique sur les pays dépendants…, et à travers cette suprématie peuvent exploiter et extraire une partie du surplus des produits locaux. La dépendance est alors fondée sur une division du travail à l'échelle internationale qui permet au développement industriel d'avoir lieu dans certains pays alors qu'il reste limité dans certains autres, dont la croissance est déterminée par et soumise au pouvoir des pays du centre (Bernstein, 1973 : 87-88).

L'« école scandinave », représentée par le philosophe Arne Naess, lance à la même époque le mouvement de « l'écologie profonde » qui tente de replacer l'Homme à sa juste place dans la nature[53]. Ce courant est une des sources de la réflexion sur le développement durable, qui est défini comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs »[54]. L'Homme est considéré comme une des espèces qui vivent dans l'ensemble de la biosphère. Donc il faut abandonner le point de vue anthropo-centrique.

En même temps, le Club de Rome attire l'attention sur la limite à la croissance, puisque les ressources naturelles ne sont pas des réservoirs inépuisables, ce qui s'est déjà manifesté par la crise pétrolière au début des années 1970[55]. Le développement conçu comme croissance économique est ainsi mis en cause.

Par ailleurs, dans les années 1970, l'« école des systèmes-mondes », avec les travaux pionniers de Wallerstein, a hérité de la pensée de l'« école de la dépendance », en mettant l'accent sur le rôle de l'histoire dans les causes du « sous-développement ». Cette école tend à reconstruire l'histoire des relations entre le centre et la périphérie par la déconstruction systématique de l'interprétation de l'histoire « moderne » sur laquelle l'école de la modernisation fondait ses postulats théoriques (Peemans, 2002 : 90).

Dans les années 1980, le courant de la post-modernisation, avec sa généalogie post-coloniale, du point de vue de la différence culturelle, détruit une vision binaire de la modernité : entre le passé et le présent, l'intérieur et l'extérieur, le sujet et l'objet, le signifiant et le signifié. L'accent est mis sur la différence culturelle dans la perception de l'espace et du temps, qui efface la culture occidentale comme un sens partagé en commun. C'est « la limitation ontologique entre l'intérieur et l'extérieur, entre la biophysique et le psychique », décrit par Derrida[56].

---

[53] A. Naess, "The shallow and the deep, long–ranged ecology movement. A summary", *Inquiry*, 16, 1973, pp. 95-100 et "A defence of deep ecology movement", dans *Environmental ethics*, 6, 1984, pp. 265-270. Cité dans Peemans (2002), pp. 91-94.

[54] *Our Common Future*, published by the UNCED's (United Nations Commission on Environment Development) Brandtland Commission, Oxford University Press, 1987.

[55] Meadows, Dennis L. et al. (1972), *The limit to growth* : *A report for the Club of Rome's project on the predicament of mankind*, New York, Universe books.

[56] Cité par Bhabha, 2002 (c. 1994), p. 251.

D'après Bhabha, l'Inde post-coloniale, par exemple, n'est ni moderne ni anti-moderne, elle est non moderne. Cette limitation de la modernité, pour les « antonymes modernes » de la différence culturelle entre le Premier et le Tiers Monde, exige une autre forme de la signification de retard, puisque (écrit Derrida) « le siècle a montré que, dans toute la manière de l'oppression organisée, les vrais antonymes sont toujours la partie exclusive contre l'entité inclusive, le passé contre le présent, mais l'un ou l'autre contre la rationalité qui les transforme en co-victimes » (Bhabha, 2002 : 251-252).

La nouvelle vision du développement est en effet « une révision constante de la signification de la modernisation ». D'après Geertz, cette signification est impliquée par les nouvelles attitudes vers la tradition en soi et cherche une base appropriée de modernisation. La modernisation montre qu'elle n'est pas un avancement linéaire du noir à la lumière, mais une redéfinition ininterrompue d'où « nous » (paysans, etc.…) avons été, sommes à présent et où encore nous devrons aller. La base de l'accommodation à la modernisation sont les images de l'histoire, des caractères, de l'évolution et de la destinée du groupe dont l'émergence permet de cristalliser la lutte identitaire (Geertz, 1973 : 320).

En même temps, une épistémologie critique de la conscience moderne est aussi mise en place. La connaissance a besoin d'être analysée, pas en terme seulement de conscience ou mode de perception, mais aussi en termes de tactiques et stratégies du pouvoir[57]. L'anthropologie socioculturelle a contribué beaucoup à cette critique en se séparant du point de vue occidentalo-centrique.

A partir des années 1970, les nouveaux pays industriels d'Asie de l'Est donnent l'exemple qu'ils peuvent réaliser l'industrialisation à travers le commerce international ce qui conforte les positions du néolibéralisme qui s'est réaffirmé dans la doctrine économique. Bien que l'Etat joue un rôle important dans la stratégie de leur développement, comme en Chine, le contexte politique de la globalisation depuis le début des années 1980 fait que ces expériences vont être utilisées par les néo-libéraux pour justifier une réduction du rôle de l'Etat dans les pays soumis à l'ajustement.

Le néolibéralisme « est un discours fort, qui n'est si fort et si difficile à combattre que parce qu'il a pour lui toutes les forces d'un monde de rapports de forces qu'il contribue à faire tel qu'il est, notamment en orientant les choix économiques de ceux qui dominent les rapports économiques et en ajoutant ainsi sa force propre, proprement symbolique, à ces rapports de forces. Au nom de ce programme scientifique de connaissance, converti en programme politique d'action, s'accomplit un immense travail politique qui vise à créer les conditions de réalisation et de fonctionnement de la théorie ; un programme de destruction méthodique des collectifs »[58].

Le terme « néolibéralisme » suggère un système de principes à la fois nouveaux et inspirés des idées libérales classiques. Ce corpus doctrinal est aussi appelé « consensus de Washington »[59], ce qui évoque l'idée d'un ordre mondial. Le néolibéralisme comme l'explique Milton Friedman dans son livre *Capitalisme et Liberté* affirme « le rôle du capitalisme de concurrence, c'est-à-dire de l'organisation de l'ensemble de l'activité économique grâce à l'entreprise privée opérant sur le marché libre, en tant que système de liberté économique et en tant que condition

[57] Fitzhuch, M. L. and W. H. Leckie, "Agency, postmodernism, and the causes of change", *History and theory : studies in the philosophy of history*, Agency after postmodernism, Theme issue 40, 2001, pp. 59-81.
[58] Pierre Bourdieu (1998), "L'essence du néolibéralisme", *Le Monde Diplomatique*, mars 1998, p. 3.
[59] Chomsky (2004), pp. 53-61.

nécessaire de la liberté politique ». Selon cette logique, « une société socialiste ne peut être démocratique—si être démocratique, c'est garantir la liberté individuelle »[60]. Il vaut donc mieux protéger la propriété privée et exécuter les contrats, tout en limitant le débat politique à des problèmes mineurs, les vraies questions—production et distribution des richesses, organisation sociale—devant être déterminées par les forces du marché.

En bref, les règles de base du néolibéralisme consistent à libéraliser le commerce et la finance, à laisser les marchés fixer les prix, à mettre un terme à l'inflation et à privatiser. L'Etat doit « rester à l'écart » et donc la population aussi, dans la mesure où il est démocratique (Chomsky, 2004).

Selon ses critiques cependant, la doctrine de la liberté de marché connaît deux variantes. La première, officielle, est imposée à ceux qui ne peuvent se défendre. La seconde est la « doctrine réellement existante », c'est-à-dire que la rigueur des marchés est bonne pour vous, mais pas pour moi, de telle manière que dans l'histoire réelle, les pays du Tiers Monde politiquement indépendants étaient contraints d'ouvrir leur marchés aux produits occidentaux, alors que les pays d'Occident se protégeaient de la tyrannie des marchés et se développaient[61]. Par exemple, aujoutd'hui la subvention des produits agricoles dans les pays développés fabrique un marché tout à fait inégal et non libre.

Grâce à la seconde variante, l'Angleterre était devenue la plus grande puissance souveraine en occupant des colonies dans le monde entier, puis les Etats-Unis lui ont succédé en devenant enfin le pays le plus riche et puissant du monde. Donc on ne peut pas croire que le néolibéralisme puisse apporter le bien-être à tout le monde. La disparité croissante entre riches et pauvres dans les Etats-nations et entre eux dans le monde a déjà témoigné que c'est un discours plus idéologique que scientifique.

Cette évolution à l'échelle mondiale, qui touche à des degrés divers les pays du Sud et du Nord, a un impact direct sur la situation de l'agriculture et du monde paysan, particulièrement dans les pays où la paysannerie représente encore une partie très importante de la population comme en Afrique, en Asie, particulièrement en Inde et en Chine.

Le néolibéralisme supprime le contrôle de l'Etat sur l'agriculture à travers le mécanisme de l'OMC en donnant la priorité à la croissance des marchés. Dans les régions rurales du Tiers-Monde, l'Etat sous l'impact du néolibéralisme, volontaire ou involontaire, a dû accélérer, depuis deux décennies, la décentralisation du pouvoir politique et de la distribution des ressources, privatiser les terres cultivées et libéraliser le crédit pour la croissance économique.

La gouvernance locale, nouvelle proposition du néolibéralisme dans les années 1990, suscite souvent des conflits entre l'Etat et les pouvoirs locaux dans la poursuite de la croissance du capital. Dans les marchés, certains paysans deviennent riches ou quittent la campagne, tandis que la majorité se paupérise. Mais la paupérisation rurale amène les acteurs, les paysans ou les femmes à avoir de l'initiative, le micro-crédit par exemple, pour une survie collective. Leur action enrichit les modèles du développement dans la pratique, mais aussi la théorie du développement puisqu'elle conforte les visions qui s'opposent aux anciennes conceptions occidentalo-centriques et stato-centriques. Devant ces initiatives populaires, le rôle de l'Etat et celui des élites sont souvent entravés, voire remis en cause, ce qui conduit à la problématique

[60] Friedman (1971), *op. cit.*, p. 16, p. 21.
[61] Chomsky (2004), *op. cit.*, p. 75.

des rapports Etat-paysannerie comme une composante des rapports entre les élites et les masses dans le développement .

Cela rejoint l'évolution des études du développement de ces dernières années, qui attachent de plus en plus d'importance à une analyse des interactions entre processus de développement et relations entre différentes catégories d'acteurs.

1.2.2. Les acteurs et les chemins du développement

En qualité d'action orientée, le développement ne peut être séparé des acteurs. S'il y a un changement d'action des acteurs, il y aura un changement social. Celui-ci n'est pas nécessairement un développement. Selon certains auteurs, la notion d'acteur est à l'origine fort liée à celle d'individu.

L'« individu s'ouvrait à la personne, en incorporant la notion d'acteur. Au-delà de l'acteur économique, celle-ci (la notion personnelle) allait tenir le devant de la scène dans les années soixante avec la notion d'acteur social ». L'« acteur » est un premier déplacement, un premier enrichissement de la notion d'individu. Un autre déplacement va mener au terme de « décideur ». Avec la sociologie de l'action, la sociologie de la décision a été l'autre grand courant d'analyse des transformations de la modernité, qui a accompagné le déplacement de la notion économique et juridique d'individu, au cours de ces dernières décennies[62].

La transformation vers la modernité à travers ce que nous appelons la modernisation est un processus d'interaction dans les deux sens, l'un changeant l'ancien par la « différenciation », et l'autre instituant le nouveau par l'« intégration » (Dalton, 1971: 26).

Parsons construit « une théorie de l'action sociale centrée sur les composantes qui peuvent orienter la rationalité (sens, valeurs, normes, règles), sur les variables de comportement qui peuvent orienter l'action (sur base d'une distinction entre sociétés préindustrielles et sociétés industrielles), et enfin sur les exigences fonctionnelles des systèmes d'action pour que ceux-ci puissent rester cohérents (adaptation, intégration, équilibre) » (Peemans, 2002 : 47).

Parsons croit que la modernité occidentale ou plutôt américaine se répandra partout dans le monde entier. Le capitalisme est alors devenu un modèle de la modernité universelle. Sa théorie est suivie par les élites dans les pays du Tiers-monde qui ont envie d'atteindre la modernité de la société. La structure traditionnelle des sociétés villageoises s'affaiblit parce que la fonction traditionnelle s'amoindrit dès que devient disponible une alternative économique et technologique supérieure (Dalton, 1971: 29).

En suivant cette logique, W. F. Cotler a analysé cette transformation du système traditionnel, à travers l'exemple du « système de l'hacienda » en Amérique latine. Il montre d'abord les caractéristiques générales de ce système, avec un niveau bas d'urbanisation et de la différenciation socio-économique, le manque des communications efficaces et le taux élevé de l'analphabétisme. Comment transformer alors ce système ? Aux yeux de Cotler, la structure peut être transformée et changée d'abord par une création des opportunités de la nouvelle économie, l'intervention de l'Etat par exemple dans la construction de routes ou autres types d'infrastructure, ce qui ouvre une nouvelle source de travail aux paysans à l'extérieur du système de l'*hacienda*. L'autre exemple est apparu chez des commerçants ou intermédiaires qui

[62] Lemoine, Philippe, "En marche vers l'hypermodernité", dans *1954-2004 : D'une modernité à l'autre*, Cahier LASER, no. 5, Paris, LASER, 2004, pp. 48-49.

font concurrence avec les *haciendados* pour les produits agricoles de marché. Dans certain cas, cela peut en grande partie amoindrir l'autorité des *haciendados* et conduit à la mobilisation des paysans. En deuxième lieu, la transformation peut venir du développement des communications de masse qui élargissent les horizons culturels et apportent une réorientation dans la structure normative. En troisième lieu, l'affaiblissement du soutien institutionnel aux niveaux de l'Etat et du local et l'apparition d'organisations politiques qui mobilisent les paysans peuvent changer la structure traditionnelle. De plus, les appareils de pouvoir comme l'Eglise et l'armée peuvent servir les dirigeants qui veulent s'engager sur la voie du développement (Long, 1977 : 79-81).

Le changement d'une société vient du changement du rôle d'un acteur important, qui n'est pas seulement l'Etat comme dit Touraine : « Quand il s'agit d'étudier le changement, on rencontre d'abord un acteur central, l'Etat, capable ou non de mobiliser une société nationale dans un environnement défini surtout par des rapports de conquête et de dépendance »[63]. Mais l'Etat n'est pas le seul acteur qui compte. En fait, il y a plusieurs niveaux de changement à prendre en considération, tels que l'acteur politique, le mode de production, la structure des rapports d'acteurs et le mode de développement, etc.

Deux types de processus sont fondamentaux dans le changement social, d'après Parsons[64], c'est-à-dire que l'un est celui de la socialisation et l'autre est un mécanisme de contrôle social. Le dernier processus se trouve dans l'équilibre entre les motivations produites conduisant aux comportements déviants et les motivations pour assurer une restauration du processus interactif stabilisé. Le premier concerne la socialisation des individus et le second concerne les systèmes de société, y compris les acteurs politiques, leurs rapports sociaux et leurs valeurs culturelles.

Parsons, comme Rostow, a cependant négligé la nature du sujet dans les activités sociales et économiques, qui ne peut être réduit à la question de l'individu rationnel, et la nature du passage du non-individu traditionnel à l'individu moderne. Le sujet n'est pas seulement celui de l'avènement de la raison et de l'esprit scientifique, il faut aussi aborder la question du sujet comme acteur socio-politique. Une notion individuelle passe ainsi à celle de la question d'un acteur collectif, ce qui est le plus important sans doute dans le développement. L'apparition d'une bourgeoisie, avec l'expansion de sa force économique dans le monde nord-américain et européen, devient un acteur important dans l'orientation du changement social.

Cet acteur dominant, avec le soutien de l'Etat comme aux Etats-Unis, veut orienter le devenir et le changement de tous les pays qui sont considérés comme arriérés, traditionnels et donc sous-développés. Tous les pays arriérés doivent suivre ce modèle unique de développement, par l'ouverture de plus en plus grande à l'économie de marché. Depuis les années 1980, les politiques d'ajustement imposées aux pays endettés ont encore accentué cette tendance. Les pays soumis à ces règles doivent faire tous les efforts pour favoriser les acteurs du marché et de la croissance du capital. Lorsque les pays n'ont pas cet acteur, les Etats-Unis ont l'intention de chercher, par l'aide ou d'autres moyens d'intervention plus directs, à mettre en place ou créer cet agent. Cette politique reste fondée, comme il y a un demi-siècle, sur l'idée que le pays ne peut pas sortir par lui-même du sous-développement, puisque qu'il n'a pas eu la chance de pouvoir générer par lui-même un sujet comme la bourgeoisie, comme ce fut le cas des sociétés modernes, européenne ou américaine.

[63] Touraine (1977), pp. 141-142.
[64] Parsons (1951), p. 481.

Cette vision qu'il faut mettre en place un acteur central du changement social, de la modernisation et du développement, a été en fait partagée de plus en plus par les groupes dirigeants des pays en développement.

Dans le contexte changeant depuis 1950, pour les dirigeants des pays en voie de développement, la modernisation est d'abord vue comme l'indépendance nationale, puis l'industrialisation en suivant l'Occident, enfin la libéralisation imposée par l'extérieur, surtout à l'époque de la globalisation ou du néolibéralisme.

Initialement cependant ces dirigeants ont accordé un grand rôle à l'Etat pour mettre en œuvre le processus de modernisation. Pour certains, c'était nécessaire pour aider à la formation progressive d'une classe d'entrepreneurs nationaux ou une bourgeoisie qui pourrait être l'acteur du changement économique. La libéralisation accélérée des années 1980 a contribué à réduire le rôle de l'Etat, au nom du marché, souvent sans que puisse se mettre en place vraiment un groupe d'entrepreneurs qui ne soient pas seulement des spéculateurs ou les simples relais des grandes entreprises multinationales.

Selon certains auteurs, cette régression du rôle de l'Etat a été accompagnée d'une régression vers de nouvelles formes de dépendance des pays du Sud à l'égard du Nord, qui font que ces pays, formellement indépendants, se retrouvent dans un type de domination complète de leur économie, quasiment comme dans le cadre du libre-échange généralisé de la fin du XIXème siècle, qui s'accompagnait de formes de domination impériale, même dans les pays non colonisés, comme en Chine ou en Amérique latine. Le passage à la substitution des exportations primaires par des exportations de produits industriels, dans le cadre d'une nouvelle division globale du travail, ne change pas fondamentalement cette situation.

Certains auteurs ont mis en avant que c'est le rôle de l'Etat qui seul a permis le succès de certains processus d'industrialisation plus avancée au Sud, comme dans les pays dits du « miracle asiatique ».

A propos de ce miracle de l'Extrême-Orient et des nouveaux pays industrialisés, Joseph Stiglitz, ancien chef des conseillers économiques de Clinton et ancien vice-Président de la Banque Mondiale, parle des « leçons du miracle » en affirmant que « les gouvernements furent les premiers responsables de la promotion de la croissance économique »[65].

Après la crise financière de 1997 en Asie, il insiste sur l'idée que « la crise actuelle en Extrême-Orient n'est pas la réfutation du miracle. Le fait fondamental demeure : aucune région au monde n'a vu un accroissement de revenu aussi spectaculaire, ni tant de gens sortir de la pauvreté en aussi peu de temps ». Loin de remettre en cause « le miracle économique d'Extrême-Orient », conclut-il, la « grave agitation financière en Asie pourrait bien être, en partie, le résultat de l'abandon des stratégies qui avaient si bien servi ces pays, notamment des marchés financiers minutieusement régulés »[66]. Cela est un exemple des conséquences du néolibéralisme. C'est l'affaiblissement du rôle de l'Etat, qui a fait disparaître des formes spécifiques d'encadrement de la croissance économique et des acteurs de cette dernière, qui a mené à la crise.

---

[65] *Reasearch Observer*, numéro d'août, 1996, cité par Chomsky (2004), p. 71.

[66] Annual World Bank Conference on Development economy 1997, Banque Mondiale, *1998, Wider Annual Lectures 2, 1998;* J. Stiglitz (2002), *La grande désillusion*, Paris, Fayard ; "La crise asiatique", cité par Chomsky, 2004, pp. 72-73.

La Chine a pu éviter d'être impliquée dans cette crise grâce au rôle de l'Etat, même si elle est l'emprunteuse préférée et gourmande de la Banque Mondiale. Avant de parler de ce problème et des enjeux de la réforme économique en Chine dans le cadre de la globalisation, il vaut mieux regarder d'autres aspects des rapports entre acteurs et développement.

Les études dans le domaine du développement, depuis les années 1990, ont essayé de sortir la question des acteurs du développement du seul affrontement entre l'Etat et le marché. De plus, un grand nombre d'auteurs ont commencé à montrer que pour comprendre les réalités des processus du développement, l'environnement par exemple, il fallait aller plus loin que la seule prise en considération des acteurs privilégiés de la modernisation.

Dans les années 1990, une partie des auteurs en est arrivée à reformuler la proposition de la recherche d'une approche systémique des processus réels de développement [67]. Cette proposition est axée sur la recherche des interactions entre systèmes de pouvoir, le rôle des acteurs, les contraintes et dynamiques structurelles à différents niveaux de la réalité complexe des processus de développement, et sur la prise en considération à la fois de la diversité et de l'inégalité comme éléments de cette réalité complexe (Schuurman, 1993 : 31-32).

Ce courant veut fournir une méthode pour conceptualiser comment l'interaction entre les structures et l'action sociale peut être analysée dans le temps et l'espace. Ses deux propositions de base sont que « la structure est nécessairement antérieure aux actions qui conduisent à sa reproduction ou sa transformation ; la structuration d'un ensemble est nécessairement postérieure aux séquences d'actions qui lui ont donné naissance »[68].

En même temps, cette perspective réaffirme l'intérêt de combiner la reconnaissance de la diversité des acteurs du développement au niveau micro-structurel, avec une analyse des macrostructures (régionales, nationales ou globales), qui, selon les cas, influencent plus ou moins fortement les capacités d'initiative des acteurs locaux, voire même les paralysent complètement.

Selon Schuurman, on doit donc reformuler les interactions entre structures et acteurs à travers une meilleure intégration entre les études empiriques, qui renouvellent les connaissances des réalités, et les préoccupations théoriques qui ne se sont pas encore suffisamment fondées sur les nouveaux rapports empiriques.

Cela signifie aussi que l'on ne peut plus simplement se borner à étudier les rapports entre l'Etat et les seuls acteurs du marché, mais envisager le rôle de tous les acteurs, y compris ceux que la théorie de la modernisation considérait comme des non acteurs ou de simples instruments des politiques de modernisation. La paysannerie était par excellence ce genre de non-acteur, enfoncée dans la tradition et la stagnation et devant être soumise à toutes les politiques capables de briser les cercles vicieux de la pauvreté et de l'arriération rurales.

Une des grandes avancées récentes de l'analyse du développement a été précisément de prendre en considération d'autres acteurs que celui qui était seulement vu comme le seul vecteur possible du progrès ou le seul acteur rationnel capable de porter le changement. Finalement, cet acteur dominant était, sous d'autres noms, la bourgeoisie que l'on retrouve déjà dans les œuvres de Karl Marx au XIXème siècle.

---

[67] Peemans (2002), *op. cit.*, Chapitre 9.

[68] Archer, M. (1995), *Realist social theory : the morphogenic approach*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 15, cité dans Peemans (2002), *op. cit.*, p. 262.

Pour comprendre les caractéristiques de cet acteur dominant, on a besoin d'une approche historique de longue période, qui ne soit pas seulement une approche présentant cet acteur comme le seul acteur du changement, une sorte de monde de pionniers fait d'un ensemble d'individus innovants et créatifs tournés vers la maximisation de l'intérêt individuel et du profit. On a aussi besoin d'une approche comparatiste qui permet de situer cet acteur parmi les autres acteurs sociaux qu'on ne doit pas seulement regarder comme des groupes arriérés ou stagnants parce qu'ils n'ont pas la même mentalité que la bourgeoisie.

Les ouvrages de Braudel, par exemple, ont permis de prendre ce problème en considération. Il offre un regard sur le développement du capitalisme au Nord plus nuancé que celui de Rostow et de Parsons. Il montre notamment comment ce groupe dirigeant s'est imposé par la force et la violence et a imposé la direction du changement aux autres groupes sociaux, bien que ces derniers aient souvent pu résister à ce changement imposé[69].

Dans cette perspective, le développement n'est pas vu comme un passage linéaire du traditionnel au moderne. Le développement se fait à travers les relations et les conflits qui existent entre les acteurs dominants qui voient le développement comme la réussite de l'accumulation, exprimée à travers la croissance économique, et les acteurs dominés qui voient le développement comme la reproduction améliorée des conditions matérielles et spirituelles qui leur permettent de vivre en tant que familles et collectivités dans un milieu de vie donné[70].

On reviendra plus loin sur l'intérêt de l'approche de Braudel pour faire une analyse historique et contemporaine des relations entre acteurs et processus de développement.

Une approche comparatiste est aussi nécessaire pour étudier les pays non occidentaux. Leur histoire ne se résume pas seulement à faire toujours l'inventaire de l'absence du seul acteur supposé être au cœur du progrès et du changement social. Tous les auteurs concernés insistent sur l'importance de la contextualisation historique pour fonder une approche systémique pertinente.

A travers cette démarche, on voit une autre conception des rapports entre l'Etat et la paysannerie. On ne se limite plus à la conception dualiste de la modernisation, puisque l'on reconnaît la paysannerie comme un des acteurs à travers la longue histoire, à travers laquelle des millions de la paysannerie ont mis en place des systèmes de production adaptés aux ressources locales, des systèmes sociaux permettant la survie des villages et la recherche permanente d'une amélioration du bien-vivre ensemble. Ce processus long a été souvent marqué par des conflits violents avec d'autres acteurs, notamment ceux contrôlant le pouvoir d'Etat, plus ou moins fort selon les sociétés, plus ou moins protecteur ou exploiteur de la paysannerie selon les moments de l'évolution historique. La paysannerie a ainsi construit les bases d'un développement humain qui a été aussi le fondement d'une identité culturelle, transmise à travers les générations. Cette identité culturelle a souvent imprégné les autres groupes sociaux, nécessairement minoritaires dans des sociétés à prédominance paysanne, même quand ces groupes voulaient dominer et exploiter la paysannerie.

---

[69] Braudel, F. (1979), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVème-XVIIIème siècles*, Tome I, *Les structures du quotidien*, Paris, A. Colin ; Braudel, F. (1985), *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud.

[70] Peemans, J.-Ph. (1996), *Analyse des processus de développement, Note introductive sur les études de cas*, Document de travail, DVLP- SPED -UCL, Louvain-la-Neuve.

C'est ce que dit clairement Harriss à propos de l'Inde : ce qui est important, c'est de refaire une analyse de classe du monde rural, si l'on veut y comprendre les dynamiques du changement agraire, mais en se rendant compte que les relations de classe ne sont pas prédéterminées structurellement, mais sont largement le résultat d'une construction sociale impliquant les acteurs dominants et dominés, de sorte que l'aspect culturel est très important[71].

Cette approche concerne aussi la question des rapports entre l'Etat et la paysannerie en Chine. Les études sur la Chine contemporaine sont le plus souvent imprégnées par les idées de la modernisation, d'une manière ou d'une autre. On a donc souvent privilégié l'étude ou l'attente de l'acteur qui pourrait faire démarrer le processus de modernisation. Mais si l'on se limite à cet aspect, on risque de manquer un aspect essentiel du processus de développement en Chine, c'est-à-dire la place de la paysannerie et la question des rapports entre l'Etat et la paysannerie.

La période de la réforme économique est évidemment dirigée par l'évolution des relations entre l'Etat et des acteurs qui sont supposés faire avancer le marché, mais la place de la paysannerie reste problématique dans cette évolution. On ne peut comprendre ce problème à moins qu'il ne puisse être situé dans la longue histoire des rapports entre Etat et paysannerie en Chine, qui est très spécifique par rapport à celle de l'Occident.

C'est pourquoi, après avoir présenté ci-dessous une approche très générale de la question des rapports entre acteurs et développement dans l'histoire du développement chinois, on cherchera à montrer l'évolution des relations entre l'Etat et la paysannerie depuis l'époque impériale jusqu'à maintenant.

Au tournant du XXIème siècle, cette approche est indissociable du problème des interactions entre développement et globalisation. Est-ce que l'on peut imaginer que la dynamique de cette dernière, en moins de vingt ans, a pu transformer radicalement la situation de centaines de millions de paysans et supprimer les acquis d'un héritage deux fois millénaire des relations particulières entre l'Etat chinois et la paysannerie chinoise ? Si oui, comment, et où cela mène-t- il ? Si non, quelles sont les implications pour le développement futur ?

1.2.3. Les acteurs et les chemins du développement en Chine

Un regard historique permet de voir qu'une réaction nationale comme la recherche d'un nouveau processus de développement face aux défis du monde entier, surtout ceux provenant des pays puissants, s'amorce au milieu du XIXème siècle et a des dimensions politique, économique, culturelle et sociale en Chine contemporaine.

Si l'on regarde l'histoire de l'Europe, l'esprit moderne s'est défini avant tout par sa lutte contre la religion à la suite de la Renaissance, la Réforme religieuse et les Lumières. Pendant ce passage, l'Homme remplace Dieu en devenant le sujet du monde. En fait, aux origines, rien ne permet d'identifier la modernité seulement à un mode particulier de modernisation industrialiste, le modèle du capitalisme occidental. C'est la théorie de la modernisation, on l'a dit ci-dessus, qui a établi une relation causale entre les deux.

[71] Harriss. J., "Knowing about rural economic change : problems arising from a comparison of the results of 'macro' and 'micro' research in Tamil Nadu", in Bardhan, P. (sous la direction de, 1989), *Conversations between economists and anthropologists*, Oxford University Press ; Harriss, J., "Does the 'depressor' still work ? Agrarian structure and development in India : a review of evidence and argument", *Journal of Peasant Studies*, 19, 2, 1992, cité par Peemans (2002), *op. cit.*, p. 272.

L'histoire du développement chinois a été très différente. Elle n'eut pas un Moyen Âge avec le poids important de l'autorité religieuse, puisque l'Etat jouait déjà un certain rôle dans l'unification spirituelle. Ainsi, il n'y eut pas du siècle des Lumières pour affirmer la raison de l'Homme, face à la religion. De plus, la Chine ne trouve pas une bourgeoisie qui se serait opposée à l'autorité d'Etat par la suite de la prospérité des villes et la croissance des industries dans l'histoire.

Cependant, une série d'évènements au début du XXème siècle oriente dans une nouvelle direction la voie du développement. Le Mouvement de la nouvelle culture datant de 1915 et celui du 4 mai 1919, considérés comme un symbole des « lumières » en Chine, visent à briser toutes les traditions historiques[72]. Ces lumières appellent à la démocratie et la science, déjà influencées par l'Occident, face à l'autocratie d'institution et d'esprit.

La fin de l'empire chinois et le passage à l'ère républicaine, après 1912, fut l'occasion de débats intenses sur l'avenir du développement et sur la place de la culture millénaire héritée de l'époque impériale. Pendant la polémique sur la nature et le rôle de la culture chinoise et de la culture occidentale avant et après la période du Mouvement du 4 mai 1919[73], les élites chinoises étaient, au début, incitées à préserver l'identité de la culture chinoise mais, à la fin, le courant dominant pensait qu'il fallait s'inspirer des idées occidentales.

Aux yeux des élites chinoises, l'Occident n'est pas un nom géographique, mais un symbole universel. L'Occident moderne représente l'univers de la modernité. A travers cette transition, l'identification avec l'Occident est égale à l'identification avec la modernité. La modernisation alors remplace l'occidentalisation et elle est mise à la mode. L'idée de la modernisation et du retard de la Chine devient centrale chez les élites, et la culture chinoise est vue comme l'obstacle à la modernisation. La Chine ne pouvait que s'identifier à l'Occident (Yu, 1994 : 4).

Alors que la culture nationale ne tolérait pas l'occidentalisation, signe de soumission, la transformation de l'occidentalisation en modernisation permettait de s'identifier à cette dernière comme catégorie universelle. De plus, à travers cette mutation, la culture avait cédé la place centrale en devenant « le reste », un aspect résiduel par rapport aux catégories de la modernisation : la science, la technique, la gestion, etc. La défense de la culture chinoise n'avait plus de place face aux exigences de la modernisation. La polémique disparut peu à peu, pour faire place à un débat sur les modes de modernisation.

Le changement de la structure sociale et celui de la formation économique furent au cœur de ces débats autour de la modernisation, opposant les partisans d'une modernisation menée par les entreprises étrangères et nationales, à ceux qui pensaient que la modernisation ne pouvait être que le résultat d'une révolution. Derrière ce débat se profilait aussi la question du rôle respectif de l'Etat, de la bourgeoisie et de la paysannerie, comme acteurs du développement.

On n'entrera pas ici dans les détails de l'histoire chinoise qui de 1930 à 1950 a finalement donné la victoire au Parti communiste qui, sous la direction de Mao Zedong, conduisit une guerre révolutionnaire appuyée sur la mobilisation de la paysannerie pauvre pour la révolution agraire.

---

[72] Chow, Tse-Tsung (1967), *The May Forth movement : Intellectual revolution in modern China*. Cambridge, Mass., Harvard University Press. La version en chinois a été publiée en 1989 à Taipei. La période du Mouvement du 4 mai 1919 comprend du Mouvement de la nouvelle culture.

[73] Chen, Song (1989), *Wusi qianhou dongxi wenhua wenti lunzhan wenxuan* (Essais choisis de la polémique sur la culture orientale-occidentale avant et après la période du Mouvement du 4 mai), Pékin, Zhongguo shehui kexue chubanshe.

Le Parti nationaliste, représentant d'une « voie bourgeoise » de développement, a perdu son pouvoir et a dû se réfugier à Taiwan.

Après la prise du pouvoir par le PCC, l'objectif de l'Etat chinois régénéré était de réaliser la réforme agraire, puis de réaliser l'indépendance nationale, puis d'introduire le socialisme comme un mode de développement. Les critères du socialisme avaient été considérés comme le système de l'industrialisation indépendante à travers les entreprises d'Etat dans les villes et la collectivisation de l'agriculture à l'aide des communes populaires dans les campagnes.

Avec ce mode de développement, qui a duré jusqu'à la fin des années 1970, l'économie paysanne dont la production et la consommation se base sur la famille avait changé en une économie collective de telle manière que l'Etat mobilisait toutes les ressources matérielles et humaines.

Ce mode de développement a dû changer sous l'impact conjugué des changements d'orientation de la politique de développement à la fin des années 1970. La nouvelle orientation est marquée par la libéralisation économique, surtout l'ouverture aux flux de capitaux de l'extérieur. Cette orientation a eu des conséquences importantes du point de vue des régions rurales, de la situation de la paysannerie et de l'évolution des rapports entre l'Etat et la paysannerie. Après une décennie d'expansion économique, des problèmes nouveaux sont apparus dans les années 1990, menant à la crise du *San Nong* déjà évoquée plus haut.

Cette évolution a amené l'Etat à vouloir redéfinir une conception du développement qui soit spécifiquement chinoise et qui donnerait notamment une priorité à la solution des problèmes de la paysannerie.

La nouvelle notion du développement est mentionnée par le Premier ministre Wen Jiabao (21-02-2004) dans la lecture « Constituer et effectuer la conception du développement scientifique », adressée aux principaux dirigeants provinciaux et ministériels à l'Ecole du CCPCC. Cette conception, ayant pour but de construire une « société de prospérité modeste » (*xiaokang*) en 2020 et la modernisation chinoise en 2050, exige un développement qui met le « peuple au cœur » et qui est « complet, coordonné et durable, en vue d'avoir un avancement total de l'économie, de la société et de l'être humain ». Ce type de développement souligne que « l'accélération des réformes et du développement doit être fondée sur la coordination entre villes et campagnes, entre diverses régions, entre société et économie, entre l'être humain et la nature, et entre le développement interne et le besoin d'ouverture »[74].

Un an plus tard, le Secrétaire général du PCC et le Président de l'Etat, Hu Jintao, a présenté une conception de « la société harmonieuse » dans la même Ecole (19-02-2005) face aux principaux dirigeants provinciaux et ministériels. Cette conception, résumée en vingt-huit caractères[75], veut réaliser une société harmonisée ayant la créativité, l'amitié, la justice, la stabilité, l'ordre, la démocratie et la légalité, comme principes de base.

---

[74] "Scientific conception of development crucial to China's future growth: Premier", *Renmin Ribao*, 01/03/2004.

[75] *Minzhu fazhi* (la démocratie et le système juridique), *gongping zhenyi* (l'égalité et la justice), *chengxin youai* (l'honnêteté et l'amitié), *chongman huoli* (plein de dynamisme), *anding youxu* (la stabilité et l'ordre), *ren yu ziran de hexie xiangchu* (la convivialité harmonisée entre l'être humain et la nature). Lu, Hugen "Hexieshehui, zhongguo shehui fazhan de biran xuanze" (La société harmonieuse, le choix du développement chinois), dans le journal *Wenhuibao* et sur le site www.people.com.cn, 23-05-2005.

Cette évocation a pour but, ici, de montrer qu'il y a un nouvel intérêt dans les cercles dirigeants pour chercher, devant la crise provoquée par les grands changements accélérés, la voie d'un développement spécifique qui combine la modernisation avec « la société harmonieuse ». Ce qui est un rappel des valeurs historiques de la culture chinoise, qui avait été écartée au cours du XXème siècle où on ne parlait que de modernisation accélérée, avec ou sans lutte de classe.

Dans l'histoire chinoise, la recherche de la « société harmonieuse » a souvent inspiré la doctrine des rapports entre l'Etat et la paysannerie. Il semble que la situation actuelle du *San Nong* ravive un souhait de retrouver cette harmonie.

Cependant, cette vision relève du normatif et appartient pour le moment au discours des dirigeants, des élites au pouvoir. Est-ce que ces discours annoncent le passage d'un système d'action historique à un autre, au sens donné par Touraine à ces mots ? Pour Touraine, « un mode de développement est la manière de passer d'un mode de production à un autre ou d'un système d'action historique à un autre. Sa nature est le mieux définie par la nature de l'élite, c'est-à-dire du groupe dirigeant qui commande ce processus de transformation »[76]. Les acteurs, dans ce texte, sont alors représentés par les décideurs et définis par leurs rapports au pouvoir[77].

En tout cas, « le développement est le passage d'une société d'un champ d'historicité à un autre. Il ne se réduit jamais à la modernisation, à la croissance, et la voie qu'il suit dépend des rapports de classe, des mécanismes politiques, du fonctionnement organisationnel de la société considérée et de ses rapports de domination ou dépendance avec d'autres sociétés » (Touraine, 1974 : 59).

En Chine comme ailleurs, le passage à un autre système d'action historique suppose l'implication de nombreux acteurs, dont les rapports au pouvoir ne sont pas identiques. Les différentes catégories d'acteurs n'ont pas nécessairement les mêmes attentes de développement.

Dans les milieux ruraux chinois, l'Etat, les fonctionnaires locaux, les cadres villageois et les paysans sont les principaux acteurs politiques. Leurs décisions se combinent pour orienter le changement villageois et l'évolution de la société rurale. Dans certains cas, on peut penser que c'est un seul décideur, le plus fort, qui oriente le changement, mais dans d'autres cas c'est la coopération entre les quatre qui entraîne le changement. De toute manière, certains acteurs peuvent mettre en place des formes de résistance passive ou active qui affaiblissent ou paralysent l'action des autres acteurs qui ne veulent pas tenir compte de leurs demandes et de leurs intérêts. Le changement social va être la résultante de ces rapports entre acteurs.

Un type de transformation ou un certain changement va révéler les politiques, les caractéristiques socio-économiques et les valeurs culturelles du décideur, individu ou collectif, qui aura pu mettre en branle le processus de changement. Cependant les choix des acteurs ne sont pas les seuls éléments de transformation à prendre en considération. L'environnement et le site géographique peuvent aussi imposer des contraintes ou offrir des opportunités qui vont participer à l'orientation de l'action de développement.

Selon Long (1977 : 183), il y a le plus souvent deux types de politique de développement rural. L'une vise à soutenir le modèle existant par la croissance économique et à promouvoir

[76] Touraine (1977), p. 137.

[77] D'après Alain Touraine (1977 : 112), « toute relation sociale comporte une dimension de pouvoir parce que les acteurs sont définis par leur rapport au pouvoir ». Bien que le pouvoir soit loin des paysans, les paysans dans certains cas peuvent aussi participer à la décision politique du village.

l'augmentation de la production dans le secteur paysan, tandis que l'autre cherche à apporter le changement structurel à travers une rupture radicale avec le système existant. Mais tous les deux s'inscrivent en fait dans le cadre du soutien à la croissance économique. Ils cherchent simplement à trouver le moyen le plus efficace pour augmenter le surplus tiré de l'agriculture, soit par l'intensification de la production paysanne, soit par la mécanisation accélérée.

Cependant on ne peut pas se limiter à étudier le changement sur la base des seuls critères économiques. Au-delà du changement économique, il y a toute la question des rapports sociaux et de la place de la paysannerie. Est-ce que le changement va consolider la petite paysannerie ou l'éliminer à terme ?

Selon Peemans, il y a en fait deux types de politique de développement opposés dans le domaine agraire : la politique la plus répandue veut s'appuyer sur une minorité d'opérateurs performants du point de vue technique et économique, ce qu'on peut appeler la « voie fermière (agronomique) de modernisation » ; l'autre politique cherche à consolider la place de la petite paysannerie, ce qui peut être appelé la « voie paysanne de développement »[78].

Les conséquences de l'un ou l'autre de ces choix sont évidemment différentes pour la masse de la petite paysannerie. Le résultat d'une percée technologique, reposant sur une petite minorité d'agents économiques agissant dans un contexte internationalisé, est à la fois une croissance des surplus agricoles et une poussée vers la marginalisation de larges couches de la paysannerie.

Au Nord comme au Sud, la logique des « pôles performants » agricoles s'est accompagnée d'une élimination massive de la petite paysannerie ou au moins d'une marginalisation sur place. Les pays du Sud combinent généralement les deux effets : augmentation des migrations des campagnes vers les villes et dépendance plus forte de la paysannerie demeurant sur place à l'égard des revenus monétaires, dans un cadre de précarité plus grande. Ce phénomène a été accentué par le fait que, pour la voie agronomique de modernisation, le contrôle de la terre devient de plus en plus important, alors que les besoins en main-d'œuvre sont recentrés sur les exigences des nouvelles techniques[79].

Selon Shanin, on doit distinguer deux modèles spontanés d'évolution, à savoir celui de l'agriculture mécanisée à grande échelle et avec un capital intensif, qui détruit les petits agriculteurs, et celui centré sur l'émergence de couches professionnelles des paysans, qui conduit aussi à la paupérisation cumulée des paysans[80].

Chaque pays montre l'une ou l'autre de ces évolutions en fonction de son histoire et de ses conditions particulières. Une analyse des transformations rurales exige donc de prendre en considération les différentes réponses ou réactions paysannes face aux programmes de développement.

En Chine, le premier modèle est difficilement présent à cause des terres reparties déjà en petits morceaux chez les paysans depuis longtemps, tandis que le second se met lentement en place,

[78] La « voie fermière de modernisation » et la « voie paysanne de développement » sont deux terminologies de J.-Ph. Peemans, proposées d'abord dans son rapport, *The social impact of food and energy technologies-Fen programme*, Tokyo, United Nations University, 1987, puis recités par l'auteur dans ses plusieurs articles.

[79] J.-Ph. Peemans (1995), "Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement", *op. cit.*

[80] Teodor Shanin (1966), "Peasantry as a political factor", dans Shanin, T. (sous la direction de, 1971), pp. 238-263.

mais avec de grandes différences selon les lieux, en fonction des différentes pratiques d'acteurs locaux.

De toute manière, il est important d'insister sur le fait que l'étude des changements ruraux ne peut séparer la situation globale de la paysannerie de la question des transformations économiques et techniques. La première peut évoluer de manière défavorable, alors que la seconde évolue de manière rapide. Les problèmes actuels du *San Nong* en résultent.

La question des changements ruraux est complexe et ses enjeux humains sont énormes. Si les dirigeants affirment, comme maintenant en Chine, qu'il faut viser le développement d'une société harmonieuse, alors la question des relations entre l'Etat et la paysannerie revient au centre du débat. C'est pourquoi nous pensons qu'il est essentiel de replacer la question du *San Nong*, après la réforme économique, dans une perspective historique longue des rapports entre l'Etat et la paysannerie. C'est l'objectif du chapitre qui suit.

Chapitre 2. Evolution des rapports Etat-paysannerie avant 1978

Les problèmes du *San Nong* d'aujourd'hui ne peuvent être séparés de l'évolution des rapports entre Etat et paysannerie dans la longue histoire. La prise en considération des trois périodes historiques, c'est-à-dire l'Empire chinois (avant 1912), la République chinoise (1912-1949) et la République populaire de Chine (1949-1978) dans ce chapitre va nous aider à mieux comprendre ces problèmes, bien que le terme *San Nong* n'ait pas été présent pendant ces périodes.

Historiquement, les rapports permanents entre l'Etat et la paysannerie sont présents dans l'ensemble des activités économiques, des institutions politiques et des systèmes socioculturels. Pour construire une identité culturelle en gardant la stabilité du pouvoir et la prospérité économique, l'Etat a élaboré une série de doctrines idéologiques diffusées à travers les populations et justifiant les contributions matérielles de ces dernières. De ce fait, la plupart des chercheurs croient que l'Etat contrôle et exploite la paysannerie[81], puisque plus de 90 % des habitants étaient paysans avant 1911, l'année du renversement de la dynastie Qing (1644/1911)[82]. Ces rapports montrent l'ancien Etat comme un gouvernant, représenté par un empereur avec une bureaucratie fonctionnant comme un appareil collectif, et les populations comme les gouvernés, représentés principalement par les *nongmin*.

Quels sont des fondamentaux historiques des rapports entre Etat et paysannerie en Chine ? Ci-dessous, nous aurons observeré les quatre systèmes de l'Etat, soit la propriété foncière, les impôts et les corvées, l'administration rurale et l'aide, articulés à l'économie paysanne qui est basée sur les terres privées, leur propriété et leur droit d'usage, en tant que base matérielle de production, et sur la famille en tant que force de travail.

2.1. Rapports fondamentaux entre l'Etat et la paysannerie avant 1912

2.1.1. Les systèmes de la propriété foncière

Les terres sont primordiales du point de vue paysan, puisqu'elles sont une base de matériel de production, les ressources de la vie et un actif économique pour les paysans. « Tous les agriculteurs ont pris les terres de la propriété publique ». « Les terres appartiennent fondamentalement à l'Etat », dit le Guan Zi (?-645 avant J. C.). Ainsi, le système du bon empereur était lié à l'idée que l'Etat devait distribuer les terres aux paysans[83]. Les terres publiques ont fait partie de l'Etat, dont le représentant est l'empereur en tant que « Fils du Ciel », qui va donner ou distribuer les terres aux populations. Les agriculteurs ont alors le devoir d'apporter une contribution à l'Etat sous forme d'impôts fonciers.

La logique de ces idées, « *Shoutian zhichan* » (l'allocation des terres et l'établissement de la propriété), dit Mencius (372-289 avant J. C.), est devenue une idéologie politique des

[81] Chesneaux (1976), Tu (1990), Oyama (1992) et Nishijima (2002), quatre historiens, dans leurs œuvres, montrent que la paysannerie fut soumise à l'Etat et aux grands propriétaires fonciers par l'étude des révoltes paysannes (Chesneaux), par certains systèmes du registre des populations (Tu et Oyama) et par le système d'octroyer des grades dans les villages (Nishijima).

[82] Pour distinguer l'époque historique et la vie d'une personne, j'ai utilisé « / » entre deux années indiquant l'époque et « – » entre deux années indiquant la naissance et la mort de la personne dans cette thèse.

[83] *Nongye quanshu—shoushi tongkao* (L'Encyclopédie de l'agriculture), Volume 7 *Guanzi* et Volume 11 *Guliangzhuan*.

lettrés-fonctionnaires[84], en exerçant son influence sur tous les acteurs à travers l'histoire. Les édits des empereurs concernent la distribution des terres dans chaque dynastie et les buts des révoltes paysannes montrent le même idéal égalitaire d'accès à la terre. Historiquement, il semble que les Chinois ont préféré se soucier plus de l'inégalité que de la pauvreté[85].

Depuis la dynastie Qin (-221/-207), la Chine a établi une propriété privée des terres. L'Etat a permis aux populations d'acheter et de vendre leurs terres en liberté. Ce système a concentré les terres dans les mains de magnats familiaux, ce qui a composé une base économique durant plusieurs dynasties, jusqu'à la fin de la dynastie Tang (618/907). Bien que certaines tentatives, telles que la réforme de Wang Mang (45 avant J.C.-23) et la révolte des Turbans Jaunes (184), aient voulu changer la situation des terres inégalement réparties et celle des lourdes charges, l'idéal politique confucéen ne pouvait s'accomplir. Du point de vue politico-culturel, l'opposition entre légistes (*badao*) et confucianistes (*wangdao*) autour de l'idéologie du contrôle politique depuis la dynastie Qin a limité et changé un peu le confucianisme jusqu'à la dynastie Song (960/1279)[86].

Depuis la dynastie Song du Nord (960/1127), l'économie propriétaire (*Dizhu jingji*) a été établie sur le système *zhukehu* (propriétaire et locataire). Les paysans pauvres ont pu louer les terres des *dizhu*. Comme l'achat et la vente des terres privées étaient libres, les locataires pouvaient aussi acheter les terres lorsqu'ils avaient l'argent. Les propriétaires pouvaient devenir locataires lorsqu'ils avaient épuisé leurs terres.

Les terres étaient qualifiées en trois catégories : supérieure, normale et inférieure. Toutes les sortes de terre devaient fournir 30 % de la récolte comme impôts fonciers à l'Etat à partir de la sixième année. Si les paysans cultivaient des mûriers, les impôts fonciers seraient déposés à partir de la cinquième année. Les terres utilisées par les cultures vivrières étaient exemptées d'impôts. L'Etat ne pouvait malheureusement laisser persister longtemps ce système à cause du coût trop élevé.

L'allocation des terres publiques, celles de l'Etat, aux membres masculins d'une famille et selon les différentes qualités de terres fut mise en œuvre. De plus, l'Etat donna les terres spéciales pour le domicile (dit *zhaijidi* aujourd'hui) et même pour le jardin de légumes ou le verger à chaque famille aussi selon le nombre des hommes adultes[87].

La taille de la famille, notamment le nombre des hommes, détermine la taille des terres obtenues, ce qui devient, chez certains auteurs, une explication dans le cadre de la théorie de l'« involution » de l'agriculture chinoise : plus de terres obtenues exigent plus de travailleurs,

---

[84] Liang, Qichao (1998), *Qingdai xueshu gailun* (*Résumé de l'académie de la dynastie Qing*), Shanghai, Shanghai guji chubanshe, p. 84 ; Mencius, "Tengwengong zhangju" (Phrases avec le prince de Teng), tome 1.

[85] Selon Confucius, "Qiu yewen youguoyoujiazhe, buhuangua er huanbujun, buhuanpin er huanbuan, gai junwupin, hewugua, anwuqing" (J'ai entendu avoir de l'Etat et de la famille, qui se soucient de l'inégalité au lieu de la rareté, de l'insécurité au lieu de la pauvreté. Donc, l'égalité supprime la pauvreté, l'harmonie supprime la rareté et la sécurité supprime la peur), dans le canon de *Lunyu-Jishi* (l'*Entretien*).

[86] La méthode de gouvernance est divisée en deux, *wangdao* et *badao*. La première insiste sur la morale des gouvernants selon le confucianisme, tandis que la seconde met l'accent sur le pouvoir des empereurs et sur l'usage des lois, les supplices compris, d'après Hanfeizhi. (Mancius, *Mengzi-Gongsunchou*; Hanfeizi, *Hanfeizi*).

[87] Le *mu* ou *mou* est une mesure des superficies en Chine, 1 *mou* = 1/15 hectare. Dans tout le texte pour la facilité de la prononciation française, nous avons utilisé «*mou* » ou « *mous* ». Dans l'allocation des terres publiques, une famille ayant de 3 à 5 hommes adultes peut recevoir 300 *mous* de terres de qualité supérieure, 450 *mous* de qualité normale et 600 *mous* de qualité inférieure. Dans l'allocation des terres spéciales, 150 *mous* pour une famille ayant 10 hommes adultes ; 100 pour 7 ; 70 pour 5 ; 50 pour 3 ; 30 pour 1 ou 2.

puis plus de la production agricole en résulte et enfin plus de consommateurs empêchent l'accumulation agricole (Huang, 1990).

Pendant la dynastie Jin (1115/1234), l'empereur Shizong (1161/1189) décréta une ordonnance agraire pour égaliser l'occupation des terres. L'ordonnance déclara confisquer les terres détenues en excédent par les fonctionnaires et puis donna les terres confisquées aux paysans sans terres. Chacun put prendre 50 *mous* des terres confisquées.

Dans la dynastie Yuan (1206/1368), les populations furent encouragées à défricher les terres le long des fleuves Yangzi et Wei et auprès de la mer. Chaque famille put recevoir moins de 500 *mous* avec la propriété permanente et la suppression des impôts dans les trois premières années.

Au début de la dynastie Ming (1368/1644), une grande partie du terrain dans les provinces Henan et Shandong fut transformée en désert à cause du chaos à la fin de la dynastie Yuan. L'empereur Hongwu (1368/1398) décréta une ordonnance qui permit aux gens de récupérer les terres comme propriété à vie exemptée de taxe de façon permanente. Les terres incultes furent distribuées aux hommes adultes des familles. L'Etat leurs donna aussi les outils agricoles, y compris le bétail de ferme, et exempta de taxe les étendues désertes en incitant les gens à s'engager dans l'agriculture.

Dans la dynastie Qing (1644/1901), bien que l'Etat ait encouragé à récupérer des terres incultes, il n'y eut pas de système fixe de distribution des terres publiques comme lors des périodes précédentes. De plus, de nombreux agriculteurs avaient perdu leurs terres puisque celles-ci étaient allouées aux Mandchous. L'empereur Kangxi (1654-1722) décréta en 1670 un édit pour l'interdire. Yongzheng (1678-1735) avait essayé de contraindre chaque famille de posséder à 300 *mous* de terre au maximum. L'empereur Qianlong (1711-1799) abandonna la limitation de Yongzheng vingt ans plus tard, parce que cette limitation avait rendu riches beaucoup de ceux qui possédaient les terres de moins de 300 *mous*, tandis que les pauvres ne pouvaient obtenir les terres.

Tous les régimes fonciers dans l'histoire de la Chine montrent que l'Etat voulait égaliser le droit des paysans à posséder les terres. Dans ce but, l'Etat pouvait encourager les gens à récupérer ou défricher les terres désertes ou incultes d'une part, et d'autre part l'Etat pouvait confisquer l'excédent des terres des mains de grands propriétaires fonciers, qui étaient souvent fonctionnaires d'Etat ou des familles en relation avec les empereurs, puis les redistribuer aux *nongmin* pauvres. Pour la part des agriculteurs, la croissance démographique, notamment le nombre des hommes, était liée directement aux politiques de la distribution des terres. De plus, les politiques de développer des terres dans les étendues désertes ont beaucoup stimulé la croissance démographique. Un courant d'immigration de la population en résulta probablement du nord vers le sud, de l'ouest à l'est, et a petit à petit changé l'environnement et la société rurale pendant une longue période.

2.1.2. Les systèmes des impôts

En tant que pilier socio-économique, l'agriculture et les paysans furent les plus importants pour l'Etat. Le revenu de l'Etat fut principalement constitué d'impôts par tête et sur les terres concernant surtout les agriculteurs par leur nombre et leurs productions. Depuis la dynastie Song, au fur et à mesure de la prospérité du commerce, les sources des taxes de l'Etat furent diversifiées, mais les impôts fonciers furent encore indispensables. De plus, les impôts de la

corvée par tête et les impôts sur les produits spéciaux selon l'endroit frappèrent aussi toutes les régions rurales.

Si les paysans cultivaient les terres d'Etat, ils devaient déposer le *zuke*, c'est-à-dire le loyer des terres. Toutes les terres publiques eurent leurs locataires, tandis que toutes les terres privées eurent leurs propriétaires. Ces derniers devaient payer les impôts de leur propriété. Si les populations défrichaient les terres incultes, ils devaient déposer la *kenwushui*, une taxe de colonisation, en fonction de la qualité des terres.

Par ailleurs, il y eut en plus d'autre types d'impôts : *caoliang* (l'impôt des céréales), dont la plupart vint de la région Jiangzhe (les provinces de Jiangsu et Zhejiang) à travers le Grand canal, subvint au besoin de l'Etat pour entretenir les voies d'eau ; c*haiyao*, une taxe que les *nongmin* devaient contribuer fut mise en œuvre dans le cadre des affaires militaires, administratives, pour l'école ou les rites, etc., et des infrastructures publiques telle que l'irrigation ; *fujiashui* fut levée pour les besoins temporaires des pouvoirs locaux.

Avant le milieu de la dynastie Tang, l'Etat collectionna tous les impôts et taxes dans les milieux ruraux selon les membres des familles. Lors de la mise en place de « deux taxes » (en 780) selon les propriétaires fonciers (*hushui*) et les terres cultivées (*dishui*), collectionnées en été et en automne, tous les propriétaires fonciers, notamment les grands, deviennent les principaux contributeurs à la recette de l'Etat. La dynastie Song continua à appliquer cette politique de taxes. Une partie des terres publiques fut alors mise en vente par l'Etat afin d'augmenter son revenu, qui lui permettait de financer l'effort de guerre contre les troubles des ethnies minoritaires du nord.

Lors de la dynastie Ming, étant donné que le système des impôts et taxes de toutes sortes était fort compliqué, Zhang Juzheng (1525-1582) avait essayé de les unifier par la loi *Yitiaobian* en 1581, c'est-à-dire que les corvées furent transformées en impôts fonciers et les impôts en monnaie remplacèrent les impôts en nature. L'enregistrement des impôts des populations selon le registre jaune (*huangce*) fut mis en œuvre. A la suite de cette loi, les impôts furent simplifiés car la corvée disparaît, tandis que l'économie monétaire fut encouragée. En réalité, elle n'avait favorisé ni les riches ni les pauvres, puisque les riches possédaient beaucoup de terres et les pauvres avaient peu de monnaie par rapport aux produits agricoles et aux corvées comme impôts. Ainsi, les corvées furent restaurées peu après.

Dans la dynastie Qing, il y eut les impôts sur les terres, deux levées par an, et sur la tête à la fois. L'empereur Kangxi (1661/1722) fixa les impôts par tête selon les statistiques du recensement (24,62 millions d'hommes adultes) de 1711, la 50^{e} année du règne de Kangxi. Ainsi, les impôts n'augmentèrent plus par rapport à la croissance démographique pendant le reste du régime de Kangxi. En 1724, l'empereur Yongzheng décréta un édit qui unifia les impôts par tête avec les rendements des terres, en raison du problème démographique. Sous cette dynastie, à partir du XVIIIème siècle au moins, la recette fiscale de l'Etat avait de plus en plus dépendu d'autres sources que des terres, les taxes du sel et du thé par exemple, mais il reste que la plupart des contribuables étaient quand même *nongmin*. Ceux-ci représentaient une grande partie des consommateurs des productions et prenaient en charge les livraisons alimentaires exigées par l'Etat.

Les fonctionnaires du district ou de la sous-préfecture locale prenaient en charge la levée des impôts et ils pouvaient être promus quand il obtenait un bon résultat. En cas de catastrophes naturelles, les gens pouvaient demander l'exemption d'impôts et de taxes. Bien que les

empereurs de Qing aient souvent supprimé les impôts et les taxes, les agriculteurs n'en ont pas toujours profité.

Les fonctionnaires locaux et les x*uli* eurent besoin de collecter les taxes supplémentaires desquelles ils dépendaient comme d'habitude[88]. De plus, ils agissaient souvent comme délégués de l'Etat et ils avaient un intérêt direct dans la collecte d'impôts dont dépendait leur revenu au niveau local. Autrement dit, la réduction de la perception au nom de l'Etat aurait diminué la capacité de perception des fonctionnaires locaux et des *xuli*. Ainsi, en pratique, ces derniers pouvaient utiliser leur propre volonté, parfois arbitraire, dans l'exécution des affaires administratives, y compris la collecte des impôts et des taxes.

L'Empereur Yongzheng (1723/1735) tenta de faire une réforme fiscale importante pour mettre fin à cette situation de surcharge fiscale à la discrétion des fonctionnaires locaux, notamment en donnant un pouvoir de contrôle important aux gouverneurs de province[89]. Cet effort fut poursuivi par son successeur, l'Empereur Qianlong (1736/1795) qui renforça le pouvoir de contrôle du Grand Conseil (*Junjichu*), fondé en 1729, pour essayer de rationaliser le vaste appareil bureaucratique de l'Etat[90].

Cependant à la fin de la période Qing, l'Etat central ne contrôlait qu'environ un tiers de l'ensemble des taxes et le Bureau des recettes n'était pas un acteur de politique financière ou économique[91]. Les fonctionnaires locaux avaient gardé jusqu'à la fin de l'Empire le contrôle d'une partie importante des revenus.

2.1.3. Les systèmes administratifs dans les régions rurales

L'administration gouvernementale fut créée dans tout le pays à partir de la dynastie Qin, jusqu'au niveau du canton avant 595 lors du règne de l'empereur Sui Kaihuang (581/618). Le canton ne fit plus partie de l'administration gouvernementale après l'unification de Sui jusqu'à la fin de la dynastie Qing, puisque le désordre social détruisit l'ancien système administratif, avec la grande mobilisation de la population. Le pouvoir de l'Etat s'arrêta désormais à la sous-préfecture ou au district, tandis que les villages autonomes s'organisèrent au Nord[92].

Les organisations ou unités locales, telles que *baojia*, *xiangxiao* (les écoles rurales), *xiangyue* (les pactes ruraux) et *xiangshe* (les associations rurales), faisant partie de l'organisation autonome locale des populations, se trouvèrent à un niveau inférieur au niveau de la sous-préfecture ou du district. A côté des affaires de production et des tâches réclamées par l'Etat, les organisations populaires s'occupèrent des quatre rites principaux, c'est-à-dire *guan*

---

[88] Du point de vue historique, *Xuli* ou *Yayi* (dont le niveau plus que celui de *xuli*) étaient des petits fonctionnaires assistant les fonctionnaires de districts ou de sous-préfectures, mais ils n'avaient pas de salaire provenant du gouvernement central. Naitô, Kônan (2004), *Zhongguoshi tonglun* (Histoire générale de la Chine, traduit par Qian, Wanyue), Pékin, Shehui kexue chubanshe, tome 2, p. 508. L'autre, Y*ayi* dont le niveau plus bas que celui de *Xuli* était employé par le gouvernement.

[89] Madeleine Zelin (1984), *The Magistrate Taël : Rationalizing Fiscal Reform in the Eighteenth Century Ch'ing China*, Berkeley, University of California Press, Ch. 1.

[90] B. Bartlett (1991), *Monarchs and Ministers : The Grand Council in Mid-Ch'ing China, 1723-1820*, Berkeley University of California Press.

[91] M. Bastid , "The structures of the financial institutions of the state in the late Qing ", dans Stuart Schram (sous la direction de, 1985), *The scope of State Power in China*, Hong Kong, The Chinese University Press, pp. 51-79

[92] Han, Sheng, "Weijin suitang de wubi he cun" (Châteaux et villages dans les dynasties Weijin, Sui et Tang), *Xiamen daxue xuebao* (zhesheban), 1997, No. 2, pp. 99-105.

(la réussite du concours), *hun* (le mariage), *sang* (l'enterrement) et *ji* (le sacrifice aux ancêtres ou à la nature, le ciel et la terre par exemple), dans les villages[93].

Après la disparition du système aristocratique, les dynasties Song du Nord (907/1125) et Song du Sud (1127/1279) ont créé le système de *xiangli* fondé sur le lieu (territoire) comme unité administrative de base. Le système de *baojia* est mis en œuvre près de Kaifeng (10 familles composent un petit *bao*, 5 petits *bao* composent un grand *bao*, 10 grands *bao* composent un *dubao*) en 1071 par le réformiste Wang Anshi (1021-1086). Deux ans plus tard, le *baojia* fut mis en œuvre dans le pays entier, mais il a changé un peu (5 familles, au lieu de 10 familles, égalent un petit *bao*). Le chef du *bao* fut appelé *jia*. Le système de *baojia* amorça le contrôle des révoltes locales au départ, puis il étendit rapidement son pouvoir en remplaçant presque tous les fonctionnaires locaux, y compris pour la levée des impôts fonciers et des taxes.

Dans la dynastie Yuan, établie par les Mongols, l'organisation dans les campagnes ne changea presque pas, même s'il y eut des différences entre le Nord et le Sud issues de la dynastie Song. Le Nord a continué à employer le système de *xiangli*, tandis que le Sud a utilisé *du* au lieu de *xiang*, *bao* au lieu de *li*, et même *tu* au lieu de *bao* plus tard.

Par ailleurs, la dynastie Yuan a créé l'organisation *she* ou *nongshe* (les communes agricoles) en 1286. Chacune comporta 50 familles. Le *she* fut en charge d'organiser les activités agricoles et de pousser à l'engagement populaire dans l'agriculture, puisque les Mongols avait été nomades[94]. Le chef du *she* étendit progressivement son pouvoir à la collection des impôts fonciers et des taxes.

Dans la dynastie Ming, le système *lijia* (10 familles = *jia*, 110 familles = *li*) fut créé en 1381 pour enregistrer la population et lever les impôts fonciers et les taxes. Deux registres, *huangce* (registre jaune) et *yulince* (registre d'écailles), fondèrent ce système, le premier pour enregistrer la population (une fois tous les dix ans) et le dernier (1387) pour enregistrer la qualité et la quantité des terres. Ainsi, le dernier devint une référence pour la levée des impôts agricoles sur les propriétaires fonciers. Ce système ne détruisit pas la structure naturelle des villages, dont les habitants séjournèrent au même endroit au lieu de déménager ailleurs.

Dans la dynastie Qing, les deux systèmes, *baojia*(1644) et *lijia*(1648), furent mis en œuvre dans le pays entier, mais ils firent partie des organisations populaires. Le *baojia* (10 familles = *pai*, 10 *pai* = *jia*, 10 *jia* = *bao*) en 1644, dont l'origine remontait à la dynastie Song du Nord, visa à maintenir l'ordre public au niveau local à l'aide de l'enregistrement d'habitants en surveillant leurs comportements. Le *lijia* (1648) vint de la dynastie Ming, mais la fonction se limita à collecter les impôts fonciers et les corvées. Ces deux systèmes employèrent des gens locaux pour gérer les affaires locales, en faisant ainsi une économie de la dépense administrative de l'Etat[95].

Comme les taxes se basèrent plutôt sur les terres que sur les foyers depuis l'empereur Yongzheng, le rôle du *lijia* prenant en charge les impôts locaux fondés sur les familles devint de moins en moins important. Au contraire, le rôle du *baojia* devint de plus en plus important dans

[93] Sakaï, Tadao (1960), *Chûgoku zensho no kenkyu* (*Etudes des livres exhortations de la Chine*), Tokyo, Tokyo dosho kankôkai, p. 42.

[94] A l'origine, dans la dynastie Sui (581/618), *She* consista en 25 familles, en tant qu'unité de la prière rituelle des terres et de la récolte alimentaire, puis devint une organisation d'aide aux victimes lors des catastrophes naturelles.

[95] Zhang, Zhelang, "Xiangsui yigui—Cunshe de jiegou" (Les règles rurales—la structure des villages), dans *Wutu yu wumin* (*Notre terre et notre peuple*), sous la direction de Tu, Zhengsheng (1982), pp. 190-221.

le maintien de l'ordre et de la sécurité locale. Le *lijia*, vu plutôt comme une zone administrative, apparaît donc moins efficace dans le contrôle des affaires locales.

2.1.4. L'allégement des impôts et l'aide sociale dans les campagnes

L'Etat, en tant qu'unité, représenté par l'empereur et les fonctionnaires comme un collectif, vit sur la base des divers impôts et des gestions de diverses activités agricoles, industrielles et commerciales. Le maintien de la production et de la reproduction de richesses fondées sur l'économie paysanne fut important pour l'Etat. Pendant les périodes de catastrophe naturelle, l'Etat devait alléger les impôts fonciers, puisqu'il eut besoin de maintenir la reproduction sociale et de permettre aux populations de survivre aux catastrophes. L'empereur et le peuple furent en effet interdépendants, comme dit l'idiome chinois « *shui neng zai zhou, shui yineng fu zhou* », c'est-à-dire que l'eau peut faire avancer le bateau, mais l'eau peut aussi renverser le bateau. Ici, le bateau représente l'empereur, alors que l'eau représente le peuple.

Lorsqu'il ne pouvait résoudre les catastrophes naturelles par l'allégement des impôts agricoles, l'Etat devait distribuer les provisions réservées dans les greniers officiels. Ces derniers étaient créés par l'Etat au niveau de chaque sous-préfecture ou district en vue de lutter contre la famine et d'empêcher le désordre social.

L'Etat prépara aussi les provisions dans les *yicang* (les greniers justes) et *changpingcang* (les greniers permanents) pour équilibrer les marchés. Ayant recours au principe de *junshu pingzhunfa*, c'est-à-dire à l'alimentation transportée d'un endroit, dont le prix est plus bas, à un autre, dont le prix est plus élevé, l'Etat pouvait corriger les prix sur les marchés, en limitant la spéculation des commerçants et en favorisant les simples gens.

Par ailleurs, l'Etat pouvait promulguer des lois pour aider les *nongmin* dans la production agricole. Ainsi, *Qingmiaofa* fut un système de crédit agricole inventé en 1069 par Wang Anshi dans la dynastie Song du Nord, c'est-à-dire que l'Etat prêta de l'argent aux *nongmin* pauvres qui n'avaient pas d'outils agricoles ou de terres cultivables au printemps. Avec l'aide de l'Etat, les agriculteurs pauvres pouvaient louer un lopin de terre pour cultiver les pousses vertes (*Qingmiao*). Lorsque la récolte était arrivée en automne, les paysans remboursaient à l'Etat avec un intérêt de 2 %.

Normalement, en cas d'existence du grenier d'abondance au niveau local, ce dernier ne pouvait maintenir une sécurité alimentaire que pendant un an ou deux au maximum. Alors que les catastrophes s'étalaient parfois sur plusieurs années et que les réserves locales s'épuisaient, l'Etat était obligé de donner quand même de l'aide sous une forme ou une autre. En principe, le gouvernement local devait examiner la souffrance réelle des gens, puis distribuer l'alimentation parmi les victimes. Si cela n'allait pas encore, il était obligé de faire émigrer certains paysans des endroits en état de grande détresse.

A côté de l'aide de l'Etat, il y eut plusieurs mesures d'aide par les élites locales dans les campagnes. Le *shecangfa* fut créé par Zhu Xi (1130-1200) dans la dynastie Song du Sud. Certaines élites locales furent associées à la gestion du dépôt des grains. Elles achetèrent les céréales lorsque leur prix était le plus bas et les redonnèrent aux agriculteurs au printemps lors de la semence. Les agriculteurs les rendirent à l'association des élites locales en automne lorsqu'ils avaient eu leurs récoltes.

2.1.5. Le rôle des révoltes paysannes

Selon diverses citations connues, « depuis la dynastie Qin, tous les empereurs sont des voleurs »[96], presque toutes les dynasties ont donc été renversées par les révoltes paysannes. La grande quantité de révoltes connues furent principalement le fait des paysans comme une classe, surtout les pauvres, mais les chefs vinrent souvent d'autres couches sociales, commerçant comme Wang Xianzhi, artisan comme Fang La ou lettré comme Hong Xiuquan[97].

Comme la paysannerie se trouvait dans une structure pyramidale (l'Etat-*dizhu-nongmin*), elle dépendait à la fois des grands propriétaires fonciers et de l'Etat. Ce dernier eut pour siège local le *yamen*, « la résidence du mandarin et de tous ses auxiliaires comme le symbole et le centre du pouvoir d'Etat, avec l'installation d'un tribunal, une prison, une caserne, un arsenal, un trésor public et un dépôt de grains » (Chesneaux, 1976 : 15).

La plupart des agriculteurs eurent leurs propres terres, mais de petites parcelles. De nombreux petits agriculteurs (*xiaonong*) travaillèrent sur leur propre terre et louèrent en plus une partie de terres des *Dizhu*. Leur lutte contre l'exploitation excessive d'un grand propriétaire foncier apparut souvent moins forte et radicale que contre les surcharges d'impôts du *yamen* et les exactions d'un mandarin.

Depuis l'unification de Qin, la Chine a réellement existé en tant qu'Etat. Lors de la première grande révolte paysanne, Chen Sheng et Wu Guang (209 avant J. C.) à la fin de Qin posèrent la question suivante : « Est-ce qu'ils sont innés, l'empereur, les notables, les généraux et le mandarin ? » Comme la conviction populaire profonde est celle de l'égalité de la naissance pour chacun, cela devient normal si un *nongmin* remplace un empereur. Lorsque l'empereur avait fait des erreurs défavorisant le peuple, ce dernier pouvait le renverser. L'histoire chinoise n'a pas arrêté de changer des dynasties pendant deux mille ans et les grandes révoltes paysannes y ont joué un rôle non négligeable.

La raison invoquée des révoltes est que « le peuple se révolte, parce que les mandarins pratiquent l'oppression» (*guanbi minfan*). Dans les révoltes des paysans, l'égalité de propriété des terres et des autres biens depuis Huang Chao (?-884) est devenue le but central. Pour réaliser l'égalité, les gens devaient « enlever aux riches pour aider les pauvres » (*jiefu jipin*). La violence fut ainsi mise en œuvre, mais au nom d'« exécuter la justice du Ciel » (*titian xingdao*). Les *nongmin* ont mélangé toutes les traditions dans les pratiques de révoltes pour manifester leur mécontentement à l'égard de l'Etat, y compris l'espoir d'un bon gouvernant dans le confucianisme, l'égalité devant la loi pour tout le monde chez les légistes, ou encore l'appel à la justice dans les traditions religieuses locales, etc.

Chaque révolte paysanne a pu détruire l'économie de base en affaiblissant l'Etat surtout au moment du renforcement de la pression des puissances étrangères, mais chacune a aussi essayé de rétablir de bons rapports entre Etat et paysannerie après le renversement de l'ancienne dynastie. L'Etat, d'un côté, recouvrait ses fonctions économiques, politiques, sociales et culturelles. Il distribua les terres aux agriculteurs pour développer l'économie nationale ; il réinstalla les institutions administratives à l'échelle du pays en vue de contrôler la stabilité ; il

[96] Tang, Zhen (1630-1704), *Qianshu-Shiyu* ; Tan, Sitong (1865-1898), dit la même chose dans son ouvrage *Renxue*.

[97] Wang, Xianzhi (?-878), un des chefs de la révolte paysanne à la fin de la dynastie Tang, faisait le commerce du sel ; Fang, La (?-1121), un des chefs de la révolte paysanne à la dynastie Song du Nord, était un artisan ruiné ; Hong, Xiuquan (1814-1864), un des chefs de la révolte Taiping (1851/1864), avait échoué plusieurs fois au concours impérial de la dynastie Qing.

collecta à nouveau les impôts en maintenant les fonctions bureaucratiques ; il fit pénétrer une doctrine culturelle dans la conscience des populations en vue de consolider son pouvoir. La paysannerie, d'un autre côté, continua à gérer son économie pour l'autosuffisance et pour supporter l'Etat à la fois. En même temps, elle n'arrêta pas de lutter contre les puissants, les riches et les exploiteurs.

Bien que les révoltes paysannes aient renversé l'Etat du fait de son gouvernement, les *nongmin* gardaient l'espoir d'un futur bon gouvernement. Les chefs des révoltes paysannes voulaient améliorer la situation, mais pas changer le système. Les grandes révoltes paysannes, notamment la Révolte Taiping (1851/1864) par exemple, sont le prolongement d'un héritage historique qui annonce les mouvements révolutionnaires du XXème siècle.

2.1.6. Une esquisse de configuration de la société rurale à l'époque impériale

Pendant plus de deux mille ans, la société rurale en Chine reste relativement cohérente. A l'intérieur, la paysannerie est un acteur collectif dans la construction historique du territoire et du lien social, y compris le lignage et le village. Le lignage familial dans un lieu stable avait participé à la formation du village. Le village souvent s'établit à partir d'un ou deux lignages familiaux qui possèdent les mêmes terres publiques. A l'extérieur, l'Etat est aussi un acteur collectif, articulé entre des aspects institutionnels et une base sociale, qui ne se limite pas seulement à une structure administrative, mais qui a une doctrine, une vision de développement à travers le temps.

Dans l'aspect politique, la région administrative se base sur le lieu et se compose d'un certain nombre de familles. Chaque dynastie a défini l'unité administrative selon le lieu, mais a aussi employé des systèmes locaux en organisant la solidarité locale. Ayant le lien du lieu et celui du sang en commun, le village est ainsi devenu une unité de base de la société rurale.

En suivant l'évolution du système administratif au niveau local, l'Etat contrôle les populations par la hiérarchie bureaucratique et par les organisations populaires. La structure administrative dans les milieux ruraux tend à s'adapter ou à s'identifier à la structure sociale, tandis que les organisations populaires s'associent aux affaires de l'Etat. Cela peut expliquer pourquoi la Chine est relativement stable pendant une très longue période.

Dans l'aspect économique, le village n'est complètement ni indépendant ni enfermé dans la vie paysanne, puisqu'il a besoin d'échanger ses produits agricoles sur les marchés, appelés *shi*, *ji* ou *zhen*, pour suppléer à la vie économique. Les *shi* et *ji* se trouvent dans les milieux ruraux, mais les *zhen* changent la nature du village et se rapprochent de la ville[98].

Avant la dynastie Ming, la circulation des marchandises s'est limitée au local, surtout dans les campagnes, tandis que la fonction des villes s'est souvent inscrite dans les activités politiques et militaires. Depuis la période Ming, toutefois, les villes et les campagnes sont devenues de plus en plus dynamiques dans leurs activités commerciales grâce à leur avantage dans le transport à longue distance d'une part, et à la croissance des marchés ruraux d'autre part. Les réseaux des marchés ruraux se sont formés dans la plupart des provinces du pays pendant les périodes Jiajing (1522-1567) et Wanli (1573-1619). Dans la province de Shandong, par exemple, il y eut 704 *ji* répartis dans 42 districts et sous-préfectures pendant cette période.

[98] Guangdong et Guangxi s'appellent *Xu*, Sichuan, Guizhou et Yunnan s'appellent *Chang*.

Le nombre de *ji* s'accroît pendant Shunzhi (1644-1661) à 1 126 répartis dans 64 districts et sous-préfectures. Sous le règne de Yongzheng (1678-1735), le nombre atteint 1 580 dans 74 districts et sous-préfectures[99]. En fait, nous voyons que la croissance des unités administratives dans les milieux ruraux correspond normalement à la croissance des marchés.

La structure du marché est parallèle au système administratif dans la société rurale. Le changement du marché, son élargissement à un certain niveau ou bien un marché périodique devenu permanent, tout cela engendre un certain changement administratif dans la société rurale. On peut voir plusieurs étapes du changement : d'abord, un nouveau village naît par les immigrants, ensuite l'échelle du marché grandit afin de s'adapter au nouveau village, enfin un nouveau marché est mis en place grâce à l'élargissement du marché précédent. Après, une nouvelle étape recommence le cycle, et en même temps le domaine administratif s'accroît aussi pour couvrir les nouveaux villages et marchés ruraux.

Les marchés ruraux forment une société locale et intègrent les communautés paysannes au niveau local. Ils constituent aussi un aspect important dans la société rurale. Bien que les marchés se soient en effet très diversifiés, cela n'a pas mené à l'accumulation capitaliste à cause de l'intervention de l'Etat par le système d'aide, de réserve et de distribution des terres, de la force des institutions collectives de la société rurale et de la nature de leurs liens mutuels, qui ensemble ont permis de freiner ou empêcher la transformation de l'économie marchande en économie capitaliste.

A part les marchés ruraux, la répartition égale des terres devient un besoin élémentaire et une sécurité individuelle pour les *nongmin* et même pour l'Etat. Autrement, l'Etat tombe dans une situation instable dans la mesure où les révoltes paysannes pourraient renverser le pouvoir pour réaliser ce but. Ainsi, un effort d'égalité de l'accès aux terres, venant des deux côtés (l'Etat et la paysannerie), a existé à travers l'histoire de la Chine.

L'Etat souvent promulgua des lois visant à restreindre les *dizhu* d'occuper beaucoup de terres, mais aussi redistribua les terres confisquées et publiques aux pauvres en évitant ainsi l'exploitation excessive par les grands propriétaires fonciers et l'inégalité aggravée. Cet effort a empêché la naissance de grands propriétaires d'une part, et d'autre part a rendu les terres de plus en plus dispersées, en formant ainsi une économie typiquement paysanne de telle manière que la famille est une unité de production et de consommation des produits agricoles et artisanaux.

Par ailleurs, en raison de la distribution égale des terres parmi les descendants masculins de chaque famille, dit le *fenjia* (séparation familiale) en chinois, les terres sont ainsi divisées en parcelles de plus en plus petites[100].

L'économie paysanne eut une division interne du travail, tout d'abord dans la famille où les hommes cultivent les terres et les femmes se livrent au tissage (*nangen nüzhi*), ce qui contribue à articuler la division sociale du travail entre l'agriculture, l'artisanat et le commerce. Donc, l'économie paysanne n'est pas l'agriculture seule, mais en plus elle est liée au commerce et à l'artisanat qui existent dans l'ensemble du monde rural, et elle produit de nombreux biens en satisfaisant les besoins individuels et sociaux. L'économie paysanne s'est en effet formée et diversifiée d'abord à partir d'elle même, et ainsi se développa en suivant son propre chemin, mais la politique de l'Etat pouvait la renforcer ou l'affaiblir.

---

[99] Xu, Shan, "Mingqingshiqi nongcun jishi de fazhan" (Développement des marchés ruraux dans les dynasties Ming et Qing), dans la revue *Zhongguo jingjishi* (Histoire de l'économie chinoise), no. 2, 1997.

[100] Le *fenjia* est une coutume différente de la primogéniture d'aînesse en Occident et au Japon.

Dans l'aspect social, le village n'était pas composé des agriculteurs seuls, mais consistait en plusieurs couches sociales dans toutes les dynasties. Une mobilité sociale a toujours existé par le système du concours impérial. Les *nongmin* pauvres pouvaient entrer dans la hiérarchie bureaucratique par la réussite au concours impérial, Liu Lishun (1581-1644) par exemple[101], bien que leur nombre soit de plus en plus limité.

L'Etat était fondé sur une hiérarchie composée de l'empereur, des fonctionnaires dans le cadre de la bureaucratie associée à l'empereur, et des populations divisées en quatre couches selon l'occupation, c'est-à-dire *shi* (lettré), *nong* (agriculteur), *gong* (artisan) et *shang* (marchand)[102]. Les lettrés devaient obtenir leur statut par le concours, puis le poste mandarinal et enfin devenaient fonctionnaires, souvent dit *shidafu* (lettrés-fonctionnaires), en prenant un poste bureaucratique. Les *shi* (lettrés) et les *jinshen* (ex-fonctionnaires, retraités ou démissionnés) composèrent une couche des élites locales. Ils s'appelèrent *xiangshen* (les élites rurales) dans les milieux ruraux pendant toute l'histoire impériale.

Depuis le milieu des années 1800, le gouvernement de Qing commença à vendre les postes mandarinaux pour payer les réparations de guerre aux puissances étrangères. De nombreux commerçants riches et des propriétaires fonciers entrèrent dans la bureaucratie, tandis que les *nongmin* pauvres devinrent soit prolétaires, soit employés par les *dizhu*. La mobilité sociale avait commencé alors à être défavorable aux agriculteurs pauvres.

Par ailleurs, les villages furent relativement autonomes par rapport au gouvernement dans la vie sociale, avec certaines organisations populaires, pour l'autodéfense et l'auto-éducation. Le rôle de l'Etat put toutefois influencer la vie quotidienne du village par un certain système, mais aussi par les élites locales dirigeant les organisations locales. Rendre un service à l'Etat, symbolisé par l'empereur dans certains cas, fut une aspiration politique de toutes les élites confucéennes, les élites rurales comprises.

Dans les rapports entre Etat et paysannerie, l'Etat dépendait de l'économie paysanne tandis que la paysannerie dépendait de l'Etat limitant l'exploitation des *dizhu* et l'aggravation de l'inégalité foncière. Pendant plus de deux mille ans, l'Etat ou les dynasties furent fortes et prospères à condition de donner aux agriculteurs des terres à cultiver et de leur demander de payer des impôts légers. Ces rapports fonctionnèrent aussi assez bien dans le domaine socio-économique, le début de la dynastie Qing par exemple. Les *nongmin* furent relativement autosuffisants après perception des impôts et en absence de catastrophes naturelles.

De fait, l'Etat et la paysannerie composent un rapport hiérarchique vertical dans les domaines politique et idéologique à travers la hiérarchie administrative et l'aide sociale, mais aussi un rapport horizontal avec une interdépendance économique par les systèmes de la propriété foncière et des impôts fonciers.

Comme l'agriculture dépend fort de la nature à travers toute l'histoire, l'Etat et la paysannerie durent travailler ensemble pour améliorer les conditions de production, l'irrigation et le

[101] Il naquit dans une famille très pauvre de la sous-préfecture de Qi dans la province de Henan. Il réussit le concours impérial à l'âge de 53 ans puis il prit un haut poste dans la bureaucratie. Enfin, il se suicida pour montrer sa fidélité à la dynastie Ming. Voir Des Forges, Roger V. (2003), *Cultural centrality and political change in Chinese history : Northeast Henan in the fall of the Ming*, Stanford, California, Stanford University Press, pp. 100-105, 107, 110, 234, 286-287, 301-303.

[102] Romeyn Taylor, "Chinese hierarchy in comparative perspective", *The Journal of Asian Studies* 48, no. 3, August 1989, pp. 490-511

contrôle des digues par exemple. L'évolution des rapports entre Etat et paysannerie pendant la période impériale montre la spécificité de l'Etat et celle la paysannerie comme acteur collectif, ainsi que la nature de leur interdépendance à travers le temps. Cela est la base historique des rapports Etat-paysannerie dont a hérité la période post-impériale ou le XXème siècle en Chine.

Fondamentalement, lorsque les terres publiques devenaient du moins en moins disponibles (pas nécessairement par rareté intrinsèque, mais à cause de la progression de l'appropriation privée de fait) et que la population s'accroissait du plus en plus, d'une part la capacité de l'Etat était diminuée du point de vue de la distribution des terres ainsi que du contrôle des populations, et d'autre part le nombre des pauvres devenait de plus en plus important. De ce fait, l'affaiblissement de l'Etat et la paupérisation des *nongmin* a eu un aspect synchrone dans l'histoire de l'empire chinois, et cela date d'avant l'envahissement militaire des Occidents au milieu du XIXème siècle. Les deux phénomènes conjugués à partir de ce moment ont conduit à la révolution agraire et au régime communiste plus tard.

2.2. Problèmes ruraux et rapports Etat-paysannerie entre 1912 et 1949

2.2.1. La crise politique de l'Etat

Voici une description de cette période, faite par un auteur européen :

Le grand tronc agraire de la civilisation chinoise s'ornait de « bourgeons capitalistes », tandis que les mouvements animés par les artisans et les salariés du secteur proto-capitaliste (« manufacturier ») étaient prêts à relayer la dynamique ancienne et toujours puissante des rébellions paysannes. Cent ans d'oppression impérialiste auraient stérilisé l'œuvre de mille années (le développement potentiel de la Chine) tout en coagulant le mouvement populaire. S'exprimant tout d'abord par le dévoiement du pays vers l'appauvrissement (ressources pillées ; monde rural en crise ; artisanat ruiné), le parasitisme du secteur moderne (apparition d'une bourgeoise « compradore », c'est-à-dire maiban, ancillaire), la corruption sociale et morale de la Nation (symbolisée par l'ulcère des concessions, le cosmopolitisme délétère et arrogant de Shanghai…), le blocage historique n'épargnait pas non plus les formes induites par l'occidentalisation, d'autant qu'il pactisait avec l'Ancien régime, féodal, bureaucratique et militariste. C'est ainsi que, désavantagé par les traités inégaux, le capitalisme chinois basculait en partie dans le camp anti-impérialiste : la « bourgeoise nationale » rejoignait la coalition révolutionnaire cimentée en priorité par le nationalisme. De même, la trahison de l'Entente en 1919 avait radicalisé l'intelligentsia : Marx et Lénine s'étaient glissés dans le lit socialiste et libéral de l'occidentalisme et l'Occident, victime de ses propres contradictions, avait introduit en Chine les germes de la « théorie révolutionnaire »[103].

Le remplacement des dynasties, l'envahissement des puissances étrangères et les révoltes paysannes ont amené la crise de l'Etat, bien que l'économie paysanne et l'interdépendance entre Etat et paysannerie se maintiennent encore sous le régime de l'empire. La crise toutefois a évolué, sous une forme nouvelle, pendant la période républicaine (1912/1949).

Fondée sur la réussite de la révolution bourgeoise de 1911 contre les Mandchous, la République chinoise est entrée dans une période d'instabilité peu après. La dictature de Yuan Shikai (1915/1916), les Seigneurs de la guerre (1916/1927), les révolutions foncières (1927/1937), les guerres sino-japonaises (1931/32 et 1937/1945) et la guerre civile (1946/1949) ont traversé tout

[103] Chevrier, Yves, "Le vent d'Ouest", *Culture et développement* (Revue internationale des sciences du développement), Vol. XIII, 1-2, 1981, Université Catholique de Louvain, pp. 173-181 : 175.

le pays, tandis que les bandits ont été présents dans les régions montagneuses ou les régions lointaines du centre administratif, tels l'ouest de Hunan et le sud-ouest de Henan.

Tous les événements ci-dessus entraînent une crise politique dans la mesure où l'Etat ne pouvait contrôler les situations du pays entier et y maintenir l'ordre. Selon Naitô, deux raisons peut-être expliquent simplement la faiblesse de l'Etat : l'une se trouve dans le système fiscal et l'autre dans le système militaire[104]. Tous les deux sont la suite des échecs de la dynastie Qing, notamment l'échec des guerres contre les Occidentaux et les Japonais, puis l'énorme dédommagement à payer comme dette de guerre. Le système militaire est différent de celui au Japon et en Occident où les samouraïs et les nobles composaient la force militaire en défendant les seigneurs ou même les rois, mais ils sont soutenus et rémunérés par leurs seigneurs ou par eux-mêmes.

A la fin de la dynastie Qing, l'armée fut soutenue et rémunérée par l'Etat qui, à ce moment, n'eut plus assez de force financière pour lever ou maintenir une forte armée. La crise politique apporta ainsi une crise, dans l'ensemble, économique, sociale et culturelle pendant cette période. L'Etat fut obligé de céder ses pouvoirs en pratiquant l'autonomie du gouvernement local.

Face à la crise de l'Etat initiée dans les années 1840, un courant de pensée sur l'auto-gouvernance locale s'était développée par suite du changement de la réalité. Etant donné que l'armée active d'Etat, appelée *lüyingjun* dans la dynastie Qing, était insuffisante pour la défense de la sécurité locale, l'armée ou la milice locale (*tuanlian*) fut mise en valeur partout à l'appui des puissances locales. L'autonomie du gouvernement local s'était développée dans quelques régions rurales au début XXème siècle, la région de Nanyang par exemple. Les élites locales étaient devenues puissantes dans l'arrangement des affaires locales. Il est ainsi facile de comprendre le long désordre depuis 1911.

Le gouvernement nationaliste voulait d'une part continuer de faire l'auto-gouvernance régionale, dont le premier Règlement datait en fait déjà de 1908 dans la dynastie Qing[105]. Il avait relancé les « Principes d'amélioration de l'auto-gouvernance régionale » en 1934. Selon ces principes, la région auto-gouvernée est divisée en deux parties, c'est-à-dire les sous-préfectures et les cantons. Mais d'autre part, il voulait contrôler l'ordre local. Le système du *Baojia lianzuo* d'autosurveillance mutuelle des populations au niveau local, pour y maintenir la paix et la sécurité, était alors mis en œuvre en mai 1928. Ce système avait réorganisé les familles (10 famille = *jia*, 10 *jia* = *bao*) sous les *xiang* ou *zhen*. En fait, le gouvernement central du Parti nationaliste ne pouvait contrôler le désordre local ou les puissants locaux jusqu'aux années 1930[106].

2.2.2. Les catastrophes naturelles

Ni l'Etat ni la paysannerie ne peuvent échapper aux catastrophes naturelles pas plus dans l'histoire qu'aujourd'hui, mais l'Etat peut alléger le quota des impôts et donner aux paysans

[104] Naitô, Kônan (1912), "Shina ron" (Sur la Chine), *Naitô Kônan zenshû*, Vol. 5 (Les œuvres complètes de Naitô Kônan), Tokyo, Tsukuma shoöku, 1972, pp. 291-431.

[105] Selon ce règlement, l'autonomie régionale couvre les municipalités, les bourgs (avec plus de 50 mille habitants) et les cantons (moins de 50 mille habitants).

[106] Zhang, Xin (2000), *Social transformation in modern China : The state and local elites in Henan, 1900-1937,* Cambridge University Press, pp. 243-266.

l'aide immédiate dans la période impériale. Pendant la République, l'Etat fut trop faible pour maintenir le système d'aide.

La sécheresse au Nord frappa, durant l'hiver de 1920 à 1921, 50 millions de personnes dans les provinces de Jilin, Shandong, Henan, Shanxi et Shaanxi. La situation a été notée dans le texte ci-dessous :

« *Les statistiques partielles d'un comité protestant de secours aux victimes estimaient que dans 317 districts de ces cinq provinces, 19 millions de paysans sur 48 millions étaient totalement sinistrés. On mangeait les chenilles et les écorces des arbres. On mangeait les animaux de trait, on mettait en gage le matériel agricole, on vendait les enfants à la ville pour le travail ou pour le plaisir* »[107].

De plus, l'inondation des fleuves Yangzi et Huaihe avait touché les régions du Centre, de l'Est et une partie du Nord (le sud de Henan) en 1931. En 1934, la sécheresse de ces deux fleuves couvre les mêmes régions qu'en 1931. En 1937, la sécheresse dans la plaine du Nord avait touché, notamment la province de Henan[108]. La production du blé a été réduite à 570 kg par hectare en 1937 par rapport à 1 290 kg en 1936 (Kueh, 1995 : 324).

2.2.3. La commercialisation des produits agricoles et les marchés instables

Bien que les paysans chinois n'aient pas beaucoup de produits agricoles en surplus, une commercialisation de l'agriculture s'était mise en route dans les années 1920 et 1930 sous l'influence de l'économie mondiale. Plusieurs régions de spécialisation des cultures agricoles ont été formées dans le pays à cette époque-là, telles que les régions de coton, de thé, de sériciculture et mûrier, de tabac, de haricot, de la cacahouète, de riz et de blé[109].

Etant donné que les marchés ruraux restaient très localisés, et sans doute moins interconnectés qu'à l'époque impériale, à cause de la crise politique et de l'insécurité, les paysans ne pouvaient que vendre les petits produits agricoles sur le marché local ou dans l'endroit de production. Parfois ils étaient obligés de les vendre avant les récoltes à cause de l'épuisement des réserves. La pré-vente dans l'endroit de production ou sur le marché local eut besoin de l'agent intermédiaire (y*ahang*), qui souvent exploita les paysans par l'accaparement du marché[110].

---

[107] Chesneaux, Jean, *La Chine*, Tome 2, L'illusoire modernité 1885-1921, Hatier, 1976, p. 190.

[108] Kueh, Y.Y. (1995), *Agricultural instability in China, 1931-1991 : weather, technology, and institutions*, Oxford University Press, p. 91.

[109] La région de coton se trouve principalement dans les provinces Jiangsu, Hubei, Shandong, Hebei, Henan, Shanxi et Zhejiang ; la région de thé dans Anhui, Jiangxi, Fujian, Zhejiang, Sichuan et Yunnan ; la région de sériciculture et mûrier dans Zhejiang et Guangdong, etc. ; la région de tabac dans Shandong, Henan, Anhui et Yunnan ; la région de riz dans le bassin du Fleuve Yangzi ; la région de blé concentré dans le Nord-est, Shandong, Hebei, Sichuan et Henan. Voir Wen, Tiejun et Feng, Kaiwen, "Jinfang chongdao jiuzhongguo nongcun pochan de fuzhe—cong gongshang, jinrong ziben dui nongcun de guoliang boduo tanqi" (Soyons conscients de la trace sur la faillite d'anciennes campagnes chinoises—parlons de la super-exploitation des capitaux de l'industrie et du commerce dans les milieux ruraux), dans la revue *Zhanlüe yu guanli* (Stratégies et gestions), no. 1, 1999.

[110] Feng, Hefa (1934), "zhongguo nongchanpin de yuanshi shichang—chandi maoyi guanxi de fenxi", dans la revue *Zhongguo Nongcun* (Chine rurale), Vol. 1, No. 3, pp. 15-31, Tokyo (photocopie, 1964), pp. 261-277.

Tableau 2-1. Marketing par les fermiers (Chine : 1929-1933)

(A-village ou voisin ; B-bourg ; C-chef-lieu de sous-préfecture ; D-marché lointain ; E-commerçant intermédiaire ; F-consommateur ; G-paysan. Le « Total » de A, B, C, D, E, F, G est une moyenne, par exemple 64 % des produits agricoles vendus au commerçant intermédiaire)

Région	No.	% de vente des produits agricoles								Jours de travail par fermier au marché
		Lieu de vente				Demandeur			Vente dès la récolte	
		A	B	C	D	E	F	G		
Totale	151	19	44	29	8	64	24	12	55	24
Blé	61	17	43	35	5	53	32	15	50	24
Blé du printemps	9	26	12	56	6	53	28	19	43	16
Blé d'hiver et millet	20	21	31	41	7	55	29	16	53	30
Blé d'hiver et sorgho	32	21	59	25	4	51	35	14	50	24
Riz	90	19	46	25	10	71	19	10	58	24
Riz et blé du Fleuve Yangzi	29	16	60	17	7	79	14	7	61	9
Riz et thé	26	28	36	26	10	70	19	8	57	10
Riz de Sichuan	11	22	31	25	22	49	41	10	54	72
Riz à deux récoltes	13	4	62	24	10	94	2	4	64	9
Riz du Sud-ouest	11	24	26	45	5	49	31	20	46	46

Source: Buck, John Lossing (1937), *Land utilization of China*, Nanjing, The University of Nanking, p. 349.

On peut voir ci-dessus les données concernant la vente des produits agricoles dans toutes les régions rurales, y comprit 19 provinces, 148 sous-préfectures et 151 régions entre 1929 et 1933.

De 1840 à 1936, la population croît de 400 millions à 450 millions, tandis que la population non agricole croît de 20 millions à 54 millions. Le taux de commercialisation des produits agricoles s'élève de 10,5 % à 31 %[111], avec un taux de 18 % pour les céréales.

La production du coton connut une croissance de 80 % et la commercialisation du coton s'est élevée de 26 % à 87 %[112]. Les cultures commerciales représentent 20 % de la production en 1936 (Tableau 2-2).

[111] Mori, Tokihiko (2001), *Chûgoku kindai mengyôshi no kenkyû* (Etudes de l'histoire du secteur de coton en Chine moderne), Kyoto, Kyoto University Press, p. 460.

[112] Wen, Tiejun et Feng, Kaiwen (1999) ; Sheng, Bangyue, "20 Shiji 20-30niandai zhongguo nongcun jingji jiben tezheng tantao" (Enquête sur les caractéristiques fondamentales de l'économie rurale chinoise dans les années 1920 et 1930), dans Wang Siming (sous la direction de, 2003), pp. 166-178.

Tableau 2-2. Croissance des cultures commerciales par rapport aux céréales (1840-1936)

Année	Céréales (mille *yuans*)	Coton (mille *yuans*)	Huile (mille *yuans*)	Tabacs (mille *yuans*)	Total (mille *yuans*)	% des cultures commerciales
1840	6159288	274 455	138 606	65 280	6 637 629	7,2
1894	6 697 933	284 459	519 154	81 600	7 583 146	11,7
1911	6 836 014	224 837	581 427	105 876	7 748 154	11,8
1920	5 340 350	192 350	733 281	130 152	6 396 133	16,2
1933	7 754 050	337 041	1 407 855	216 665	9 715 611	20,2
1936	7 880 934	494 675	1 283 861	218 705	9 878 175	20,2

Source: Mo, Rida (2000), "1840-1949 nian zhongguo de nongye zengjiazhi" (La valeur ajoutée de l'agriculture chinoise entre 1840 et 1949), dans la revue *Caijing wenti yanjiu* (*Etudes de la finance et l'économie*), 2000/1[113].

La superficie du coton s'étendit pendant une dizaine d'années au Nord-est de Henan, alors que la Société de tabac américain-anglais (Anglo-American Tobacco) expérimenta les plants américains et se développa plus tard dans les régions centrales de la province depuis 1919[114]. De plus, avec le commencement de l'importation du coton américain en 1922, les cultures du coton se multiplièrent dans cette province. La production du coton américain occupait trois quarts des terres du coton ce qui fit disparaître l'ancien coton entre 1929 et 1937[115].

La croissance des cultures commerciales n'a certainement pas favorisé la prospérité des marchés ruraux. Selon les enquêtes sur sept marchés ruraux dans la sous-préfecture de Zouping en 1933, de moins en moins de gens y allaient pour acheter les choses qui avait été produites à la maison et était mises en vente sur les marchés ruraux, le tissu de coton par exemple. Les paysans ont préféré les acheter dans les magasins ou dans la main des petits vendeurs plutôt que d'aller aux marchés ruraux[116]. De ce fait, la commercialisation de l'agriculture n'est pas liée à un surplus croissant de l'agriculture, mais plutôt au changement de la structure des cultures.

Lorsque les produits étrangers sont venus avec le prix moins cher que celui des produits locaux, ils ont frappé la production locale. Les paysans sont forcés d'entrer dans le marché mondial alors que le textile familial est écarté. L'impact du textile étranger est évident dans le marché traditionnel et dans les ménages paysans. Ce qui fait que les paysans vivent dans un état autosuffisance partielle. D'après Buck, dans les enquêtes sur 2 370 foyers, 6 provinces entre 1922 et 1924, la partie d'autosuffisance représente 65,9 %, avec 73,3 % au Nord et 58,1 % à l'Est central[117]. L'économie paysanne de l'autosuffisance a été transformée dans un certain degré vers l'économie de marché. Cette dernière était limitée par la faiblesse de l'économie paysanne d'une part, et d'autre part avait un lien de dépendance avec le capital étranger.

[113] Cité par Wang, Siming (sous la direction de, 2003), p. 169.
[114] Zhang Xichang (1934), "Henan nongcun jingji diaocha" (Les enquêtes sur l'économie rurale dans la province de Henan), dans la revue *Zhongguo Nongcun* (Chine rurale), Vol. 1, No. 2, pp. 47-63 ; Tokyo (photocopie, 1964), pp. 181-197.
[115] Hu, Jingliang (traduit), *Kananshô no mengyô* (L'industrie du conton dans la province de Henan), Mantetsu chôsa geppo, Vol. 20, No. 9, l'autre No. 18, septembre 1940.
[116] Zhang, Youyi (sous la direction de, 1957), *Zhongguo jindai nongyeshi ziliao* (Archives de l'histoire de l'agriculture en Chine moderne), Shenhuo- Dushu-Xinzhi Sanlian shudian, vol. 2, p. 275.
[117] Buck, John Lossing (1930), *Chinese farm economy*, University of Chicago Press, p. 391.

On peut voir que l'économie du marché s'est développée rapidement dans les années 1930 à l'exemple de Liangzou Coopérative à la sous-préfecture de Zouping (Tableau 2-3).

Au fur et à mesure de la commercialisation de l'agriculture, certaines industries se sont développées dans les villes ayant l'avantage du transport et du capital financier. En même temps, une grande partie de la pauvreté rurale est renforcée par la pénétration des capitaux industriel, commercial et étranger. « Un certain essor économique des centres urbains côtiers, touché par l'occidentalisation, accentue le clivage entre les villes et les campagnes »[118].

La société dualiste s'amorce alors à cette époque-là ce qui est différent des anciennes villes et campagnes, puisque maintenant l'agriculture et l'industrie sont divisées du point de vue spatial. De plus, l'industrie, depuis l'émergence du « Mouvement des Affaires étrangères » (*yangwu yundong*) datant de 1860, est liée de plus en plus soumise aux normes de la modernisation occidentale.

Tableau 2-3. Liangzou Coopérative de transport et vente du coton américain[119]

	1932	1933	Taux de croissance (%)
Coopératives	15	20	33,33
Coopérateurs	219	306	39,72
Villages	15	35	133,33
Superficie (*mous*)	667	3 464	419,34
Valeur (*yuans*)	3 583	24 128	573,40
Quantité (kg)	3 381	44 748	1 223,51

2.2.4. La crise de l'économie paysanne

La crise agricole dans les années 1930 a souvent été considérée d'abord comme une crise économique. Elle souffrit de la Grande Dépression mondiale (1929/1933), mais la crise chinoise ne fut pas la conséquence du surplus mondial. Plusieurs raisons pouvaient expliquer cette crise, telles que la faiblesse productive en soi et l'instabilité de l'environnement national et mondial. L'interrelation entre l'appauvrissement rural et la faiblesse des industries nationales renforça la crise[120]. L'envahissement des Japonais et les catastrophes naturelles aussi frappèrent l'agriculture, les campagnes et les paysans.

Par conséquent, la valeur brute de la production agricole tombe de 24,4 milliards de *yuans* en 1931 à 13,1 milliards en 1934. La crise agraire des années 1930 met fin à une période d'expansion depuis la deuxième moitié des années 1920[121], qui a profité de l'environnement

[118] Bari, Dominique (1997), *Chine : la grande mutation*, Paris, Editions sociales, p. 23.

[119] Luo, Gengmo (1934), "Zhongguo nongchan yunxiao de xinqushi" (Les nouvelles tendences de transport et vente des produits agricoles de la Chine), dans la revue *Zhongguo nongcun*, vol. 1, No. 4, pp. 1-18. Je l'ai refait, parce qu'il y a des fautes de pourcentage dans l'article.

[120] Qian, Junrui (1934), "Zhongguo muxia de nongye konghuang" (La panique de l'agriculture en Chine d'aujourd'hui), dans la revue *Zhongguo Nongcun*, Shanghai, Shanghai liming shuju, vol. 1, No. 3, pp. 1-14, Tokyo (photocopie, 1964) , pp. 247-260.

[121] Mori, Tokihiko (2001), *op. cit.*, p. 456. D'après cet auteur, les années 1920 ont été une période d'or où le textile se développait sur la base de la croissance du coton, associé par le mouvement patriotique des "marchandises nationalisées", suite au Mouvement du 4 mai 1919. La crise de l'agriculture chinoise dans les années 1930 est issue de l'impact de la Grand Dépression mondiale, de l'envahissement des militaires japonais et des catastrophes naturelles.

politique relativement stable et de l'environnement naturel favorable. Cette crise amène à la crise de l'industrie nationale, puisque les campagnes ne peuvent fournir les matières premières ni les débouchés des produits industriels.

Dans le domaine de la production, d'après Shen, l'agriculture n'était pas encore équipée de machines mécaniques ou électriques, et n'avait pas bénéficié non plus des engrais chimiques dans les années 1930[122]. L'agriculture était encore traditionnelle à cette époque, tandis que la commercialisation des produits agricoles n'apporta pas de changement du mode productif. En un mot, l'économie paysanne fut occupée par la famille, les petites machines et outils agricoles avant la proclamation de la République populaire en 1949.

En tant que pays encore fort agricole, Buck croyait que la Chine aurait assez de ressources pour la défense nationale, mais elle n'aurait pas de produits industriels suffisamment pour l'exportation. Il affirmait : si elle n'exporte que les produits agricoles, la Chine ne pourra espérer trouver les ressources pour son industrialisation[123]. Autrement dit, la Chine n'a pas d'accumulation de capital provenant de l'agriculture pour faire l'industrialisation.

Les paysans ont souffert de la perte des terres, de la pression du loyer foncier et de l'emprunt sur hypothèque à cause de la pauvreté. Les sources du crédit ont été vite taries et la surpopulation a été mise en cause dans les campagnes. La production agricole n'a pu s'améliorer à cause du manque technique et ainsi la reproduction de l'économie paysanne n'a pu être consolidée. La capacité d'achat été assez basse pour la plupart des paysans. La famine a été répandue dans les régions rurales. L'exode rural s'était amplifié partout dans les années 1920 et 1930. Une autosuffisance économique de la paysannerie était difficile à maintenir à cette époque-là.

L'exode rural, causé surtout par la pauvreté et les catastrophes naturelles, renforce la faillite de l'économie paysanne. Selon les enquêtes de Li Jinghan parmi 1 338 personnes, 71,28 % des émigrants paysans ont de 20 à 49 ans[124]. Une autre enquête montre que plus de 85 % émigrants sont des hommes et que plus de 75 % des gens ont de 20 à 40 ans[125]. L'exode rural fait diminuer la main-d'œuvre rurale d'un côté, et d'un autre augmente beaucoup le nombre de terres abandonnées. En 1922, les terres en friche ont couvert 896 216 784 *mous*, représentant plus de 50 % de la surface des terres cultivées (1 745 669 003 *mous*)[126]. Même si les chiffres sont un peu exagérés, selon Buck, ces terres sont devenues la base matérielle la plus importante pour le Parti communiste quand il mobilise les paysans pauvres dans les révolutions agraires et les guerres anti-japonaise et civile.

Selon les enquêtes sur les émigrants paysans dans la province de Shandong, nous voyons que les paysans ont quitté les villages pour certaines raisons (Tableau 2-4).

---

[122] Shen, T. H. (1951), *Agricultural resources of China*, Ithacan, Council University Press, p. 38. Voici cité par Kueh (1995), *op. cit.*, p. 117.

[123] Buck, John Lossing (1947), *op. cit.*, p. 61.

[124] Li, Jinghan, *Shenbao Yuekan*, vol. 4, No. 12, p. 76, cité par Chi, Zihua (2003), "Nongmin licun de shehui jingji xiaoying—yi 20 shiji ersanshi niandai wei beijing" (Effet socio-économique de l'exode rural—contexte dans les années 1920 et 1930), dans le livre de Wang, Siming (sous la direction de, 2003), pp. 129-146.

[125] Chi, Zihua (2003),), *op. cit.*, p. 135.

[126] Dong, Ruzhou, "Zhongguo nongcun jingji de pochan" (La faillite de l'économie rurale de la Chine), dans la revue *Dongfang zazhi*, vol. 29, No. 7, p. 15. Cité par Chi, Zihua (2003), *op. cit.*, p. 139. Mais la terre inculte serait bien exagérée selon l'avis de Buck. La bonne terre avait été presque complètement colonisée. Dans la Manchourie, par exemple, 30 000 000 acres (12 000 000 hectares) de terres ne sont pas satisfaisant à cultiver. Voir Buck, J. L., *Some basic agricultural problems of China*, New York, International secretariat Institute of Pacific Relations, p. 6 (Le texte pour 10e Conférence de l'Institut des relations Pacifiques Stratford-on-Avon, England, September 1947).

Dans cette situation, l'économie paysanne continue à subir à l'intérieur la pression naturelle (la tension entre la population et la terre, en plus de l'instabilité du climat) et sociale (l'instabilité des institutions politiques), ainsi que l'instabilité du marché mondial à l'extérieur. L'exploitation par les grands propriétaires fonciers, les commerçants et les usuriers, dans l'ensemble, aggrave la crise rurale.

Tableau 2-4. Les raisons de l'exode rural dans la province de Shandong

Raisons de quitter les villages	%
La faillite de l'économie rurale	3,9
La superficie de terre trop petite	5,6
La densité de population assez forte	6,2
La pauvreté de l'économie rurale	0,6
L'inondation	12,6
La sécheresse	9,0
Les bandits	7,6
Les autres catastrophes	2,3
La pauvreté et du mal à gagner la vie	31,8
Les impôts et taxes lourdes	0,6
Le taux du loyer de la terre trop lourd	0,3
Le déficit de récolte agricole	2,3
La régression de l'occupation secondaire	0,3
Aller aux écoles supérieures	4,2
Changer le mérite au commerce ou autres	3,1
Autres	8,7
Non réponse	0,1

Source : *Santôshô ni okeru nôson jinkô idô* (La migration de population rurale dans la province de Shandong), 1939, p. 11, cité du journal *Nongbao*, Volume 3, No. 32.

2.2.5. Les révolutions foncières

Après le renversement de l'empire mandchou, Sun Yat-sen, aussi connu en Chine continentale sous le nom de Sun Zhongshan (1866-1925) déclara l'établissement de la République en donnant les droits civiques aux populations. En dépit que la situation soit défavorable à l'Etat et la paysannerie à la fois, Sun n'a pas oublié de construire les rapports entre Etat et paysannerie sur la base de l'égalité des terres. Il a souligné l'importance de l'agriculture, comme ce proverbe des Anciens : « La nation considère le peuple comme sa fondation ; le peuple considère la nourriture comme son ciel ! »[127].

[127] Sun, Zhongshan, "Nonggong" (Mérites de l'agriculture, 1891) et "Shang Li Hongzhang shu" (Lettre à Li Hongzhang, 1894), *Sun Zhongshan quanji* (Oeuvres complètes de Sun Zhongshan), Tome 1, 1890-1911, Pékin, Zhonghua shuju, 1981, pp. 3-6, 8-18. Dans ces deux documents, l'auteur a souligné aussi l'importance du commerce.

Il a lancé le principe de « l'égalisation de la propriété foncière » (*pingjun diquan*, 1905) principes pour construire la République. Alors que la République était tombée sous la coupe de Yuan Shikai, puis des Seigneurs de la guerre, Sun voulait essayer de rétablir le Parti nationaliste qui « s'allie avec la Russie, le Parti communiste, et s'associe avec les ouvriers et les paysans » (le 3e conférence du congrès du Parti nationaliste, le 17 août 1924), en soulignant que « chaque laboureur possédera ses propres champs—tel doit être le résultat final de nos efforts » (*gengzhe you qitian*) dans le programme agraire[128].

Le parti communiste a ainsi obtenu une chance d'avoir une influence à l'échelle du pays. Il a établi les associations paysannes, créé les forums de paysans et amené les paysans pauvres à lutter contre les grands propriétaires fonciers. En qualité du membre du Comité de l'agriculture dans le gouvernement du Parti nationaliste, Mao Zedong en a profité pour faire les enquêtes dans la province de Hunan entre 1926 et 1927.

Lorsque Chiang Kai-shek (ou Jiang Jieshi, 1887-1975) est arrivé au pouvoir en 1927, le Parti nationaliste a commencé à attaquer le Parti communiste. Après la répression violente et les massacres de ses militants en 1927, notamment à Shanghai, ce dernier s'est réfugié dans les régions montagneuses, Jinggangshan, en établissant un Soviet en province de Jiangxi (1928/1934). Après l'échec du Soviet, les communistes sont forcés de faire la « Longue Marche » (plus de 10 000 km) jusqu'à Yan'an où ils créèrent une nouvelle base (1936/1947).

Le Parti communiste encourage les paysans pauvres à lutter contre les grands propriétaires et les tyrans locaux et à défricher les terres incultes, mais aussi met les lois sur les terres en œuvre. Le point central des lois concerne l'allocation des terres aux paysans pauvres.

L'Etat, contrôlé à cette époque par le pouvoir du Parti nationaliste, a aussi décrété la loi sur les terres en 1930 pour stabiliser l'ordre rural et maintenir l'économie paysanne. La loi de 1930 comporte 397 clauses divisées en cinq sections, c'est-à-dire en dispositions générales, inscriptions, utilisation, taxes et récupération. Il s'agit de la location et de l'utilisation des terres cultivées d'une part, et d'autre part de la récupération et de l'utilisation des terres incultes.

Certaines dispositions témoignent du fait que la loi vise à protéger les locataires et à développer l'agriculture.

A l'égard du contrat entre propriétaire et locataire, la loi demande que le propriétaire ne puisse louer les terres à un autre locataire dans la mesure où son locataire voudrait continuer à les cultiver. De plus, si le propriétaire veut vendre sa terre, son locataire a le droit de devancer l'achat (droit de préemption). Avec un contrat, chaque locataire a le droit d'améliorer les terres pour l'augmentation de la production agricole, et le propriétaire doit lui apporter son soutien dans ce but. A la condition qu'un locataire a déjà cultivé les terres pendant dix ans ou plus lors de l'absence de son propriétaire, ce locataire peut adresser une requête au gouvernement pour obtenir la propriété de ces terres. En outre, le loyer des terres ne doit pas dépasser 37,5 % de la récolte. La loi voulait stabiliser les contrats entre propriétaires et locataires en faveur de l'intérêt des locataires.

Quant au pouvoir de récupération, la loi permet à deux groupes, l'un se composant de dix paysans au plus et l'autre de trois familles, de défricher les terres incultes. Les cultivateurs sont divisés en deux catégories, l'une possédant la propriété permanente et l'autre sans propriété.

[128] Sun, Yat-sen, *Sanmin zhuyi* (Les trois principes du peuple), c'est-à-dire le nationalisme (*minzu zhuyi*), la démocratie (*minquan zhuyi*) et le bien-être du peuple (*minsheng zhuyi*). Taipei, Union Press.

Dans le premier cas, les gens ont dû payer un impôt de 15 % au plus du revenu foncier, tandis que dans le second cas ils sont exemptés de l'impôt foncier pendant cinq ans.

Malheureusement, la loi n'a pas été effectivement mise en pratique dans tout le pays à cause des événements qui ont renforcé la crise sociale, ainsi que des catastrophes naturelles dans les années 1930. La dégradation de l'économie conduisit à l'augmentation du nombre des pauvres dans les milieux ruraux.

Au contraire, certains endroits sous contrôle séparatiste et communiste ont réussi à mobiliser les paysans en raison des politiques de la propriété foncière bien adaptées, comme Yan Xishan (1883-1960) dans la province de Shanxi et Mao Zedong dans la province de Jiangxi et aussi le Shaanxi.

Comme le prix des terres était tombé de 150 à 30 ou 40 *yuans* et encore difficile à trouver la demande, le seigneur Yan établit un système de propriété foncière du village, ce qui donna un bon résultat[129]. Ensuite, la dégradation de l'économie conduisit à l'augmentation du nombre des pauvres dans les milieux ruraux.

Le Soviet de Jinggangshan a essayé d'éliminer la propriété privée en 1928. Néanmoins, Mao Zedong a trouvé que la plupart des paysans dans ses enquêtes cultivaient leur petit lopin de terres en ayant peu de produits agricoles en surplus. Il a ainsi changé la loi agraire de Xingguo. La loi modifiée ne confisquait que les terres publiques et les terres des grands propriétaires fonciers[130].

Dans la base communiste de Shaanxi[131], les communistes ont organisé les paysans dans les activités de production, y compris cultiver les terres désertes, planter les céréales et le coton et tisser les vêtements en soutenant l'autosuffisance économique. De plus, ils ont eu d'autres activités, telles les équipes d'entraide, les coopératives d'achat, l'éducation, la santé, et les organisations des femmes, etc. basées sur les paysans pauvres et sur la limitation du pouvoir des paysans riches.

A part ces initiatives visant le changement de la propriété foncière, les mouvements dits « de la construction rurale » avaient été mis en œuvre dans les années 1920 et 1930. Ces mouvements, avec différents noms, mettaient l'accent sur l'éducation des paysans, parce que la crise de l'économie paysanne était considérée plutôt comme une crise culturelle par leurs dirigeants. Etant donné que l'économie agricole reste très importante pour la Chine, il est nécessaire de résoudre les problèmes en milieu rural.

Le mouvement de la construction rurale dans la province de Shandong, guidé par le néo-confucianiste Liang Shuming, visait à reconstruire l'ordre culturel, c'est-à-dire « *Lunlibenwei, zhiyefenli* » (les éthiques en essence et les métiers en structure), en milieu rural

[129] Yan, Xishan, "Tudi gongyouan banfa dagang (16-09-1935)" (Plan et moyens de la propriété publique), dans le livre de Zhang, Youyi (sous la direction de, 1967), Vol. 3, pp. 999-1000.

[130] Mao, Zedong (1941), "Jinggangshan tudifa" (La loi agraire de Jinggangshan au mois de décembre 1928) ; "Xingguoxian tudifa" (La loi agraire de la sous-préfecture de Xingguo au mois d'avril 1929),dans *Mao Zedong nongcun diaocha wenji* (Anthologie des enquêtes rurales de Mao Zedong), sous la direction du Département d'archives du Comité central du Parti communiste, 1982, mais aussi dans le livre documentaire de Zhang, Youyi (sous la direction de, 1967), p. 1037-1038.

[131] Huang, Zhenglin, "Kangri zhanzheng shiqi shanganningbianqu de caizheng laiyuan" (Les sources fiscales de la base de Shanganning pendant la période de la guerre sino-japonaise), dans *Guyuan shizhuan xuebao*, 1998, no. 2, pp. 36-40.

par les moyens de l'éducation des paysans, l'amélioration des techniques agricoles et l'organisation des coopératives. L'Association d'accélération de l'enseignement du peuple à la sous-préfecture de Ding de la province de Hebei, guidée par Yan Yangchu (1890-1990), éduqué aux Etats-Unis, voulait réaliser la réforme des paysans par l'éducation universelle, puisque les paysans chinois sont, disait-il, *yu* (bêtes), *qiong* (pauvres), *ruo* (faibles) et *si* (égoïstes). Il y avait aussi l'Association de l'enseignement professionnel de Chine, guidée par l'éducateur Tao Xingzhi (1891-1946) pratiquant dans la province de Jiangsu. De plus, l'Association du soulagement de Huayang, organisée par les Chinois d'outre-mer, avait l'idée de faire les coopératives paysannes en vue de relancer l'économie rurale[132].

De toutes manières, tous les acteurs ont essayé de sortir la crise du pays en rétablissant les nouveaux rapports entre Etat et paysannerie à cette époque-là. L'Etat, représenté d'abord par le pouvoir des seigneurs, a montré sa faiblesse dans la gestion des affaires intérieures et devant les puissances étrangères. Cela a été dénoncé par le Mouvement du 4 mai par exemple. Le Parti nationaliste a essayé d'établir de nouveaux rapports entre Etat et paysannerie en étendant son pouvoir au niveau de cantons et en utilisant les forces locales contre les communistes. Le gouvernement nationaliste voulait aussi relancer l'économie paysanne par la loi agraire, mais il n'a pas réussi à cause de la guerre sino-japonaise d'une part et de sa mauvaise gestion des affaires intérieures d'autre part. Le Parti communiste a vu que la vraie force révolutionnaire était la paysannerie sur laquelle il s'appuyait pour emporter la victoire dans la guerre civile. C'est en promettant la réforme agraire que le Parti communiste a gagné l'appui de la paysannerie. Les intellectuels soutenus par l'Etat ou l'étranger voulaient aussi reconstruire l'ordre rural. Bien qu'ils veuillent s'allier avec les paysans, leurs pratiques ont été limitées dans l'espace et du point de vue des participants.

Chaque mouvement veut présenter une solution en vue de résoudre la crise agricole et même la crise du pays à cette époque. La paysannerie, quant à elle, comme acteur collectif, a montré sa force dans les mouvements pour la révolution foncière même au cours de la guerre anti-japonaise. Les riches et les surtaxes ont été les principaux objets des luttes des paysans pauvres, avant la présence des Japonais et de leurs complices**.** La participation des paysans pauvres a enfin changé la condition de vie et rétablit de nouveaux rapports sociaux dans les milieux ruraux à travers la mobilisation par le Parti communiste.

2.3. L'évolution des rapports Etat-paysannerie entre 1950 et 1978

2.3.1. La réforme agraire

La réforme agraire en 1950 et la centralisation économique peuvent être vues dans la suite des années 1930, et aussi dans l'héritage des expériences du PCC à Jinggangshan et à Yan'an. Le fait est que « les terres sont une base de la richesse familiale et la forme de propriété la plus importante dans la tradition chinoise »[133]. La Loi agraire (*Tudifa*, 1950) est ainsi mise en œuvre tout d'abord. Selon la loi, chaque individu âgé de 16 ans ou plus a droit d'avoir 2 ou 3 *mous* de terre. Les terres de *dizhu* sont alors confisquées pour être redistribuées aux paysans pauvres. Il est considéré que si tous les paysans obtiennent les terres, ils pourraient s'engager dans les activités de la production agricole à travers lesquelles l'Etat pourrait rétablir l'ordre

[132] Zhang, Youyi (sous la direction de, 1967), vol. 3, pp. 937-987.
[133] Baker, Hugh D. R. (1979), *Chinese family and kinship*, New York, Columbia University Press, p. 13.

économique en milieu rural. L'agriculture représente 39 % de la recette fiscale de l'Etat en 1950, c'est à dire 2,554 milliards de *yuans* par rapport à 6,520 milliards de *yuans* au total[134].

La réforme agraire a ménagé les paysans riches, tout en améliorant de façon substantielle la situation des paysans pauvres. L'économie paysanne caractérisée par la production et la consommation familiale devait redevenir la base du milieu rural. La production agricole en 1952 dépasse de 10 % le meilleur niveau atteint avant 1937. La moyenne du taux de la croissance de la production alimentaire par an atteint 13,19 % entre 1949 et 1952[135]. Ce fait prouve que l'économie paysanne s'adapte encore bien aux besoins de la société chinoise si les conditions climatiques sont favorables. Malgré la croissance démographique[136], le taux de croissance de la population reste moindre que celui de la croissance alimentaire au début de la Chine populaire.

Alors que 300 millions de paysans pauvres ont obtenu des terres, cependant, des nouveaux problèmes sont apparus. Nombre de paysans ont manqué autant des outils et bétail que de force de travail ce qui mène à l'entraide et la coopération parmi eux. La collectivisation a été aussi progressivement mise en place, commencée par la coopérative des aides mutuelles, permanentes ou provisoires en saison de moissons. Ensuite, elle a passé par la coopérative élémentaire (semi-socialiste) et enfin à la coopérative supérieure (socialiste). Comme cette dernière a nié la propriété privée, la vente et l'achat des terres sont désormais interdits. Les terres privées sont ainsi changées en terres publiques (propriété de l'Etat ou propriété collective du village). La collectivisation s'est développée rapidement sous la direction des cadres communistes et les initiatives des paysans. En mai 1956, 87,8 % des foyers paysans ont été regroupés dans la dernière phase[137].

En plus des coopératives socialistes de production agricole, il y a eu d'autres coopératives, commerciales, industrielles et de crédits par exemple.

Le 1e plan quinquennal aboutit à établir un système d'industrialisation indépendant et à faire la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat, du commerce et de l'industrie capitaliste[138]. Autour de la construction socialiste rurale, la ligne Liu voulait maintenir les paysans riches pour augmenter le surplus agricole et pour accélérer la grande industrialisation en ville[139], tandis que la ligne Mao voulait développer les petites industries rurales et mobiliser les paysans pauvres pour améliorer les infrastructures rurales et les besoins ruraux ce qui apporte une autre articulation entre industrie lourde et industrie rurale (Peemans, 1977).

Les deux lignes sont en effet liées étroitement à leurs expériences personnelles tout à fait différentes, puisque Liu a travaillé surtout dans les mouvements d'ouvriers des villes et Mao dans les mouvements paysans des campagnes. Dans les faits, la Commune populaire est

---

[134] *Zhongguo tongji nianjian 1988* (Annuaire des statistiques de RPC, 1988), Pékin, Zhongguo tongji chubanshe, 1988, p. 747, 749, 751.

[135] Wen, Tiejun (2003), "Zhongguo de liangshi yu renkou zhijian de jiegou guanxi" (Les rapports structurels entre l'alimentation et la population en Chine), sur le site http://www.cei.gov.cn, 06-10-2003.

[136] La population a augmenté de 454 880 279 en 1947 à 583 603 417 en 1953, voire 28 % de plus pendant six ans, Ho, Ping-ti (1959), p. 95.

[137] *Weida de shinian* (Les grands dix ans), écrit par le Département des statistiques de Chine, Pékin, Waiyu chubanshe, 1960.

[138] Li, Fuchun (05-07-1955), "Guanyu fazhan guomin jingji de diyige wunian jihua de baogao " (Rapport sur le 1er plan quinquennal de l'économie nationale), *Renmin ribao* (People's daily), 08-07-1955, p. 2.

[139] La ligne de Liu Shaoqi peut être considérée également comme la ligne de Deng Xiaoping, puisque Deng prenait en charge les affaires du PCC avec Liu jusqu'à 1966, le début de la Révolution culturelle dans laquelle Liu fut évincé.

rapidement mise en œuvre après la discussion de 1957 sur les deux voies possibles, socialiste ou capitaliste dans les milieux ruraux[140]. Mao voulait développer rapidement la collectivisation à la campagne. Le problème n'était pas seulement la production agricole mais la création de nouvelles infrastructures par le travail non agricole. La Commune apparaissait à certains comme un moyen d'accélérer l'industrialisation et cela peut expliquer que Liu a malgré tout suivi Mao peu après que la collectivisation ait entraîné l'élimination des paysans riches, dont un nombre important a quitté les coopératives supérieures entre 1956 et 1957.

Dans la première phase, le modèle d'industrialisation avait imité celui de l'URSS autour du développement de l'industrie lourde dans les villes. La Chine avait obtenu son aide avec 5,4 milliards de dollars américains. Ceux-ci ont permis des investissements dans l'importation des équipements de l'URSS pour 124 projets d'industries lourdes dans les villes jusqu'en 1960, beaucoup moins que ce que l'URSS avait promis d'installer (plus de 300 projets)[141].

Dans les années 1950, avant le « Grand Bond en avant », les paysans allaient en ville soit via le recrutement des usines soit à cause de la vente des terres, de la pauvreté ou de la mauvaise gestion. La vente des terres était permise au début des années 1950.

Au fur et à mesure du déroulement de l'industrialisation, la capacité d'adaptation de la production agricole fondée sur la famille paysanne est mise en doute.

Pour réaliser rapidement l'industrialisation rurale en rattrapant le retard, le « Grand Bond en avant » fut mis en œuvre en été 1958 dans les communes populaires. Celles-ci eurent l'avantage de pouvoir mobiliser les paysans pour se jeter dans l'affinage de l'acier et dans les constructions hydrauliques.

Pendant le « Grand Bond en avant » (1958/1959)[142], la production agricole fut alors négligée et fort diminuée, mais les cadres locaux exagérèrent la production agricole pour montrer leurs mérites aux autorités supérieures. Les paysans furent ainsi forcés de remettre toutes les récoltes et même leur réserve alimentaire afin de s'adapter aux chiffres exagérés. Les « trois années noires » (1959/1961) amorcèrent enfin une récession due au rythme excessif imposé, au manque de travailleurs dans l'agriculture, aux catastrophes naturelles et à la tension sino-soviétique[143]. Selon diverses estimations, plus d'une dizaine de millions de personnes dans les milieux ruraux moururent de famine pendant cette période[144].

Dans cette situation, les paysans ont commencé à exercer le système de responsabilité familiale plutôt que de travailler dans les communes populaires, dont une partie des terres a été redistribuée aux foyers paysans pour les cultures vivrières. En 1961, les terres de la Commune populaire confiées aux foyers à responsabilité dans la province d'*Anhui* par exemple se

[140] Luo, Pinghan (2002), "Jianlun 1957nian nongcun liangtiao daolu de dabianlun" (Analyse de la discussion de 1957 sur deux voies dans les campagnes), dans la revue *Shixue yuekan* (Histoire mensuelle), No. 11, 2002.

[141] Wheelwright, E. L. & McFarlane, Bruce (1970), *The Chinese Road to Socialism : Economics of the Cultural Revolution*, New York, Monthly Review Press, 1970, p. 35.

[142] La période du « Grand bond en avant » est souvent considérée de 1958 à 1962, puisque les « trois années noires » en résultent. En tant que mouvement de masse, le « Grand bond en avant n'a duré que de août 1958 à septembre 1959.

[143] Dû au rejet des thèses de Khrouchtchev après la mort de Staline en 1956, le Parti communiste chinois fait une rupture avec l'URSS. Cette dernière a ainsi retiré ses techniciens entre 1960 et 1961.

[144] Selon MacFarquhar (1983 : 330), les chiffres de morts sont de 16,40 à 19,50 millions. MacFarquar, Roderick (1983) *Origins of the Cultural revolution : great leap forward, 1958-1960*, Colombia University Press.

montaient à 85 %[145], mais ce système n'a pas persisté longtemps à cause du bouleversement de la Révolution culturelle (1966/1976).

Pendant les années 1960 et 1970, il existait la propriété des moyens de production à trois niveaux, c'est-à-dire la Commune populaire (*renmin gongshe*), la brigade (*dadui*) et l'équipe (*shengchandui*), avec l'équipe de production comme base de comptabilité (*sanjisuoyou, duiweijichu*). En fait, l'échelon de la brigade ou l'équipe connaît des variations à travers l'espace. Au Sud de la Chine, un village peut comprendre plusieurs équipes dont chacune comprend 30 ou 40 ménages, et même recouvrir la brigade ; au Nord, un village peut recouvrir une équipe, avec une brigade comprenant sept ou huit villages[146]. Dans les faits, la propriété de la Commune populaire a été remplacée progressivement par la propriété du village. En 1978, 96,1 % de terres faisaient partie des villages, alors que les communes populaires n'en occupaient que 0,12 %[147].

2.3.2. La planification économique et les marchés ruraux

Dans les villes, la mise en œuvre du 1e plan quinquennal (1953/1957) a déjà apporté une croissance de la population urbaine que la croissance de la production alimentaire n'a pu rattraper au départ. Le taux de la croissance de la population urbaine a atteint, en moyenne, 6,6 % par an entre 1952 et 1957 (Tableau 2-5). La croissance de la population urbaine a demandé d'augmenter l'offre alimentaire. L'Etat a ainsi été à court de moyens pour fournir l'alimentation et les autres productions agricoles aux citadins.

Tableau 2-5. La croissance de population dans les régions urbaines (1949-1957)

Année	Population totale (million)	Population urbaine (million)	Croissance de la population Urbaine (million)	Taux de la croissance (%)	% de la population urbaine
1949	541,67	57,65	—		10,6
1950	551,96	61,69	4,04	7,0	11,2
1951	563,00	66,32	4,63	6,9	11,8
1952	574,82	71,63	5,31	7,4	12,5
1953	587,96	78,26	6,63	8,5	13,3
1954	602,66	82,49	4,23	5,1	13,7
1955	614,65	82,85	0,36	0,4	13,5
1956	628,28	91,85	9,00	9,8	14,6
1957	646,53	99,49	7,64	7,7	15,4

Source: *Zhongguo tongji nianjian 1987* (Annuaire des statistiques de RPC, 1987), p. 89.

En 1952, l'achat alimentaire par l'Etat n'a augmenté que de 11,6 %, tandis que la vente a augmenté de 44,7 %. En septembre 1953, l'Etat n'a achevé que 80,1 % du quota de l'achat alimentaire, alors que la vente alimentaire a augmenté de 13,3 % rien qu'en octobre. Ayant plus de 2 millions de tonnes de déficit alimentaire, l'Etat a commencé d'un côté à instaurer le système de *tonggou tongxiao*, c'est-à-dire que l'achat et la vente des principales productions

[145] Lü, Yanyi, "Baochan daohu de xingshuai" (La montée et la chute du système de *Baochandaohu*), sur le site de *Shiji dangan* (Achives du siècle), http://20century.diy.myrice.com.7067.html.

[146] Zweig, David (1990), "Patrons, clients, and the exploitation of the Chinese peasantry : A review essay ", *Peasant studies*, Vol. 18, No. 1, Fall 1990, pp. 39-51.

[147] Guo, Shutian (sous la direction de, 1993), *Biange zhong de nongcun yu nongye—zhongguo nongcun jingji gaige shizheng yanjiu* (L'agriculture et le rural en transformation—les études pragmatiques de la réforme économique dans l'espace rural de Chine), Pékin, zhongguo caizheng jingji chubanshe, p. 178.

agricoles, les prix et le quota compris, sont contrôlés complètement par l'Etat depuis 1953, d'abord sur les céréales et huiles (en novembre 1953), puis sur les cotons (en septembre 1954)[148], et d'un autre côté, l'Etat a commencé à mettre en œuvre l'allocation administrative des productions agricoles dans les villes.

Bien que l'Etat ait déjà contrôlé l'achat et la vente des principales productions agricoles depuis 1953, 400 millions des paysans et leurs récoltes étaient difficiles à être centralisés par l'Etat. Sur la base de 740 000 coopératives supérieures, 26 500 communes populaires couvrant 99,1 % de paysans sont ainsi mises en application vers la fin 1958[149]. L'économie paysanne est ainsi transformée en économie de communes, dirigée directement par l'Etat.

Les marchés ruraux n'ont jamais été complètement enfermés dans les limites du système *Tonggou Tongxiao*. De nombreux marchés locaux avaient été supprimés par les cadres ruraux pendant les périodes de « Grand Bond en avant » (1958/1962) et de la « Révolution culturelle » (1966/1976), mais il y avait encore des marchés ruraux existants et fonctionnant, notamment au milieu des deux périodes. En 1953, il y avait 45 000 marchés ruraux en service pour 507 millions d'habitants ruraux ; en l965, ils sont réduits à 37 000 mais au service de 583 millions d'habitants ruraux ; en 1978, ils sont réduits à 33 300 pour 775 millions de gens[150]. La majorité des marchandises sont des produits agricoles provenant de parcelle des terres privées (*ziliudi*), et aussi celles qui sont fabriquées dans les petites entreprises locales. Les marchés ruraux n'ont pas eu de lien avec la consommation urbaine où le marché planifié par l'Etat était dominant.

De fait, deux tendances ont progressé sous le régime maoïste (1949/1976), l'une radicale dans la limitation des marchés ruraux, appelés « la queue du capitalisme » ; l'autre modérée, dite de l' « économie supplémentaire du socialisme » en cas de relâchement de la contrainte. Il est logique que le nombre des marchés ruraux a augmenté à 43 500 en 1983 sous le régime de Deng (1978/1997), puisque la ligne de Deng s'était déjà implantée dans les milieux ruraux pendant l'époque de Mao.

En tout cas, pendant cette période, l'Etat a supprimé la propriété privée des terres, en affirmant que celles-ci sont les ressources collectives de base de la vie paysanne pour mettre en œuvre une morale socialiste. Sur cette base, l'Etat peut maintenir et contrôler toutes les activités économiques des paysans en ayant recours à la planification économique, y compris celle des sortes des produits agricoles et leur quota, les canaux de circulation des produits agricoles et leurs prix. La collectivisation des terres et le monopole d'achat et de vente sont deux bases pour l'application de l'économie planifiée. L'Etat s'est ainsi renforcé pendant cette période.

2.3.3. Les changements de la structure sociale

La réforme agraire a changé les couches sociales en milieu rural. La mise en œuvre de la loi agraire entre 1950 et 1952 a réparti la population dans les campagnes en quatre groupes : les propriétaires fonciers, les paysans riches qui possèdent des terres plus qu'ils n'en travaillent eux-mêmes, les paysans moyens et, enfin, les paysans pauvres et les paysans locataires. Tous les membres d'une même famille sont affectés à une même catégorie. Le but de cette division a

[148] Wen, Tiejun (2004), "Zhongguo wushinianlai liangshi gongying de liuci « bodong »" (Six « fluctuations » de l'offre alimentaire pendant plus de cinquante ans), dans la revue *Zhongguo Gaige* (Réforme chinoise).

[149] "Nongye sanshi nian 1949-1979" (Trente ans de l'Agriculture : 1949-1979), dans *Zhongguo nongye nianjian 1981* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 1981), pp. 571-604.

[150] Skinner, G. William, "Rural marketing in China : repression and revival", *The China Quarterly*, September 1985, pp. 393-413.

été de redistribuer des terres en abolissant les grandes propriétés privées. Les propriétaires fonciers ont cessé d'exploiter les autres et été obligés de travailler sur les terres. Les élites locales traditionnelles ont déménagé en ville ou été transformées en travailleurs. Elles ont donc disparu, remplacées par les cadres communistes.

En outre, la loi sur le mariage (1950) a mis fin à l'ancienne polygamie en réarrangeant l'ordre social. Les femmes chinoises ont ainsi pu prendre les mêmes droits dans l'emploi et dans les salaires. Cependant, dans les milieux ruraux, les femmes, sauf les cadres, ont souvent obtenu moins de revenu que les hommes, puisque le travail physique était différent entre les deux, et évalué différemment.

L'économie paysanne fondée sur la famille est transformée en économie des communes collectives. La Commune populaire, la brigade et l'équipe comme trois échelons de l'unité de productive sont mis en œuvre pendant la période collective (1958/1978). La Commune populaire est aussi une unité administrative à la place du canton (*xiang*) à cette époque-là.

En copiant l'exemple de l'URSS, le collectivisme a fait une rupture avec l'ancienne structure économique en milieu rural de la Chine, mais il s'adapte aussi à l'idéal traditionnel de *datong* (grande harmonie de la société), selon l'idéal de Confucius (551-479 avant J. C.)[151].

Les caractéristiques de la Commune populaire ont été « y*i Da er Gong*» (Grand et Public)[152]. « *Da* » indique que cette organisation est grande dans l'échelle (4 756 foyers paysans par commune populaire)[153] et « *Gong* » représente le niveau socialiste (c'est-à-dire plus public, plus proche du communisme). Toutes les ressources matérielles, les terres cultivées et les outils agricoles par exemple, ont fait partie de la commune collective. Les paysans ont mangé à la cantine de chaque commune entre 1958 et 1959 durant plus ou moins un an. Ils ont fait la production agricole sur la base de la brigade au lieu de la famille. Certains ont aussi vécu ensemble mais divisés en deux « tentes », femmes et hommes, lorsqu'ils ont du réaliser des grands travaux loin des villages pendant le « Grand Bond en avant ». Cela faisait avoir aux paysans une conscience du collectivisme édifié et dirigé par les cadres des communes, délégués de l'Etat. La plupart des cadres étaient issus de leur propre milieu rural, mais en même temps ils appliquaient fidèlement les politiques du Parti communiste central et étaient régis par le sens ferme de leur mission (Uchiyama, 2003 : 200-201).

Le système du *hukou*, dont le règlement a été rendu légal et est devenu un système de l'Etat par décision de l'Assemblée nationale en 1958, a renforcé la conscience paysanne dans les communes populaires. « Les citoyens qui se déplacent des campagnes en ville devaient prendre soit l'attestation d'être recrutés par le département de travail des villes ou par l'université, soit

[151] La société de *datong*, d'après Confucius, « Dadao zhixing ye, tianxia weigong. Xuanxian yuneng, jiangxin xiumu, gu renbu duqinqiqin, bu duziqizi, shi lao yousuozhong, zhuang yousuoyong, you yousuozhang, jin gua gu feiji zhe, jieyousuoyang. Nan youfen, nü yougui. Huo wuqi qiyudi ye, bubi changyuji ; li wuqi buchuyushen ye, bubi weiji. Shigu, moubi er buxing, daoqie luanzhai er buzuo, gu waihu er bubi, shiwei **datong** » (La grande voie considère le monde comme le public, qui choisit des personne qualifiées, parle la fidélité et le savoir-vivre, aime tout le monde, assure l'aise des personnes âgés, emploie les adultes, élève les enfants, soigne les malades et les handicapés. Les hommes ont des devoirs, les femmes appartiennent aux hommes. Tous font partie du public, on n'a pas besoin de cacher quelque chose, ni de poursuivre le profit privé. Ainsi, la société est en sécurité, sans voleurs, c'est le grand monde harmonisé), le canon de Confucius, *Liji-liyun* (*Rites*).

[152] *Renmin Ribao* (People's Daily), 16-09-1958.

[153] "Nongye sanshi nian 1949-1979" (Trente ans de l'Agriculture : 1949-1979), dans *Zhongguo nongye nianjian 1981* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 1981), pp. 571-604.

l'attestation de certain quartier des villes leur permettant de se faire enregistrer là-bas »[154]. La gestion du registre concerne d'abord les citadins en 1951 ensuite les paysans en 1954, mais elle est unifiée en 1955. En vue de garantir le processus de l'industrialisation des villes, le *hukou* a l'ancienne fonction de maintien de l'ordre social, mais il a de nouvelles fonctions comme le lien avec l'allocation des ressources et des productions[155]. Le système du *hukou* est enfin devenu un contrôle du déplacement des paysans depuis 1958 à cause de la rapidité de l'urbanisation. Il a aussi évité aux paysans d'abandonner leurs terres aux spéculateurs commerciaux ou seulement de devenir un simple flux de main-d'œuvre pour les industries.

Pendant vingt ans (1958/1978), en principe, l'Etat n'a permis qu'à 5 % des gens de travailler hors de l'agriculture selon « *Renmin gongshe liushi tiao* » (Soixante indications des communes populaires)[156]. En réalité, selon les enquêtes de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), certaines communes ont eu plus de 20 % des paysans qui s'engageaient dans les secteurs non agricoles, tandis que certaines autres n'ont pas eu de secteur hors de l'agriculture (Aziz, 1978 : 154-158, Appendix B).

En 1960, il y a eu plus de 200 000 entreprises rurales, avec 5 millions de main-d'œuvre, dans 26 500 communes populaires. En fin 1979, les chiffres des entreprises rurales ont augmenté à 1 480 000, dont 320 000 étaient organisées par la Commune populaire et 1 160 000 par les brigades. Les travailleurs y ont atteint 29 millions, dont 13,14 millions travaillaient dans les entreprises des communes populaires et 15,95 millions dans celles des brigades. Les chiffres des travailleurs de ces entreprises ont représenté alors 9,4 % de la population active des communes populaires[157].

Les écoles ont été établies dans chaque village pendant cette période, bien que les études ne soient pas tellement sévères et systématiques. La réforme de l'éducation a donné l'accès aux paysans pauvres. L'éducation soulignait le service au peuple, alors que la limite de l'âge et l'examen étaient supprimés dans les villages[158]. Le contenu de l'éducation rurale a été lié à la réalité, y compris l'étude des politiques, les pratiques agricoles et les textes culturels. Après l'éducation, les gens devaient travailler dans les villages. Les fonds venaient de la brigade pour les écoles primaires et de la Commune populaire pour les écoles secondaires avec un peu subvention de l'Etat[159].

Le système de soin médical et de santé, réparti aux trois niveaux—la Commune, la brigade et l'équipe et couvrant chaque village, a été établi pendant la période collectiviste. Il était considéré comme l'exemple à suivre dans de nombreux pays du Tiers-monde[160]. Les médecins

---

[154] *Zhonghua renmin gongheguo hukou dengji tiaoli* (Règlements du livret des résidences, 09-01-1958), cité par Zhang, Yulin, "Jitihua shidai de liudong yu huji zhidu", dans le livre Wang, Si ming (sous la direction de, 2003), pp. 147-165 : 152.

[155] Xiao, Donglian, "Zhongguo eryuan shehui jiegou xingcheng de lishi kaocha" (Formation de la société dualiste chinoise d'après l'observation historique), *Zhonggong dangshi yanjiu* (Etudes de l'histoire du PPC), No. 1, 2005.

[156] Wen, Tiejun (2000), *Zhongguo nongcun jiben jingji zhidu yanjiu—Sannong wenti de shiji fansi* (La recherche sur les systèmes fondementaux de l'économie rurale en Chine—Refléchir sur le Sannong du siècle), Pékin, Zhongguo jingji chubanshe ; Wen, Tiejun, "Chongxin jiedu woguo nongcun de zhidu bianqian" (Récompréhension du changement des institutions rurales de la Chine), sur le site www.chinaelections.org, 28-08-2003.

[157] *Zhongguo nongye nianjian 1980* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 1980), p. 149.

[158] *Guanyu wuchanjieji wenhua dageming de jueding* (Sur la décision de la grand Révolution culturelle du prolétariat, 8-8-1966, la 11e session du 8e Congrès du PPC), la clause 10, "Jiaoxue gaige" (La réforme de l'éducation).

[159] Bastid, Marianne, "Economic necessity and political ideals in educational reform during the Cultural Revolution", *The China Quarterly*, No. 42, 1970, pp. 16-45.

[160] Charlotte Cailliez, "The collapse of the rural health system", *China perspectives*, July-August, 1998, No. 18, pp. 36-43, traduit dans Xiong, Jingming (sous la direction de, 2000), pp. 238-248.

ruraux (*Chijiao yisheng*) ont joué un rôle important dans la prévention des épidémies et pour guérir les maladies pas très graves, malgré qu'ils n'aient pas reçu de formation universitaire et ne soient pas équipés par les techniques médicales sophistiquées. Les communes populaires ont offert aux paysans une assurance médicale à un coût très bas par rapport aux urbains.

Dans le bourg de Changshan, par exemple, l'hôpital a entraîné 220 médecins ruraux depuis 1965. Mao a rappelé que « l'on devait mettre l'accent sur les services médicaux et hygiéniques dans les campagnes » en juin 1969. Chaque village a créé alors une station hygiénique avec deux ou trois *Chijiao yisheng*, dont une femme au minimum s'occupait des services médicaux aux femmes et aux enfants. En 1971, la coopérative des services médicaux a été mise en œuvre dans les campagnes. Chaque paysan a payé un *yuan*, auquel le village a ajouté un *yuan* aussi.

Dans le cas de Zouping, en 1976, la coopérative du village a déposé de 10 à 20 % du revenu à l'hôpital de la sous-préfecture. Les paysans n'avaient pas besoin de payer de nouveau la cotisation dans le village, mais ils pouvaient tenir un compte de remboursement si leur dépense médicale n'avait pas dépassé les limites du compte villageois. Les paysans pouvaient être remboursés de 100 % dans la limite de compte au début, mais le remboursement est tombé à 40 % après la réforme économique et il a enfin disparu après l'effondrement de la Commune populaire[161].

2.3.4. Rapports entre Etat et paysannerie entre 1950 et 1978

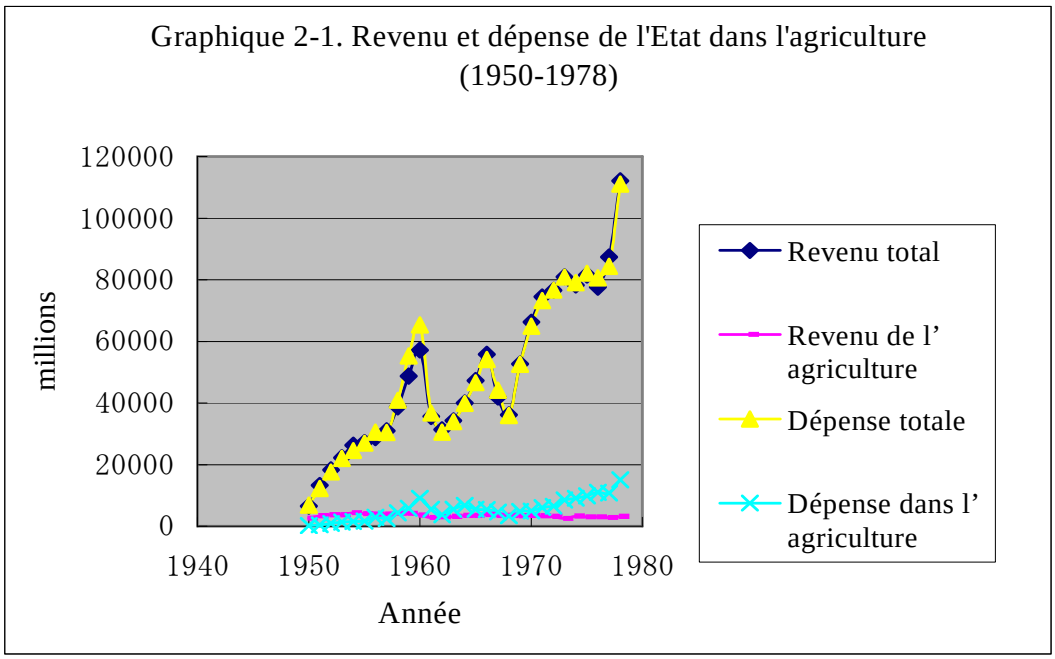
Dans l'aspect économique, l'Etat a apporté du bien-être aux paysans par la réforme agraire. La paysannerie a apporté inversement sa contribution à l'établissement du système de l'industrialisation d'Etat en ville, non seulement par l'offre des impôts agricoles et des populations actives, mais aussi par le système de *tonggou tongxiao*. L'Etat a pu aussi redistribuer les produits agricoles en satisfaisant la demande urbaine, limitée seulement aux besoins de base.

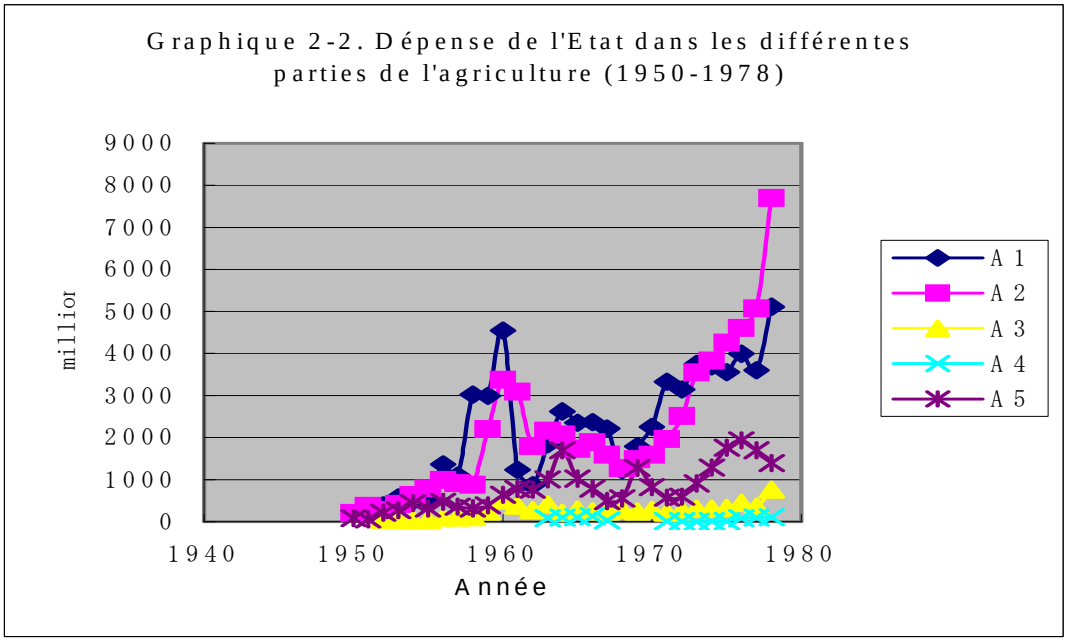
A partir 1958, en apparence, l'Etat a commencé à investir dans l'agriculture plus qu'à prélever de l'agriculture (Graphique 2-1 et Tableau 2-6). Bien que les chiffres soient contestables, la mise en œuvre des projets de constructions hydrauliques a nécessité des investissements de l'Etat (Graphique 2 - 2, A1). Evidemment, les investissements infrastructurels ne sont pas également distribués dans toutes les régions rurales et ils sont loin de satisfaire les besoins ruraux.

L'autre grande partie des investissements est utilisée dans les institutions de l'administration (Graphique 2-2, A2). De fait, la dépense de l'administration agricole atteint 32,591 milliards de *yuans* entre 1952 à 1978, en représentant 51 % de la dépense pour la production agricole et l'administration agricole, et 20,6 % de la dépense totale dans l'agriculture[162].

[161] Zhu, Honglin (1988), *Changshan xianzhi* (Histoire de Changshan), les documents réservés dans le Département de l'histoire.

[162] *Zhongguo nongye nianjian 1989* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 1989), pp. 109-111.





(A1-dépense dans l'infrastructure agricole ; A2-dépense dans la production agricole et l'administration agricole ; A3-dépense dans le capital de flux agricole ; A4-dépense dans les nouveaux produits expérimentés ; A5-dépense dans les autres activités agricoles)

Tableau 2-6. Revenu et dépense de l'Etat dans l'agriculture (1950-1978, millions de *yuans*)
(A1-dépense dans l'infrastructure agricole ; A2-dépense dans la production agricole et l'administration agricole ; A3-dépense dans le capital de flux agricole ; A4-dépense dans les nouveaux produits expérimentés ; A5-dépense dans les autres activités agricoles)

Année	Revenu total	Revenu de l'agriculture (% du Revenu total)	Dépense totale	Dépense dans l'agriculture (% de Dépense totale)	A1	A2	A3	A4	A5
1950	6 520	2 554 (39,2)	6 810	274 (4,0)		199			75
1951	13 310	3 370 (25,3)	12 250	419 (3,4)		367			52
1952	18 370	3 706 (5,1)	17 600	904 (5,1)	384	269	41		210
1953	22 290	3 724 (5,9)	22 010	1 307 (5,9)	577	422	41		267
1954	26 240	4 410 (6,4)	24 630	1 579 (6,4)	487	626	26		440
1955	27 200	4 099 (6,3)	26 930	1 701 (6,3)	571	784	32		314
1956	28 740	3 986 (9,5)	30 570	2 914 (9,5)	1363	985	92		474
1957	31 020	3 969 (12,8)	30 420	2 457 (8,1)	1093	906	100		358
1958	38 760	4 190 (10,8)	40 940	4 328 (10,6)	3026	876	109		317
1959	48 710	4 184 (8,6)	55 290	5 824 (10,5)	2 991	2 206	242		385
1960	57 230	3 540 (6,2)	65 410	9 052 (13,8)	4 543	3 373	501		635
1961	35 610	2 797 (7,9)	36 700	5 479 (14,9)	1 235	3 092	377		775
1962	31 360	2 981 (9,5)	30 530	3 682 (12,1)	867	1 788	270		757
1963	34 230	3 190 (9,3)	33 960	5 498 (16,2)	1 848	2 157	409	81	1 003
1964	39 950	3 501 (8,8)	39 900	6 698 (16,8)	2 617	2 074	213	100	1 694
1965	47 330	3 430 (7,2)	46 630	5 502 (11,8)	2 351	1 733	288	105	1 025
1966	55 870	3 819 (6,8)	54 160	5 414 (10,0)	2 370	1 886	246	128	784
1967	41 940	3 501 (8,3)	44 190	4 564 (10,3)	2 208	1 594	242	30	490
1968	36 130	3 476 (9,6)	35 980	3 324 (9,2)	1 223	1 266	282		553
1969	52 680	3 398 (6,5)	52 590	4 803 (9,1)	1 792	1 487	246		1 278
1970	66 290	3 489 (5,3)	64 940	4 940 (7,6)	2 252	1 591	279		818
1971	74 470	3 382 (4,5)	73 220	6 075 (8,3)	3 327	1 965	214	5	564
1972	76 660	3 102 (4,0)	76 640	6 513 (8,5)	3 147	2 510	256	7	593
1973	80 970	2 427 (3,0)	80 930	8 517 (10,5)	3 748	3 549	302	3	910
1974	78 310	3 252 (4,2)	79 080	9 121 (11,5)	3 697	3 823	307	13	1 281
1975	81 560	3 000 (3,7)	82 090	9 896 (12,1)	3 556	4 253	320	10	1 757
1976	77 660	2 978 (3,8)	80 620	11 049 (3,7)	3 991	4 601	445	78	1 934
1977	87 450	2 769 (3,2)	84 350	10 812 (2,8)	3 598	5 068	358	93	1 695
1978	112 110	3 165 (2,8)	111100	15 066 (3,6)	5 114	7 695	763	106	1 388
Total	1428 970	99 389 (7,0)	1345100	157 712 (11,7)					

Source : *Zhongguo tongji nianjian 1986* (Annuaire des statistiques de Chine, 1986), Pékin, Zhongguo tongji chubanshe (Editions des statistiques de Chine), pp. 747, 751, 759. Les chiffres du pourcentage de la Dépense totale de l'Etat sont venus de *Zhongguo nongye nianjian 1989* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 1989) , Pékin, Zhongguo nongye chubanshe (Editions des statistiques de l'Agriculture de Chine), p. 111.

Selon le tableau ci-dessus, il apparaît qu'il y a une rupture entre avant et après 1958 : avant 1958 le revenu de l'Etat provenant de l'agriculture avait dépassé sa dépense pour l'agriculture, tandis que après 1958 jusqu'en 1978, la dépense de l'Etat pour l'agriculture est plus grande que son revenu, sauf l'année 1968.

Tableau 2-7. Rapports entre l'Etat et l'agriculture/1952-1978 en Chine (milliards de *yuans* 1970)

	1952	1957	1965	1970	1975	1978
Production agricole à prix constants	50	64	70	79	90	97
Impôts agricoles	2	3	3	3	3	3
% impôts pour gouvernement central		73	33	16		15
% impôts pour autorités locales		27	67	84		85
Fonds alloués à l'agriculture par gouvernement central	0,5	2	7	5	9	14
aide à la FBC (formation brute de capital)			3		4	
Aide aux communes			2		5	
Accumulation des communes			7		20	

Source : World Bank, "China's socialist Economic development", *World Bank report*, Washington, 1981.

Tableau 2-8. Evolution des prix concernant le secteur agricole (1950=100)

	1952	1957	1965	1970	1975	1978
Indice des prix des livraisons agricoles	122	146	188	195	208	217
Indice des prix des produits industriels vendus en région rurale	110	113	118	112	109	109
Termes d'échange des livraisons à quota	111	130	159	174	190	198

Source : World Bank, "China's socialist Economic development", *World Bank report*, Washington, 1981.

Tableau 2-9. Population, production industrielle et agricole en Chine (1952-1980)

	1952	1966	1976	1980
Population (millions)	568	735	926	976
Production (milliards de *yuans* 1970) industrie	27	145	326	499
dont industrie lourde	9	72	183	265
Industrie légère	19	72	143	234
Production (milliards de *yuans* 1970) agriculture	63	95	132	162
Production céréales (millions de tonnes)	164	214	286	318
Idem par tête	288	291	309	318
Taux de croissance (production industrielle)	12,6 % (1952-1966)	8,5 % (1966-1976)		
Taux de croissance (production agricole) 1952-1966	2,9 % (1952-1966)	3,4 % (1966-1976)		

Source: B. McFarlane, "Political economy of class struggle and economic growth in China", *World development*, nº 8, 1983, pp. 659-672

Selon les chiffres de la Banque mondiale (Tableau 2-7 et Tableau 2-8) et de l'autre (Tableau 2-9) ci-dessus, il apparaît aussi que les fonds alloués à l'agriculture et aux communes populaires ont été plus grands que les impôts agricoles d'abord. Ensuite, la croissance de l'indice des prix des livraisons agricoles a été plus forte que celle des prix des produits industriels vendus en région rurale, ce qui a permis une augmentation des termes d'échange agricoles pour améliorer le pouvoir d'achat paysan demeuré faible malgré tout. Enfin, l'économie chinoise n'a pas stagné pendant cette période, puisqu'il y a une croissance à la fois dans l'industrie et l'agriculture.

Cependant les chiffres des tableaux ne montrent pas le prélèvement réel au niveau du local (de la province à la Commune populaire), puisqu'il n'est pas enregistré dans le revenu de l'Etat. Après les trois années noires, l'Etat a diminué le prélèvement alimentaire, et en même temps il a permis de maintenir une réserve locale jusqu'au niveau de l'équipe de production pour bénéficier aux paysans pauvres. Le système de réserve locale n'était pas établi partout jusqu'en 1969 puisqu'il y avait besoin de temps pour construire les greniers. L'Etat a contrôlé le surplus de la production agricole par ce système à l'échelle du pays (Oi, 1989, chapitre 4).

Vu ces faits, on peut dire que l'Etat n'a pas négligé la construction rurale et le contrôle du surplus agricole, mais il a du consacré beaucoup de moyens pour réaliser cet objectif original par rapport aux autres expériences de développement à l'époque. Le système d'échange entre le centre et le local devient de plus en plus défavorable à l'Etat central pendant cette période, en fonction du choix politique qui est fait, qui augmente le coût de fonctionnement de l'administration locale, ce qui conduit la direction politique, après Mao, à abandonner ce modèle de développement.

En ce qui concerne la production et consommation, la famille paysanne n'était plus une unité économique après la collectivisation. L'économie paysanne avait disparu à un certain moment, puis se reconstituait au niveau des brigades ou équipes dans les années 1960 et 1970. Les paysans ont appris les activités productives en commun, pris la distribution des récoltes selon les points de travail et partagé les mêmes ressources dans la consommation avec le principe de l'égalité dans les communes populaires[163]. Ils ont été organisés ou dirigés directement par les cadres au niveau de la Commune populaire et celui de la brigade pour créer les infrastructures collectives et les petites industries. Les constructions de l'infrastructure agricole, telles que l'amélioration des terres, la construction de barrages et irrigations hydrauliques, et l'élargissement des surfaces cultivées sont mis en œuvre pendant cette période.

Les initiatives des paysans et leur enthousiasme contribuent à la construction socialiste en région rurale. Mais l'efficacité productive a été mise en question dans les communes populaires à cause de la rémunération, qui s'est basée sur les points de travail au lieu due vrai travail des paysans. La collectivisation a encouragé un certain nombre de paysans s'engageant dans la production alimentaire et la construction hydraulique, tandis que le « point de travail » a découragé certaines initiatives des paysans. Les jours de travail des paysans ont augmenté, en moyenne entre 50 % et 60 % par an, tandis que 20 % ou 30 % des paysans ont vu baisser leur revenu en même temps (Nakane, 1992 : 206).

Avant l'établissement des communes populaires, une partie des paysans, surtout des paysans riches, a envie de quitter les coopératives supérieures pour travailler ailleurs, du moins avant la sortie du livret de résidence. Ce problème est devenu un fait prouvé peu après par la reforme économique. Le renforcement de l'Etat n'a pas empêché la paupérisation paysanne dans de nomreuses régions rurales.

La production agricole au début des années 1950 est souvent considérée comme un simple rattrapage du niveau d'avant 1937. La croissance des productions de céréales est basée sur l'élargissement de la surface des terres cultivées, comme on l'a déjà dit plus haut : il y avait

[163] Point de travail : c'est une mesure pour distribuer les récoltes. Pendant la période de la Commune populaire, chaque paysan a des points de travail fixés, sans rapport à son travail réel, mais les points de travail sont différents parmi les paysans (les personnes âgées ont moins de points que les adultes, par exemple). Dans la distribution, on calcule d'abord la récolte totale et les points de travail total. Ensuite, la récolte totale est divisée par les points de travail total. Enfin, chaque ménage paysan touche sa récolte selon les points de travail accumulés des membres de famille.

beaucoup de terres en friche pendant la période républicaine, mais les principales productions alimentaires par hectare n'ont pas dépassé le niveau atteint dans les années 1930 jusqu'en 1966 (pour le riz) et en 1970 (pour le blé)[164]. Pendant la période collective, la moyenne du taux de croissance de la production agricole est de 2,91 % par an, plus que celle de la croissance démographique qui est de 1,98 %[165], mais cela n'a pu résoudre vraiment le problème de l'alimentation insuffisante dans le pays, surtout dans les milieux ruraux.

L'élimination de la propriété privée dans les milieux ruraux a mis la paysannerie face à l'Etat directement, en supprimant les propriétaires fonciers. En s'identifiant aux politiques de l'Etat, les paysans ont été engagés et enthousiastes dans la réforme agraire, puis dans l'industrialisation rurale pendant le « Grand bond en avant » et la mécanisation agricole au début des années 1970. Les paysans n'ont pas violé les volontés de l'Etat même pendant les « trois années noires ».

Selon le mémoire de « l'Evènement de Xinyang », plus d'un million de paysans sont morts de famine en 1960 dans la région de Xinyang à cause de la disette masquée par l'exagération des statistiques de la production alimentaire, et cependant les paysans n'ont pas volé la réserve alimentaire dans les greniers étatiques[166]. Cet évènement éclaire d'un autre point de vue les problèmes dans la gestion locale.

Les paysans ont aussi participé aux campagnes politiques, lancées par l'Etat en faveur des paysans pauvres. La campagne de 1960 à 1963 contre *wufeng* (cinq genres de travail) a été dirigée contre les cadres des communes populaires)[167]. Ensuite, les mouvements de « *si qing* », c'est-à-dire quatre clarifications dans les domaines de *gongfen* (le point de travail), *zhangmu* (les comptes), *cangku* (les greniers) et *caichan* (les propriétés), comme les petits *si qing* (1963) ont eu lieu en milieu rural d'abord, puis la clarification de la pensée, la politique, l'organisation et l'économie comme les grands *Si Qing* (1964/1965) dans les régions urbaines et rurales à la fois.

Les campagnes politiques ont rectifié les comportements des cadres communistes, mais en même temps aggravé les rapports entre les cadres et la paysannerie d'un côté, et d'un autre éloigné un certain nombre des cadres ruraux de l'Etat. Dans ces campagnes, c'est l'Etat qui a mobilisé les paysans pauvres contre les cadres ruraux. Ces derniers ont ainsi perdu la chance d'entrer dans la hiérarchie administrative proprement dite de l'Etat. Cette structure politique a

---

[164] Selon les statistiques, la surface du riz est de 28, 382 millions d'hectares en 1952 par rapport à 16,221 millions d'hectares en 1931, la production du riz a ainsi augmenté de 40,87 millions de tonnes en 1931 à 68,43 millions de tonnes en 1952, mais la production du riz par hectare est de 2 415 kg en 1952 par rapport à 2 520 kg en 1931, et la production du blé par hectare est de 735 kg en 1952 par rapport à 1 102 kg en 1931. Voir Kueh (1995), *op. cit.*, Table AB. 3. "Rice, wheat, and grain-sown area, output, and yield in China, 1931-1990", pp. 312-315.

[165] Li, Zhou (2002), "Gaige yilai de zhongguo nongcun" (Les campagnes chinoises depuis la réforme), dans Zhongguo nongcun fazhan yanjiu baogao, No. 3 (Le 3e rapport de la recherche du développement rural de la Chine), pp. 1-12 ; Le tableau 2-9 plus haut a aussi montré que le taux de la croissance agricole était plus haut que le taux de la croissance démographique, en moyenne, 3,15 % par rapport à 2,6 % par an entre 1952 et 1976 (calculés selon ce tableau).

[166] Zhang, Shufan (1993), "Xinyang shijian : Yige chentong de lishi jiaoxun" (L'Evènement de Xinyang : une leçon du chagrin profond en histoire), dans la revue *Bainianchao* (Cours de cent ans), 1998/6. Xinyang se trouve au sud de la province de Henan. Il était un endroit parmi les plus touchés pendant la période de « trois années noirs ». Comme les fonctionnaires locaux ont exagéré la production alimentaire à plus 3,5 milliards au lieu de seulement un peu plus 1 milliards de kg dans le fait, les paysans devaient déposer toute la récolte et l'ancienne réserve. Par conséquent, les greniers étatiques sont remplis par les céréales, tandis que les paysans sont morts de famine en 1960.

[167] *Wufeng*, c'est-à-dire *gongchanfeng* (communisation), *fukuafeng* (exagération), *minglingfeng* (commandement), *ganbuteshuhuafeng* (cadres privilégiés) et *shengchanxiazhihuifeng* (conduite aveugle dans la production), sont considérés comme des raisons de l'échec du « Grand Bond en avant ».

des conséquences évidentes dans les conflits d'acteurs en région rurale, après la réforme économique.

La mise en œuvre de la collectivisation a changé les anciens modes de la production agricole et de la vie paysanne. L'Etat a essayé d'employer une nouvelle idéologie politique en organisant les paysans, tels que *gong* dans les communes populaires et la lutte des classes dans la réforme agraire et dans la Révolution culturelle. En réalité, les communes populaires ne sont pas réductibles seulement aux « pseudo-indivisibilités » économiques dont parle Schultz en ce qui concerne l'URSS[168]. Une nouvelle morale sociale a été mise en application par l'Etat chinois dans les communes populaires et cette morale continue d'avoir son influence à l'époque de la réforme économique.

Par ailleurs, dans les régions rurales, les cadres ruraux ont mobilisé et aidé les « paysans pauvres » contre les « paysans riches ». Les luttes des classes rendent aux paysans pauvres les droits à éliminer les exploiteurs, à surveiller les cadres ruraux et à éduquer les jeunes instruits, même les professeurs des universités. Ayant recours aux luttes des classes, la Révolution culturelle a cassé tous les anciens rites d'une part, et d'autre part a provoqué des offenses et humiliations féroces à cause des vieux conflits nés pendant les autres campagnes politiques.

Dans l'aspect social, le lien de sang reste là mais est fragilisé à cause de l'anti-autorité familiale et académique, tandis que le lien de lieu a été renforcé par le socialisme radical. La tension entre la population et les terres s'aggrave dans cette période. Bien que le taux de la croissance démographique reste moindre que celui de la croissance de l'agriculture et que l'excédent de main-d'œuvre soit bien organisé dans les grands travaux, la famine et l'importation des nourritures depuis 1961 ont illustré le problème des relations entre la population et les terres.

Beaucoup de cadres villageois aiment exagérer les chiffres de la production alimentaire afin de manifester leurs mérites ce qui pourrait les aider de devenir fonctionnaires ou d'être promus dans la hiérarchie bureaucratique un jour. Par conséquent, les paysans devaient fournir des quotas de productions exagérés même au prix de leurs besoins vitaux. La tension entre les cadres des communes et les paysans s'est élevée.

Le système du *hukou* montre que l'Etat voulait installer les paysans dans les campagnes en construisant une société socialiste et industrielle, mais l'effet secondaire était inattendu. Ce système détournait l'exode rural d'un côté, et d'un autre fixait les paysans dans les campagnes et à l'agriculture. L'Etat avait réalisé une tentative unique de développement basée sur les paysans pauvres et s'opposant aux élites urbaines et aux paysans riches. Mais la perte du droit du déplacement libre n'a pas enrichi les paysans pauvres. Malgré tout, ceux-ci avaient peut-être moins d'angoisse pendant l'époque de Mao qu'aujourd'hui.

Cependant, ce modèle du développement coûte cher pour l'Etat. L'« involution » des cadres communistes, c'est-à-dire que plus l'Etat pénètre la société de haut en bas, plus la hiérarchie des fonctionnaires est diversifiée et plus les cadres s'y engagent, renforce le contrôle politique et économique dans les régions rurales d'une part, et d'autre part augmente le coût de la gestion administrative. Dans une sous-préfecture du Hunan par exemple, le nombre des cadres de l'Etat

[168] Schultz, Theodoew W. (1976, c.1964), *Transforming traditional agriculture*, New York, Arno Press, pp. 122-124.

a augmenté de 3,7 fois de 1950 à 1957, c'est-à-dire de 490 à 1 832 personnes[169]. Dans la province du Shandong, avant la mise en œuvre du système *tonggou tongxiao*, il y aavit 14 648 cadres et employés travaillant dans les institutions liées à l'alimentation d'Etat en 1953, mais après la mise en œuvre du *tonggou tongxiao*, les chiffres ont atteint 54 186 en 1956 et 76 334 en 1978[170].

Pendant la période des communes populaires, il y a eu plus de 50 000 communes, 690 000 brigades. Si chaque commune comporte 30 cadres de l'Etat et chaque brigade 10 cadres, il y a déjà plus de 8 400 000 de cadres ruraux[171]. Bien que les cadres de brigades partagent pendant la plupart du temps le même revenu en nature que les paysans, l'Etat devait leur donner un complément pour une partie de leur revenu et pour couvrir les frais de fonctionnement de leur administration. De plus, le revenu des cadres des communes a été lui payé en liquide par l'Etat.

Ce modèle de développement selon « la voie chinoise » était confronté à des défis intérieurs. Il était donc difficile à maintenir s'il n'y avait pas d'autres ressources pour l'appuyer fermement. La nouvelle direction après Mao amène à modifier les relations entre Etat et paysannerie pour un développement plus « réaliste » ou plus conforme aux critères de l'extérieur.

Où va la paysannerie chinoise après la destruction du « mur » de la Commune populaire et qu'est-ce qui l'attend comme destin après la réforme économique ?

[169] Liu, Xiaojing (2002), "Dailiren huabian—renmin gonshe shiqi N xian nongcun jiceng ganbu juese dingwei yanbian guocheng jiexi" (Changement de l'agent—Analyse sur l'évolution du rôle des cadres villageois pendant la période de la Commune populaire), *Zhongguo nongcun fazhan yanjiu baogao, No. 3* (Le troisième rapport sur la recherche du développement rural chinois), Pékin, Shehuikexue wenxian chubanshe, pp. 326-348.

[170] *Shandong shengzhi—Liangshizhi* (Histoire de Shandaong—l'alimentation), Jinan, Shandong renmin chubanshe, 1994, p. 391.

[171] Bien qu'on ne sache pas exactement le revenu des cadres de l'Etat dans les communes populaires (entre 30 et 40 *yuans*), le revenu d'un cadre de la brigade peut égaler au revenu de 4 agriculteurs selon mon enquête dans un village de Sheqi. On peut donc ainsi estimer que le revenu des cadres d'Etat soit égale au revenu plus de 5 agriculteurs. Voir Cui, Xiaohui (2002),"Cong nongmin yu guojia de guanxi lijie zhongguo nongcun de neijuanhua" (Comprendre l'involution des campagnes chinoises à l'égard des rapports entre l'Etat et la paysannerie), *Ershiyi shiji* (XXIème siècle), juin 2002, No. 3, http://www.cuhk.edu.hk/ics/21c/supplem/essay/0001005.htm.

Chapitre 3. Problèmes du *San Nong* depuis la réforme économique

3.1. La nouvelle réforme agraire

Comme, depuis 1961 déjà, la Commune populaire a appliqué le régime de propriété des moyens de production à trois échelons, avec l'équipe de production comme base de comptabilité, l'Etat a, dans les faits, cédé un certain pouvoir au village. En même temps, chaque foyer a eu une parcelle des terres réservées à l'usage personnel sur laquelle un certain nombre des paysans ont montré leurs initiatives de travail. La conception de la sphère privée et celle de la sphère publique sont bien séparées dans leurs pratiques. Cette concession de l'Etat et l'avancement des pratiques des paysans pendant presque vingt ans ont engendré une transformation du système des communes populaires à un certain moment.

Lors d'une sécheresse forte en automne de 1978 dans la province d'Anhui, le système de responsabilité familiale avec contrat était remis en œuvre par les paysans de l'équipe Xiaogang (le village Xiaogang d'aujourd'hui), qui n'est pas le seul exemple à ce moment-là. Les paysans étaient encouragés par le gouvernement local à défricher des terres incultes, mais cet effort était insuffisant pour parer à cette catastrophe. Donc 20 familles ont conclu un contrat qui a partagé les terres du village sans passer par le gouvernement local. Par suite des initiatives paysannes, le village Xiaogang a eu la première bonne récolte depuis vingt ans[172]. Le secrétaire du Parti de cette province, Wan Li, l'a visité au début de 1980, deux mois plus tard il est devenu le vice Premier ministre et le directeur du Comité de l'agriculture. Il a ainsi eu de l'occasion de pouvoir vulgariser ce système du haut vers le bas dans tout le pays[173].

Le système de responsabilité familiale avec contrat s'est répandu rapidement comme une expérience dans la province d'Anhui puis dans tout le pays. Ce système a cassé les principes—l'égalité et le collectivisme—de la Commune populaire et ainsi rencontré des résistances provenant des cadres ruraux, qui étaient au pouvoir, mais aussi provenant d'une partie non négligeable de paysans qui avaient l'habitude de ce système et étaient satisfaits des modalités d'organisation des communes. Mais la tendance à accélérer le démantèlement des communes populaires s'est continuée, soutenue par les politiques de l'Etat. En 1984, 99,8 % des villages d'Anhui et 90 % des villages du pays ont appliqué ce système. Le nouveau système est enfin établi par l'Etat avec la nouvelle Constitution. En tant que système intégré d'administration et d'économie, la Commune populaire est remplacée par le gouvernement de canton et par le système de la responsabilité familiale en fonction de la Constitution de 1982. En décembre 1983, le système est mis à exécution dans 98,3 % de brigades.

A la suite du démantèlement des communes populaires, les statuts et la situation de certaines terres sont mis en question.

Premièrement, comme toutes les terres sont confiées à tous les foyers paysans, les cadres villageois et le gouvernement local n'ont plus le moyen de planifier l'organisation du travail villageois, prévoyant notamment l'exécution de travaux pour l'intérêt collectif, la construction hydraulique par exemple. L'infrastructure rurale et les constructions publiques ont connu alors

[172] Guo, Shutian (sous la direction de, 1993), p. 179.

[173] "Wan Li yu Dabaogan" (Wan Li et la prise en charge forfaitaire au foyer), il est souvent noté de 18 familles, mais ce document dit 20 familles, sur le site d'archives de la province Anhui, http://www.ahda.gov.cn

une récession en milieu rural, ce qui a affecté la qualité des terres, et parfois de certaines (qui avaient besoin de l'irrigation) plus que d'autres[174].

Deuxièmement, une partie des terres appartenant aux anciennes communes populaires ou plutôt à l'Etat, mais qui sont négligées par le gouvernement local, sont prises de fait par une famille ou un entrepreneur, et les contrats pas très clairs sur les bornes de ces terres engendrent des conflits entre le foyer et le village ou entre les villages.

Troisièmement, comme les terres sont distribuées également, dans la plupart des cas, par contrat selon la taille de chaque famille et selon la qualité de terres, chaque famille devait accepter à la fois les bonnes et les mauvaises terres, mais aussi accepter les terres proches et lointaines. Les lopins de terres sont ainsi très dispersés pour les familles dans de nombreuses régions rurales ce qui ne favorise ni la mécanisation productive ni l'introduction de nouvelles techniques. Tous les problèmes ci-dessus sont apparus au début de la transformation du système foncier.

Le nouveau système foncier amorce la réforme économique, mais il ne résout pas les problèmes des terres paysannes. Au début de ce système, selon le premier document du CCPCC en 1984 concernant ce problème, les paysans ont été interdits d'échanger, hériter ou sous-traiter leurs terres attribuées pendant la durée du contrat à quinze ans. Vers la fin des années 1980, lorsque de plus en plus de paysans quittent l'agriculture soit pour aller en ville, soit pour entrer dans l'industrie rurale, le système de la propriété foncière est pris dans un dilemme. L'Etat continue à peser sur les paysans par les impôts agricoles en se basant sur des chiffres dépassés de terres et de quota de production, tandis que le flux de main-d'œuvre hors de l'agriculture demande d'améliorer le mécanisme du système foncier. La durée de contrat à responsabilité est alors prolongée à trente ans depuis 1993 selon la onzième version du document du CCPCC de cette année. La nouvelle politique permet aux paysans de sous-traiter les terres à d'autres pendant la durée du contrat, mais elle souligne que la propriété foncière ne change pas et que la vente des terres reste interdite[175].

Dans les années 1990, les nouveaux conflits à propos des terres sont venus de l'allocation injuste ou inadéquate, du déplacement des villageois et de l'affectation des terres villageoises à d'autres fins par les autorités locales.

Dans le premier cas, la durée de contrat d'allocation ne permet pas de changer de parcelles de terre pendant trente ans, ce qui ne favorise pas les paysans ayant reçu par hasard beaucoup de mauvaises terres dans l'allocation initiale. Les conflits se trouvent souvent entre les ménages paysans comme individus et les cadres villageois comme décideur collectif.

Dans le deuxième cas, certains migrants de l'exode rural ne rentrent pas au village dans la mesure où toute la famille s'est installée en ville ou au bourg. Leurs terres sont alors

---

[174] J'étais une fois dans un village de Pékin au milieu des années 1980. Il m'a donné une grande impression : les routes vers le village sont toutes bonnes sauf une petite partie (environ 50 m), reliant l'autre village. Mon amie m'a expliqué que la plupart des routes ont été achevées quand les deux villages faisaient partie de la même commune, mais cette partie publique n'est plus prise en charge après la séparation des deux villages. Chaque village n'entretient que la sienne.

[175] *Zhonghuarenmingongheguo nongcun tudi chengbao fa* 29-08-2002 (La Loi des terres rurales à responsabilité de R. P. Chine), dont les clauses 2 et 4 soulignent la nature de la propriété foncière, les clauses 10, 32 et 33 permettent de faire sous-traiter les terres à responsabilité, et la 20^{e} clause parle du contrat à la responsabilité qui ne change pas pendant trente ans, est mise en œuvre. Pékin, Fazhi chubanshe, 2002. Voir l'annexe 3 qui montre la possibilité juridique du changement et de la circulation des terres par contrat.

pratiquement abandonnées au village. Les autres villageois prennent ces terres abandonnées ce qui entraîne des conflits entre eux et le village.

Dans le troisième cas, comme les terres cultivées appartiennent au village, le gouvernement local souvent demande aux cadres villageois de les céder à un autre utilisateur potentiel, entrepreneur ou commerçant. Le gouvernement local parfois, avec les cadres villageois et les entrepreneurs ou commerçants peut avoir intérêt à cette réaffectation des terres agricoles vers de nouvelles activités. Souvent, les paysans sont cependant exclus de la négociation concernant le nouvel usage des terres villageoises.

La plupart des terres perdues sont employées dans 6 015 zones de développement et parcs industriels, dont 1 251 ont été approuvées par l'Etat[176]. Cela reflète que presque 80 % des zones sont maîtrisées seulement par les autorités locales, y compris les départements chargés des affaires aux niveaux de la province, de la préfecture, du district ou de la sous-préfecture et du bourg ou du canton. De fait, le gouvernement central a déjà cédé ainsi beaucoup de pouvoir dans cette réforme foncière. Cependant l'Etat maintient le principe de la propriété collective de la terre et il ne permet pas aux paysans de vendre les terres dont ils ont l'usage.

Bien que les lopins de terre soient exigus, la plupart des paysans les considèrent comme une assurance de base. Selon une enquête en 1995, voici les réponses paysannes à la question : « pourquoi n'abandonnez-vous pas vos terres après avoir obtenu l'emploi non agricole ? »

1) 23,8 % répondent que les terres sont l'élément vital des paysans. Ainsi ils ne peuvent les abandonner en tout cas.
2) 23,6 % répondent que la sécurité alimentaire familiale sera mise en question après avoir abandonné les terres dont ils sont responsables.
3) 21,6 % répondent que peu de personnes dans leurs familles travaillent dans le secteur non agricole, et que la plupart sont encore dans l'agriculture sur les terres allouées.
4) 15,9 % répondent que la main-d'œuvre principale de leurs familles travaille dans les secteurs non agricoles, mais qu'ils peuvent utiliser le temps libre à cultiver les terres.
5) 9,9 % répondent que le revenu agricole est encore un revenu important pour la famille.
6) 3,4 % répondent que le travail à l'extérieur est un risque, tandis que les terres peuvent offrir une chance de retour.
7) 1,7 % répondent que cela vaut la peine à continuer à cultiver les terres allouées par le village lorsqu'ils n'ont pas besoin de payer beaucoup d'argent à la collectivité pour cet usage[177].

Selon les enquêtes ci-dessus, moins de 20 % (4 et 6) de gens vivent surtout de l'activité non agricole. Tout le reste dépend dans un certain degré de l'accès aux terres. Le maintien du droit égal d'usage privé des terres qui sont la propriété du village reste fondamental pour les paysans. Une conception traditionnelle sur les terres existe encore fort chez paysans. Pour la plupart des paysans, les terres restent une ressource vitale et une assurance importante de leur vie jusqu'aujourd'hui. Les paysans voudraient bien garder leurs terres au cas où ils n'ont pas de garantie d'emploi stable en ville. Ce fait a notamment été constaté dans l'étude de cas à Sheqi.

Les paysans ont gardé le droit privé d'usage des terres après la réforme foncière, mais dans de nombreux cas leurs terres sont réaffectées à d'autres usages que l'agriculture. Ce processus fait perdre leur ressource vitale aux paysans. Dans des enquêtes portant sur 455 ménages paysans qui ont perdu leurs terres, 1,1 % de population des ménages sont engagés dans un nouvel

[176] Wu, Chong, "China takes firm stance on arable land", *China Daily*, 29-10-2004.
[177] Han, Jun, "Woguo nongcun laodongli zhuanyi de xianzhuang yu tedian" (L'état des affaires présentes et les caractéristiques dans la transition de la main-d'œuvre rurale en Chine), dans la revue *Jianghuai Luntan*, no. 2, 1995, pp. 2-12.

emploi ; 6,2 % prennent l'assurance de pension ; 8,1 % participent à l'assurance médicale[178]. Autrement dit, seulement 15,4 % des paysans qui ont perdu leurs terres peuvent garder une sorte d'accès à une sécurité de vie.

Après la réforme économique, les paysans sont entrés, volontairement ou involontairement, dans les mécanismes du marché, avec les terres et les productions agricoles allouées dorénavant selon des critères économiques de rentabilité. L'Etat ne peut plus contrôler directement l'usage des terres et les activités économiques des paysans, dont les initiatives sont décidées dorénavant surtout par la rentabilité des terres. En même temps les entreprises rurales sont devenues une nouvelle force économique avec un dynamisme remarquable dans les campagnes.

3.2. La nouvelle économie paysanne

Le système de la responsabilité familiale rend aux paysans la possibilité de cultiver des terres comme avant la collectivisation, bien que la propriété foncière soit collective. La production agricole se diversifie alors et les marchés ruraux connaissent une nouvelle expansion.

D'une part, au départ le système de responsabilité familiale donne de bons résultats avec, comme premier effet, l'augmentation des productions agricoles. Entre 1978 et 1990, la production alimentaire a crû de 42,7 %, le coton de 97 %, le sucre de 168 %, l'huile de 196 %, la viande de 212 % et les produits de pêche de 160 %, malgré la réduction de 3,74 millions d'hectares de terres cultivées. D'autre part, le système rend une certaine liberté d'initiative aux paysans qui peuvent faire des activités économiques hors de l'agriculture et des communes populaires. L'économie paysanne revient au niveau des familles avec les activités individuelles. Celles-ci ne se limitent plus à l'agriculture et l'artisanat.

Il y a une croissance de l'emploi non agricole et du revenu paysan grâce à la nouvelle réforme agraire. Selon les statistiques, les entreprises rurales, organisées surtout par les villages et les cantons, ont ainsi absorbé 13 ou 14 millions de travailleurs par an entre 1984 et 1988[179]. Le taux de l'emploi non agricole croît de 10,8 % à 20,6 % entre 1980 et 1990 et le revenu nominal des paysans augmente de 191,33 à 629,79 *yuans*, mais il y a une inflation importante à cette période. La croissance de l'économie rurale, y compris toutes les activités économiques dans milieux ruraux, apporte la croissance de la consommation paysanne, dont le revenu des ventes au détail représente 60 % de la somme des marchandises commercialisées[180], le plus haut niveau de l'histoire.

Au fur et à mesure de la croissance agricole, un problème dans la circulation des céréales ou plutôt le problème des conséquences du marché est apparu pendant les meilleures années, 1984 et 1985. Comme l'Etat n'a pas encore ouvert les marchés urbains, la croissance agricole a conduit à la baisse des prix et apporté l'insuffisance des débouchés. Dans le rapport des enquêtes en 1985, les paysans de Henan disaient que « nous trouvons la vie devenir bonne depuis plus de trente ans », mais « les prix alimentaires sont très bas et le coton est si difficile à

[178] "Woguo shiqu tudi de nongmin 2000 wan" (20 millions de paysans chinois ont perdu la terre), dans le journal *Jingji Ribao*, 19-03-2003.

[179] Wen, Tiejun, "Zhongguo wushinianlai liangshi gongying de liuci « bodong »" (Six « fluctuations » de l'alimentation pendant plus de cinquante ans), dans la revue *Zhongguo Gaige* (La réforme de la Chine), voire le site de l'auteur, http://business.sohu.com, 09-05-2004.

[180] *Idem*. Aujourd'hui, ce chiffre est tombé à 33 %.

vendre. Nous avons eu les soucis de l'insuffisance de l'alimentation et du vêtement auparavant et maintenant nous avons les soucis de vendre les produits agricoles »[181].

Les marchés ruraux dans l'économie paysanne ne sont pas nouveaux, mais ils jouent un nouveau rôle cette fois. Les paysans, pour avoir un revenu, doivent désormais échanger leurs produits agricoles contre les produits industriels sur les marchés. L'industrialisation rurale est ainsi remise en valeur. Mais elle change de nature sous l'époque de l'économie de marché.

Les entreprises rurales, comme un précédent de l'industrialisation rurale, étaient apparues plus tôt, dès le « Grand Bond en avant ». Les nouveaux ateliers, environ 7,5 millions, dont la plupart s'occupaient du traitement des produits agricoles, avaient été établis au cours des neuf premiers mois de 1958. L'Etat les promouvait afin de remplir un trou manquant d'une industrie dans les campagnes où les projets liés à l'aide soviétique n'avaient pas pénétré. La plupart des ateliers, néanmoins, ont été divorcés de la réalité et se sont établis aveuglément. Durant les « trois années noires » suivantes, les autorités locales ont fermé toutes les entreprises en déficit.

Du milieu des années 1960 au début des années 1970, pourtant, les entreprises rurales se sont développées. Pour des raisons de sécurité, l'éclatement de la guerre du Vietnam (1961/1973) a fait déménager un tiers de l'investissement national et un tiers des bases industrielles en province intérieure, particulièrement, en région montagneuse, dite « la troisième ligne » (*Sanxian*)[182]. Les cinq petites industries (w*uxiao gongye*) et le développement de l'élevage ont été alors mis en œuvre[183]. Ce développement attachait une grande importance à chercher le développement local, intégrant l'agriculture et l'industrie. La Conférence nationale sur la mécanisation agricole en 1971, par exemple, a déclaré que les entreprises rurales devaient promouvoir la mécanisation de l'agriculture.

Les politiques de l'autorité centrale à cette époque conduisirent à la croissance des entreprises rurales, bien que celles-ci soient petites. Les usines de ciment avaient augmenté de dix fois leur nombre entre 1965 et 1973 en produisant presque la moitié de production totale de ciment[184].

De 1971 à 1978, les entreprises des communes et des brigades (*shedui qiye*), dans les statistiques avant le démantèlement des communes populaires, se sont multipliées rapidement dues au déménagement de nombreuses entreprises urbaines et aux jeunes envoyés dans les milieux ruraux. En 1976, le Comité national de la gestion des industries rurales leur a donné formellement une position légale ce qui conduit à une croissance de *shedui qiye* dans les années suivantes (Tableau 3-1).

---

[181] "Henansheng nongcun shehui jingji dianxing diaocha zonghe baogao" (Rapport complet des enquêtes sur les exemples socio-économiques dans les régions rurales de la province de Henan), dans *Zhongguo nongcun shehui jingji dianxing diaocha en 1985* (Les enquêtes sur les exemples socio-économiques dans les régions rurales de la Chine en 1985), Pékin, Zhongguo shehui kexue chubanshe, 1988, pp. 264-298.

[182] *Sanxian* indique le Nord-ouest, le Sud-ouest, l'Ouest de Shanxi et l'Ouest de Henan. Celui-ci par rapport à *Yixian* (la première ligne) indique l'Est et *Erxian* (la deuxième ligne) indique le Centre. La stratégie de la construction de *sanxian*, lancée par l'Etat, met l'accent sur la défense et l'infrastructure entre 1964 et 1978.

[183] Cela concernait le ciment, la machine agricole, le moteur électrique, l'engrais chimique et l'acier, donc cinq petites industries, en tant que base de la mécanisation de l'agriculture, programme lancé dans la Conférence de l'Agriculture des districts du Nord en 1970. Le développement de l'élevage voulait avoir les engrais organiques pour augmenter la production agricole, de même que celui du ciment pour construire les travaux hydrauliques.

[184] Chung-Hu, Jae, "The Politics of agricultural mechanization in the Post-Mao Era, 1977-1987", *The China Quarterly*, June 1993, No. 134, pp. 264-290.

Tableau 3-1. Condition générale du développement des entreprises rurales (1976-1979)

	1976	1979	Taux de croissance (%)
Nombre de *shedui qiye* (millions)	1,1	1,48	30
Employés (millions)	17,9	29,0	62
Revenu total (millions)	27 200	49 100	81
Profit total (millions)	7 800	10 400	33
Les fonds fixes (millions)	17 500	28 000	60
Le revenu total de *shedui qiye* dans le revenu total des communes populaires, brigades et équipes (%)	23,3	30,6	31,3

Source : *Zhongguo nongye nianjian 1980* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 1980), p. 150.

La réforme fiscale de 1979 permet au gouvernement local de conserver plus de revenus avec l'aide de la Banque de l'Agriculture de Chine offrant des prêts aux entreprises rurales. De plus, les entreprises rurales pourraient désormais bénéficier de l'exemption d'une taxe dans les trois ans de leur création ce qui stimule ainsi le gouvernement local à les promouvoir.

Au milieu des années 1980, la législation sur les entreprises privées renforce la croissance des entreprises rurales, en libéralisant les marchés ruraux qui présentent un double prix, celui fixé par l'Etat et celui qui résulte des transactions sur le marché local depuis 1984. Le contrôle du gouvernement central dans l'allocation des matériaux productifs devient moins fort qu'auparavant, tandis que le gouvernement local renforce son pouvoir d'initiative dans les placements des ressources financières et matérielles. Les entreprises rurales alors prennent de plus en plus une couleur régionale. Parmi les capitaux des entreprises rurales de 1985, 6,5 milliards sont venus des investisseurs locaux, 3,5 milliards de l'extérieur et 5,2 milliards de la Banque et la Coopératives du crédit rural[185]. Le gouvernement local y joue un rôle important.

En 1987, la valeur de la production des entreprises rurales a dépassé celle de l'agriculture. Cette année-là, Zhao Ziyang (1919-2005), le Secrétaire général du PCC, a proposé que les régions littorales appliquent la stratégie de développement à l'exportation et déclaré que les entreprises rurales sont une nouvelle force pour contribuer à l'économie d'exportation et pour obtenir les devises étrangères. Les entreprises rurales dans la région de l'Est désormais jouent un rôle très important dans le cadre du commerce extérieur. Le but des entreprises rurales, dont la plupart relèvent de l'industrie légère, est ainsi réorienté vers l'exportation, au lieu de satisfaire comme avant les besoins locaux. De ce fait, il y a une rupture entre les *shedui qiye* dans la Commune populaire et les entreprises rurales à l'époque de la réforme économique.

A partir de l'automne 1988, les entreprises rurales ont connu une récession dans leur nombre et leurs employés à cause du resserrement fiscal au niveau de la macroéconomie. D'ailleurs, après « l'évènement du 4 juin » en 1989, une crise politique, le gouvernement a ressuscité la centralisation des entreprises d'Etat. Toutes les entreprises rurales qui gaspillaient l'énergie, produisaient des marchandises de mauvaise qualité, polluaient l'environnement, et faisaient la concurrence dans les matières premières avec les entreprises étatiques devaient fermer, suspendre leurs productions, se joindre aux autres entreprises, ou changer leurs produits selon les politiques décidées en novembre 1989. Ainsi les chiffres chutent de 18,882 à 15,357 millions d'entreprises entre 1988 et 1989 (Tableau 3-2).

[185] *Zhongguo nongye nianjian 1986* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 1980), p. 9.

Cependant, la croissance des entreprises rurales au niveau de la quantité et du produit brut a commencé à regagner en 1991. Fei Xiaotong (1910-2005), un célèbre sociologue et président du Parti de l'Alliance Démocratique de Chine, le Parti le plus grand hors du PCC, a critiqué les politiques du gouvernement central et souligné le rôle des entreprises rurales. Sa voix représentait les entrepreneurs ruraux de la province de Jiangsu où les entreprises rurales se sont développées le plus rapidement, mais au coût de la destruction du Lac Tai fort pollué.

De plus, le Premier ministre Li Peng, après avoir visité le Jiangsu, a parlé de l'importance des entreprises rurales lors d'une réunion des cadres politiques et militaires du Parti communiste[186]. Les entreprises rurales sont ainsi remises en valeur. Bien que le gouvernement central diminue l'investissement, les entreprises rurales se développent en dépendant principalement des prêts de la Coopérative du Crédit rural, qui n'est pas contrôlée par la Banque de l'Agriculture, et des autres canaux[187].

Zouping, par exemple, une des études de cas, a aussi développé les entreprises rurales rapidement pendant la période du resserrement fiscal de l'Etat grâce à l'appui fiscal du gouvernement de la sous-préfecture et des bourgs[188].

On peut voir ci-dessous l'état des entreprises rurales pendant cette période (Tableau 3-2). Les entreprises rurales ont changé de nature entre 1980 et 1993 comme on a dit plus haut.

Tableau 3-2. Développement des entreprises rurales (1980-1993)

Année	Nombre des entreprises (mille)	Nombre des employés (mille)	Valeur totale de la production (milliards de *yuans*)	Valeur de la production de l'industrie (milliards de *yuans*)
1980	1 424,6	29 996,7	59,612	45,556
1981	1 337,5	29 695,6	67,036	510,99
1982	1 361,7	31 129,1	77,200	64,60
1983	1 346,2	32 346,4	92,870	75,71
1984	6 065,2	52 061,1	170,989	125, 4
1985	12 224,5	69 790,3	273,230	182,719
1986	15 153,1	79 371,4	354,087	161,55
1987	17 446,4	87 764,0	474,309	219,12
1988	18 881,6	95 454,6	701,780	429,02
1989	15 356,7	47 201,4	840,278	508,66
1990	18 504,0	92 648,0	958, 11	605,03
1991	19 078,8	96 091,1	1 167,75	870,86
1992	20 792,0	105 811,0	1 797,540	1 363,54
1993	24 529,0	123 453,0	3 154,070	2 344,66

Source : *Zhongguo nongye nianjian 1980-1995* (Annuaires de l'agriculture chinoise, 1980-1995).

De 1993 à 1997, le taux de croissance annuel du produit brut des entreprises rurales est de 65 %, 46 %, 33 %, 21 % et 17,4 % respectivement, tandis que ceux du PIB sont de 13,5 %, 11,8 %, 10,7 %, 9,7 % et 8,8 %. La croissance des entreprises rurales, sans doute, sert à la croissance

[186] Li, Peng (1996), "Xiangzheng qiye yao zai zhili zhengdun shenhua gaige zhong jixu qianjin" (Continuer à développer les entreprises rurales au milieu d'ajustement et de réforme approfondie), dans la revue *Qiu Shi*, 1996/6.

[187] Zweig, David (1997), *Freeing China's Farmers: Rural Restructuring in the Reform Era*, M. E. Sharpe.

[188] Oi, Jean C (1998), "The evolution of local state corporatism"; Walder, Andrew G (1998), "The country government as an industrial Corporation", dans Walder, Andrew G. (sous la direction de, 1998), pp. 35-61 et pp. 62-85.

économique pendant cette période[189]. Le produit brut des entreprises rurales atteint 30 % du PIB pendant le 9e plan quinquennal (1996/2000)[190].

En profitant des ressources locales, des divers secteurs et régimes de propriété et du marché libre, un certain nombre d'entreprises rurales ont obtenu des résultats positifs dans les domaines de la valeur de produit industriel, d'échange avec l'étranger et d'emploi rural, etc., mais quelques unes ont produit des problèmes tels que l'élargissement de l'écart de revenu entre les paysans et entre les villages, l'exploitation excessive des ressources locales et la pollution environnementale.

Concrètement, l'industrie, parmi toutes les entreprises rurales, occupe la première place. L'industrie rurale comprend 46 sections, dont les mines de charbon, l'alimentation, le textile, la fabrication de vêtements, l'industrie chimique, la métallurgie, la fabrication des matériaux de construction, la production métallique, l'industrie des machines, l'électronique et les compteurs, les machines électriques, la fabrication de papier, etc., quatorze sections sont dominantes dans la croissance.

Encouragées par la politique mise en œuvre en 1987, de nombreuses entreprises rurales font la coopération avec des commerçants ou des capitaux étrangers. Ainsi, elles peuvent constituer des entreprises mixtes en qualité de partenaire étranger, bénéficiant des politiques préférentielles. Cela leur donne l'accès au marché mondial. Elles font augmenter l'échange avec l'étranger, mais elles peuvent aussi attirer l'investissement étranger. L'exportation du produit des entreprises rurales atteint 866,9 milliards de *yuans* en 2000, en représentant 34 % de l'exportation totale du pays (*Xiangzhen qiye fazhan « shiwu » jihua*).

Cependant les entreprises rurales ont aussi montré des faiblesses, premièrement dans les qualités de produits, les techniques et les ressources humaines. Du point de vue de la qualité, leurs produits manquent de compétitivité sur le marché mondial et les techniques mises en œuvre se traduisent par un gaspillage considérable de ressources, et même par la pollution croissante. De plus, la plupart des employés n'ont qu'un niveau d'enseignement primaire et manquent de formations techniques professionnelles. Les relations entre gestionnaires et employés sont souvent provisoires ce qui défavorise une entreprise qui se développe à long terme. Ce sont des nouveaux problèmes à l'intérieur des entreprises rurales du fait qu'elle poursuit maintenant d'abord le profit plutôt que la satisfaction des besoins locaux, comme pendant la période des communes populaires.

Deuxièmement, les entreprises rurales enrichissent certains villageois en élargissant les fossés du revenu entre paysans et entre régions. En 1994, dans la valeur totale du produit des entreprises rurales, l'Est représente 76,82 %, le Centre 16,78 % et l'Ouest seulement 6,40 %. L'écart de revenu distribué parmi ces trois régions s'échelonne de 2,30 : 1,30 : 1. Le plus haut revenu, Shanghai, atteint 4 108 *yuans*, et le plus bas, Gansu, n'est que de 802 *yuans*. En 2000, dans la composition de la valeur ajoutée, l'Est, le Centre et l'Ouest représentent 60,6 %, 31,9 % et 7,5 % respectivement[191]. Cela peut expliquer pourquoi le gouvernement central met l'accent sur le développement des entreprises rurales dans les régions de l'Ouest et du Centre, bien que cet écart ne soit pas à attribuer directement et d'abord aux activités des entreprises rurales.

---

189 *Zhongguo nongye nianjian 1998* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 1998), p. 22.

190 *Xiangzhen qiye fazhan « shiwu » jihua* (Le 10e plan quinquennal du dévelppement des entreprises rurales), sur le site des documents gouvernementaux, http://dp.cei.gov.cn

191 *Idem.*

Troisièmement, les entreprises rurales ont un problème financier aujourd'hui. L'Etat commence à appliquer la restriction monétaire en 1993, puis la réforme fiscale de 1994, en conduisant ainsi aux difficultés de la situation fiscale du gouvernement local à tous niveaux. Ce dernier a cependant le pouvoir d'autoriser aux entreprises rurales de prendre les crédits de courte durée courte dans la coopérative du crédit rural, qui devient alors une source de financement principal des entreprises rurales. Le développement des entreprises rurales est donc lié étroitement aux évaluations et autorisations des fonctionnaires locaux. Le problème de la corruption se pose évidemment dans cette situation, puisque les entrepreneurs doivent nouer de bonnes relations avec les fonctionnaires pour avoir accès au crédit. Certains entrepreneurs utilisent des fonds publics pour manger et festoyer avec les fonctionnaires locaux. Lors de la faillite de son entreprise, l'entrepreneur pouvait aussi par exemple obtenir l'argent venant du gouvernement local à nouveau, pour relancer son activité[192].

Enfin, la capacité d'absorber la population active rurale devient faible depuis 1993, surtout en 1997 où le taux de croissance de l'emploi est le plus bas depuis 1990, lié à la crise financière de l'Asie. Les chiffres d'emploi diminuaient de 135,083 millions en 1996 à 130,504 en 1997, soit moins 3,4 %. Ils continuent à diminuer à 125,37 millions en 1998, puis remontent un peu à 127,40 en 1999 et 128 en 2000 à cause de la restructuration des entreprises rurales[193]. En 2001, les chiffres d'emploi continuent à remonter. En 2002, le nombre des employés atteint 132,877 millions, en représentant 27,8 % de population active occupée du pays (*Zhongguo nongye nianjian 2003*).

Etant donné que plus d'un tiers du revenu paysan provient des entreprises rurales, les difficultés de ces dernière dans la structure, la production, la finance et le marché compétitif, etc., vont avoir un impact direct sur la condition de vie paysanne. Les problèmes des entreprises rurales renforcent les problèmes du *San Nong* aujourd'hui.

3.3. Rapports entre l'Etat et la paysannerie

3.3.1. L'administration rurale et ses acteurs

Au début de la réforme économique, les cantons, abolis en 1962, sont réintroduits en 1982 par la Constitution et remplacent dorénavant les communes populaires en tant que base de la hiérarchie administrative. Le rôle des cantons avait été défini en décembre 1950 au moment où le Conseil d'Etat mettait en œuvre les « Règlements sur l'organisation du gouvernement populaire de *Xiang* » comme unité administrative dans les régions rurales.

Dans la Constitution de 1982, la 1e clause déclare que l'organe du pouvoir exécutif du peuple dans le canton (*xiang*) est l'Assemblée populaire du canton et le gouvernement populaire du canton. Ce dernier est un organe d'exécution pendant la période où l'Assemblée populaire est fermée. Le gouvernement populaire du canton est sous l'autorité du gouvernement du district local.

La 4e clause définit les autorités et les devoirs du gouvernement populaire du canton :

[192] J'ai été témoin de ce fait lorsque j'ai été envoyée, pendant quatre mois en 1991, dans une entreprise d'un bourg à Yantai après les événements du 4 juin 1989. Chaque soir, les restaurants au chef-lieu du bourg étaient remplis de gens, surtout des fonctionnaires et leur entourage, y compris les chefs des entreprises rurales, les parents et les amis, etc. Cette image est une miniature de la réalité dans l'ensemble de la Chine.

[193] *China : Economic blue book in 1999* ; *China : Social blue book in 1999 ; Xiangzhen qiye fazhan « shiwu » jihua.*

premièrement, la mise en œuvre des résolutions et commandements du niveau de gouvernement supérieur ; deuxièmement, l'exécution des résolutions approuvées par l'Assemblée populaire du canton mais aussi ratifiées par le niveau de gouvernement supérieur ; troisièmement, la gestion des affaires dans tous les départements du gouvernement populaire du canton ; quatrièmement, les comptes rendus au niveau de gouvernement supérieur pour manifester les opinions et demandes du peuple local et pour proposer ses suggestions.

En théorie, le gouvernement du canton obtient un pouvoir complet du gouvernement local comme l'ancien *yamen*. Dans la réalité, il est contrôlé par le niveau du gouvernement supérieur, parce que les fonctionnaires de cantons sont nommés par le gouvernement de la sous-préfecture. Il en est de même pour le revenu du gouvernement du canton ou du bourg. Les relations entre les deux niveaux de pouvoir sont dès lors plus proches qu'entre le gouvernement du canton ou du bourg et les villages. Pour les paysans, les fonctionnaires locaux semblent venir de « l'extérieur » ou plutôt du gouvernement supérieur. Les paysans peuvent d'ailleurs y porter leurs plaintes contre les cadres villageois. Si les fonctionnaires locaux sont trop proches des cadres villageois, les paysans préfèrent porter leurs plaintes directement au gouvernement de la sous-préfecture.

Au niveau de villages, le comité des villageois est en théorie une organisation paysanne, créée par les initiatives des paysans au début des années 1980. Après que les terres ont été confiées à chaque foyer, les cadres ruraux n'ont plus besoin d'organiser la production agricole comme avant. Le village a perdu sa structure de collectivité puisque les paysans se sont repliés chacun chez eux. Dans les régions rurales, d'un côté l'économie s'accroît, d'un autre la politique s'affaiblit. Le vacuum de gestion apparaît assez vite. Dans ce cas, en 1981, la commune Sancha à la sous-préfecture de Yishan dans la région autonome de Guangxi a établi le premier comité des villageois pour s'occuper des choses sans responsables, le planning familial et l'achat des céréales par exemple. A ce moment-là, le comité des villageois s'est basé sur la brigade au Sud ou sur l'équipe de production (au Nord), et il a visé à la gestion autonome[194].

L'Etat a aussi vu cette situation, mais d'abord il prend une attitude discrète[195]. Le comité des villageois comme organisation populaire résulte d'une initiative paysanne au départ, puis il va être absorbé dans le système administratif de l'Etat par la loi. L'auto-gouvernance villageoise perd alors son sens original. La mise en œuvre de la loi de l'organisation du comité des villageois (*Cunmin weiyuanhui zuzhifa*) en 1998, dont l'essai a été mis en pratique depuis 1987, fait organiser les villageois dans la voie de l'autogestion, l'auto-éducation et le libre-service d'un côté, et d'un autre fait intervenir le gouvernement local dans les villages.

L'élection du comité des villageois est mise en œuvre une fois tous les trois ans selon la loi. Tout le gouvernement local intervient dans les élections du comité des villageois au nom du besoin de surveiller et d'éviter des conflits inattendus. Dans certaines régions, les conflits souvent se produisent entre deux ou trois chefs des lignages familiaux, lors de l'élection. Comme les cadres villageois pourraient profiter de leur pouvoir de collecter les impôts, de

[194] Fang, Jiangshan (2000), *Feizhidu zhengzhi canyu—yi zhuanxingqi zhongguo nongmin wei duixiang fenxi* (Participation politique hors des institutions —Analyse sur les paysans chinois pendant la transition). Pékin, Renmin chubanshe, p. 96 ; O'Brien, Kevin J. and Liangjiang Li, "Accomodating 'Democracy' in a One-Party state : introducing village elections in China", dans Diamond, Larry and Ramon H. Myers (sous la direction de, 2001), *Elections and democracy in Greater China*, Oxford University Press, pp. 101-125.

[195] *Quanguo nongcun huiyi gongzuo jiyao* (Résumé de la Réunion des travaux ruraux du pays, janvier 1982) et Wan, Li (novembre 1982), *Jinyibu fazhan yijing kaichuang* de nongye *xinjumian* (Accélération de la réforme déjà amorcée dans les campagnes), dans *Sanzhongquanhui yilai zhongyao wenxian xuanbian* (Sélections des dossiers importants depuis le troisième session du onzième Congrès du CCPCC), Pékin, Renmin chubanshe.

distribuer les matériaux de la production agricole et de prendre une rémunération, les élections sont parfois très tendues dans certaines régions pauvres.

Actuellement, l'Etat, représenté par les agents du gouvernement local et du comité des villageois, est présent dans le village autonome, bien que son pouvoir soit partagé entre plusieurs acteurs. Selon la division politique officielle, les quatre acteurs, c'est-à-dire l'Etat central, le gouvernement local, les cadres du village, et les villageois (individus) ou les organisations villageoises (collectivités), fonctionnent ensemble dans un village.

De nombreuses insurrections paysannes sont apparues dans les villages chinois depuis le milieu des années 1990, dont l'objet est surtout les protestations contre les cadres villageois ou fonctionnaires locaux qui abusent des terres cultivées, imposent les lourdes charges sur les paysans et sont impliqués dans des affaires de corruption. Comme toutes les politiques et lois du CCPCC et du Conseil de l'Etat concernent l'intérêt des paysans et qu'il existe donc un cadre légal de défense des intérêts paysans, les paysans pensent encore que l'Etat au niveau du gouvernement central est leur protecteur dans la plupart des cas. Cet héritage vient d'une culture traditionnelle élaborée pendant la longue histoire des rapports entre l'Etat impérial et la paysannerie, mais aussi parce que cet idéal a été revitalisé et largement diffusé par la propagande politique pendant la période de Mao. Les paysans chinois restent fidèles à l'Etat.

3.3.2. Les lourdes charges paysannes par rapport à la baisse du revenu paysan

Lorsque les paysans chinois font la récolte, deux fois par an, comme d'habitude, ils remettent en premier lieu les impôts et les taxes à l'Etat, appelés « le premier public », ensuite au gouvernement local, c'est-à-dire « le second public », y compris les cotisations du village, et enfin le reste revient à eux-mêmes. Ils ne se sont pas plaints d'impôts de l'Etat, mais les contributions informelles demandées par le gouvernement local et le village sont très lourdes. Le Premier ministre, Zhu Rongji, a affirmé, dans une réception des journalistes, que « l'Etat collecte 30 milliards de *yuans* par an, tandis que les gouvernements de bourgs ou de cantons et les cadres villageois collectent 60 milliards de *yuans* par an, en plus de 30 milliards de taxes inattendues. En somme, on enlève 120 milliards de *yuans* par an de la main des paysans »[196].

Au niveau du local, les charges sont calculées pour assurer les services publics, y compris ceux du planning familial, l'éducation, l'aide aux familles des soldats et les militaires démobilisés, la construction des routes, etc., qui exigent 10 milliards de *yuans* et pour les frais administratifs, 6 ou 7 milliards de *yuans*[197]. Mais les cadres ruraux prélevent des surtaxes en plus de la charge réclamée par l'Etat et de leurs dépenses nécessaires pour l'administration local.

Dans tous les cas de lourdes charges, quand les paysans ne peuvent satisfaire à temps aux différentes exigences financières, les cadres ruraux peuvent avoir recours à la force coercitive. Les paysans n'ont pas de sécurité lorsqu'ils soient oubliés par l'Etat central qui, d'une certaine façon, tolère l'arbitraire fiscal des pouvoirs locaux.

Pendant le 6e plan quinquennal (1981/1985), les paysans ont payé 46,22 milliards de *yuans* au titre du « second public » au gouvernement local et au village. Le montant atteint 88,1 milliards de *yuans* pendant le 7e plan quinquennal (1986/1990), soit 41,88 milliards de *yuans* de plus. Le taux de croissance des taxes par an atteint 20,1 %, tandis que le taux de croissance du revenu

[196] Dang, Guoying, "San Nong Wenti, shida jiaodian" (Problèmes du San Nong, dix points), dans la revue *Fazhan* (Développement), no. 2, 2003, pp. 22-25.
[197] *Zhongguo nongye nianjian 1984* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 1984), p. 252.

paysan est de 9,6 % par an pendant la même période. A l'exclusion de la hausse de l'inflation, le vrai taux de croissance du revenu paysan n'est que de 4 % par an. La moyenne des charges par paysan représente de 10 à 13 % de son revenu par an[198], soit 2,5 ou 3 fois plus que la croissance de son revenu, et aussi beaucoup plus que les impôts et les taxes qui sont fixés par l'Etat entre 5 % et 7 %.

Le revenu paysan est passé de 157,88 à 387,01 *yuans* entre 1984 et 1987 grâce à la prospérité des entreprises rurales, mais l'inflation importante grimpe à 20 % à cause de la surchauffe de l'économie. Dans les années 1990, les entreprises rurales ont diminué fortement l'emploi par rapport à leur croissance aux années 1980. Depuis 1997, les prix de produits agricoles ont baissé et les entreprises rurales ont pris le chemin de la régression, à la suite de la crise financière de l'Asie et de la réforme approfondie des entreprises d'Etat, ce qui conduit à la baisse du revenu paysan[199]. L'écart du revenu entre villes et campagnes est 2,4 : 1 en 1978 ; 1,7 : 1 en 1983 ; 2,5 : 1 en 1997 et 2,79 : 1 en 2000[200].

Le graphique ci-dessous concerne les indices du revenu urbains et ruraux de 1989 à 2003. On y voit clairement que l'écart du revenu entre villes et campagnes s'est agrandi depuis 1997. En 2003, le revenu paysan en moyenne par tête est de 2 622 *yuans* par rapport au revenu citadin de 8 500 *yuans*. Autrement dit, l'écart a dépassé 3,1 : 1.

Malgré que le revenu urbain ait été plus de deux même trois fois supérieur au revenu paysan, les paysans devaient payer plus de taxes que les citadins. Le ralentissement de la croissance du revenu paysan renforce la pression des lourdes charges. Dans les dernières années, le taux de retour à la pauvreté a atteint 30 % des paysans pauvres, qui avaient franchi antérieurement la ligne de pauvreté, à cause de l'augmentation des frais d'éducation, des maladies et des lourdes charges (Dang, 2003).

Le problème des surcharges est déjà apparu vers le milieu des années 1980, tandis que la baisse du revenu paysan est un problème récent. L'Etat a donné une attention plus forte récemment à ces problèmes. Nous avons déjà vu une volonté exprimée en 2004 dans le cadre du premier rapport du CCPCC et du Conseil d'Etat qui souligne la nécessité d'augmenter le revenu paysan[201].

En ce qui concerne la question des charges, le gouvernement central commence à essayer de contrôler les taxes locales dès 1984. Les politiques élaborées ne sont pas mises en œuvre à cause des différences considérables parmi les différentes régions.

---

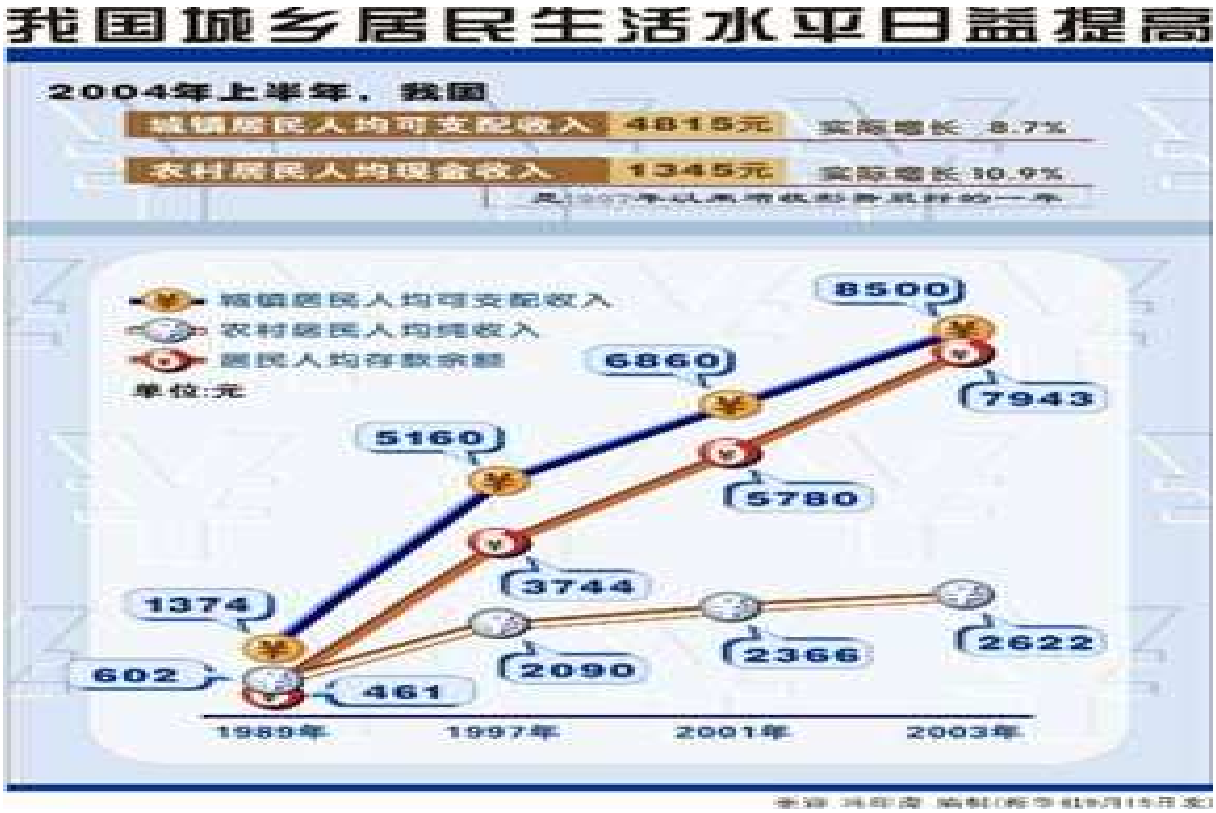
198 *Zhongguo nongye nianjian 1991* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 1991), p. 140.

199 Selon le rapport du 15e Congrès du CCPCC (12-18, septembre 1997), le système de la propriété publique doit être diversifié, tandis que l'économie non publique est aussi un des composantes importantes de l'économie socialiste. La réforme des entreprises d'Etat met l'accent sur leur responsabilité de leur propriété. Pour clarifier leur propriété, les entreprises d'Etat devaient être confiées à quelqu'un, qui peut faire un emprunt. Mais qui peut le faire ? Il n'y a que les personnes au pouvoir ou proches du pouvoir. Elles ont emprunté de l'argent auprès d'une banque, ensuite acheté une entreprise d'Etat, enfin déclaré la faillite de l'entreprise. En résultat, ces personnes ont obtenu l'argent, tandis que les ouvriers sont devenu chômeurs et les machines sont vendues. La perte des propriétés d'Etat est énorme. La restructuration des entreprises rurales marche sur la même voie après la parution de la Loi des entreprises rurales en 1997.

200 Sun, Liping, "90 niandai zhongqi yilai zhongguo shehui jiegou yanbian de xinqushi" (La nouvelle tendance de l'évolution de la structure sociale de Chine depuis le milieu des années 1990), www.chinastudygroup.org, 01-01-2003.

201 *Zhonggong zhongyang guowuyuan guanyu cujin nongmin zengshou ruogan zhengce de yijian* (Avis du CCPCC et du Conseil d'Etat sur plusieurs politiques dans l'accélération d'augmenter le revenu des paysans, 08-02-2004), qui est le premier Rapport du gouvernement central en 2004, souligne l'augmentation du revenu paysan.

Graphique 3-1. L'écart du revenu entre ruraux et urbains (1989-2003, *yuans*)



Source : 我国城乡居民生活水平日益提高(来源新华网) Woguo chengxiang jumin shenghuo shuiping riyitigao (Le niveau de vie d'habitants urbains et ruraux s'élève), dans www.aweb.com.cn, 29-09-2004
La ligne la plus basse représente le revenu net par habitant rural; la ligne la plus haute représente le revenu par habitant urbain ; la ligne au milieu est le montant d'épargne par habitant, calculée par la somme d'épargne dans les banques divisée par les chiffres d'habitants. Tous ces chiffres représentent une moyenne.

En 1990, le Conseil d'Etat a définit les domaines de taxation dans la Directive sur la réduction des charges paysannes (*Guowuyuan guanyu qieshi jianqing nongmin fudan de tongzhi*). A partir de celle-ci, « le village peut lever des taxes pour financer les investissements collectifs, les services sociaux et les dépenses administratives, y compris les salaires des cadres villageois ; le canton peut le faire au bénéfice de l'éducation, du planning familial, des militaires à la retraite, de la milice, de l'entretien et la construction des routes, etc. Le montant global ne doit pas dépasser 5 % du revenu net »[202], ce qui comprend tous les prélèvements et contributions au niveau du village et du canton ou du bourg, et s'appelle souvent le « *santi wutong* »[203]

[202] cité par Hua, Chang-ming, "Mille aiguilles au bout du fil : taxes et paysans dans la Chine aujourd'hui", dans Bergère, Marie-Claire (2002), *Aux origines de la Chine contemporaine—En hommage à Lucien Bianco*, Paris, L'Harmattan, pp. 183-228 : 197. Le terme *Santi Wutong* est en effet sorti de cette directive.

[203] « *San ti* » (trois déductions) fait partie du village. Il est aussi appelé « *Cun Tiliu* » (Les déductions par village) comprenant trois sortes, c'est-à-dire *Gongjijin* (les fonds publics pour l'infrastructure de la production agricole, telles que la route pour le transport et l'irrigation hydraulique), *Gongyijin* (les fonds de bien-être pour les familles pauvres) et *Guanlifei* (La cotisation administrative pour les cadres villageois et les dépenses courantes) ; « *Wutong* » (Cinq arrangements) fait partie du gouvernement local et ainsi il s'appelle « *Xiangzhen Tongchoufei* » (Les cotisations entières du bourg ou canton) en comprenant cinq sortes, c'est-à-dire *Jiaoyufujiafei* (Le supplément d'éducation), *Jihuashengyufei* (Les droits du planning familial), *Youfufei* (Les fonds pour les pauvres et les seniors), *Minbingxunlianfei* (La cotisation du training pour les miliciens) et *Xiangcundaolufei* (Les fonds de la construction des routes rurales).

En 1996, le problème des charges paysannes continue et les événements d'émeutes paysans se multiplient. Le CCPCC et le Conseil d'Etat soulignent que « les lourdes charges imposées sur les paysans sont devenues un point crucial, ce qui empêche la réforme, le développement et la stabilité des campagnes »[204]. L'Etat propose 13 clauses afin de stabiliser les impôts et les taxes agricoles, en interdisant les contributions informelles, en diminuant les effectifs administratifs au niveau du local. Cettes mesures pourtant n'ont pas eu d'effet dans la pratique. La cause doit en être recherchée dans l'évolution générale des relations entre l'Etat central et les pouvoirs locaux depuis le début de la réforme économique.

Les charges paysannes étaient fort difficiles à diminuer pendant les années 1980 et 1990, puisqu'un certain nombre de cadres locaux devaient s'occuper des affaires, dont une partie avait été financée antérieurement principalement par l'Etat, l'infrastructure par exemple[205], et un certain nombre d'autres devaient accélérer la réforme économique imposée par l'Etat. Depuis le 6e plan quinquennal (1981/1985), l'investissement du gouvernement central dans l'infrastructure a diminué à moins d'un tiers. Quand le revenu ne correspond pas à la dépense locale pour maintenir l'administration locale et pour achever les tâches réclamées par l'Etat, les cadres ruraux demandent alors aux paysans de supporter une augmentation des taxes informelles.

De plus, l'expansion des institutions administratives est une nouvelle cause de lourds impôts et taxes pour les paysans, surtout dans les régions où il n'y a que l'agriculture pour soutenir les dépenses du gouvernement local. Par exemple, l'ancien département unifié de l'agriculture a été divisé en cinq départements, c'est-à-dire l'agriculture, l'élevage, la sylviculture, l'irrigation et les machines agricoles.

Aujourd'hui, au niveau des cantons et bourgs, 13,162 millions de personnes, non compris les gens hors de la bureaucratie statutaire, ont besoin d'être nourris par les paysans. Autrement dit, 68 paysans en moyenne devraient nourrir un fonctionnaire[206]. Il est important de réfléchir s'il est nécessaire d'avoir autant de fonctionnaires pour accomplir les tâches de l'Etat au niveau local.

3.3.3. La pauvreté rurale et l'aide d'Etat aux pauvres

On dit souvent « *wugong bufu* » en chinois, c'est-à-dire que la richesse ne peut croître sans l'industrie. Mais est-ce que c'est la vraie ou la seule cause de la pauvreté des campagnes chinoises ? Si c'est oui, pourquoi l'industrialisation n'a pas réussi dans certaines régions rurales ? On ne peut pas seulement invoquer le caractère de l'agriculture ou les conditions environnementales défavorables.

En fait, la pauvreté rurale ne peut être réduite par les politiques de modernisation industrielle, comme on peut le voir à partir du XIXème siècle. La modernisation s'amorce dans l'industrie militaire depuis les années 1860 alors que l'Etat impérial s'en occupe. Les premières industries

---

[204] *Zhonggongzhongyang guowuyuan guanyu qieshi jianqing nongmin fudan gongzuo de jueding* (La directive du CCPCC et du Conseil d'Etat sur la réduction des charges paysannes), sur le site www.jincao.com, 30-12-1996.

[205] Du 1e plan quinquennal (1952/1957) au 5e plan quinquennal (1976/1980), l'Etat avait pris en charge entre 70 % et 90 % de ces dépenses locales. Comme cet investissement était très inégalement réparti pendant cette période, nous devons rappeler que, dans beaucoup de régions, il n'y avait eu aucun investissement dans l'infrastructure, il n'y a donc eu aucun manque à gagner. Mais l'investissement dans l'infrastructure rurale n'était que 5,1 % du montant total dans ce domaine entre 1981 et 1985 et 3,1 % en 1986, 3,2 % en 1987 et 3,1 % en 1988. Ici, tous les chiffres se trouvent dans *Zhongguo nongye nianjian 1990* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 1990), p. 141.

[206] Cai, Jiming, professeur de l'Université de Qinghua, cité dans le journal *Zhongguo Qingnian*, 11-03-2003.

militaires (19 arsenaux et chantiers navals) et les autres (75 fabrications) furent établies par le gouvernement mandchou et les capitalistes nationaux entre 1865 et 1895[207]. Au début du XXème siècle et pendant la République, l'industrie légère comme le textile démarre dans les mains des entrepreneurs nationaux ou étrangers. Les petits paysans qui avaient développé les productions artisanales dans la famille sont concurrencés par les productions industrielles, ce qui est une des causes de paupérisation rurale à cette époque. Lorsqu'ils ont perdu les terres, certains paysans pauvres sont allés en ville apprendre les techniques ou travailler dans les usines.

Depuis la proclamation de la République populaire, l'industrialisation devient la stratégie de l'Etat. Celui-ci utilise l'aide de l'Union soviétique, le surplus de l'agriculture, et l'accumulation centralisée et élevée par la planification de l'Etat en établissant un système indépendant de l'industrialisation urbaine pendant le 1e plan quinquennal.

L'industrialisation rurale a débuté pendant le « Grand bond en avant » en 1958, presque un siècle plus tard que l'industrialisation d'initiative étatique en ville. En dépit de son échec très grave, cette tentative de supprimer l'écart entre ville et campagne amène les paysans à faire l'industrie eux-mêmes dans les campagnes. Cet échec est attribuable selon certains auteurs aux fondements faibles du pays, comme le dit par exemple Chesneaux :

« *Un vaste vacuum historique et économique s'interposait entre ces réalisations pilotes, inspirées des conceptions et des méthodes soviétiques, et la masse des villages chinois, très mal dégagés encore de leurs conditionnements anciens sur le plan technologique et économique, même si la réforme agraire les avait libérés de l'exploitation des propriétaires fonciers.* »[208]

Cependant, la politique de développement de la petite industrie rurale, tournée surtout vers les besoins locaux, s'est poursuivie pendant les années 1960-1978, et comme on l'a montré ci-dessus, certaines régions rurales ont reçu à cette époque des transferts importants des autorités centrales pour financer les divers budgets de développement, notamment l'infrastructure agricole. Cette politique a été abandonnée après 1978, parce que jugée trop coûteuse et inefficace du point de vue économique. Pendant cette époque, la grande industrie est restée localisée en ville et, malgré des efforts faits au début des années 1970, n'a pas établi des relations fortes avec les petites industries rurales.

En tout cas, l'industrialisation rurale, dans l'ensemble, n'a pas apporté à cette époque la richesse aux campagnes, ni un relèvement important du revenu paysan, même si elle a contribué à améliorer les conditions de vie et de production dans certaines régions.

A l'époque de la réforme économique, de 1979 à 1994, l'Etat a prélevé 1 500 milliards de *yuans* d'épargne rurale par le transfert de l'argent qui se trouvait dans les coopératives du crédit rural avant 1979, et par les différences de prix entre les produits industriels et les produits agricoles, et ce non compris les autres charges[209]. Autrement dit, le surplus de l'agriculture et de la richesse paysanne continue à affluer ailleurs.

---

[207] Easterman (1998), pp. 176-177.

[208] Jean Chesneaux (1968), "La Chine populaire 1949-1967", *Cultures et développement* (la revue internationale des sciences du développement), Université Catholique de Louvain, Vol. 1, No. 1, 1968, pp. 119-133.

[209] *Nongye shouru yu laodongli zhuanyi* (Revenu agricole et mobilité de main-d'œuvre), Pékin, Zhongguo nongye chubanshe, 2000, p. 396.

De plus, plusieurs stratégies et politiques ont eu un impact certain sur les milieux ruraux après la réforme économique. D'abord, le planning familial est mis en œuvre strictement depuis 1982, un enfant par couple par exemple. Les paysans en souffrent le plus, puisqu'ils aimeraient avoir plus d'enfants, surtout des fils comme force principale de travail dans la famille et comme assurance pour s'occuper des parents une fois âgés. Dans beaucoup de régions, les paysans sont alors obligés de payer l'amende pour le deuxième enfant, voire le troisième ou plus. Leur amende supporte ainsi une grosse institution du planning familial en milieu rural. Dans les études de cas, le bourg Qiaotou dont le département du planning familial a officiellement trois membres, occupe en fait une vingtaine de personnes dans la réalité.

Ensuite, la réforme fiscale de 1994 a établi une nouvelle division des impôts et taxes entre l'Etat central et le gouvernement local. Selon la réforme, le revenu total de l'Etat augmente de 10 % de PIB à 20 % du PIB, dont 56 % va au gouvernement central en 1994 par rapport à 22 % en 1993. La partie du gouvernement central vient des impôts et taxes plus stables que la partie du gouvernement local. Ce dernier a vu son revenu diminué de 30 % en 1994 par rapport à l'année précédente, tandis que sa dépense a augmenté 21 % entre 1993 et 1994[210]. Le gouvernement local a donc été confronté à un grand problème fiscal après cette réforme et à un déséquilibre structurel entre recettes et dépenses.

Le revenu du gouvernement local doit malgré tout rémunérer 70 % des fonctionnaires de l'Etat aux trois niveaux, y compris les provinces, les sous-préfectures et les cantons ou les bourgs, mais aussi s'occuper des services sociaux, y compris la santé, l'éducation et les pensionnés. Il est résulté de cette réforme fiscale, d'énormes dettes et déficit dans la plupart des régions rurales. Environ 85 % des villages et 90 % des bourgs ou des cantons sont en déficit[211]. De plus, de nombreuses sous-préfectures, 1 100 sur 2 600 ne peuvent donner régulièrement les salaires aux fonctionnaires, employés et instituteurs (Yan, 2002 : 102).

Selon les enquêtes du Ministère de l'Agriculture en 2001, les dettes au niveau de bourgs et cantons se montent à 177,6 milliards de *yuans*, dont chacun atteint, en moyenne, 4 millions de *yuans*. Au niveau des villages administratifs, de 1990 à 2002, chacun a plus de 1 million de *yuans* de dette[212].

Désormais, la dépense du gouvernement local dépend principalement des entreprises bien développées dans certaines régions rurales. Lorsque certaines localités n'ont que l'agriculture, le gouvernement local prélève les diverses taxes informelles imposées sur les paysans. Dans certains cas, en utilisant son autorisation pour l'enregistrement des terres cultivées, le gouvernement local met en œuvre des taxes illégales sur le foncier.

Enfin, la stratégie du développement des petites villes, y compris le chef-lieu des sous-préfectures et la localité des bourgs, accélérée depuis le début des années 1990 a nécessité

---

[210] *Zhongguo nongye nianjian 2004* (Annuaire de l'agriculture chinoise), p. 281.

[211] Dans la lettre de Li (2000), « 85 % des villages avaient un solde bénéficiaire en 1995, tandis que 85 % des villages sont en déficit maintenant. La moyenne du déficit est plus de 400 000 *yuans* par village. 70 % des bourgs avaient une capacité d'accumulation en 1995, mais 90 % des bourgs ou cantons sont en déficit aujourd'hui. La moyenne du déficit est de plus 4 millions et celle de la dette atteint 8 millions de *yuans* par bourg ou canton ». D'après Yan Shanping (2002 :102), une enquête à la fin de 2000 dans tout le pays montre que les bourgs et villages ont des dettes de plus 340 milliards de *yuans* (non compris les dettes des entreprises rurales), c'est-à-dire que la moyenne de la dette atteint 2,98 millions de *yuans* pour chaque bourg et 200 000 *yuans* pour chaque village.

[212] Ma, Xiaohe, "Nongcun shuifei gaige de fangxiang yu xiangguan zhengce xuanze" (L'orientation et les politiques de la réforme d'impôts et de taxes rurales), dans la revue *Renmin luntan* (Tribunne populaire), no. 12, 2004, cité sur le site http://theory.people.com.cn, 31-12-2004.

beaucoup de fonds pour construire ces villes et y installer les nouveaux habitants. Un certain nombre de villes se basent sur la croissance économique et démographique, surtout celle des entreprises et des services commerciaux, pour mobiliser des ressources, tandis que d'autres ne peuvent se baser que sur les moyens alloués par l'Etat. Dans ce dernier cas, le gouvernement local n'a pas de capacité à s'engager dans l'urbanisation sauf s'il s'endette ou parvient à augmenter les prélèvements sur les paysans.

Un autre résultat de cette urbanisation rapide concerne la réforme du *hukou*. A partir de 2001, la réforme de la gestion du livret de résidence dans les 20 000 petits bourgs a ouvert une porte qui permet aux paysans d'y entrer avec un certain relâchement des conditions. La réforme reste difficile pour arriver à supprimer le livret de résidence rurale dans la réalité, y compris dans les grandes villes. La capitale de Henan, Zhengzhou, a déjà arrêté cette réforme, parce qu'elle ne supporte pas la vitesse de la croissance démographique en résultant[213].

Paradoxalement, dans certains cas, la suppression du *hukou* rural est la conséquence de ce qu'il n'y a plus assez de terres à confier aux ménages paysans par le contrat. L'urbanisation rapide empiète sur les terres ce qui fait disparaître une partie des paysans. Cette situation révèle des contradictions croissantes dans l'évolution des rapports entre villes et campagnes, que l'Etat a de plus en plus de difficultés à gérer.

Selon une enquête sur 1 000 entreprises en ville, 57,6 % d'ouvriers sont originaires des campagnes vers la fin de 2003[214]. L'estimation du Ministère de la sécurité publique indique que la population flottante atteint 130 millions, dont 98 millions sont des ouvriers-paysans. 50 millions sur l30 millions ont pris le livret provisoire d'urbain en 2003.

Si le livret de résidence est supprimé, l30 millions de gens seraient installés dans les villes en ayant un travail relativement stable. Pour le moment, il semble très difficile de mettre en œuvre cette solution, puisque 31,59 millions d'employés urbains ont dû quitter les entreprises d'Etat et 16,48 millions ont dû quitter les entreprises collectives pendant le 9^{e} plan quinquennal (1996/2000)[215]. Autrement dit, il y a déjà presque 50 millions d'ouvriers urbains attendant un emploi dans les villes. Ils sont devenus les nouveaux pauvres, avec les ouvriers-paysans, dans les régions urbaines. La population active urbaine à statut précaire atteint maintenant environ 150 millions (98 millions d'ouvriers-paysans et 50 millions de nouveaux chômeurs urbains)

Il y a donc de nouvelles interactions entre la paupérisation entraînée par la réforme accélérée des entreprises urbaines d'Etat, qui licencient massivement des travailleurs, et la paupérisation rurale qui continue à alimenter les flux des *mingong* qui cherchent en ville un emploi salarié.

---

[213] Zhengzhou avait décidé d'accepter les gens à condition qu'ils y travaillent en devenant citadins depuis novembre 2001. En août 2003, la nouvelle politique avait permis aux gens de devenir les citadins, lorsqu'ils avaient des parents citadins de Zhengzhou. La population de Zhengzhou a ainsi crû de 100 000 habitants par la mise en œuvre de la première politique, puis de 150 000 par celle de la deuxième politique. Par la suite, la ville a rencontré beaucoup de problèmes dans la pratique pendant trois ans à cause d'autres équipements et approvisionnements insuffisants, tels que l'habitat et la sécurité sociale. Zhengzhou a finalement déclaré arrêter la réforme politique en septembre 2004 (*China Daily*, 16-09-2004).

[214] Fu, Jing, "Country workers flood urban job market", dans le journal *China Daily*, 22-01-2004.

[215] Wang, Shaoguang, Hu Angang et Ding Yuanzhu, "Zui yanzhong de jinggao : jingji fanrong beihou de shehui buwending" (Avertissement : l'instabilité sociale après la prospérité économique), dans la revue *Zhanlüe yu guanli* (Stratégies et gestions), no. 4, 2002.

La pauvreté rurale commence à frapper les villes par la migration des ouvriers-paysans, alors que l'économie urbaine elle-même génère de nouvelles formes de pauvreté et alors que la croissance de l'économie se maintient à un niveau exceptionnellement élevé.

La pauvreté rurale se reflète évidemment d'abord dans la situation du groupe des paysans pauvres, dont la définition a varié à travers le temps et selon les statistiques. Selon les documents officiels, le nombre des pauvres aurait diminué de 250 millions en 1978 à 125 millions en 1985 grâce à la croissance de la production agricole, l'augmentation des prix des produits agricoles et celle du revenu paysan. Cependant tout doit être dorénavant acheté pour les paysans à partir de cette époque. En outre, les prix des matériels productifs, les engrais et les semences par exemple, s'élèvent plus rapidement que les prix des produits agricoles.

De 1986 à 1992, les activités de l'allègement de la pauvreté sont liées avec les projets de développement guidés par l'Etat. L'Etat encourage les paysans pauvres à s'engager dans les activités productives non agricoles afin de résoudre le problème de la pauvreté. Le nombre des pauvres serait ainsi tombé à 80 millions, mais le problème de la relation entre croissance du revenu monétaire et diminution de la pauvreté reste entier. Les gens doivent de plus en plus acheter sur le marché ce qu'ils obtenaient avant hors marché, ou s'endetter pour obtenir de nouveaux biens de consommation désirés.

Depuis1994, l'Etat lance le « Plan d'attaque de la pauvreté, 1994-2000 » (*Baqi fupin gongjian jihua*) par lequel les ressources matérielles, humaines et financières sont assemblées en vue d'éliminer 80 millions des pauvres en sept ans[216]. L'Etat aussi demande aux régions riches d'aider les régions pauvres. Par l'effort de l'Etat, le nombre des pauvres aurait diminué jusqu'à 29 millions en 2003.

Aujourd'hui, selon la définition officielle, environ 30 millions vivraient ainsi sous la ligne de la pauvreté (moins de 2 *yuans* par jour, soit 625 *yuans* par an) décidée par l'Etat. Ces pauvres n'ont pas de l'alimentation et des vêtements en suffisance. Mais si nous utilisons la ligne de pauvreté de l'ONU, 1 dollar américain par jour, il y a encore plus de 200 millions de Chinois pauvres[217].

Il est diffiicle de faire un diagnostic d'ensemble sur la pauvreté, car les comportements et stratégies à l'égard de la pauvreté sont fort liés à des contextes locaux.

Dans certaines campagnes pauvres, les cadres du village et du gouvernement local ne sont pas toujours incompétents pour gérer les maigres ressources locales, notamment les terres, abandonnées par les *mingong*. La réorganisation des paysans et la restructuration de la production agricole sont alors mises en place pour en sortir.

Dans d'autres régions, avec un mauvais environnement, l'endroit montagneux par exemple, les gens préfèrent attendre le secours de l'Etat plutôt que de penser à aller ailleurs. Ils ne souhaitent pas quitter leur lieu de vie, même si celui-ci les maintient dans une situation de pauvreté.

---

[216] Ces 80 millions des pauvres représentent 8,87 % de la population rurale. Ils sont répertoriés dans 592 sous-préfectures d'Etat. *Baqi fupin gongjian jihua*, le Conseil d'Etat, 28-02-1994.

[217] Xiao, Zhuoji donne évaluation dans la 13e tribune sur la gestion des industries étatiques (de 6 à 8 novembre 2004), cité par le site http://finance.sina.com.cn, 06-11-2004. Dans les villes, il y a plus de 20 millions sous la ligne de vie la plus basse. Celle-ci est différente selon les différentes régions, 350 *yuans* par mois à Pékin par rapport 240 *yuans* à Xi'an. L'Etat leur donne une subvention au moins de 55 *yuans* par mois.

De toute manière, ce sont les initiatives locales des villages eux-mêmes, là où fonctionne la confiance entre les cadres et les paysans, qui semblent les plus intéressantes pour sortir des situations de pauvreté en respectant les souhaits et les demandes de la population locale. Il y a de nombreuses initiatives informelles de ce type, la coopérative médicale parmi les villageois de Laba par exemple[218], mais elles sont peu ou mal connues et n'ont pas la même visibilité que les interventions d'autres acteurs.

Aujourd'hui, l'aide officielle aux pauvres dépend de plus en plus de l'aide sociale publique, sous l'égide de l'Etat à travers le Ministère des Affaires civiles, et en partie de projets financés par les organisations internationales, les gouvernements étrangers et les Organisations non gouvernementales (ONGs). Il faut cependant remarquer qu'en Chine, comme ailleurs, les fonds de l'aide et de la lutte contre la pauvreté, sont souvent utilisés pour une partie non négligeable comme frais d'administration et de gestion de ces programmes. L'aide de l'Etat chinois est souvent utilisée pour couvrir les frais de l'administration, les salaires des fonctionnaires et des instituteurs dans la plupart des sous-préfectures pauvres. Il y a peu de fonds investis dans l'infrastructure ou la production, sauf si l'Etat ou les autres intervenants investissent directement dans certains projets concrets.

La situation de la pauvreté en Chine reste donc sévère et s'aggrave paradoxalement au gré des performances économiques qui confortent la position privilégiée d'une minorité de classes moyennes urbaines, de plus en plus prospères et partageant les modes de consommation internationaux les plus confortables, voire luxueux. Le fait massif, c'est que 800 millions d'habitants ruraux (75 % de la population) dans les cantons et bourgs ruraux ne représentent que 27 ou 28 % de la consommation totale du pays[219].

La Chine semble donc encore très loin de la voie de la modernisation harmonieuse souhaitée par les autorités de l'Etat. La croissance économique entraîne une rupture sociale depuis le milieu des années 1990[220].

3.4. L'agriculture est en danger

En tant que pays agraire, l'agriculture chinoise a été déjà en danger dans les années 1930. Plusieurs théories ont expliqué pourquoi : 1) Certains arguent que la surpopulation et l'insuffisance de terres ont empêché le développement rural[221]. 2) Certains affirment que l'envahissement de capitaux étrangers a détruit l'autosuffisance rurale au profit de l'économie mondiale. 3) Certains affirment que les rapports entre les propriétaires fonciers et leurs travailleurs ont conduit tant aux conflits qu'à l'instabilité de la société rurale du point de vue social (Mao Zedong). 4) Certains croient que les paysans moins cultivés ont engendré la

[218] Li, Changping, "Zhongguo jingyou zheyang yige weiren buzhi de yiliao hezuosuo" (Une coopérative médicale inconnue existante en Chine), sur le site http://www.cc.org.cn, 10-08-2005. D'après l'auteur, le village Laba, dans la province de Yunnan, amorce une coopérative médicale depuis 1962, au départ de 0,5 *yuan* par chacun entre 1962 et 1971, ensuite 1 *yuan* entre 1971 et 1997, et enfin entre 5 et 8 *yuans* depuis 1997 jusqu'aujourd'hui, ce qui a garanti la gratuité des soins pour les villageois pour les petites maladies et 30 % de remboursement pour les grandes maladies.

[219] Wen, Tiejun, "*San Nong* wenti yu hexie shehui" (La problématique de San Nong et la société harmonisée), sur le site http://theory.people.com.cn, 08-05-2005.

[220] Sun, Liping, "90 niandai zhongqi yilai zhongguo shehui jiegou yanbian de xinqushi" (La nouvelle tendance de l'évolution de la structure sociale de Chine depuis le milieu des années 1990), le 1er janvier 2003 sur le site www.chinastudygroup.org ; le livre du même l'auteur, *Duanceng—20 shiji 90 niandai yilai de zhongguo shehui* (Rupture—la société chinoise depuis les années 1990), Pékin, Shehui kexue wenxian chubanshe, 2003.

[221] Huang, Philip C.C. (1990) ; Elvin, Mark (1973) ; Myers, Raymon H. (1980) ; Myers, Raymon H. (1970).

faiblesse de l'Etat (Yan Yangchu, Tao Xingzhi). 5) Certains pensent que le désordre culturel apportait une crise à l'Etat du point de vue culturel (Liang Shuming). 6) Certains affirment que la productivité faible dans l'agriculture n'a pas permis d'amorcer l'industrialisation du point de vue économique et technique (Buck, Kueh). 7) Certains trouvent les problèmes dans la structure ville-campagne (Mori) et le modèle de production (Tawney)[222].

Depuis 1949, l'agriculture, du point de vue technologique, a toujours connu du progrès dans la productivité, même pendant la période de Mao dans la mesure où la technique agricole comme la mécanisation et la surface d'irrigation ont connu du progrès. En dépit de la disette et l'insuffisance alimentaire des « trois années noires », c'est pendant cette période que se sont produites, dans le cadre des communes populaires, une augmentation de l'utilisation des semences sélectionnées, l'utilisation des engrais produits par les petites usines rurales, et l'augmentation de l'élevage porcin, basé sur le recyclage des déchets agricoles. En Chine, l'agriculture est surtout liée étroitement à la production alimentaire dans la stratégie de l'Etat, qui était la priorité absolue à l'époque de Mao, non seulement au niveau national, mais aussi au niveau régional, dans les statistiques et dans les pratiques des paysans.

Le fait est que 128,2 millions d'hectares des terres cultivées en 2000 devraient nourrir 1 300 millions d'habitants, 22 % de la population du monde, soit 0,10 hectares par habitant. De 70 % à 80 % des terres cultivées n'ont pas assez de fertilité et un tiers des terres cultivées sont frappées par l'érosion du sol. Dans la seule année 2000, 891 événements polluant 40 000 hectares des terres cultivées ont causé directement une perte économique évaluée à 220 milliards de *yuans*[223]. L'agriculture chinoise n'a pu encore sortir de la tension entre les terres et les habitants, mais en plus maintenant elle connaît aussi un nouveau problème grave de détérioration de l'environnement.

Depuis la réforme économique, le problème de l'insuffisance alimentaire a été presque résolu dans le pays au milieu des années 1980 à l'aide de l'amélioration des espèces et semences alimentaires, et surtout une utilisation massive d'engrais chimiques. La productivité agricole se relève fortement à cette époque, comme dans la province de Shandong qui a déjà atteint le niveau le plus avancé du monde d'après Tajima (1998 : 163)

Si l'agriculture est en danger en Chine aujourd'hui, cela vient surtout de la dégradation environnementale. En ce qui concerne les rapports entre Etat et paysannerie, ce problème vient de la diminution de la surface des terres cultivées et du caractère non favorable du marché. Les deux ont conduit à la baisse du revenu paysan et à l'exode rural et renforcé la pauvreté rurale.

---

[222] Mori (2001), historien de l'Université de Kyoto, examine l'industrie textile chinoise dans les années 1920 et 1930. A travers la recherche de ce domaine, l'auteur observe une formation de la société dualiste, par le fait que les marchées dispersés des cotons, y compris le coton indien et le coton américain, se trouvent dans les campagnes et les marchés concentrés du fils du coton se trouvent dans les villes. Malgré que la Chine ait déjà réalisé l'industrialisation dans ce secteur du textile, de nombreuses contradictions se produisent dans la suite, tels que l'écart entre régions intérieures et côtières, la disparité entre villes et campagnes, les conflits entre le textile national et le textile importé, etc. La modernisation de la Chine est ainsi prise dans les problèmes de la structure économique et sociale dès son début. Tawney (1966, c. 1932), historien économiste de l'Université de Londres, a déjà prévu (dans les années 1930) la situation chinoise d'aujourd'hui, telle que la force de travail devient la moins chère sur le marché mondial si elle y entre. Il est préoccupé de ce que la Chine voudrait suivre une voie de modernisation comme l'Occident en négligeant sa propre base économique. Il a ainsi fait remarquer, à travers l'examen de la terre et de la main-d'œuvre, que la base de l'économie chinoise, fondée sur les petits paysans et artisans dans l'immensité des milieux ruraux, est complètement différente des pays occidentaux, l'Angleterre ou les Etats-Unis. Cette base économique devait avoir l'opportunité de se développer, au lieu d'être abandonnée. Malheureusement, les élites chinoises ne l'écoutèrent pas ou plutôt ne voulurent pas l'entendre, ni à cette époque-là, ni aujourd'hui.

[223] *2000 nian zhongguo huanjing zhuangkuang baogao* (Rapport de 2000 sur l'état de l'environnement de Chine).

Selon le rapport du Ministère de Terres et Ressources, pendant les 6e, 7e et 8e plans quinquennaux (1980/1995), les terres cultivées ont perdu respectivement 466 700 hectares, 266 700 hectares et 266 700 hectares. Les terres cultivées ont continué à diminuer de 130,1 millions à 123,5 millions d'hectares entre 1996 et 2003[224], presque un million d'hectares par an. Les terres perdues ont atteint 2,67 millions d'hectares pendant la seule année 2003. La moyenne des terres cultivées par habitant passe alors de 0,1 à 0,07 hectares pendant cette période, soit 40 % de moins que la moyenne mondiale.

Au moment de la réforme économique, l'Etat a élevé le prix de l'achat des céréales à l'aide du quota définitif depuis 1979 ce qui encourage les paysans de s'engager dans la production alimentaire. L'agriculture devient alors dynamique. La production alimentaire a augmenté de 304,75 millions à 407,30 millions de tonnes entre 1978 et 1984. L'existence pour la première fois d'un fort surplus de produits alimentaires et du coton en 1984 conduit à une vente difficile, puis à la baisse des prix dans l'année suivante.

Le contrat pour acheter les productions alimentaires et le coton est mis en œuvre en 1985 par l'Etat ce qui fait abandonner le moyen du contrôle depuis 1953. Les paysans peuvent décider le quota, mais aussi choisir ce qu'ils veulent faire sur les terres allouées. Il en résulte que la production alimentaire a diminué de 6,92 % par rapport à celle de 1984 à cause de la baisse des prix. Cette production est remontée un petit peu entre 1986 et 1987, et puis a diminué à nouveau en 1988. La moyenne de la production alimentaire par habitant a diminué de 397 kg en 1984 à 358 kg en 1988[225].

La régression de l'économie nationale (1990/1992) a conduit à la baisse de l'achat urbain et au ralentissement de la croissance du nombre d'employés par les entreprises rurales. De 1990 à 1991, la crise du surplus alimentaire entraîne diverses mesures. L'Etat a rétabli la réserve alimentaire par le financement central. Le marché en gros de la production en blé est établi à Zhengzhou par la Ministère du Commerce et la province de Henan en octobre 1990. En qualité de marché de l'Etat, il commence à faire du commerce alimentaire[226].

En 1991, le marché alimentaire est aussi l'objet de l'intervention par le gouvernement local pendant la baisse des prix alimentaires à cause du surplus, surtout au Sud. Le gouvernement local utilise les crédits des banques locales en établissant la réserve alimentaire du local afin d'acheter les surplus alimentaires dans les mains paysannes et d'équilibrer le marché alimentaire. Cependant, de nombreux paysans ont pris seulement le « *Baitiao* » (papier blanc) comme un reçu du payement (non en liquide) lorsqu'ils ont déposé les céréales aux départements alimentaires d'Etat. Le crédit local avait des difficultés à payer tous les achats en fonction du contrat à ce moment-là, puisqu'un certain nombre de gouvernements locaux utilisent l'argent, que l'Etat donne pour payer les achats alimentaires, pour investir dans d'autres secteurs plus profitables[227], tels que les marchés fonciers et immobiliers ou l'industrie.

C'est une période d'hésitation, on l'a vu, entre le retour à la planification et la continuation des réformes vers l'élargissement du marché. Le discours de Deng en 1992 a stimulé une nouvelle confiance dans l'économie de marché puisqu'il a déclaré que l'économie planifiée et

---

[224] Wu, Chong, "China takes firm stance on arable land", *China Daily* 29-10-2004.

[225] *Zhongguo nongye nianjian 2000* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 2000), p. 551.

[226] *Zhongguo nongye nianjian 1991* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 1991), p. 137. Outre celui de Zhengzhou, il y a d'autres marchés comme celui du riz à Jiujiang dans la province de Jiangxi et celui du maïs dans la province de Jilin, etc.

[227] Hua, Chang-ming (2002), *op. cit.*

l'économie de marché n'ont pas une différence de même nature que ce qui sépare l'économie socialiste et l'économie capitaliste[228].

Le système de l'allocation alimentaire urbaine a été alors supprimé à cette année-là, bien que l'achat avec contrat aux paysans n'ait pas changé. La suppression de l'allocation urbaine a conduit à la croissance de la population urbaine. Ainsi, la demande de la production alimentaire s'est accrue. De plus, le gouvernement local au Sud a changé la stratégie alimentaire de l'importation en exportation grâce à la baisse du taux d'échange entre *renminbi* (RMB) et dollar américain au 1e janvier 1994. En même temps, les paysans ont diminué la superficie des céréales, dont les prix ont baissé. Ces deux évolutions ont conduit au manque alimentaire de nouveau à ce moment-là. L'intervention de l'Etat par les moyens d'augmenter les prix de la production alimentaire, de prolonger le contrat de terres et de remettre l'imposition sur l'achat alimentaire en 1994, a stabilisé le marché alimentaire[229]. Dans les années suivantes, la production alimentaire a atteint 466,55 millions de tonnes en 1995, 504,50 en 1996, 491,15 en 1997, 512,25 en 1998 et 508,38 en 1999[230].

Bien que la production alimentaire ait crû dans les années 1990, la surface agricole a continué à diminuer et les prix des produits agricoles continuent à baisser. La diminution des terres a conduit à réduire la production alimentaire à 430 millions de tonnes en 2003. La production alimentaire par habitant a diminué de 412,5 kg en 1998 à 333,5 kg en 2003 ce qui met la sécurité alimentaire en cause[231]. La baisse des prix des produits agricoles conduit à la baisse du revenu paysan. Pour ces raisons, les terres ne sont pas rentables et le surplus des produits agricoles conduit à la baisse des prix sur les marchés nationaux.

On est donc maintenant bien loi du triomphalisme des années 1980 en matière agricole et la Chine semble être entrée dans une période de plafonnement de la production agricole, voire de stagnation à un niveau relativement bas, ce qui va inévitablement conduire à une dépendance croissante à l'égard des importations alimentaires. Selon les économistes néo-libéraux, c'est la voie normale de la spécialisation des échanges internationaux, mais du point de vue du développement durable du monde rural chinois, la situation n'est pas si simple.

Cette question est maintenant au centre du *San Nong*. La situation s'aggrave précisément depuis l'ouverture plus grande du marché chinois dans le cadre de l'OMC. Depuis les deux ans de l'entrée à l'OMC, l'agriculture chinoise passe du surplus dans le commerce des produits agricoles (3,3 milliards de dollars américains en 2002) au déficit (490 millions de dollars américains)[232]. La moyenne des droits de douane des produits agricoles devait baisser à 17 % en 2004, et celle des principaux produits agricoles à 14,5 %. Les paysans chinois sont donc désormais obligés de faire la compétition sur le marché mondial. Lorsque tous les pays développés subventionnent les produits agricoles parfois à un montant d'un niveau supérieur au prix du marché lui même, les paysans chinois ne peuvent pas gagner face à cette concurrence déséquilibrée dans l'OMC.

---

[228] Deng Xiaoping en parle pendant sa visite à Wuchang, Shenzhen, Zhuhai et Shanghai (18/01/1992-21/02/1992).

[229] Tajima, Toshiö (1998), *Chûgoku nôgyô no kôzô to hendô* (*Changement de la structure agricole de la Chine*), Tokyo, Ochanomizushbô ; Pékin, Jingji kexue chubanshe, 1998, pp. 1-9 ; Wen, Tiejun, "Zhongguo 50 nianlai liangshi gongqiu de liuci « bodong »" (Six épisodes de fluctuation entre l'offre et la demande de la production alimentaire pendant cinquante ans en Chine), *op. cit.*

[230] *Zhongguo nongye nianjian* 2000 (Annuaire de l'agriculture chinoise), p. 551.

[231] "Zhongguo jinnian sannong fangmian tuxian sanda wenti" (Les trois problèmes remarquables dans l'aspect de San Nong en 2004 de la Chine), dans le journal *Huashengbao* (La voix chinoise), 25-06-2004.

[232] *Renmin Ribao* (People's Daily), 16-04-2004.

L'Etat n'avait pas fait attention à l'agriculture depuis la réforme des entreprises d'Etat jusqu'au nouveau mandat de la nouvelle direction qui pris le pouvoir en 2003 a mis l'accent sur l'agriculture depuis le début de 2004.

Est-ce que l'intervention de l'Etat à partir de 2004 par les moyens de contrôler l'utilisation des terres cultivées, d'augmenter les prix des produits agricoles et le revenu paysan implique que l'Etat retourne à une politique qui vise à protéger les paysans ?

Le problème de l'agriculture chinoise existe non seulement dans la production et le marché alimentaire, mais aussi dans le marché de main-d'œuvre. Pendant la période des communes populaires, la collectivisation a pu cacher l'excédent de main-d'œuvre, mais aussi a bien organisé la main-d'œuvre s'engageant dans la construction des infrastructures comme le cas du *Hongqiqu* (le Canal du drapeau rouge) par exemple[233]. La plupart des constructions hydrauliques réalisées à cette époque continuent d'être employées à l'époque de la réforme économique, sauf lorsque le manque d'entretien les rend inutilisables.

La mise en œuvre de la responsabilité familiale fait qu'une partie des travailleurs pouvaient entrer dans l'emploi non agricole. Les entreprises rurales en profitent dans les années 1980.

L'exode rural se développe dans les années 1990, à cause de la récession des entreprises rurales, l'agriculture non profitable sur les marchés locaux et puis le marché mondial, les terres cultivées en mauvais état ou affectées à une autre utilisation, l'excédent de main-d'œuvre, mais aussi le motif personnel de gagner plus d'argent, en ville qu'à la campagne, dans une société où la pression à augmenter la consommation devient de plus en plus forte. Cet exode rural aujourd'hui renforce la pauvreté rurale comme la situation dans les années 1920 et 1930 (comme dit plus haut), mais la composition de l'émigration a changé un peu : le nombre des femmes et des migrants familiaux devient de plus en plus grand[234]. Selon le rapport de l'Institut d'études du développement rural relevant de l'Académie des sciences sociales de Chine, en 2000, l'exode rural a représenté 20,9 % de la main-d'œuvre rurale dont 69 % sont des hommes et dont 74 % ont de 18 à 40 ans[235]. Ceci ressemble aux années 1920 et 1930 dans la mesure où 85 % des migrants étaient des hommes et plus de 75 % avaient de 20 à 40 ans[236].

L'exode rural fait perdre les ressources humaines dans les régions rurales, puisque la plupart des émigrants sont une composante principale de la population active. L'exode rural peut en théorie augmenter le capital d'investissement dans l'agriculture, mais en réalité personne ne

[233] Le canal se trouve dans la sous-préfecture de Yuanlin (Linzhou ville aujourd'hui, au nord de la province de Henan) qui manqua de l'eau en histoire. Pour changer la pauvreté à cause de l'eau, le projet de construction avait commencé en 1960 et finit en juillet 1969. Le canal a 1 525,6 km à long en passant par 1 250 sommets des montagnes Taihang, en établissant 151 ports de l'eau et creusant 211 tunnels. La superficie d'irrigation atteint 10 000 *mous* de terres cultivées en couvrant 410 villages. L'esprit de *Hongqiqu* devient un symbole de la province de Henan aujourd'hui.

[234] Dans beaucoup de cas, selon mon observation dans des villes et des trains, on voit qu'une femme travaille dans l'hôpital ou au foyer en ville, lorsque son mari, selon des saisons, soit travaille sur la terre au village, soit travaille dans l'autre secteur en ville. En fait, de nombreuses familles ont leurs membres dispersés dans les différentes villes. Je peux expliquer ce phénomène par le coût de la migration en famille, qui est plus chère que l'individuelle. L'individu peut toujours partager le logement avec des autres, tandis que la famille doit toujours en occuper tout un logement pour elle-même.

[235] Chen Jingsong et Yu Xian, "2000 nian zhongguo nongcun jingji xingshi fenxi yu 2001 nian zhanwang" (Analyse sur la situation économique de la Chine rurale en 2000 et prospectives de 2001), dans la revue *Zhongguo nongcun jingji* (Economie rurale de Chine), no. 1, 2001, pp. 4-11. Cela est semblable à la situation dans les années 1930 dans les enquêtes de Li, Jinghan.

[236] Chi, Zihua, "Nongmin licun de jingji xiaoying", dans Wang, Siming et Yao Zhaoyu (sous la direction de, 2003), pp. 129-146.

veut investir l’argent dans l’agriculture non rentable. Le revenu des agriculteurs a déjà diminué depuis quelques années. La rémunération des ouvriers-paysans n’est utilisée que pour faire face aux frais dans l’éducation, dans les maladies et dans l’amélioration matérielle de la vie, pas dans l’investissement agricole.

Synthèse de la Partie I

A partir des trois chapitres ci-dessus, cette brève partie voudrait faire une synthèse rapide de l'évolution historique concernant l'économie paysanne, l'administration de l'Etat en région rurale, et la structure et la fonction des villages.

D'abord, l'économie paysanne est un mode de production fondé sur la propriété ou le droit d'usage privé de la terre et la famille. Celle-ci, au point de vue économique, est une unité intégrée par la production et la consommation. Le commerce a lieu sur les marchés ruraux qui s'articulent avec diverses unités de production et consommation. Ce type d'économie a été formé dès l'apparition de l'Etat et s'est continué historiquement jusqu'à la fondation de la République populaire. Bien que l'économie paysanne soit corrodée par l'économie de *dizhu* et le rôle du commerçant (interne et externe), son évolution montre sa propre voie, centrée autour de l'égalité du droit foncier et de la question de l'accès égal à la terre. L'effet principal du rapport entre Etat et paysannerie est de maintenir ce droit et cet accès, en maintenant ainsi la base de cette économie.

Le changement de l'économie paysanne commence par le mode de production et de commerce à l'époque de la République populaire. La collectivisation a supprimé la propriété privée et aussi l'usage privé de la plupart des terres. La commune, la brigade ou l'équipe remplace la famille et devient une unité de production et consommation, mais cette nouvelle unité ne peut faire du commerce librement sur les marchés alimentaires. L'économie dirigée prend en charge la commercialisation, même si les « petits marchés ruraux » n'ont pas complètement disparus.

Depuis la réforme économique, « l'économie paysanne » revient à la famille paysanne, sauf la propriété foncière. Le commerce, national et international, et l'industrie entrent dans les mieux ruraux. L'économie de marché change les motivations des paysans. L'économie paysanne est affaiblie par le transfert important de terres agricoles vers d'autres utilisations, l'évolution défavorable des prix agricoles qui rend l'agriculture et même la terre non profitables, et aussi l'exode rural. Cela conduit à ce que l'agriculture soit en danger.

Ensuite, l'administration de l'Etat au niveau des institutions rurales qui s'était initialement étendue jusqu'au niveau de *xiang* pendant 800 ans, puis à partir de la fin de la dynastie Sui, s'est arrêtée au niveau de sous-préfecture pendant plus de 1 300 ans à travers l'Etat impérial et une grande partie de la République. La fonction de l'Etat dans l'appareil de *yamen*, au niveau de la sous-préfecture, comprend alors la collecte des impôts et des taxes, le maintien de l'ordre local et la réserve des céréales. Cette dernière aboutit à maintenir l'équilibre sur les marchés locaux d'une part, et d'autre part à correspondre aux besoins en cas d'urgence, la guerre ou la famine par exemple. A part, parfois, le remplacement des dynasties et l'inefficacité bureaucratique, ce système d'administration n'avait pas changé sa structure et sa fonction jusqu'aux années 1930.

Le Parti nationaliste voulait centraliser du pouvoir par la représentation due *xiang* et le règlement de la migration rurale, mais il n'a pas réussi à cause de la pression pour une révolution foncière, la guerre sino-japonaise et la guerre civile.

La République populaire a changé l'ancienne structure administrative de l'Etat, remplacée par la Commune populaire. Il n'y a plus d'appareil comme l'ancien *yamen*, mais il y a des cadres politiques, ceux du PCC, qui s'occupent de toutes les activités politiques, économiques et sociales qui se passent dans la commune. L'exode rural est strictement contrôlé par le *hukou*.

Après la réforme économique, la Commune populaire a cédé sa place à un retour du *xiang* (canton). L'administration de l'Etat s'arrête au niveau des cantons. En plus de l'ancienne fonction, elle a des nouvelles fonctions, telles que le planning familial, la gestion des migrants ruraux, la construction des petites villes, etc. Les nouvelles missions de l'Etat amènent à l'expansion administrative locale ce qui exige plus de contribution des paysans. Les paysans, dans certaines régions où les ressources non agricoles sont rares, sont donc soumis à une forte pression fiscale croissante de l'administration de l'Etat.

Enfin, les villages sont, à travers l'histoire, la base de la société rurale. Ils ont les liens de sang et de lieu, mais aussi les organisations populaires. Pendant la période impériale, les villages sont relativement autonomes, bien que certaines organisations villageoises puissent être utilisées par l'administration de l'Etat.

Pendant la République, le gouvernement du Parti nationaliste commence à se préoccuper des mouvements paysans et de la construction rurale. Mais cette seconde tentative est aussi mise à mal par les guerres dans les années 1930 et 1940.

Après la déclaration de la République populaire, les villages dont certaines composantes comme les élites rurales et les *dizhu* ont disparu par la réforme agraire sont devenus des brigades ou des équipes relevant des communes populaires. Les cadres ruraux, y compris ceux des communes et des brigades, sont devenus les dirigeants du monde paysan. Le Parti communiste veut installer une nouvelle culture dans les communes populaires. La lutte des classes, qui remplace tous les anciens rites et coutumes, le sacrifice aux ancêtres par exemple, est introduite entre les paysans riches et les paysans pauvres. Le « public » par rapport au « privé » devient la base d'une nouvelle morale collective qui est mise en pratique dans les activités économiques et politiques au niveau de la brigade et de l'équipe.

Après le démantèlement des communes populaires, les villages (l'ancienne brigade, ou selon les cas, l'ancienne équipe) deviennent sujet à devoir construire une nouvelle solidarité culturelle. Bien que les liens de sang et de lieu soient affaiblis à cause de la mobilisation de classes et de la Révolution culturelle, l'héritage du collectivisme fondé sur le même lieu et sur une partie de la même population reste une base du village, dont l'autonomie est relativement diminuée.

L'organisation du comité des villageois donne aux cadres villageois un rôle important à jouer pour exécuter les politiques de l'Etat. Ils sont de nouveaux acteurs dans l'histoire chinoise et aussi ils apportent de nouvelles fonctions dans les villages. On y trouve une structure hiérarchisée du pouvoir du haut vers le bas : le secrétaire de la branche du PCC, le chef du village, les membres de la branche du PCC et du comité des villageois, les chefs du groupe des villageois et enfin les villageois. Comme tous les cadres villageois sont hors de l'administration de l'Etat, il y a un certain degré de tension entre la fonction accomplie dans les villages et l'administration de l'Etat. La pauvreté des villages ne peut souvent satisfaire les besoins de cette dernière.

Les rapports entre Etat et paysannerie sont marqués à la fois par la transformation des campagnes et par l'évolution des pratiques d'acteurs. Les agents de l'Etat central, les cadres ruraux, les responsables villageois et les paysans, y compris les paysans-entrepreneurs, sont les principaux acteurs en cause dans le cadre du développement rural. La perspective du *San Nong* d'aujourd'hui doit s'inscrire, à travers la longue histoire, dans une problématique des rapports entre l'Etat et une paysannerie en voie de transformation. L'économie paysanne est liée à

l’extérieur, par le marché et le capital, et l’Etat a voulu accélérer la modernisation en négligeant les besoins de la paysannerie.

Un problème important est celui des prélèvements par les cadres ruraux après la réforme de 1980, ce qui est le résultat de ce que le gouvernement central a augmenté le pouvoir des cadres ruraux pour accélérer la reforme vers le marché à tout prix. C’est un processus politique pour raisons idéologiques en même temps que se fait la réduction de la dépense de l’Etat dans les campagnes. Le dualisme de plus en plus grand entre campagnes et villes vient après 1980 et encore de plus en plus après 1990. La rupture sociale devient de plus en plus claire et accompagne la croissance économique.

Aux yeux de la plupart des élites chinoises d’aujourd’hui, toutefois, la diminution massive du nombre de paysans devient la seule sortie possible des problèmes du *San Nong*. On peut cependant se demander si cette perspective a un sens quand on a un regard historique sur le développement rural et la paysannerie. Si tous les paysans, ou leur majorité, quittent leur village au lieu de construire leur village, le problème va-t-il disparaître à l’avenir, ou au contraire s’amplifier sous la forme de nouveaux déséquilibres et de nouvelles crises, encore plus graves ? L’histoire récente a montré que la croissance économique ne peut résoudre ces problèmes, alors qu’elle est présentée comme la seule solution. C’est un problème majeur de développement qui reste à résoudre pour l’avenir.

Dans la partie suivante, celle des études de cas, on essaiera d’aborder ces problèmes par des aspects plus concrets du vécu de quelques villages, de leur expérience récente de développement et des relations entre Etat et paysannerie, notamment à travers le rôle des cadres ruraux.

Synthèse de la Partie 2

A travers le travail de terrain dans une dizaine de villages et les documents historiques recueillis dans trois régions et deux provinces, bien que ces sources d'information soient de valeur inégale et insuffisantes, nous voyons une rapidité des transformations ou des changements dans les milieux ruraux après la réforme économique. En d'autres termes, les villages comme « les petites communautés rurales ne sont pas seulement un reflet passif des transformations provenant des centres urbains » et ces derniers ne sont pas les seuls lieux où se produisent les changements sociaux », parce que « même la petite communauté rurale représente un élément du processus qui a conduit et conduit encore au développement ou au sous-développement (R. Stavenhagen, 1971 : 300)[237].

Chaque modèle du village peut représenter de nombreux villages, tandis que la diversité des modèles à Jiaodong peut faire de cette région un cas exemplaire ayant connu diverses transformations. Cette complexité existe partout, déjà rien qu'au Nord seul, ce qui montre la difficulté de faire une généralisation pour l'analyse suivante, mais nous devons quand même essayer de la faire.

En premier lieu, les transformations villageoises montrent une diversité des modèles au départ d'une base assez semblable. L'urbanisation peut suivre l'industrialisation comme au village W, mais aussi peut se synchroniser avec la seconde dans le villages Q. De plus, il y a les villages agricoles comme X, T, L et D et les villages de pêche comme Y, K, H, qui sont en cours de changement de la structure de production et du mode de vie.

L'urbanisation et l'industrialisation sont les deux tendances les plus remarquables dans les transformations, mais elles peuvent suivre des voies différentes. Nous voyons l'urbanisation forcée dans les villages Q et B, mais aussi l'initiative des villages N et W pour promouvoir leur propre urbanisation. L'industrialisation du village Q est toujours collective, tandis que l'industrialisation du village W, basée sur un système sous responsabilité familiale ou individuelle, passe par la recollectivisation et se transforme vers un système d'actionnariat.

En deuxième lieu, bien que une réelle diversité de modèles apparaît dans les transformations villageoises, ces dernières, en tant qu'expériences locales, après vingt-cinq ans de la réforme économique , ne s'orientent pas vraiment vers la réalisation de la modernisation occidentale. Sous l'aspect économique, jusqu'à maintenant, même dans les villages industrialisés, les produits industriels sont fabriqués dans des petites entreprises, à technologie relativement basse et à main-d'œuvre intensive. La plupart des marchés ruraux sont encore limités aux productions locales.

Sous l'aspect politique, les villages et leurs populations sont encore considérés comme des objets à transformer par la stratégie du développement de l'Etat, c'est-à-dire qu'ils doivent se conformer aux politiques de l'Etat.

Sous l'aspect culturel, l'idée égalitaire est encore forte dans l'orientation des transformations villageoises, tant chez les paysans que chez les cadres ruraux. Les bénéfices de l'accumulation du capital sont souvent en partie réinvestis dans la fondation d'écoles pour la génération future et dans celle de maisons de soin pour les personnes âgées. C'est inspiré par une moralité

[237] Cité et traduit par G. Galasso, "La civilisation paysanne du point de vue historique et anthropologique", dans G. Galasso, *L'autre Europe*, Rome, École française de Rome, 1992, 447-466 : 457.

confucéenne ou traditionnelle qui reste semblable à ce qui a existé dans l'histoire, lorsque l'Etat n'accomplissait pas les tâches attendues normalement de lui.

En troisième lieu, il y a des caractéristiques semblables dans les différentes catégories de villages. Les villages agricoles montrent certaines caractéristiques en commun dans les différentes régions. Le village X à Sheqi ressemble au village L à Jiaodong dans la mesure où les terres sont relativement abondantes (plus ou mois 2 *mous* par habitant), les habitants sont nombreux (une population de plus 2 000 habitants) et les terres collectives ont été confiées à chaque ménage. Dans ce genre de villages, le rôle des familles est visible face à la difficulté ou à la nouvelle économie. De plus, à travers les maisons villageoises dans les différentes périodes et les différentes régions, on trouve un processus semblable partout dans les régions rurales.

En quatrième lieu, les transformations et les changements villageois engendrent des problèmes. Certains font partie des problèmes politiques comme les conflits, des problèmes économiques comme les crédits et les marchés locaux, et des problèmes sociaux comme l'éducation. Certains autres font partie des problèmes des fonctions d'acteurs, dont la stratégie non appropriée mène à la dégradation environnementale et à la chute économique. La disparition ou la transformation de l'agriculture dans les villages présentés reflète le désintérêt des villageois pour l'agriculture traditionnelle depuis le milieu des années 1980 d'une part, et d'autre part, montre les initiatives des acteurs locaux. Ces problèmes ont mis la voie de la seule croissance économique en cause.

Par exemple, le regard sur la pauvreté chez certains paysans n'a pas un sens économique, il est plutôt moral. En effet, bien que les campagnes soient pauvres, les villageois sont moins soucieux que les citadins dans tout le pays, selon le nouveau rapport sur les enquêtes dans les sept grandes et moyennes villes, les sept petites villes et les huit régions rurales[238].

Enfin, les pratiques plurielles dans chaque village montrent que divers acteurs (l'Etat, le gouvernement local, les cadres ruraux et les villageois) jouent un rôle dans la structure du pouvoir politique. Leur force respective dans les rapports de pouvoir, leurs poids ou contre-poids relatif, peuvent modifier la direction des transformations villageoises.

Parmi les trois acteurs principaux, c'est-à-dire les paysans ou les villageois, les cadres (villageois) et les fonctionnaires (locaux), il est certain qu'un des acteurs oriente la direction du changement actuel. Les villages Q, W, D et N montrent la prépondérance de leurs cadres dans le maintien du collectivisme et le choix des nouveaux modes de production. Les initiatives paysannes jouent le rôle le plus important dans la mise en œuvre de nouvelles activités économique au village X. Le gouvernement de la sous-préfecture de Rongcheng, dont le village Y fait partie, prend en charge la transformation régionale face au changement des relations internationales et au défi environnemental parce qu'il est relativement fort par rapport aux cadres villageois. Et le rôle du gouvernement de Zouping et de Changshan se voit dans l'industrialisation du village W.

Même si les paysans et les cadres villageois sont hors de l'institution politique proprement dite, ils peuvent jouer un rôle décisif en fonction de leur compétence par rapport aux fonctionnaires locaux. Leur choix des coopérations ou des conflits avec l'Etat selon les cas concrets peuvent changer la structure du pouvoir politique. Comment resituer la place des cadres ruraux dans cette structure ? Nous allons voir dans la partie suivante l'évolution structurelle des rapports

[238] *2005 nian shehui lanpishu* (L'année 2005 du livre bleu social), écrit par l'Académie des sciences sociales de Chine, Pékin, Edition d'archives des sciences sociales, 2005.

entre l’Etat et la paysannerie à travers le temps pour analyser leurs enjeux sous tous les aspects d’aujourd’hui.

Partie 3. Analyses des enjeux des rapports entre l'Etat et la paysannerie

L'objectif de cette partie est de systématiser l'analyse des rapports entre l'Etat et la paysannerie, dans les différentes périodes, pour pouvoir saisir à la fois ceux qui différencient ces périodes et ce qui constitue la spécificité de ces rapports dans le contexte chinois. Cela devrait permettre de mieux situer les enjeux des rapports Etat–paysannerie dans le présent, sous l'impact de la réforme économique, sans tomber, si possible dans le piège d'une approche dominée seulement par les problèmes de la conjoncture présente. Une perspective historique permet de relativiser quelque peu la situation actuelle, pour mettre en valeur à la fois ce qui demeure et ce qui change. On peut alors essayer de situer les enjeux du développement futur en tenant compte de l'expérience historique, sans pour cela nier l'importance des changements en cours.

Il est important de sortir la question des rapports Etat-paysannerie des approches purement idéologiques dans lesquelles les ont confinées les discours de la sinologie occidentalo-centrique avant-hier, de la modernisation industrialiste et du radicalisme socialiste hier, et du néolibéralisme doctrinaire aujourd'hui.

Cette partie se base donc sur l'analyse historique qui a été faite dans la première partie, mais avec l'objectif de faire le lien entre l'évolution des faits, déjà présentée, et une approche plus systématique. Cette approche sera néanmoins également systémique : elle ne peut en effet totalement être déconnectée d'une approche en terme de périodisation, sous peine de tomber dans des généralités ignorant les contextes.

L'objectif est aussi de situer, quand cela se peut, les problèmes et les réalités en Chine par rapport à certains thèmes de recherche qui sont un lien avec la problématique internationale des rapports entre l'Etat et la paysannerie, tels qu'ils ont été mis en lumière dans des débats théoriques sur le développement.

Chapitre 7. L'évolution structurelle des rapports entre l'Etat et la paysannerie

Dans ce chapitre, la période de l'Empire chinois, ici surtout la dynastie Qing avant 1911 est considérée comme le premier temps (T1), la période de la République comme le deuxième temps (T2), la période de la collectivisation et la Commune populaire comme le troisième temps (T3) et la période de la Réforme économique et de l'ouverture sur l'étranger comme le quatrième temps (T4). Nous allons analyser l'évolution structurelle à travers les différents temps sous les aspects politique, économique, social, culturel en montrant les rapports entre l'Etat et la paysannerie.

7.1. L'évolution de la structure politique à travers les temps

La structure politique dans les rapports entre l'Etat et la paysannerie dans le premier temps, d'après Nishijima, c'est que l'Etat, malgré sa non présence, a déjà pénétré dans la vie quotidienne des villages par le système des vingt degrés nobles dans les dynasties Qin (-221/-207) et Han (-206/220). L'autorité de l'Etat sur les populations est ainsi établie par ce système. Dans les villages de l'époque Han par exemple, les places de villageois sont arrangées selon les grades dans le rite du sacrifice aux ancêtres. Ainsi, ce système a réglementé les relations verticales de l'empereur au peuple, mais aussi a réglementé les relations horizontales parmi les gens. A cet égard, l'Empire chinois était un pays autocratique au niveau vertical, tandis que les paysans étaient autosuffisants et les villages étaient relativement autonomes au niveau horizontal (Nishijiama, 2002).

Sous l'inspiration de Max Weber, dont l'argument vient de la similitude—le pouvoir centralisé et la formation bureaucratique—entre la Chine et l'Egypte sur base des grands projets hydrauliques[239], Wittfogel (1966) a élaboré sa théorie du despotisme oriental. Selon lui, l'irrigation est très importante pour un pays agricole, tandis que la construction hydraulique, à grande échelle, est irrélisable par les individus seuls. Dans ce cas, l'Etat doit organiser et gérer centralement les travaux hydrauliques. L'Etat central s'est ainsi formé dans l'organisation et la construction hydraulique des pays à dominance agricole fortement dépendante de l'eau. Cette approche néglige cependant le fait que, en Chine, dans la réalité, beaucoup de projets hydrauliques ont été réalisées autrefois par les élites locales, ou par la société, à la place de l'Etat[240]. Autrement dit, il y a d'autres forces sociales entre l'Etat et la paysannerie. On ne peut pas voir l'Etat comme seul acteur dominant tout et donc transformé en despote. Dans l'histoire longue, on voit qu'il y a une diversité d'acteurs, dont les relations sont compliquées et diverses, selon les périodes. Les pratiques de l'Etat, immuable en apparence seulement, varient selon l'évolution de sa place dans ces relations.

Concernant l'intégration économique et politique entre la région Huang-Yun (le fleuve Huang et le Grand Canal) et les autres régions en dehors, Pomeranz (1993) met l'accent sur la formation de l'Etat, en particulier la création des systèmes qui exigent et déploient les ressources afin de poursuivre des buts politiques, tels que plus de revenus en accélérant la formation de l'Etat et en réduisant la dette étrangère et la pression politique. Du point de vue de l'économie politique, l'auteur affirme que l'Etat peut avoir un énorme impact sur l'économie rurale en maintenant les

[239] Max Weber (1951, traduit en 1968), *The Religion of China : Confucianism and Taoïsme*, New York, Free Press, pp. 20-21.

[240] Yang, Liansheng (1964), "Cong jingji jiaodu kan dizhi zhongguo de gonggong gongcheng" (Regard sur les projets publiques en Chine impériale), *Guoshi tanwei* (L'exploration des détails dans l'histoire chinoise), Taipei, 1983.

conditions monétaires et en modifiant les taux d'intérêts locaux, en promouvant certaines nouvelles cultures, en aidant certaines régions plutôt que d'autres à résoudre les crises de ressources et à déplacer les problèmes du contrôle des inondations de certaines communautés par rapport à d'autres. Toutes ces interventions sont maîtrisées par une logique systématique liée à l'économie politique. Les activités des fonctionnaires et des élites locales, dont les différents rôles décident des voies du développement local, sont mentionnées autour du contrôle de l'eau et de la formation de l'Etat.

L'Etat voulait contrôler l'ordre rural, mais les émeutes et les insurrections de masse, qui étaient faites en majorité de paysans, avaient affaibli les systèmes du contrôle rural de l'Etat dès le début du XIXème siècle. Le pouvoir central s'est détérioré à cause de la tension entre les fonctionnaires locaux et les élites locales, de la grave corruption dans les réserves des greniers et partout ailleurs. C'est Hsiao (1967) qui nous montre l'instabilité de l'ordre gouvernemental dans la dynastie Qing. L'auteur met l'accent sur les deux aspects, l'Etat et la paysannerie, pour conclure que les systèmes du contrôle de l'Etat, tels que *Baojia* et secours en cas de famine, etc., sont inefficaces et inutiles dans les milieux ruraux. Cet affaiblissement de l'Etat à la fin de la dynastie Qing est évoqué comme raison pour expliquer la tentative de l'Etat de reprendre le contrôle du local sous la République. L'instauration du *Baojia* pendant le gouvernement du Parti nationaliste fait pénétrer à nouveau l'Etat dans les milieux ruraux par ses agents, chef du *Baojia* ou chef du lignage familial (Duara, 1988 et 1994).

Cette évolution, perte de contrôle, puis reprise de contrôle du local, est selon certains une différence avec l'Europe où la prise de contrôle du local est parallèle à la formation de l'Etat-nation (Huang, 1992).

Au contraire, en Chine, l'intervention de l'Etat dans les milieux ruraux apparaît très tôt dans l'histoire. La réforme de Wang Mang a essayé d'interdire le commerce des terres en 9 de notre ère. Dans la dynastie Song du nord, la réforme de Wang Anshi a ouvert une porte pour l'Etat qui pouvait intervenir dans le système de production des paysans par le soutien dans leurs activités agricoles. Les deux se sont produits à une époque où l'Etat était faible.

Avant la République, les villages chinois furent organisés surtout par le système du *Baojia* pour les impôts, les taxes et les corvées de l'Etat, ainsi que par la surveillance mutuelle des villageois. Les chefs du *Baojia* furent différents des élites rurales dans la fonction, puisque les premiers furent l'agent de l'Etat et les derniers représentèrent plutôt l'intérêt local. Les vrais chefs furent souvent les élites rurales dans des villages où se mélangeaient les différentes couches sociales, bien que de plus en plus, les élites locales aient déménagé en ville depuis la fin de l'époque impériale.

Dans le deuxième temps (T2), selon les « Règlements pour organiser et examiner l'enregistrement de résidence aux sous-préfectures » (*gexian biancha baojia hukou tiaoli*, parus le 01/08/1931), qui sont mis à exécution dans les provinces de Hubei, Henan et Anhui, les paysans doivent, selon les cas, montrer cinq cartes attestées officiellement, c'est-à-dire la carte de sortie (*chumenzheng*), la carte de passage (*tongxingzheng*), la carte de mendiant (*qigaizheng*), la carte de vendeur (*xiaofan yingyezheng*) et la carte de déplacement (*qianyizheng*) lorsqu'ils quittent leur village. Le contrôle du déplacement paysan doit permettre à l'Etat de rétablir l'ordre social par le maintien de la production agricole tout d'abord et même d'avoir la base du recrutement des militaires pendant les guerres.

Pour contrôler les gens, l'Etat doit renforcer l'administration locale. Pendant la décennie de Nankin (1927/1937), la notion de l'auto-gouvernance locale était remplacée par la réalité du « contrôle bureaucratique local »[241]. Le gouvernement d'Anhui par exemple avait commencé dans toutes les sous-préfectures à réformer le système d'enregistrement des propriétaires fonciers avec l'objectif d'éliminer l'influence des anciens employés locaux. L'Etat a aussi regroupé le système du *Baojia* (1928) au niveau des *xiangzhen* après la mise en œuvre de l'auto-gouvernance régionale (1934).

Selon le « Règlement de l'organisation des *xiangzhen* » (1941), chacun comporte 10 *bao* en principe, mais en fait de 6 à 15 *bao*. Le pouvoir de l'Etat s'est étendu à *xiang* et *zhen*, même à *bao* (100 familles=*bao*). La tendance à la de centralisation revient alors en Chine, bien que les fonctionnaires n'interviennent pas directement dans les élections du chef villageois. L'Etat a besoin de concentrer toutes les ressources et forces pou combattre les Japonais à ce moment-là. L'essai de rétablir les rapports entre Etat et paysannerie a cependant échoué à cause de l'intensification de la guerre sino-japonaise. De plus, le gouvernement nationaliste s'est basé sur les capitalistes des industries et du commerce, au lieu de l'agriculture, malgré qu'il ait essayé de raviver l'agriculture dans les milieux ruraux.

En fin 1935, le gouvernement a admis toutefois que l'auto-gouvernance régionale n'avait pas réussi, parce qu'elle a mené à une autonomie des tyrans locaux (*tuhao*) et des mauvaises élites (*lieshen*). De l'autre point de vue, la centralisation du gouvernement du Parti nationaliste n'a pas réussi, malgré qu'il ait eu une amélioration économique et politique dans cette période.

A côté de ces initiatives étatiques, les villageois ont eu des organisations populaires locales, pour certains objectifs, telles que Hongqianghui qui résistait aux troubles des seigneurs de la guerre et des bandits dans les provinces de Hebei, Henan et Shandong dans les années 1920. Selon le rapport des enquêtes, les bandits étaient répandus avant la mise en œuvre du système de *Baojia* dans toute la province du Henan, dont l'ouest fut un endroit de leur origine[242].

En même temps, les associations paysannes organisées par le Parti communiste s'étaient développées, depuis les années 1920, dans les milieux ruraux. Bien qu'elles soient différentes des anciennes associations paysannes dans l'objectif stratégique, l'autodéfense et l'anti-surtaxe pour la sécurité et la subsistance demeuraient toujours des objectifs essentiels dans l'action paysanne.

Les pratiques du Parti communiste dans les milieux ruraux, y compris organiser les paysans dans les domaines de la production, de l'éducation et de la réforme agraire, ont conduit enfin à un nouveau modèle d'intervention des cadres communistes dans les villages après avoir vaincu le Parti nationaliste en 1949.

Depuis 1949, l'Etat a contrôlé les villages non seulement pour la stabilité politique et la raison économique, mais aussi pour l'idéal socialiste. Mao proposait de faire les communes populaires

[241] Henriot, Christian (1991), "Fiscal modernization and popular protest : A study of tax reform and tax resistance in nationalist Shangai", cité par Karneev, Andrei, "Modernization of power : Kuomintang state and the problems of county finances during the Nanking decade", sur le site http://www.iaas.msu.ru/pub_e/online_e/karneev_1.html.

[242] Zhang, Xichang (25-09-1934), "Henan nongcun jingji diaocha" (Les enquêtes de l'économie rurale du Henan) dans la revue de *Zhongguo Nongcun* (Chine rurale), Vol. 1, No. 2, pp. 47-63, Shanghai, Shanghai liming shuju, 1934 ; Tokyo, Ôan kabushiki kaisha (la version photomécanique en 1968), pp. 181-197.

après qu'il ait visité la commune populaire de Xushui dans la province du Hebei[243]. Celle-ci lui montrait une vision sans doute biaisée de la réalité, parce qu'elle était une initiative des cadres ruraux, et pas des paysans, mais elle devenait une référence pour la stratégie de l'Etat en milieu paysan et devenait un instrument majeur de consolidation du pouvoir des cadres ruraux à cette époque-là. La Commune populaire était en effet une création des cadres ruraux.

Alors que les paysans dispersés auparavant dans les activités d'autosuffisance étaient désormais transformés en membres des communes populaires, le pouvoir de l'Etat a ainsi pénétré dans les campagnes en contrôlant toutes les activités rurales, y compris la production, l'échange, la distribution et la consommation, la finance, l'éducation, etc., à l'exception des logements paysans. Les cadres des communes, divisés en deux parties, l'une libérée du travail agricole comme fonctionnaires locaux et l'autre travaillant avec les paysans comme cadres villageois, étaient en fait des agents de l'Etat.

Pendant vingt ans, la possibilité de mobilité sociale, telle que les sélections pour aller à l'armée, à l'université, à l'usine ou à l'institution bureaucratique, a dépendu de la décision des cadres ruraux, qui devaient faire l'évaluation du candidat, en tenant compte de l'origine de classe familiale (*jiating chushen*), qui a été définie en terme de classes lors de la réforme agraire au début des années 1950. Les paysans pauvres et moyens ont de nouveaux avantages, mais les cadres des communes ont l'autorité.

Ce type de contrôle en totalité par l'Etat s'est terminé au début de la réforme économique, au tournant des années 1980, mais les institutions, notamment le gouvernement des cantons, continuent à fonctionner jusqu'à présent. Les fonctionnaires de cantons n'ont pas le même statut que les cadres des communes, mais les cadres des brigades sont devenus des cadres villageois dans de nombreux cas.

Au début des années 1980, les élections du comité des villageois étaient d'abord autonomes dans les milieux ruraux, ce qui reflétait que le village, comme organisation complète, a besoin d'une autorité ou d'une direction collective. Lorsqu'ils ont remplacé les brigades ou les équipes de production et pris le contrôle des ressources et les responsabilités après le démantèlement de la Commune populaire, les comités des villageois fonctionnent alors comme l'agent de l'Etat. La mise en œuvre de la loi provisoire des élections du comité des villageois en 1987 a d'ailleurs introduit ce type d'organisation populaire dans la structure du pouvoir de l'Etat. Le comité des villageois est alors devenu une organisation à la fois dans la structure du pouvoir des villages auto-gouvernés et celle de l'Etat. Les cadres villageois jouent ainsi un rôle important dans les rapports entre l'Etat et la paysannerie.

La mise en œuvre du comité des villageois vise à réaliser l'auto-gouvernance villageoise. Celle-ci était parfois une réalité dans le passé, mais le comité est tout à fait nouveau dans l'histoire. L'Etat croit que la paysannerie ou plutôt les cadres communistes peuvent gérer les affaires au niveau de villages, puisque ces derniers ont déjà eu une expérience pendant la collectivisation. Cependant, seul un quart ou un tiers des villages participaient à l'élection des

[243] Mao Zedong a visité Xushui le 4 août 1958, "Mao Zhuxi dao le Xushui" (Le Président Mao est arrivé à Xushui), *Renmin Ribao* (People's Daily), 11/08/1958. Xushui lui a donné une bonne impression sur la récolte abondante des productions alimentaires. La récolte alimentaire d'automne a été exagérée à 1 100 millions de kilogrammes par rapport à 45 millions de printemps. Ainsi, Mao disait que tout le monde peut venir manger gratuitement ensemble. Les cantines publiques ont ainsi été mises en œuvre dans les communes depuis l'automne 1958.

comités villageois jusqu'à la fin de 1996[244]. Après la parution de la « Loi sur l'organisation du comité des villageois » en novembre 1998, les élections villageoises sont mises en œuvre dans tous les villages administratifs. Le rôle de l'Etat, ici par la promulgation de la loi, est très évident. Dans la plupart des cas, le gouvernement local surveille l'exécution de cette loi.

Le comité des villageois devrait, en théorie, être libéré des interventions du gouvernement local et du Parti communiste, mais ce principe est loin d'être réalisé, dans la législation et dans la pratique à la fois. En réalité, bien que les villages aient réalisé une grande partie de l'autonomie dans la décision des activités économiques, les indices de gestion établis par le gouvernement local, tels que les taxes, le planning familial et les autres, sont prioritaires comme objectifs. De plus, la comptabilité des villages riches est souvent surveillée ou plutôt maintenue par le gouvernement local. Ce dernier n'est pas dans la structure du pouvoir villageois, mais il peut fonctionner dans les villages comme médiateur des conflits entre les villageois et les cadres, et aussi comme un acteur dominant y imposant les tâches.

La fonction du gouvernement local montre la présence de l'Etat dans les villages auto-gouvernés. Comme le gouvernement local (canton et bourg) est simplement l'échelon le plus bas dans la structure du pouvoir politique de l'Etat, il est dirigé directement par le gouvernement du niveau supérieur (sous-préfecture ou district) dans l'accomplissement de sa fonction. La nomination des fonctionnaires de cantons et de bourgs est aussi autorisée par le niveau supérieur. La plupart des fonctions se chevauchent entre les deux niveaux, dont l'extension est la plus rapide dans la structure du pouvoir politique de l'Etat, après la réforme économique.

Est-ce que cette situation est nécessaire pour la structure du pouvoir de l'Etat et celle du pouvoir des villages ? En théorie, les cadres villageois peuvent fonctionner à la fois dans la structure du pouvoir de l'Etat et dans celle du village. Le gouvernement local, donc, n'a pas besoin d'entrer dans les villages. En réalité, tous les chefs des comités des villageois sont dirigés par le gouvernement local, même le secrétaire du Parti communiste du village.

On peut résumer dans le tableau ci-dessous l'évolution structurelle du pouvoir politique en région rurale.

	Le niveau le plus bas du pouvoir d'Etat	Le pouvoir de l'Etat au village	Le pouvoir des villages
T1	*yamen* (sous-préfectures)	non présence ; certains systèmes exécutés par l'agent dans les villages	chefs des organisations populaires ; les chefs des lignages puissants ou les élites rurales
T2	sous-préfectures et cantons (certain cas)	chefs du *baojia*	les chefs des lignages puissants ou les élites rurales ; chef du *baojia*
T3	communes populaires	cadres communistes hors des villages et dedans	cadres communistes dans les villages
T4	cantons ou bourgs	fonctionnaires locaux et cadres villageois	la branche du Parti communiste et le comité des villageois

[244] O'Brien, Kevin J. et Li Lianjiang, "Accommodating 'Democracy' in a one-party state : introduction of village elections in China", dans Diamond, Larry and Ramon H. Myers (2001), *Elections and democracy in Greater China*, Oxford University Press, pp. 101-125.

7.2. L'évolution économique

Pour un grand nombre d'auteurs récents, l'économie rurale de la Chine a été le plus souvent étudiée sous l'angle de son rôle supposé dans le retard du pays du point de vue de son industrialisation, ou de son incapacité à faire émerger une révolution industrielle comme en Europe. Différentes explications ont été données dans cette perspective inspirée par différentes variantes de la théorie de la modernisation.

Huang, après son étude de la région Huabei (le Nord) (1986) et le Delta du Fleuve Yangzi (1990), propose l'idée que l'économie agricole dans les deux régions a eu une croissance sans développement pendant une longue durée, 1350-1988, dans le delta du Fleuve Yangzi par exemple. Il utilise la conception de l'« involution » sous l'inspiration de Geertz pour expliquer la croissance de la population dépassant celle de la production matérielle dans cette région. En fait, cette conception n'est qu'une reformulation de la thèse de Elvin (1973), déjà avancée en 1973, et selon qui la Chine n'a pu passer à l'industrialisation à cause d'un « high level equilibrium trap » causé par les progrès lents mais continus de la productivité agricole, qui a permis une croissance continue de la population, grâce à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Elvin a ainsi inversé pour la Chine la thèse du « low level equilibrium trap » de Nelson, très à la mode dans les années 1950. Cette dernière voulait montrer pourquoi la basse productivité agricole des pays en développement arriérés y empêchait le démarrage de la croissance industrielle, tant qu'un seuil décisif n'était pas franchi, une sorte de ce qui était appelé une grande poussée (big push) où la croissance de la production agricole par tête dépasserait durablement la croissance démographique, pour dégager un surplus capable de financer le démarrage de l'industrie[245]. Selon Elvin, la Chine était victime du succès de sa croissance agricole continue, améliorant durablement les conditions de vie de la paysannerie, mais incapable de dégager le surplus pour d'autres activités : donc un piège de haut niveau.

Bref, selon ces approches, il n'y avait pas de salut pour les pays en développement, en dehors d'une répétition du scénario de la Révolution industrielle à l'anglaise, permise par la révolution agricole antérieure. Ces schémas occidentalo-centriques ont occupé longtemps l'espace de la recherche pour empêcher de voir les réalités originales du développement agricole chinois en longue période.

Cependant Wong (1997) a proposé une autre approche dans ses différentes études comparant les développements chinois et européen à partir d'une approche que l'on peut qualifier de sino-centrique. Il a fait une comparaison entre la Chine et l'Europe au sujet du changement des institutions politiques et économiques, de la politique de l'Etat dans la gestion de la sécurité alimentaire, ainsi que de la protestation sociale en période de crise, la résistance aux taxes et les mouvements révolutionnaires dans les campagnes.

Il a conclu que l'économie paysanne en Chine était similaire à son équivalent en Europe à certains points de vue fondamentaux importants. Avant le XIXème siècle, les paysans à travers l'Eurasie ont visé à assurer leur subsistance et leur sécurité et à augmenter leurs revenus. D'où vient donc la différence entre la région du Fleuve Yangzi, marquée selon certains par une croissance sans développement, et l'Europe ? L'interrogation est posée directement à Huang mais inspirée surtout par les questions posées par le courant historique des «systèmes-mondes», dans une approche systémique et comparatiste, comme par exemple

[245] Nelson, R., "A Theory of the low level equilibrium trap in underdeveloped Economies", *American Economic Review*,Vol. 46, May 1956, p. 894-908.

l'œuvre de Chaudhuri[246]. Selon Wong, on ne trouve ni une grande divergence entre la Chine et l'Europe, ni non plus les preuves que la Chine retarde par rapport à l'Europe pendant une longue durée en histoire. La rupture en effet est surtout au moment où l'industrialisation européenne était mise en œuvre avec de nouvelles conditions historiques de vie matérielle et sociale, au moment où la Chine entrait dans une crise politique et économique au début du XIXème siècle. Elle n'a pu sortir par ses propres moyens, comme avant, de cette crise, à cause de l'interférence de l'Occident à ce moment précis.

A partir de l'approche de Wong, on se rend compte que beaucoup de théories générales sur les soi-disant causes structurelles du retard chinois, ont été inspirées par cette conjoncture désastreuse pour la Chine, dans ce moment historique limité.

En fait, le développement de l'agriculture chinoise a été pendant des siècles une recherche continue d'améliorations fondées sur le perfectionnement des techniques agricoles et la gestion équilibrée de l'éco-système. Ces résultats ont sans doute été permis par la relation particulière existant entre l'Etat et la paysannerie pendant des siècles. L'agriculture a été la base d'une lente mais continue diversification de l'activité économique dans des secteurs de plus en plus nombreux : avant la fin du XVIIIème siècle, de nombreuses entreprises chinoises dans le secteur proto-industriel exportateur (porcelaine, soierie) occupaient déjà plusieurs centaines de travailleurs[247].

Dans la structure économique de l'agriculture, le système foncier et le système fiscal concernant les impôts agricoles ont été les piliers des rapports entre l'Etat et la paysannerie, et ont conditionné la survie ou la chute de plusieurs dynasties impériales. L'Etat pouvait diriger la production agricole dont dépendaient ses ressources, par la redistribution des terres et par la demande des impôts agricoles. Ces deux points vont être examinés ci-dessous, notamment du point de vue de l'évolution qu'ils ont connue à l'époque contemporaine, par rapport à leurs fondements historiques.

7.2.1. Evolution du système foncier

Le système foncier de la « propriété privée » pendant le premier et le deuxième temps (T1 et T2) est changé en celui de la propriété collective pendant le troisième temps (T3). Il devient de plus en plus compliqué dans le quatrième temps (T4).

On doit cependant insister sur le fait que ce qui est appelé « propriété foncière privée » en Chine est différent du droit foncier privé occidental. L'Etat chinois, en principe, a toujours gardé, depuis l'Antiquité, le droit éminent de propriété sur les terres, mais en a concédé l'usage à certaines couches sociales (l'aristocratie) à certains moments) ou aux familles paysannes. Bien que les terres soient offertes à l'achat et à la vente en toute liberté depuis la réforme de Shangyang, l'Etat pouvait confisquer les terres de quelqu'un et la redistribuer à un autre, ou faire périodiquement des redistributions générales de la terre, si la concentration de cette dernière devenait trop forte et menaçait la paix publique. Mais le plus souvent, l'Etat a seulement distribué le stock restant des terres publiques dans l'histoire, notamment à partir des

[246] Chaudhuri, K. N. (1990), *Asia before Europe : economy and civilisation of the Indian Ocean from the rise of Islam to 1750*, Cambridge University Press. L'auteur a décrit la prospérité impressionnante dans la région autour de l'Océan indien, y compris les civilisations islamique, indienne et, en partie, chinoise, avant l'arrivée des Européens en Asie.

[247] Voir les documents : H. Van De Ven, "Recent studies of Modern Chinese History", *Modern Asian Studies*, Vol. 50, No. 2, 1996, pp. 225-269 ; W. T. Rowe, "Modern Chinese Social History in Comparative Perspective", sous la direction de P. S. Ropp (1990), *Heritage of China, Contemporary Perspectives on Chinese Civilization*, University of California Press, Berkeley, 1990, p. 252.

dynasties Song. Ainsi, la diminution des terres publiques a été liée à la faiblesse de l'Etat pour imposer vraiment la redistribution. De plus, les terres publiques ont diminué à cause de l'augmentation du pouvoir des fonctionnaires, dont la majorité étaient aussi des grands propriétaires fonciers, et de la croissance de la population. Chaque fois quand l'Etat était affaibli, son droit éminent sur la terre s'affaiblissait aussi, et on voyait une tendance plus forte à la privatisation de fait de la terre. Cela a été le cas à la fin de la dynastie Qing et sous la période républicaine.

Jusqu'à la collectivisation au milieu des années 1950, les paysans chinois avaient eu la jouissance privée de la terre, même si de manière insuffisante. Selon l'Annuaire des affaires intérieures en 1932—terres du Parti nationaliste, les terres publiques, y compris les terres de sacrifices, de temples, d'écoles et d'associations, occupaient seulement 1,99 % des terres entières d'Etat. La province du Shandong avait 0,65 % et celle du Henan 0,92 % de terres publiques. Autrement dit, presque toutes les terres étaient privées, du point de vue de l'usage effectif, à cette époque-là.

Les locataires complets n'étaient pas plus d'un quart des paysans, dont la plupart étaient des paysans pauvres. Ceux-ci avaient un petit peu de terres (entre 1 et 10 *mous*), mais aussi devaient louer une partie des terres à cultiver. Ils devaient déposer un loyer aux *dizhu* ou partager la contribution à l'Etat avec ces derniers. Dans la province du Henan, le partage des productions agricoles, des engrais, des semences et des impôts fonciers était répandu entre les propriétaires et leurs locataires[248].

La collectivisation rurale attribue les terres aux communes populaires qui sont égales aux cantons ou bourgs d'aujourd'hui au Nord. Quand le pouvoir des communes populaires est descendu aux brigades, et même aux équipes de production après les « trois années noires », la propriété foncière est alors passée des communes populaires aux brigades. Ces dernières sont égales aux villages administratifs d'aujourd'hui dans mes études de cas.

Depuis la réforme économique, bien que les terres cultivées soient confiées à chaque foyer paysan, celui-ci n'obtient pas la pleine propriété foncière. C'est le droit ancien de concession de l'usage de la terre qui a été remis en vigueur. Les paysans n'ont que le droit de gestion des terres. Les cadres ruraux ont en effet le pouvoir de dominer l'usage des terres villageoises, puisqu'ils attribuent les concessions des droits d'usage. Les paysans deviennent les « locataires » pendant la durée du contrat, puisqu'ils doivent verser la contribution à plusieurs niveaux du gouvernement de l'Etat et au village.

La mise en œuvre du système de la responsabilité familiale pendant plus de vingt ans a pu se maintenir grâce à l'égalité réalisée dans l'allocation des terres. Les paysans chinois étaient relativement tranquilles lorsqu'ils vivaient l'égalisation de l'accès aux terres pendant la réforme agraire dans les années 1950, et depuis 1980 dans le cadre de la nouvelle réforme agraire. Les deux ont distribué les terres aux paysans en fonction du principe d'égalité.

Etant donné que le contrat à responsabilité ne changera pas pendant trente ans, les terres sont reconsidérées comme de la propriété privée par de nombreux paysans. Bien que tous les villageois puissent décider d'employer les terres collectives, les projets d'utilisation des terres sont désormais soumis à la ratification du gouvernement local selon la « Loi de la gestion des terres » (01-01-1999, la clause 15). Ainsi, le gouvernement local a l'autorité de ratifier

[248] Zhang, Xichang (1934), "Henan nongcun shehui diaocha" (Les enquêtes dans les campagnes du Henan), dans la revue *Zhongguo nongcun* (Les campagnes chinoises), Vol. 1, No. 2, pp. 47-63, Shanghai, Liming shuju.

l'utilisation des terres villageoises et a aussi le pouvoir d'en changer l'affectation, par exemple de l'usage agricole à l'usage non agricole. Dans ce contexte, il y a souvent des négociations sur l'affectation des terres entre le gouvernement local (sous-préfecture ou bourg) et certains commerçants, investisseurs immobiliers ou entrepreneurs.

Un responsable du département de programmes relevant du Ministère des Ressources foncières analyse qu'« un certain nombre des gouvernements locaux ont mal compris la connotation du développement économique. Ils ont fait beaucoup de constructions grandioses en poursuivant la recherche du prestige politique. Les terres sont ainsi employées à tort »[249]. De fait, chaque niveau du gouvernement local met en œuvre des politiques d'enrichissement privé par la voie de l'utilisation de l'autorité publique, une dérive qui est liée à la décentralisation.

Après la réforme fiscale de 1994, le revenu du gouvernement local a diminué, mais la dépense continue à monter. L'utilisation des terres cultivées pour d'autres activités est devenue une source financière ce qui peut suppléer aux manques de revenu du gouvernement local. Les paysans en souffrent souvent du point de vue de l'insuffisance du dédommagement financier et du manque d'emploi alternatif.

Transférer les terres agricoles à de nouveaux utilisateurs non agricoles entraîne une rareté des terres qui peut être sévère et engendre des conflits entre familles dans la redistribution des terres agricoles restantes. En outre, dans de nombreux cas, les compensations offertes sont insuffisantes. Si un certain équilibre est maintenu ou si les remboursements sont justes, dans le cas du village W par exemple, personne ne porte plainte.

Dans le village W, chaque personne n'a plus qu'un *mou* de terres, tout le reste est mis en utilisation pour les entreprises et les autres. Lorsqu'ils peuvent profiter du revenu et de l'emploi hors de l'agriculture, les paysans ne se plaignent pas de la perte de terres. Selon le programme d'urbanisation du village, à l'avenir les villageois vont perdre leurs terres cultivées. Ils n'ont pas porté plainte puisqu'ils ont obtenu un remboursement suffisant.

De fait, les conflits provenant de la perte des terres cultivées se trouvent souvent dans les régions rurales où les paysans vivent de l'agriculture seule. Lorsqu'ils ont perdu les terres cultivées sans avoir de dédommagement suffisant et ni d'emploi garanti, les paysans n'ont d'autre solution que de faire l'opposition au gouvernement local.

Les paysans de Hebi, une municipalité de production de charbon au nord de Henan, que j'ai rencontrés, ont porté plainte puisque leurs terres sont réquisitionnées pour la nouvelle zone du développement. Je ne savais pas pourquoi ils ne se satisfaisaient pas du remboursement, 50 *yuans* par mois, alors que les prix du marché est aussi bas qu'au village W. Après une conversation avec les paysannes (21-07-2004), je l'ai compris. Les paysans de Hebi n'ont pas de nouvel emploi après la perte des terres, tandis que les villageois W peuvent continuer de travailler dans les entreprises. C'est pourquoi Wen Tiejun a affirmé que dans plusieurs cas « le problème de fond en Chine est la paysannerie. Les terres étaient le fond du problème de la paysannerie dans le XXème siècle, l'emploi l'est devenu dans le XXIème siècle en Chine »[250].

Après la perte des terres, beaucoup de paysans ne peuvent que recevoir un montant de dédommagement. Un certain nombre d'entre eux vont travailler en ville et certains autres

[249] *Nanfang ribao* cité par www.xinhuanet.com, 01-12-2003.

[250] Wen, Tiejun, "Zhongguo wenti zai nongmin, nongmin wenti zai jiuye" (Le problème de la Chine est la paysannerie et le problème de la paysannerie est l'emploi), sur son site personnel, business.sohu.com, 08-04-2004

continuent à lutter pour le droit à l'accès aux terres. Ce type de conflits a déjà surpassé en importance les conflits pour la résistance contre les impôts et les taxes. La Chine n'a pas encore résolu ce problème de la terre ce qui cause de l'antagonisme entre les cadres ruraux et les paysans. Paradoxalement l'Etat qui édicte les lois et fait les politiques qui orientent cette évolution, apparaît toutefois comme le recours et le protecteur de la paysannerie dans sa lutte contre ses exécutants au niveau du gouvernement local et des cadres villageois.

7.2.2. Evolution du système des impôts agricoles

Pendant longtemps, la dynastie Qing n'a pas eu beaucoup de surtaxes imposées sur les paysans et souvent a supprimé les impôts et les corvées en cas de mauvaise récolte. Cela peut expliquer pourquoi les Mandchous, une minorité ethnique étrangère, ont pu dominer le pays pendant 267 ans. Mais l'épuisement fiscal de l'Etat a été un des facteurs importants mettant fin à la dynastie. L'Etat a dû payer une énorme indemnité aux pays étrangers à cause de l'échec dans les guerres contre les Occidentaux et les Japonais. La pauvreté des paysans a un lien avec le destin de l'Etat depuis le milieu du XIXème siècle, et même plus tôt.

Pendant la période de la République, les paysans ont été obligés de payer de lourdes taxes et corvées pour supporter le coût des guerres. Les paysans pauvres ont souffert beaucoup de l'exploitation des *dizhu*. Ils ont ainsi participé à combattre les tyrans locaux sous la direction du PCC, surtout pour la diminution des loyers et la redistribution des terres.

Après la proclamation de la République populaire, la « Directive de collectionner l'alimentation publique en été 1950 » a diminué l'impôt alimentaire de 17 % en 1949 à 13 %. Selon cette directive, les taxes locales ont aussi diminué de 20 % en 1949 à 14,95 % en 1950[251]. Selon la directive sur la collecte des impôts agricoles en 1951, promulguée par le Conseil d'Etat, les impôts étaient fixés à 30 % au plus haut et à 5 % au plus bas de la production totale, tandis que les taxes locales ne pouvaient dépasser 20 % des impôts de l'Etat[252]. Le Ministère des Finances a alors commandé d'examiner la capacité fiscale des terres et de décider le quota d'impôts cette année-là[253].

Pendant la période de collectivisation suivante, la région de Nanyang par exemple, devait déposer 11,5 % de la production totale comme impôts agricoles. Ce taux a été fixé en 1958 à 262,32 millions de kilogrammes de productions alimentaires et continue à l'époque de la réforme économique (*Nanyang diquzhi*, tome II, 1994 : 622).

Depuis la réforme économique, l'Etat a ajouté la taxe de production spécifique pour les cultures agricoles en novembre 1983 et celle pour l'utilisation non agricole de terres cultivées en 1987. La première qui collecte la taxe selon les productions spécifiques, les fruits ou le thé par exemple, peut être fixée à un taux maximum de 15 %, alors que pour l'alimentation, le taux devrait être entre 5 % et 10 %. La deuxième, partagée entre le gouvernement central et le gouvernement local, doit être payée une seule fois dans la mesure où les terres cultivées sont utilisées par l'industrie ou le commerce.

La réforme économique entraîne le problème de la fiscalité générale de l'Etat. La Chine avait 1,01 milliard de *yuans* de surplus fiscal en 1978, mais 17,06 milliards de *yuans* de déficit fiscal

[251] Amano (1952), p. 350.
[252] *Renmin zhoubao* (L'hebdomadaire du peuple), No. 26, 01-07-1951.
[253] "Nongyeshui chatian dingchan gongzuo shishi gangyao" (Recueil pour examiner les terres et fixer le quota des impôts agricoles), dans le journal *Renmin Ribao* (People's Daily), 05-07-1951, p. 1.

en 1979, puis 8,04 milliards entre 1981 et 1985, 58,51 milliards entre 1986 et 1990, 194,54 milliards entre 1991 et 1995, et 259,8 milliards (2,9 % du PIB) en 2000[254]. Le déficit fiscal de l'Etat est mis en question vers la fin des années 1980 au moment où l'inflation devient un fait récurrent. Un aspect central de la réforme économique est donc l'accroissement du déficit fiscal du gouvernement central dans les années 1980.

Ce déficit résultait lui-même du choix politique de diminuer le prélèvement de l'Etat sur les entreprises non agricoles depuis 1979 d'abord, puis les entreprises étatiques depuis 1981. Ces entreprises remettaient antérieurement tous leurs revenus aux administrations fiscales dépendant du Ministère des Finances et elles ont maintenant pu garder une partie croissante de leurs bénéfices et les transférer directement dans le système bancaire lui même, réformé à travers le changement du rôle de la Banque centrale. Les entreprises d'Etat depuis 1982 voient transformer la propriété des capitaux étatiques en propriété de l'unité de travail (*Danwei suoyouzhi)* à travers la transformation du système de transfert administratif des profits en un système de taxes. Par la suite, le revenu de l'Etat en est diminué. La dépense de l'Etat a pourtant augmenté pour satisfaire la nouvelle demande de l'économie de marché et pour continuer de prendre en charge le bien-être des citadins et l'aide sociale[255], telle que la subvention des produits agricoles par l'Etat, qui a augmenté de 1 114 millions de *yuans* en 1978 à 11 771 millions de *yuans* en 1980, soit dix fois plus[256].

La politique du déficit fiscal de l'Etat montre le coût de la réforme économique par laquelle les rapports entre l'Etat et le local, entre l'Etat et les entreprises sont modifiés.

La réforme du système de la Banque centrale est mise en œuvre alors que le déficit s'accroît sans cesse. Les crédits bancaires remplacent les subventions budgétaires par voie administrative aux entreprises d'Etat. Les problèmes des dettes triangulaires entre l'entreprise d'emprunt, la banque et l'entreprise de prêt deviennent tendus dans les années 1990. Pour diverses raisons, la plupart des entreprises d'Etat n'ont pu s'adapter à l'économie de marché d'un côté, et d'un autre elles n'ont pas non plus profité du financement de l'Etat, sauf une minorité de grandes entreprises considérées comme les piliers économiques.

Le système fiscal au début des années 1980 a été également décentralisé en vue d'obtenir le soutien des gouvernements locaux dans la réforme. Alors que le PIB a augmenté, en moyenne, 9,5 % par an entre 1980 et 1990, la recette totale de l'Etat a diminué de 28,4 % à 12,6 % du PIB entre 1979 et 1993, et en même temps le poids du revenu du gouvernement central est tombé de 46,8 % à 31,6 % dans la recette totale. Alors qu'il était de plus en plus difficile de maintenir l'équilibre budgétaire, le gouvernement central dut emprunter l'argent du local, 10 % du fonds

[254] *Zhongguo tongji nianjian*, 1999, p. 269 et Tong, Zhenyuan, "Zhongguo miandui yanzhong caizheng weiji" (La Chine confrontée à la forte crise fiscale), dans le Journal *Lianhe Zaobao*, 28-05-2001.

[255] He, Fan (1998), *Wei shichang jingji lixian—Dangdai zhongguo de caizheng wenti* (Pour la législation de l'économie de marché, la question fiscale en Chine contemporaine), Pékin, Jinri zhongguo chubanshe.

[256] « 40 % des 100 000 entreprise d'Etat sont déficitaires, mais elles ont représenté 30 % de la production industrielle chinoise en 1995 », *China Daily*, 09-09-1996, cité par Bari, Dominique (1997 : 54) ; Zhu, Gang, "Gaige yilai zhongguo nongcun caizheng ruogan wenti toushi" (Plusieurs questions fiscales sur les campagnes chinoises depuis la réforme économique), *Keyan dongtai* (Bulletin de recherche scientifique), 2000/12. Selon cet article, le taux de la dépense de l'Etat augmenta, en moyenne, 16,4 % par an entre 1978 et 1989, 19,6 % entre 1989 et 1993, tandis que le taux du revenu n'augmenta que 8,1 % entre 1978 et 1989, 13 % entre 1989 et 1993.

d'énergie et transport au milieu des années 1980 par exemple[257], et émettre la dette de l'Etat, chaque année depuis 1981.

Le déficit excessif a enfin amené la réforme fiscale de l'Etat au milieu des années 1990, avec notamment une réforme dans le partage des taxes entre le centre et le local. En fait, les taxes étaient totalement unifiées par l'Etat dans le revenu et la dépense seulement entre 1950 et 1952, puis en 1969 et 1970. Toutes les autres années, le gouvernement central partage soit les différentes parties des taxes soit les mêmes taxes mais en proportion avec le gouvernement local[258].

La réforme fiscale de 1994 a changé la clé de partage des taxes en deux parties, centrales et locales. L'Etat a désormais établi ses propres institutions de taxes à chaque niveau administratif. En vue d'augmenter le revenu central, cette réforme a supprimé la différence des taxes sur la valeur ajoutée (TVA) entre les entreprises nationales et les étrangères. L'Etat prend alors 75 % de la TVA tandis que le local reçoit 25 %. La croissance du revenu du gouvernement central en résulte immédiatement. Comme la réforme fiscale est promulguée en septembre 1993 et que les taxes de 1994 se basent sur celles de 1993, le gouvernement local aux divers niveaux s'est efforcé de percevoir les taxes au maximum après la parution de la directive. Les taxes de 1993 ont ainsi augmenté de 100 milliards de *yuans* par rapport à celles de 1992, dont 60 milliards ont été perçues dans le dernier trimestre de 1993[259].

La réforme fiscale de 1994 renforce le revenu du gouvernement central par une séparation nette des impôts et taxes entre centre et local. Avant la réforme, en 1993, le revenu central ne prenait que 20,8 % du revenu total (426 milliards de *yuans*). Et après la réforme, le centre obtient 57,9 % du revenu total (2 000 milliards de *yuans*) en 2003[260]. Cette réforme provoque alors un problème fiscal de plus en plus grave au niveau du local, ainsi que l'alourdissement des taxes locales sur les paysans, dont la croissance du revenu est beaucoup moindre que la croissance des charges fiscales.

Le revenu du gouvernement local au niveau des cantons ou des bourgs a trois sources, c'est-à-dire collecter les taxes locales, obtenir les capitaux transférés par le gouvernement supérieur et chercher l'argent en soi. Comme les deux premières sont souvent fixées, le gouvernement local cherche à augmenter la troisième source, y compris les profits des entreprises rurales et les diverses taxes informelles[261]. Dans les régions soutenues seulement par l'économie agricole, les taxes agricoles représentent une grande partie du revenu local et les paysans sont devenus la source principale des taxes. Les lourdes charges sont surtout imposées par le gouvernement local et les cadres villageois. Les principaux collecteurs de taxes dans les

[257] Sun, Lei, "Shinian huishou « fenshuizhi »" (Repenser au système de partager les taxes pendant dix ans), dans le journal hebdomadaire *Er shi yi shiji jingji baodao* (Rapport économique du XXIème siècle), 12-12-2004.

[258] Wen, Tiejun, "Guojia ziben zai fenpei yu minjian ziben zai jilei" (La rédistribution du capital de l'Etat et la réaccumulation du capital du peuple), dans la revue *Zhanlüe yu guanli* (Stratégies et gestions), 1994/4, pp. 85-90.

[259] Xu, Shanda (vice président du Département de taxes, 2001), "1994nian zhongguo caizheng gaige de shenke beijing" (Le contexte du fond de la réforme fiscale de Chine en 1994), sur le site www.macrochina.com.cn, 04-09-2001.

[260] Deng, Jing, "Zhongyang yu difang : caizheng yu fenquan ruhe pingheng" (Centre et local : comment faire une division équilibrée entre le fiscal et le pouvoir), dans le journal *Jingji guancha* (*L'Observation économique*) 10-06-2004. Les chiffres, 28,35 % (500 milliards de *yuans*), sont différents de 20,8 % (425,9982 milliards de *yuans*) chez Liu, Zuo (Le directeur du Département d'études des impôts et taxes d'Etat), "Shuizhi gaige shinian—huigu yu zhanwang" (Symposium de la réforme fiscale pendant dix ans—regard en arrière et perspective). J'ai utilisé les chiffres du dernier puisqu'il fait autorité.

[261] Selon l'article de Zhu, Gang (2000), la troisième source du gouvernement *xiangzhen* a augmenté de 2 733 millions en 1986 à 14 183 millions de *yuans* en 1992, la moyenne du taux de croissance par an étant de 31,6 %, qui est plus grande que celle de la première source (15,9 %) et la deuxième source (26 %).

campagnes ne sont pas salariés de l'Etat et ils ont donc besoin de demander des surtaxes pour se rémunérer eux-mêmes.

L'impôt agricole et les taxes sont prélevés en fonction de la superficie des terres, qui est allouée en fonction de la taille de la famille. L'impôt agricole et les diverses taxes sont ainsi définis comme des taxes par tête ce qui est en fait le même système que celui qui avait duré deux mille ans en Chine impériale. Mais la différence, c'est qu'il n'existe plus assez de terres pour que tous les membres de la famille paysanne puissent vraiment en vivre. De plus, après l'impôt agricole, les paysans doivent payer encore la contribution au bien-être public, l'éducation par exemple.

De lourdes charges sont imposées aux paysans ce qui conduit à des insurrections locales et à des conflits brutaux, dont les faits dans le livre de Chen (2003) montrent une tension croissante en milieu rural. La réaction des paysans est cependant souvent impuissante face à l'imposition des cadres villageois, lorsque le gouvernement local soutient ces derniers. Tout comme historiquement, il y avait interaction entre les individus puissants et le pouvoir de l'Etat dans l'accomplissement des fonctions du système du *Baojia*. Les lourdes charges paysannes ne sont pas seulement une question liée aux seules politiques contemporaines de l'Etat, mais elles s'inscrivent en continuité avec la longue histoire des rapports entre l'Etat et la paysannerie. En fait, toute la société est concernée par cette situation. C'est un modèle de société qui est en cause.

En plus des impôts et taxes visibles, il y a d'autres formes par lesquelles l'Etat a le moyen de tirer l'argent de l'agriculture et de la campagne. L'Etat par exemple prend l'argent de l'agriculture par les prix de *jiandaocha*, c'est-à-dire que l'Etat achète les produits agricoles en gros et vend les produits industriels au détail, afin de financer le développement des autres sections économiques.

Les Coopératives de crédit rural collectent l'épargne des paysans, dont seulement 24 % servent de crédit à l'agriculture ou aux activités économiques dans les milieux ruraux. Autrement dit, plus des trois quarts des capitaux ruraux sont sortis de l'agriculture, de la paysannerie et les régions rurales pour les autres utilisations[262]. En comparaison avec le Japon, dans ce dernier pays, tous les capitaux agricoles circulent à l'intérieur de l'agriculture. L'Etat japonais ne peut utiliser ces capitaux lorsqu'il en a besoin pour une autre utilisation[263].

On ne peut s'empêcher aussi de mettre en rapport la lourdeur des prélèvements sur la paysannerie avec l'énormité de la fraude fiscale mise en œuvre par les plus riches, après la réforme économique. Il y a plusieurs centaines de milliards d'évasion fiscale parmi les gens riches, notamment les hauts fonctionnaires, les stars, les grands entrepreneurs et commerçants. Si l'Etat supprimait tous les impôts paysans, ceux-ci ne dépasseraient pas le montant de l'évasion fiscale. Mais on peut penser à cet égard que la question n'est pas tant dans la diminution des impôts paysans, plutôt que dans le fait que l'Etat devrait offrir des services efficaces pour les paysans et pour le développement rural en vertu simplement des exigences d'une certaine justice sociale.

[262] Wen, Tiejun, "Di'erbu nongcun gaige mianlin de liangge jiben maodun" (Les deux contradictions fondementales pendant la deuxième phase de la réforme rurale), dans la revue *Zhanlüe yu guanli* (Stratégies et gestions) ,1996/3, pp. 111-114.

[263] La rencontre d'une chercheuse à l'Institut d'études du trésor central de l'agriculture et la sylviculture, qui est une organisation non gouvernementale à Tokyo, octobre 2003.

Pour terminer ce point, on propose ci-dessous un résumé rapide de l'évolution des interactions entre rapports fonciers et impôts à travers les quatre périodes examinées, dans le but de mieux situer la singularité ou la continuité des problèmes actuels par rapport à ceux des temps antérieurs.

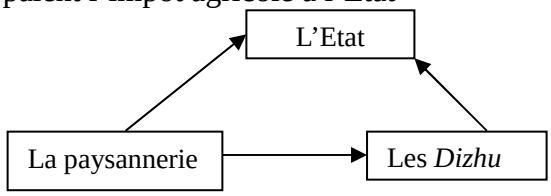
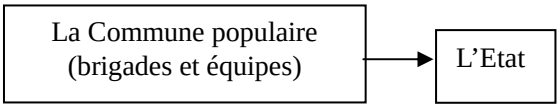
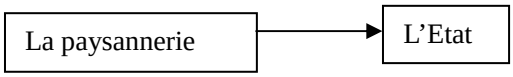
Dans le T1, l'Etat et la paysannerie sont liés par les impôts. Les paysans devaient verser l'impôt foncier, la contribution des productions agricoles et les corvées à l'Etat et parfois aux *dizhu*. L'Etat, les *dizhu* et la paysannerie composent une structure relativement stable, puisque l'Etat devait limiter l'exploitation excessive des *dizhu*, tandis que les *dizhu* devaient protéger la paysannerie de trop lourdes charges imposées par l'Etat. Paradoxalement, quand on tient compte des décalages dans l'histoire réelle entre la doctrine officielle de l'Etat confucéen et les pratiques effectives des acteurs, on se rend compte que l'intérêt des paysans est lié à l'Etat et aux *dizhu* à la fois. Les deux s'équilibrent et les longues périodes de stabilité des campagnes en sont le résultat.

Dans le T2, les paysans sont confrontés à des problèmes semblables à ceux du T1. Comme l'Etat est affaibli et la plupart des *dizhu* sont absents des villages pendant cette période, les paysans sont relativement tranquilles pour cultiver leurs terres. Néanmoins, ils sont en réalité paupérisés à cause des lourdes charges de l'Etat pour soutenir les guerres et de l'envahissement des capitaux commerciaux, gérés par des *dizhu*, des compradores bourgeois et des marchands, les trois étant souvent associés par des liens familiaux ou autres.

Dans le T3, comme les terres privées n'existent plus, le lien entre l'Etat et la paysannerie est remplacé par les rapports entre l'Etat et la Commune populaire. Les cadres communistes, délégués de l'Etat dans les communes populaires, contrôlent toutes les activités paysannes. La structure du pouvoir politique est ainsi changée par la disparition des *dizhu* et des tyrans locaux. Ces sont les cadres ruraux qui lient l'Etat à la paysannerie dans les communes. La loyauté des cadres dans l'exécution des politiques de l'Etat n'encourage pas toujours les initiatives paysannes. Il y a donc une certaine tension entre l'Etat et la paysannerie, surtout à cause du système de la rémunération égalitaire, bien accepté par une partie des paysans, mais qui décourage les paysans tournés vers le marché et le désir de profit.

Dans le T4, bien que la propriété foncière soit toujours collective, les terres sont confiées aux paysans. Le lien entre l'Etat et la paysannerie retourne essentiellement à la question des impôts agricoles, mais ceux-ci sont devenus beaucoup moins importants pour l'Etat par rapport aux temps antérieurs. Le système de la responsabilité familiale a réduit au début le pouvoir des cadres ruraux. Ceux-ci ont cependant rapidement repris leur rôle important dans la structure du pouvoir politique par le contrôle des ressources matérielles (l'autorisation d'utiliser les terres par exemple) et par la réussite des activités économiques (comme le développement des entreprises rurales). Les paysans n'ont pas le droit d'acheter ou vendre leurs terres comme une propriété privée, tandis que les cadres ruraux peuvent les requérir au nom du développement local et de la mise en place d'activités industrielles. Comme le poids des impôts agricoles pèse de moins en moins dans le revenu de l'Etat et que celui-ci peut aussi profiter de la croissance économique du local, la paysannerie a perdu son poids dans la structure du pouvoir politique et ainsi est devenue victime des contradictions du système foncier, qui joue un rôle important dans la reconversion des activités économiques des régions rurales. Ces contradictions ont éclaté après la réforme fiscale de 1994.

Evolution du système foncier et de la structure de l'impôt agricole

	Système foncier	Impôt agricole
T1	La propriété privée (le droit d'usage privé et l'exploitation privée des terres communautaires) ; les terres sont librement achetées, vendues, ou empruntées ; les *nongmin* ou agriculteurs cultivent leur propre terre ou une partie des terres des *dizhu* ; l'Etat est face aux *nongmin* ou bien à certaines époques l'Etat, les *dizhu* et les *nongmin* composent un triangle économique	Les *nongmin* ou agriculteurs doivent l'impôt agricole à l'Etat s'ils cultivent leurs propres terres ; les paysans doivent les loyers aux *dizhu* pour louer leurs terres ; les *dizhu* eux-mêmes, ou avec leurs locataires, paient l'impôt agricole à l'Etat 
T2	La propriété privée ; la révolution foncière commence à mobiliser les paysans pauvres attaquant les *dizhu*	Idem, en même temps les capitaux ruraux et les ressources agricoles s'enfuient vers les villes et les industries à cause des *dizhu* absents et l'envahissement des capitaux commerciaux dans les campagnes
T3	La propriété et l'exploitation des communes, des brigades et des équipes ; il est interdites d'acheter ou de vendre les terres ; les paysans cultivent les terres communales ; l'Etat face indirectement à la paysannerie via la Commune populaire	La Commune populaire livre les productions alimentaires et produits agricoles à l'Etat 
T4	La propriété collective du village et l'exploitation privée ; les terres peuvent être transférées de l'un à l'autre mais non achetées ou vendues parmi les individus ; les terres peuvent aussi être utilisées pour les autres secteurs ; les paysans cultivent leurs terres dans le cadre du contrat sous responsabilité ; l'Etat fait face directement à la paysannerie	Les paysans doivent l'impôt agricole en nature ou en monnaie à l'Etat (tous les niveaux du gouvernement local compris) 

7.3. L'évolution sociale

L'Etat a évolué de l'Empire à la République populaire. Pendant ce passage, certain éléments sociaux ont disparu ou se sont modifiés, la disparition des *dizhu* ou des *xiangshen* par exemple, certains autres restent constants comme les agriculteurs et leurs villages, et certains nouveaux apparaissent comme la société dualiste.

L'Etat est fondé d'abord sur les villages que les familles composent. Ensuite, la ville apparaît en tant que centre politique de l'Etat mais était originellement fondée sur la base des villages et du surplus agricole. La ville chinoise avait une division de travail, tels que l'artisanat, le commerce et la petite industrie, en offrant des biens et des services aux empereurs, aux fonctionnaires et aux populations, mais elle n'était pas devenue le centre économique et culturel de l'Etat. De

plus, le village avait un certain nombre des fonctions de l'Etat, telles que l'organisation des rites, la réserve des productions agricoles et la fabrication des céramiques, etc. (Tu, 1992).

Les villes et les campagnes co-existent depuis très longtemps, même avant l'Empire Qin en Chine, mais, jusqu'à l'époque moderne, elles n'ont pas constitué une société dualiste en raison de la mobilité sociale parmi les différentes couches sociales et des rapports homogènes entre les deux espaces.

Historiquement, la ville chinoise ne s'était pas constituée en opposition aux campagnes, comme certaines thèses sur l'histoire occidentale tendent à le montrer pour l'Europe, par exemple les anciennes thèses sur l'opposition entre les villes « bourgeoises et libres » et les campagnes « féodales et asservies »[264]. Les marchands chinois apprirent à travailler dans la structure et l'idéologie existantes de l'Etat. Les richesses étalées dans leur vie de luxe furent un signe d'une sub-culture prospère plutôt que d'une classe moyenne émergente (Jing, 1978 : 6).

L'ouvrage de Jing et Luo (c.1959), introduit et traduit par Wilkinson (1978), est le premier à décrire la région du Grand canal autour de laquelle la croissance des nouveaux bourgs n'a pas changé la structure économique et politique traditionnelle.

De fait, grâce au transport relativement bon marché offert par le Grand canal, géré par l'Etat, cette région fut une des régions prospères du commerce. Les villes s'établirent au long ou près du canal, souvent avec les artisanats spécialisés ou les fonctions commerciales. Ces villes pourtant ne furent pas des centres d'échange entraînant des perturbations soit dans l'économie, soit dans le corpus politique. La population dans ces villes s'accrût au même rythme que la croissance de la population rurale. Les citadins ne produisirent pas des valeurs alternatives défiant les lettrés-fonctionnaires confucéens de l'Etat. Au contraire, les fonctions des commerçants, des propriétaires fonciers et des fonctionnaires, souvent accomplies par les mêmes individus ou les mêmes familles, partagèrent la même éthique de l'adaptation et du compromis mutuels (Jing, 1978 : 37).

Il y eut des changements à la fin de l'Empire chinois comme le rapporte une certaine littérature sociale qui fit bien la distinction entre familles riches, moyennes et pauvres. Une grande importance fut aussi attachée à la division des statuts qui furent liés surtout à la reconnaissance de la hiérarchie de quatre couches sociales et ainsi le statut ne fut pas lié directement aux richesses. Les marchands en termes de statut restaient au bas de l'échelle. Les *jinshen* (ex-fonctionnaires) eurent toujours un statut prééminent et formèrent le noyau des élites locales. Dans chaque district, il y eut un certain nombre de familles constituant les élites locales : entre 20 et 40 familles. Elles vivaient dans les chefs-lieux du district où le magistrat du district se trouvait (Jing, 1978 : 11).

Les villes traditionnelles sont différentes des municipalités. Ces dernières apparaissent plus tard comme ports. Ces municipalités ont été forcées de s'ouvrir aux puissances étrangères par les traités inégaux depuis 1842, le premier traité de Nankin entre le gouvernement mandchou et l'Angleterre. Dès lors, ces municipalités se développent plutôt à travers la croissance de l'économie moderne étrangère que du marché des territoires intérieurs, bien que les campagnes environnantes aient pu profité de cette prospérité économique, comme la région du Delta du

[264] Henri Pirenne (1939), *Les villes et les institutions urbaines*, Paris, Librairie Félix Alcan ; Bruxelles, Nouvelle Société D'Editions, réimpression de plusieurs articles entre 1885 et 1933, Tome I et Tome II. Ce thème a été critiqué de plus en plus et remis en cause. Voir Poly, Jean-Pierre et Eric Bournazel (1980), *La mutation féodale : Xème-XIIème siècle*, Paris, PUF.

Yangzi. La société dualiste a été formée par les villes modernes en ce temps-là (Fei, 1953 : 91-108).

Dans le deuxième temps, les villes modernes se sont éloignées davantage des campagnes en raison de la croissance de l'industrie nationale et moderne dans les villes avec l'appui de l'Etat. Les artisans et les agriculteurs ruinés dans les milieux ruraux se sont enfuis vers la ville en devenant les travailleurs des usines et le prolétariat. La mobilité sociale commence alors à changer de nature entre les villes et les campagnes. La mobilité économique par le changement de l'occupation traditionnelle a remplacé l'ancienne mobilité politique à travers le concours impérial, et est devenue le courant principal. Néanmoins, les campagnes restent plus importantes que les villes à cette époque-là du point de vue économique et culturel. C'est pourquoi les campagnes pouvaient devenir des bases de la construction rurale et de la révolution agraire.

Dans le troisième temps, les campagnes ont été séparées des villes en suivant le modèle soviétique, l'industrialisation en ville et la collectivisation en milieu rural. La mobilité sociale entre les villes et les campagnes devint peu possible après la mise en œuvre du *hukou*. Le caractère dualiste de la société n'en est pas aggravé, mais plutôt figé à ce moment-là. En comparaison avec les autres pays pendant la même période[265], qui mettent en œuvre la théorie et les pratiques de la révolution verte, l'Etat chinois poursuit sa propre stratégie hétérodoxe du développement rural. Le poids économique et politique des villes est devenu progressivement plus important à travers cette période. Les campagnes comme un bloc pesaient encore lourd dans l'économie nationale, notamment au moment où l'Etat ne pouvait plus compter sur des ressources extérieures pour réaliser l'industrialisation. Les campagnes étaient la seule source d'approvisionnement des villes pour l'alimentation. De ce fait, les villes n'ont pas encore emporté, à cette époque, l'avantage absolu par rapport aux campagnes.

Dans le quatrième temps, le changement fondamental dans la structure ville-campagne se fait au fur et à mesure de l'ouverture sur l'étranger, du développement des entreprises rurales, de la libéralisation des marchés alimentaires et de la migration. Les villes sont devenues complètement centrales dans les aspects politique, économique et culturel. Les campagnes ont envie d'être transformées en ville, telle que « *xiao shanghai* » (petite Shanghai) est devenue la référence symbolique de la rue commerçante des villages. La société dualiste n'est pas transformée par ce tournant, mais plutôt renforcée par l'écart aggravé entre les villes et les campagnes.

Outre le changement de la structure ville-campagne, celui de la mobilité entre les différentes couches sociales est aussi devenu une composante de l'évolution de la structure sociale.

La société rurale est rendue plus mobile par les facilités de transport, la communication ou le rôle des institutions politiques. Alors que les deux premières étaient relativement faibles dans le passé, les institutions politiques de l'Etat ont pu jouer un rôle important dans la mobilité sociale, avec le rôle du concours impérial (*keju*).

Une certaine distinction entre les *nongmin* et les autres couches sociales apparaît sans doute très tôt dans l'histoire de la Chine, mais il est lié étroitement aux politiques de l'Etat. Celles-ci organisent les populations rurales à travers la structure administrative ou l'organisation du lien

[265] Voir à ce sujet de J.-Ph. Peemans, "Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement", *Revue Tiers Monde*, t. XXXVI, n° 141, janvier-mars 1995, pp. 17-39.

social. Comme les lettrés eurent le privilège de réduction ou d'exemption d'impôts par l'Etat, ils occupèrent la place la plus haute parmi les populations à travers le premier temps (T1). Les agriculteurs occupaient le second rang, après les lettrés, avant les artisans et les marchands, eux au bas de l'échelle. Donc historiquement, jusqu'au XIXème siècle, l'agriculture n'est pas considérée comme une occupation inférieure, ainsi que l'agriculteur.

Une évolution importante, mais tardive a été le changement de statut des marchands lors de l'affaiblissement de l'Etat. Lorsque l'Etat Qing a instauré le système de vente des postes de fonctionnaires pour récolter de l'argent, une partie des commerçants riches a changé de statut, et est montée du commun au statut de fonctionnaire. Leur statut dans les faits dépasse alors celui des *nongmin*. Plus de 534 000 personnes ont acheté les postes des fonctionnaires petits et moyens de 1870 à 1900. Le nombre de ces achats a dépassé celui de ceux obtenus par la réussite du concours impérial depuis 1860, soit 66 % des fonctionnaires petits et moyens au total[266].

En outre, les riches avaient aussi l'avantage dans le concours impérial. L'éducation est devenue un luxe pour les pauvres depuis le milieu du XIXème siècle. Dans la région de Zouping et Changshan, cinq sur huit des *Jinshi* qui ont passé le concours impérial au niveau du pays, entre 1840 et 1905, étaient issus de familles riches de Zhoucun, une petite ville traditionnelle[267]. Mais avant cette époque-là, presque la moitié était venue des régions rurales. Dans les provinces du Shandong, Anhui, Shanxi et Henan, le pourcentage rural des *Jinshi* avait dépassé le pourcentage urbain (Fei, 1953 : 132).

Lors du début de la période moderne, les grands propriétaires fonciers commencèrent à investir dans l'industrie. Les ouvriers, dont la majorité avaient été paysans à l'origine, travaillaient dans les usines des villes. Etant considérés comme « les représentants d'une nouvelle force productive et une classe plus avancée »[268], en terme marxiste, les ouvriers étaient devenus une classe privilégiée. Cette classe n'avait cependant que 2 millions personnes qui travaillaient dans les chemins de fer, les mines, le transport maritime, le textile et les chantiers navals, et elle avait encore un lien fort avec les paysans en ce temps-là, puisque beaucoup de familles ouvrières continuaient à vivre dans les milieux ruraux.

Les *nongmin*, à partir de ce moment, dans les opinions exprimées par les élites chinoises, étaient devenus « arriérés », proches du mot « paysan » dans son acception dénigrante**.** De plus, la société rurale était également considérée comme une société féodale, opposée à la société moderne ou capitaliste. On commençait à inventer des conceptions sur le monde paysan, ou plutôt à prendre un nouveau regard sur l'agriculteur et la société rurale à la fin du premier temps (T1) et surtout au début du deuxième temps (T2)[269]. Les paysans en terme de classe sont pourtant devenus la force principale dans la révolution agraire, la guerre sino-japonaise et la guerre civile.

La mise en œuvre du *hukou*, marquée par le « Règlement du livret de résidence de la R. P. de Chine » en janvier 1958, vient de problèmes issus tant des villes que des campagnes. Dans les villes, la croissance démographique et l'industrialisation rapide ont apporté les problèmes du

[266] Wang, Xianming (2000), *Zhongguo jindai shehui wenhua shilun* (Sur l'histoire socioculturelle de la Chine moderne), Pékin, Renmin Chubanshe, pp. 58-59.

[267] Thøgersen (2003), *op. cit*., pp. 34-35. Le Jinshi est constitué des gens qui ont passé le concours impérial au niveau le plus haut, qui est appelé aussi *Dianshi* et maintenu par l'empereur à la Capitale dans les dynasties Ming et Qing.

[268] Mao, Zedong (01-12-1925), "Zhongguo shehui gejieji de fenxi" (Analyse des classes chinoises), dans *Mao Zongdong xuanji* (Sélection des œuvres de Mao Zedong), Tome I, Pékin, Renmin chubanshe, 1991.

[269] Cohen, Myron L., "Cultural and political inventions in Modern China : The case of the Chinese « Peasant »", in Tu, Wei-ming (sous la direction de, 1993), *China in transformation*, Harvard University Press, pp. 151-170.

chômage, de l'alimentation et celui du logement[270]. Dans les campagnes, l'excédent de main-d'œuvre et les problèmes de la collectivisation rapide conduisent à l'exode rural. Plus de 2 millions de la main-d'œuvre urbaine sont en attente d'un emploi en 1957, alors que la main-d'œuvre rurale a augmenté de 20 millions, de 173 millions à 193 millions de personnes, entre 1952 et 1957[271]. La collectivisation rapide a imposé de nouvelles contraintes sur les paysans individuels dans certains cas. Quand elle ne leur a pas apporté un nouveau bien-être, certains paysans ont quitté les coopératives supérieures et voulu émigrer vers les villes[272].

La politique du livret de résidence a divisé administrativement les habitants en deux parties, c'est-à-dire les citadins et les paysans, puis utilisent différentes politiques dans la distribution des ressources sociales entre les deux. Les paysans sont autosuffisants dans les communes populaires par l'engagement dans les cultures vivrières et les petites industries, tandis que les citadins dépendent d'une unité de travail (*danwei*), qui s'occupe de toutes les choses concernant ses travailleurs et leurs familles. Cette mesure n'est pas en soi une mesure instaurant à l'époque une discrimination entre la paysannerie et les citadins. Bien au contraire, l'idée est d'avoir une politique volontariste permettant de transformer rapidement les campagnes par les initiatives paysannes et l'industrialisation rurale. Les paysans sont considérés comme des acteurs essentiels de la continuation de la révolution.

Pour diminuer la différence entre la ville et la campagne, l'industrialisation s'est déroulée dans le cadre de la Commune populaire. Les systèmes de sécurité sociale, y compris les coopératives médicales et les écoles rurales, ont été établis sur base des communes populaires. Ces dernières s'occupaient des charges. Les prix d'achat des produits agricoles étaient relevés, tandis que les impôts agricoles étaient diminués et les taxes des entreprises communautaires étaient supprimées pendant le 3e plan quinquennal (1966/1970)[273].

Cependant l'interdiction du déplacement paysan renforce l'identité paysanne et une différenciation par rapport aux urbains. Les campagnes idéologiques voulant montrer l'unité entre les paysans et les ouvriers révolutionnaires, contre les révisionnistes bourgeois, n'ont pu compenser cette évolution. Les paysans enviaient beaucoup de choses aux citadins à ce moment-là, l'allocation du logement et d'autres par exemple, bien que l'Etat ait offert aux citadins seulement la satisfaction des besoins élémentaires.

En fait, l'Etat, dans la période de Mao comme dans celle de Deng, n'a jamais abandonné la poursuite de l'industrialisation accélérée et d'une nation puissante dans le monde par la croissance économique. L'industrialisation comme cœur de la modernisation favorise nécessairement les citadins. Les paysans ont souffert plus que les citadins des « trois années

[270] De 1949 à 1957, les 42 millions habitants urbains ont augmenté, dont 60,7 % (plus ou moins 25 millions) sont venus des campagnes. La plupart des paysans sont recrutés comme employés par les entreprises des villes, arrangées surtout par l'Etat pendant le premier plan quinquennal (1953/1957). De plus, certains paysans qui ont vendu les terres ou n'ont pas voulu travailler dans les coopératives sont entrés dans les villes selon leurs propres vœux au lieu de recrutement, appelés *Mangliu* (les gens de flux à l'aveuglette). Zhang, Yulin, "Jitihua shidai de nongmin liudong yu huji zhidu", dans Wang, Siming (sous la direction de, 2003), pp. 147-165.

[271] Ma, Hong et Sun Shangqing (sous la direction de, 1993), *Xiandai zhongguo jingji dashidian* (Grandes affaires de l'économie chinoise contemporaine), vol. 2, Pékin, Zhongguo caizheng jingji chubanshe, p. 1073-1075.

[272] En 1957, 70 000 des ménages paysans, soit moins de 3 %, avaient quitté les coopératives supérieures dans la province du Guangdong ; Il y avait des paysans quittant 278 coopératives supérieures dans la province du Henan ; et 2 000 paysans à la sous-préfecture de Tai dans la province de Jiangsu et une partie des paysans dans les provinces du Shandong et du Hunan avaient fait de la même choses, voir Zhang, Yulin (2003), *op. cit.*

[273] John Sigurdson, "Rural industrialization : A comparison of development planning in China and India", *World development*, vol. 6, 1978, pp. 667-680.

noires » pendant la Commune populaire et de plus d'impôts mais de moins de revenu que les citadins après la réforme économique.

Après 1978, il y a une libéralisation de fait des mouvements de main-d'œuvre, mais le système du *hukou* n'est pas supprimé. Lorsqu'ils entrent dans les villes en vivant avec les citadins sous le même toit, les paysans voient leur *hukou* rural comme un instrument de discrimination sociale et un symbole d'injustice et de l'inégalité dans l'accès à l'emploi, à l'éducation et la santé. De ce fait, nous pouvons dire que la société dualiste est renforcée et agrandie à l'époque de la réforme économique. Le *hukou* joue un rôle dans la structure dualiste, même si initialement sa fonction était loin d'une volonté politique d'imposer cette discrimination.

Sous le poids des faits nouveaux, notamment l'expansion de l'urbanisation et l'émigration des campagnes vers les villes après la réforme, il y a eu une évolution lente et chaotique du *hukou*. Un premier document du CCPCC de 1984 a permis aux paysans, qui peuvent s'occuper de leur subsistance soit par l'engagement dans l'industrie, dans le commerce, ou la gestion des services, de changer leur livret de résidence. En octobre de 1984, le Conseil d'Etat a aussi diffusé « la Directive de la question sur les paysans changeant le livret de résidence aux bourgs » confirmant le document du CCPCC.

En 1992, certaines régions ont commencé à vendre aux le *hukou* urbain dans les petites villes ou chefs-lieux de sous-préfectures aux paysans. Certaines grandes villes ont commencé à émettre une autre sorte de livret de résidence comme le *lanyin* (avec le sceau bleu sur le livret) à Shanghai en même temps qu'elles cherchaient à attirer l'investissement de l'extérieur.

En 2000, le CCPCC et le Conseil d'Etat ont annoncé « Plusieurs opinions sur l'accélération de la construction et du développement des petites villes » (*Guanyu cujin xiaochengzhen jiankang fazhan de ruogan yijian*, 13-06-2000). Depuis cette année-là, tous les paysans peuvent changer leur statut du *hukou* à condition qu'ils aient l'emploi, le logement et le salaire relativement stables dans les petites villes. Ce qui fait que le nombre de *zhen* (20 374 bourgs) a dépassé ceux de *xiang* (19 341 cantons) en 2001 dans les statistiques[274].

De fait, si la structure ville-campagne existe comme centre-périphérie et si les problèmes du contexte de la mise en œuvre du *hukou* n'ont pas disparu, la contrainte pesant sur la mobilité sociale ne peut pas être supprimée. Les anciens problèmes d'emploi et de logement des villes et ceux de l'excédent de la main-d'œuvre rurale sont encore existants, tandis que les nouveaux problèmes causés par la société dualiste, la réforme des entreprises d'Etat et les excédents de production deviennent tendus pour le moment. La réforme du *hukou* ne peut suffire à elle seule mettre fin à l'ensemble des discriminations dont souffrent les paysans et à supprimer leur place de citoyens de seconde zone.

En tant que citoyens de seconde zone, les paysans n'ont pas de droit ou de moyen politique pour se protéger de trop lourdes charges. Le *hukou* provoque un regard inégal sur la paysannerie, tandis que de lourdes charges font s'appauvrir les paysans. Ces deux aspects sont liés étroitement aux politiques de l'Etat et à la justice sociale. Les lois et les fonctionnaires de la part de l'Etat, et les attitudes des urbains, jouent tous deux un rôle important dans la structure sociale dualiste en maintenant une réalité paysanne misérable.

[274] http://www.cri.com.cn, 28-04-2002.

Actuellement, le changement du livret de résidence est plus facile à obtenir que l'effacement du malentendu entre les citadins et les paysans. Si l'écart entre ville et campagne ne diminue pas, le malentendu entre les citadins et les ruraux sera difficile à supprimer. Les villes chinoises semblent retomber dans l'ancienne situation comme les « economic ratholes »[275]. Dans le troisième temps (T3), les grandes villes ont déjà établi une base industrielle en fabriquant les produits industriels pour les consommateurs urbains et une partie des consommateurs ruraux. Mais dans le quatrième temps (T4), les trois quarts des élites urbaines ayant plus de 5 000 *yuans* par mois, selon l'enquête, sont devenues ou deviendront des consommateurs de produits importés sous l'impact de la globalisation[276].

Selon l'évolution historique, les villes sont apparues grâce au surplus de l'agriculture qui peut nourrir les gens vivant ailleurs. Lorsque le commerce, l'industrie et les services se développent, ils vont investir à l'inverse dans l'agriculture. Malheureusement, en Chine, l'urbanisation rapide depuis les années 1980 continue de demander le surplus de l'agriculture, mais ne lui envoie pas de ressources en retour. Au contraire, tous les prix d'intrants agricoles (carburant, engrais, chimiques et petit équipement hydraulique) s'élèvent. Ce qui fait que les campagnes pauvres deviennent encore plus pauvres par rapport aux villes plus riches. L'écart du revenu entre citadins et ruraux devient le plus large parmi les pays du monde, presque de 4 à 1 en fin 2003. L'écart du revenu entre les citadins atteint 10 fois plus[277].

La croissance actuelle donc, loin de réduire les écarts entre les villes et les campagnes, aggrave et accentue l'idée d'un fossé entre la masse des paysans et la nouvelle élite urbaine. En outre le fossé entre celle-ci et le monde populaire urbain, dont les ouvriers-paysans, au statut incertain, tend à devenir un véritable gouffre. C'est l'effet de la globalisation qui mène au déséquilibre total, c'est-à-dire régional, national et international, dans tous les espaces et tous les domaines.

En bref, le changement du statut paysan dans la structure sociale est lié aux politiques du développement de l'Etat et à l'accélération d'une évolution orientée vers la société dualiste. Il en est de même pour les rapports villes-campagnes.

---

[275] Fei (1953 : 105) voit les villes comme une communauté de consommateurs, au lieu de producteurs, Shanghai par exemple. Celle-ci n'est qu'un port qui exporte les matériaux primaires provenant de la région rurale et intérieure, mais importe les marchandises étrangères, consommées dans la ville en soi. Ainsi, elle ne favorise pas le développement dans les régions rurales. Je veux bien utiliser l'exemple de Shanghai, puisque c'est ma ville de naissance. Elle avait fabriqué tellement de marchandises de qualité, telles que les vélos, les chemises, les chaussures, etc. Et maintenant, nous voyons de moins en moins de marchandises fabriquées à Shanghai. Même si elles y sont fabriquées, nous ne trouvons pas que la qualité soit supérieur qu'à l'autre. Avant, les Shanghaïens aimaient acheter tout ce qui était fabriqué à Shanghai même s'ils étaient dans un endroit éloigné ou montagneux. Aujourd'hui, tous les Shanghaïens, notamment les jeunes et les riches, ne regardent que les marchandises importées avec une bonne marque en méprisant les produits locaux.

[276] "Shendu toushi zhongguo chengshi jingying de modeng" (Prospective profonde sur les modes des élites citadines chinoises), *Beijing xiandai shangbao* (le journal du Commerce moderne de Pékin, traduit de la revue *Far East Economic Review*, 2002), 08-01-2003.

[277] Selon le rapport des enquêtes sur 54 000 foyers urbains du Département des statistiques (19-06-2005), le revenu urbain dont les 20 % avec le plus haut revenu (17 472 *yuans* par habitant) possède 10,7 fois plus que les 20 % avec le revenu le plus bas (3 295 *yuans*), *Yangcheng wanbao* (le Soir de Yangcheng, c'est-à-dire Guangzhou), 19-06-2005. Etant donné que les citadins ont accès aux soins médicaux et aux autres biens de confort et seulement 70 ou 80 % du revenu des paysans sont en monnaie, l'écart du revenu réel entre urbain et rural a dépassé 3,1 pour 1, comme montré dans le graphique 3-1.

Evolution de la mobilité sociale et des rapports villes-campagnes dans les quatre temps

	Villes (habitants)	Campagnes (habitants)	Rapports villes-campagnes	Mobilité sociale
T1	Centre politique (empereurs et leurs familles, fonctionnaires, artisans, marchands, armée)	Centre économique et culturel (*xiangshen*-élites rurales, paysannerie-agriculteurs, artisans, marchands, *dizhu*, etc.)	Villes nourries par les campagnes, relativement homogènes	Circulation relativement libre entre les différentes occupations, même entre les populations et les fonctionnaires de l'Etat à travers le concours impérial
T2	Centre politique et centre de la révolution bourgeoise, du commerce et de l'industrie nationale (fonctionnaires, intellectuels, étudiants, ouvriers, marchands, bourgeoisie, armée, compradore, *dizhu* absents)	Centre économique et culturel, base de la révolution agraire et de la construction du nouvel Etat (*xiangshen*-élites rurales, paysannerie-agriculteurs, *dizhu*, artisans, marchands)	Villes dépendant des ou exploitant les campagnes, début de la société dualiste	Circulation relativement libre entre les différentes occupations
T3	Centre politique et centre de l'industrie lourde et légère (fonctionnaires, ouvriers, intellectuels, étudiants, armée, marchands des circuits de commercialisation publics ou collectifs)	Base de l'autosuffisance (paysannerie concernant agriculteurs, ouvriers communaux, cadres ruraux et marchands ; couches non paysannes concernant cadres d'Etat, intellectuels citadins et armée)	Villes industrialisées dépendant de l'agriculture des campagnes, mais deux espaces séparés, avec la distorsion en faveur des villes	Contrainte de la mobilité entre les paysans et les citadins par le *hukou*, la classe paysanne seconde par rapport à la classe ouvrière
T4	Centre politique, économique et culturel (fonctionnaires, intellectuels, étudiants, marchands, ouvriers-paysans, armée, etc.)	Base de la production alimentaire (marchands, entrepreneurs ruraux, ouvriers des entreprises rurales, agriculteurs, cadres ruraux)	Paupérisation et marginalisation des campagnes, l'aggravation de la société dualiste, hétérogènes	Circulation relativement libre entre les populations et les fonctionnaires de l'Etat par les divers examens, mais aussi entre les différentes occupations sur les marchés

7.4. L'évolution culturelle

Pendant la période d'effondrement et d'aliénation de la Chine aux étrangers (1840/1912), le penseur Feng Guifen (1809-1874), les réformateurs Kang Youwei (1858-1927) et Liang Qichao (1873-1929), et le révolutionnaire Sun Yat-sen (1866-1925) ont proposé leurs projets de refondation de l'Etat. En tant qu'origine de la subsistance et de la culture des populations, le système de *Zongfa* (la loi du clan patriarcal), proposé par Feng, devrait être restauré en faveur de l'Etat. Ce système est fondé sur les lignages familiaux conformément à l'éthique confucéenne[278]. Contre l'autocratie et en rappelant la théorie de Junxian proposée par Gu Yanwu (1613-1682)[279], Feng a insisté sur le rôle de la production agricole en respectant l'ordre traditionnel dans les milieux ruraux. Il a lancé, au début de la modernisation, un programme culturel dans lequel les éthiques chinoises sont les principales, en supplément des autres pour renforcer et pour faire prospérer l'Etat. Kang a repris les idées de Feng en proposant l'autogestion des populations, ainsi que l'auto-gouvernance locale. Liang a rappelé, dans son argument sur le « nouveau peuple », que l'auto-gouvernance locale est essentielle pour la fondation de l'Etat. Le nationalisme, la démocratie et la prospérité des gens en repartageant les terres, mentionnés par Sun dans le projet de fondation de l'Etat, deviennent ainsi l'objectif de la révolution bourgeoise.

En tant qu'anthropologue, Skinner (1964, 1965) est connu pour son approche du système régional du point de vue des marchés ruraux. Leurs activités sont observées dans le cadre des systèmes spatial, économique et social par Skinner[280]. La Chine est divisée en neuf grandes régions (sauf au Nord-est) dans cette approche, et chaque grande région est définie par sa nature hydrologique. Certaines caractéristiques remarquables dans le système du marché rural sont notamment leur nature hiérarchique, périodique et ouverte. D'après lui, le marché primaire parmi plusieurs villages est considéré comme marché « standard », puisqu'il peut subvenir à tous les besoins des paysans. Le marché intermédiaire se fonde sur plusieurs marchés standards, et en même temps il est considéré comme marché « standard », à la base du marché central, ce qui compose un réseau hiérarchique à travers l'empire chinois. De ce fait, le marché rural est devenu un réseau compliqué par lequel les *nongmin* sont liés dans le cadre des activités économiques et sociales. Les *nongmin* ont un lien avec les fonctionnaires et les élites locales au niveau du marché standard, plutôt appelé « communauté » par Skinner.

Il a mis l'accent sur le fait que le marché standard (primaire parmi plusieurs villages) et non la famille ou la communauté, était l'unité de base de la société rurale avant l'époque moderne. Son courant influence fortement les Américains et les Japonais dans leurs recherches sur la société rurale de Chine, en changeant la vision de la recherche basée sur l'unité totale en vision régionale. De plus, il a élargi la vision des anthropologues de la communauté villageoise au marché rural. Ce dernier établit un lien entre plusieurs villages. Il n'y a donc plus la vision d'un village fermé sur lui même, mais celle d'un village fonctionnant en réseau avec d'autres à travers le marché.

---

[278] Feng, Guifen (1861), *Jiaobinlu kangyi—Fu zongfa yi* (*Protestation dans la maison de Jiaobin-Sur la Restauration de Zongfa*).

[279] Gu, Yanwu, *Junxian lun* (*Sur les districts et les sous-préfectures*). L'auteur crut que la poursuite de l'intérêt, en principe, est le départ de l'action de l'être humain. Un bon gouvernant fait comment chercher cet intérêt privé pour servir l'intérêt public. Wang, Jiafan, "Gu Yanwu de « tianxiaguan »", dans le journal *Wenhuibao* et sur le site http://culture. people.com.cn, 07-04-2005.

[280] Zhang, Guangda, "Meiguo taolun Shijianya de qüyu xitong guan de jipian pinglun" (Plusieurs essais sur la perception du système régional de Skinner aux Etats-Unis), *Hanxue tongxun yanjiu* (Courrier d'étude de la sinologie), mars 1991, Vol. 10, No. 1, pp. 25-29.

Liang Shuming n'était pas isolé dans sa tentative de construire une société agricole fondée sur l'éthique confucéenne et dépendant des élites locales. Il a considéré la société rurale comme une entité sociale, y compris les différents groupes ou couches sociales en conflit. Ainsi, il a proposé une solution de compromis. Les intellectuels devraient s'entendre avec la paysannerie, parce que la paysannerie est la force la plus nombreuse. Il s'est engagé dans les mouvements d'éducation rurale dans la province du Henan d'abord, puis du Shandong.

La construction rurale a été mise en œuvre dans les activités non seulement économiques, mais aussi culturelles, parce qu'il a prévu qu'un désordre social est aussi une crise culturelle. Comme il n'a pas cru que l'Etat soit efficace pour sauvegarder l'ordre social, il a préconisé la coopération entre paysans et l'élaboration des pactes ruraux parmi les paysans. Bien qu'il n'ait pu mettre toutes ses idées en pratique à cette époque-là, le mouvement de la construction rurale, y compris les idées et les pratiques, a influencé certaines politiques de Mao après 1949 et même certaines pratiques des intellectuels après la réforme économique.

Fei Hsiao-tung a vu le problème rural comme celui de la désintégration sociale et économique due à l'écroulement de l'ordre traditionnel. Il a noté que la transformation des *xiangshen* (les élites rurales) au tournant du XXème siècle engendre une absence de dirigeants dans les milieux ruraux. Il a aussi noté l'importance de la structure de la famille, qui est comme les branches d'un arbre et qui joue un rôle central dans les liens de la société agricole.

Cao Jinqing (2000) a beaucoup réfléchit à partir de ses travaux de terrain près du Fleuve Jaune, lieu d'origine de la civilisation chinoise, mais il n'a pas donné de théorie systématique. Il nous montre autant les points positifs de la tradition que du changement dans les milieux ruraux aujourd'hui, puis il pose bon nombre de questions pour une recherche future dans ce domaine. Selon son observation, les valeurs traditionnelles restent dynamiques à la campagne, bien que les paysans soient en train de former de nouvelles normes. Il accorde une grande importance aux conditions de vie des paysans, à leur participation politique et à la responsabilité des intellectuels dans la société rurale.

7.4.1. L'évolution familiale en milieu rural

La famille chinoise est souvent considérée comme un objet de recherche anthropologique du point de vue culturel. Si on utilise le modèle familial de Le Play, cité par Todd, la famille chinoise fait partie du type 4—autoritaire et égalitaire, représenté par l'étroite association entre fils et père (caractéristiques verticales) et par la forte solidarité parmi les frères (caractéristiques horizontales)[281]. En fait, cette dernière n'existe pas tellement à cause de la répartition égalitaire des propriétés entre les adultes mâles mariés (*fenjia*) à travers le temps en Chine. D'après Todd, concernant les systèmes patrilinéaires et verticaux dans la structure familiale, la culture chinoise ne comprend que l'un des deux facteurs favorables à une alphabétisation rapide, l'autoritarisme des relations parents-enfants. Son antiféminisme joue au contraire dans le sens de la paralysie culturelle[282].

[281] Frédéric Le Play (1806-1882) a analysé quatre types familiaux, dont le type 1—libéral et inégalitaire, le type 2—libéral et égalitaire, le type 3—autoritaire et inégalitaire, cité par Todd (1983 : 14) dans la partie de l'introduction.

[282] Todd, Emmanuel (1984), pp. 124-133 : 125. Pour l'explication des mots clefs : la « patrilinéarité » est caractéristique d'un système familial privilégiant la parenté par les hommes, la transmission des biens par les hommes et le rôle du père dans la procréation d'un enfant, tandis que la « verticalité » est caractéristique d'un système familial exigeant une interdépendance forte des parents et des enfants adultes. Se manifeste dans le cadre d'une société paysanne traditionnelle par l'existence de ménages « verticaux » comprenant au moins trois générations : parents/enfants/petits-enfants. Synonyme possible : autoritaire (Todd, 1984 : 14).

L’alphabétisation est, selon cet auteur, un mouvementde développement culturel. De ce point de vue, la Chine n’échappe pas plus que d’autre à ce piège dans le processus de développement, mais la structure familiale y change à travers le temps et l’espace.

En fait, la famille est une unité essentielle dans la structure de l’économie paysanne et dans celle de la société agricole. La montée des puissances du lignage familial dans les milieux ruraux après la réforme économique est liée au système économique de la responsabilité familiale. Autrement dit, les caractéristiques culturelles de la famille chinoise ont un lien fort avec les systèmes économiques et sociaux.

Dans la société agricole, l’homme est toujours considéré comme la main-d’œuvre la plus importante, mais aussi le pion central dans la continuité du lignage familial. Avoir plus de fils permettent dans le passé de prendre plus de terres cultivées. Aujourd’hui, les terres sont distribuées en fonction de la taille de la famille paysanne, y compris les fils et les filles. Dans certains cas, les terres sont encore une garantie de la vie paysanne, ce qu’on a déjà dit dans la Partie 1. Dans certains autres, pourtant, les terres ne sont plus la seule richesse pour les paysans comme dans l’histoire, en raison qu’ils ont peu de terres cultivées et ont une autre activité économique.

Le nombre des membres de l’unité familiale diminue de plus en plus pendant la vingtaine d’années du planning familial. Les paysans changent un peu l’idée sur les enfants, bien que beaucoup de valeurs traditionnelles soient encore maintenues par eux. La propagande d’un enfant par couple n’a pas tellement d’influence en milieu rural, mais l’amende pour plus d’un enfant met une pression financière sur la plupart des paysans. A condition d’avoir l’argent de l’amende, même emprunté, les paysans préfèrent avoir plus d’un enfant. Lorsqu’ils en veulent un de plus sans payer l’amende, souvent les paysans s’enfuient de chez eux. Autrement, ils vont souffrir plus de l’administration local ou villageoise. La banlieue des villes, Zhejiangcun à Pékin par exemple, est un territoire hors du planning familial pour les paysans, un bidonville considéré comme une zone libérée des contraintes de ce type.

Le statut des femmes est probablement inférieur à celui des hommes dans les régions rurales. Premièrement, les femmes sont souvent venues de l’extérieur du village pour le mariage. Deuxièmement, les filles se marieront souvent en dehors du village et ainsi elles ne sont pas importantes dans la famille même dans le village. De ce point de vue, le village reste fort identifié à l’intérêt communautaire. De plus, si les femmes n’ont pas mis un fils au monde, elles souffriront peut-être d’une discrimination par leurs beaux-parents. Donc les problèmes de genre n’ont pas disparu en milieu rural, surtout à l’intérieur des familles paysannes.

Normalement les parents se séparent de leurs enfants après le mariage de ces derniers, mais au moins un fils habite auprès de ses parents dans la plupart des études de cas. Les personnes âgées dans les milieux ruraux ont dû dépendre de leurs enfants dans la vie, puisqu’ils n’ont pas d’autre assurance. Si tous les fils sont dans le même village, ils partagent ou s’occupent à tour de rôle de leurs parents. Les fils aident souvent à cultiver les terres de leurs parents, tandis que les parents s’occupent de leurs petits enfants ou des ménages chez leurs fils. L’entraide intrafamiliale est une base (essentielle) de la communauté villageoise où les services publics sont relativement faibles par rapport à la communauté urbaine.

Les parents sont heureux s’ils ont un fils ayant de l’amour filial, ou une belle-fille avec des sentiments filiaux. Si leurs enfants ne sont pas filiaux, les parents se sentent malheureux et impuissants, mais sans autorité pour y remédier. Pour les personnes âgées, leurs petits enfants

sont très importants, puisque ces derniers peuvent renforcer les relations proches entre les trois générations d'un côté, et d'un autre faire plaisir aux grands parents. Une vieille femme du village W m'a montré sa tristesse parce qu'elle n'a pas de petit enfant parce que sa belle-fille a eu deux avortements naturels. La communication intergénérationnelle dans les familles est un véhicule culturel. D'après certains, la « culture n'est rien d'autre qu'une éducation progressive des nouvelles générations à la rencontre de la vie réelle, sauvée des stéréotypes et des limitations de champs visuels issus du climat culturel actuel » (Vercauteren, 2001 : 196).

Une tendance uu cours de l'histoire apparaît dans les villages, c'est que le lien du lieu devient de plus en plus fort par rapport au lien du sang, puisque l'espace des êtres humains devient de plus en plus grand.

Le lignage familial, a déjà été affaibli dans les villages du Nord au début du XXème siècle. Quant aux raisons de cet affaiblissement, M. Freedman (1920-1975) a expliqué que c'est à cause des déséquilibres politiques et économiques entraînant la désintégration et la différenciation à l'intérieur du lignage familial[283].

Ce phénomène de société est en fait universel dans les milieux ruraux, mais pourquoi le Nord a-t-il connu précocement l'affaiblissement du lignage familial ? La force du lignage familial devait être liée aux avoirs matériels et spirituels en commun, y compris les terres, les temples et les valeurs traditionnelles. Dans le plupart des cas du Nord, les provinces du Shandong, Hebei et Henan, les avoirs du lignage familial ont été relativement faibles pour organiser le même lignage dans les travaux, les études et les rites en commun. D'ailleurs, les troubles sociaux, tels que les bandits, les guerres et les catastrophes naturelles, ont mené à donner la priorité à la communauté villageoise au lieu du lignage familial dans l'autodéfense[284]. L'autre explication, d'après Baker (1979), est que le Sud est loin du pouvoir central et ainsi qu'il lui a été relativement facile par rapport au Nord de garder le système du lignage familial.

Bien que les villages soient souvent composés d'une ou deux grandes familles, telles que Yu et Wang au village W ou Zhang et Chen au village Q, il est encore difficile à dire que ces sont les villages du même lignage puisque les villages de mélangent plusieurs lignages familiaux, surtout dans le cas du Nord (Fukutake, 1946 : 387).

Malgré l'affaiblissement du lignage familial depuis longtemps dans les villages du Nord, les liens du sang sont encore puissants hors des villages, tels que ce qui s'est passé chez Tan au village L. Au Nord de la Chine, la cohésion de la société rurale était composée de *tongzu* (le même lignage familial), *tongxiang* (le même lieu) et *tongbao* (la même association) avant la République. Il y avait plusieurs liens interconnectés : le lien de sang se trouvait dans les relations de père-fils ou ancien-jeune du même lignage, les frères et les parents ; le lien de lieu existait entre habitants dans un même village ; le bloc d'association consistait dans des organisations d'entraide, d'autodéfense, de guildes et de bandits[285]. Pour vivre et même survivre ensemble, la paysannerie avait des pratiques de développement autonome, des valeurs culturelles fortes et une forme de socialisation, le rapport « lieu-sang ».

---

[283] Sasaki, E, "Kindai kahoku no shinzoku shûdan ni mirareru bunka to tôgô" (Voyons la différenciation et l'unification à travers les groupes du lignage familial au Nord de la Chine moderne), dans Lu, Yao et E Sasaki (sous la direction de, 1990), pp. 27-52.

[284] Sasaki, 1990 et Fukutake, 1946.

[285] Ren, Ming, "Jindai Huabei nongcun shehui de ningjuli" (La cohésion de la société rurale du Nord à l'époque moderne), dans le livre Lu, Yao et E Sasaki (sous la direction de, 1990), pp. 53-69.

Dans certains cas, le Changshan de Zouping par exemple, le lignage familial n'a pas été affaibli jusqu'à la Révolution culturelle. Comme tous les villages se composent d'un ou deux lignages familiaux d'origine, puis se mélangent avec les autres lignages à cause de l'immigration, du déplacement extérieur et du mariage, etc., certaines grandes familles jouent un rôle central par leurs attitudes et comportements pour la stabilité et la solidarité du village. Le rôle important des *xiangshen* en résulte. Les élites rurales n'ont pas seulement représenté les grandes familles, mais aussi la culture traditionnelle.

Le lignage familial est souvent représenté dans l'arbre généalogique, dont l'élaboration redevient une préoccupation. Selon l'entretien avec Zhu (10/08/2003) au village Fangong, chaque lignage familial a son arbre généalogique au début, puis chaque branche de famille le fait. Avant l'événement du 7 juillet 1937, l'influence du lignage familial fut encore fort maintenue dans les affaires villageoises, mais elle a disparu à présent au bourg de Changshan. Le rite d'aller sur la tombe en sacrifiant aux ancêtres de Zhu date de la dynastie Song du Nord, mais l'arbre généalogique n'est pas complet à cause de guerres et d'épidémies au Nord de la Chine. La généalogie écrite officiellement date de la dynastie Ming. Jusqu'à Zhu, il y a ainsi seize générations répertoriées. A son avis, les hommes et les femmes doivent également entrer dans la liste de l'arbre généalogique, qui a l'effet de modifier une partie de l'histoire, mais la plupart des arbres généalogiques ne notent que les hommes.

La structure de la société rurale se compose des villages dans l'espace horizontal et des filiations familiales dans l'espace vertical. Une transformation familiale va alors conduire à une transformation de la société rurale. Les filiations familiales sont assez compliquées historiquement comme à l'époque contemporaine, puisqu'elles produisent beaucoup de relations sociales en composant des réseaux sociaux. Ceux-ci fonctionnent comme les systèmes nerveux dans le pays et peuvent produire des conflits avec ou défier les lois d'Etat. Mais c'est aussi la base du capital social de la majorité des familles paysannes.

L'évolution structurelle des familles paysannes à travers les temps

	unité économique	unité sociale	unité culturelle
T1	l'unité de production, de consommation et d'intérêt ; union de l'agriculture, l'artisanat et du commerce	la base sociale par le lien de sang ; la hiérarchie du lignage	les cultes des ancêtres* ; le temple comme symbole du lignage familial ; l'anti- féminisme ; l'éducation et la pratique des éthiques
T2	idem	idem	les cultes des ancêtres ; les pratiques de l'éthique ; l'apparition des écoles pour l'alphabétisation des femmes
T3	l'unité de consommation	le lien de sang ; l'anti-autorité familiale	peu de pratiques familiales ; l'alphabétisation égale pour les hommes et les femmes
T4	l'unité de production agricole et de consommation ; une partie du profit commercial	le lien de sang ; les rapports sociaux comme capital social	les cultes des ancêtres ; l'édition de généalogies familiales ; l'éducation inégale entre les femmes et les hommes en cas de forte contrainte économique chez les paysans

(*Selon mon observation, cette coutume est pratiquée partout dans les familles paysannes lors des jours importants, la veille de Nouvel an chinois, le festival Qingming, et la date de l'anniversaire ou de la mort des ancêtres, etc. Les

gens le font souvent à la maison, devant le portrait ou la photo d'un ancêtre. Devant un mur il y a une petite table pour mettre les sacrifices, souvent les fruits pendant les jours normaux. Les gens de la famille offrent des plats en disant un remerciement, puisqu'ils croient ou prient en même temps que leur ancêtres leur apportent la paix, la santé, la richesse, etc. et les protègent de catastrophes et de maladies, etc. De toute manière, chaque famille pense souvent que son état présent et futur est lié à ses ancêtres et à leurs comportements dans la vie)

7.4.2. L'interaction entre la grande tradition et la petite tradition

La culture est une accumulation ou une représentation de la tradition. Il y a des différences entre « petite tradition » et « grande tradition »[286]. La dernière est cultivée dans les écoles et les temples, tandis que la première fonctionne en soi en gardant une vie non écrite dans les communautés villageoises. Les deux sont interdépendantes et s'influencent l'une l'autre pendant le long terme. Dans les rapports Etat-paysannerie, l'Etat représente une grande tradition, alors que la paysannerie maintient la petite tradition qui se compose d'une partie sociale.

La grande tradition, telle que l'éthique confucéenne a déjà pénétré la petite tradition dans l'histoire par les pratiques des élites locales dans les organisations populaires comme les pactes ruraux, mais aussi par les écoles rurales et les drames folkloriques. Malgré que le confucianisme comme grande tradition de l'Etat ait rencontré des critiques radicales dans le Mouvement de la nouvelle culture datant de 1915, puisqu'il fut complètement renversé par la Révolution culturelle, les comportements quotidiens des villageois montrent quand même l'influence de cette tradition. Pour diverses raisons, les pratiques familiales restent liées à l'éthique confucéenne ou plutôt traditionnelle.

En fait, il y a un déplacement de la grande tradition chinoise à travers le XXème siècle. D'abord, le confucianisme devient une conscience de la culture chinoise devant la culture occidentale, représentée par la démocratie et la science. Ensuite, le confucianisme devient une petite tradition dans les pratiques quotidiennes des populations, tandis que la grande tradition suit les pensées occidentales, telles que le pragmatisme, le modernisme, le marxisme, etc. Le nationalisme est alors en formation ce qui en fait combine les deux. Les villages ont bien gardé la grande tradition, ce qui reflète d'une part que leur milieu s'y adapte, et d'autre part que l'effort de l'Etat à long terme pour la diffuser en milieu paysan a eu un effet.

Les attitudes des villageois W nous montrent une tradition encore fort dans leurs pratiques quotidiennes. D'abord, les jeunes hommes ne veulent pas travailler à l'extérieur. D'après Confucius, « Quand les parents existent, (les enfants) ne sortent pas loin. S'ils sortent, il faut avoir de (bonnes) raisons ». L'ancienne maxime continue à encadrer les pratiques des gens aujourd'hui, surtout dans la province du Shandong, le lieu de naissance de Confucius (551-479 avant J. C.) et Mencius (environ 372-289 avant J. C.), deux fondateurs du confucianisme.

De plus, les villageois W n'admirent pas les riches voisins du village Qianwei, puisque ces derniers « *font du commerce et nous travaillons les terres et dans les usines* », disent certains jeunes villageois (Rencontre du 21/08/2003). C'est aussi une preuve de l'héritage de la tradition, puisque parmi les quatre anciens métiers, le marchand se trouvait historiquement au niveau le plus bas par rapport aux trois autres. Ce regard a presque disparu dans le pays aujourd'hui, mais il est encore existant dans la petite tradition du village W. De fait, les Chinois ne méprisent pas les gens riches si ces derniers ont obtenu la richesse avec moralité, par une vie travailleuse ou érudite, tel est le cas du secrétaire du village W.

[286] Redfield (1960), pp. 40-59.

Pour connaître un peu plus les pratiques confucéennes chez les paysans, j'ai visité Zhu Honglin, le directeur de l'édition de deux volumes *Changshan xianzhi* (Histoire de la sous-préfecture de Changshan). Il a déjà 76 ans mais travaille encore au temple de Fangongci (Temple de Fan Zhongyan) à la mémoire de cette célébrité dans la dynastie Song du Nord. Le Temple se trouve au village Fangong qui est auprès du chef-lieu de Changshan[287].

Zhu est un descendant du beau-père de Fan, Zhu Wenhan. Il insiste sur le confucianisme, qui est « *une culture chinoise* » comme les cheveux noirs et la peau jaune. Bien que le bouddhisme et le taoïsme prédominent parfois historiquement, qu'en plus un courant de nouvelles idées est apparu pendant la période du Mouvement 4 mai 1919, puis le marxisme-léninisme-maoïsme soulignant la révolution et l'évolutionnisme à l'époque contemporaine, le confucianisme, remarqué par son éthique et sa vision de l'ordre socio-politique, reste vivant. « *Aucune culture ne peut le remplacer* » a-t-il souligné (Entretien du 10/08/2003).

Il a aussi parlé un peu de son histoire. Sa famille eut beaucoup de livres qui ne furent pas détruits à l'arrivée des Japonais (1937/1945). Puis pendant la guerre civile (1946/1949), un commandant du Parti nationaliste emporta une voiture de livres car « *il connaît leur valeur* ». Quand le commandant avec son armée entière furent anéantis par l'armée du Parti communiste dans cette guerre civile (1946/1949), les livres furent complètement détruits.

Le grand-père de Zhu fut un grand éducateur qui fonda trois écoles pour les jeunes filles à Zhoucun. Lui, Zhu a démarré sa profession d'enseignant en 1948 après ses études au lycée. Ensuite, il a travaillé au Département de la culture à la sous-préfecture puis au bourg de Changshan. Enfin, il travaille à Fangongci depuis 2000. Il a eu un plan d'écrire des articles, même un livre depuis 2001. Zhu m'a dit qu'il n'a pas souffert pendant les nombreuses campagnes politiques depuis 1949.

Zhu a deux fils et deux filles. Parce qu'il leur demande d'apprendre à faire du bien, « *les enfants sont fort indépendants et filiaux* ». Zhu a un prestige dans sa famille et il est respecté par tous ses enfants, y compris les belles-filles. Il leur demande de « *bien travailler et de ne pas violer les lois* ». Il leur souhaite d'être en sécurité.

Son histoire et sa famille sont un témoignage de l'éthique confucéenne toujours vivante dans la pensée et dans les pratiques des gens simples. On peut comparer un peu ce qu'il a dit aujourd'hui et ce que le lettré-fonctionnaire confucéen, Wang Yangming (1472-1529), fit dans la dynastie Ming. Zhu demande à ses enfants de bien travailler et ne pas violer la loi, mais aussi leur souhaite d'avoir une sécurité. Wang affirma que, dans les pactes ruraux de Nangan en 1517, une famille doit montrer l'affection du père et la piété des fils, le respect aux lois et aux impôts de l'Etat. Tous les deux croient que l'individu est obligé d'obéir à l'Etat autoritaire. La similitude à quatre cents ans de distance donne la preuve d'une continuité culturelle. Malgré que les traditions deviennent de moins en moins fortes, les paysans et les pêcheurs les gardent quand même par leurs pratiques quotidiennes.

A part l'éthique confucéenne comme tradition, les nouvelles mentalités paysannes sont préoccupées par l'argent depuis la réforme économique, puisque l'écart entre les riches et les pauvres s'est agrandi même dans un même village. Les paysans ont envie de devenir riches par

[287] Le village était appelé par Henancun, dit au sud de la rivière Xiaofu, dont le nom signifie la femme filiale. Dans ce village, la plupart des maisons ont été construites après 1964, puisque la forte inondation de la Xiaofuhe s'est passée cette année-là.

leurs initiatives. Quand les paysans deviennent riches ou un bon emploi, ils désirent recevoir une bonne éducation surtout pour la génération suivante.

Tous les paysans soulignent l'importance des études pour leurs enfants, pas seulement pour pouvoir quitter le village, mais aussi pour montrer une tradition forte. Toutes les traditions sont liées à l'histoire des systèmes socio-économiques. Si les systèmes n'ont pas changé jusqu'au début du XXIème siècle, comme le mode de production dans les villages agricoles X ou L, les pratiques paysannes sont semblables à celles du passé. Même si la situation a complètement changé, on peut aussi trouver les mêmes esprits, dont la comparaison est faite par Metzger entre Liang Qichao (non marxiste) et Mao Zedong (marxiste), mais aussi parmi les villages du Nord, du Sud, de l'Ouest et de l'Est par Cohen[288]. « Bien que le nationalisme et l'iconoclasme soient des ruptures, celles-ci ne sont pas nécessairement plus importantes que les continuités », dit Metzger (1981).

Les coutumes rituelles dans les communautés villageoises, la discipline familiale, la culture populaire comme les drames et les organisations populaires, ont joué ensemble un rôle dans le maintien de la continuité culturelle. Les paysans y ont aussi joué le rôle le plus important au cours de l'urbanisation et de la modernisation. Ils vivent des terres comme toujours et ne les quittent pas si facilement, même pendant des troubles sociaux. C'est pourquoi la paysannerie avec ce genre de fidélité a été beaucoup plus estimée que le marchand parmi les quatre couches traditionnelles.

Etant donné que les paysans chinois cultivent les terres de génération en génération au même endroit, la famille nucléaire est devenue « une très forte unité sociale de base, unité de consommation, sinon toujours de production »[289]. Le respect des personnes âgées ou vertueuses, ainsi que le culte des ancêtres, deviennent le fondement de la conduite sociale. Le chef d'un district se comporte comme un père et une mère pour les gens sous sa juridiction. L'éthique confucéenne qui mettent l'accent en particulier sur le lien ou plutôt l'ordre familial comme exemple pour les rapports sociaux dans les communautés villageoises et le respect dû aux autorités hiérarchiques, forme la base des mentalités et les distinguet des autres civilisations paysannes du monde[290].

Depuis le début du XXème siècle, toutes les traditions chinoises, surtout l'éthiques confucéenne et les institutions en conformité avec leurs normes, sont mises en doute par les anciens lettrés et les nouveaux intellectuels[291], puisque la pensée occidentale est considérée comme l'image de la

[288] Thomas A. Metzger, Foreword pour *Moral behavior in Chinese society*, sous la direction de Richard W. Wilson (1981) ; Cohen, Myron L., "Being Chinese : the peripheralization of traditional identity", *DAEDALUS*, Spring 1991, pp. 113-134.

[289] Aubin, Françoise (1982), "Quelques étapes dans l'histoire des villages en Chine impériale et république", dans *Les communautés rurales, troisième partie : Asie et Islam (*extrait), Dessain et Tolra, Paris, p. 253.

[290] 1) Pour les paysans indiens, la civilisation caractérisée par la ritualisation et la hiérarchisation s'allie à des organisations villageoises très variées. 2) Du Maghreb au Pakistan, le monde musulman présente une unité de civilisation et de milieu écologique : le Coran et le désert. Des paysans millénaires ont gardé certaines particularités en s'islamisant. 3) En Afrique, la plus grande partie des peuples sont des éleveurs et des cueilleurs, plus ou moins nomades ; la plupart des cultivateurs ne répondaient pas jusqu'à une date récente à la définition du paysan. Seules, quelques ethnies sédentaires, disposant de terres limitées, sont paysans. Un processus de paysannisation est peut-être à l'œuvre avec la privatisation des terres. 4) En Amérique latine, au conflit entre les collectivités paysannes précolombiennes et les colons espagnols qui ont créé des haciendas, a succédé le conflit entre péons et bourgeois, puis entre nationaux et impérialiste étrangers. Réformes, maquis, révolutions contrastent avec la permanence des structures agraires (Henri Mendras, 1976 : 227-229).

[291] Lettré est un mot désignant les anciens intellectuels dans le système du concours impérial. Le mot *intellectuel* a été introduit via la Russie en désignant les gens instruits ou influencés par la pensée moderne occidentale dans ce texte.

modernité, un ordre devenu supérieur. Ils veulent utiliser cette dernière pour réformer ou remplacer les traditions chinoises. Cependant, les nouveaux modes de pensée, sauf le radicalisme révolutionnaire, n'ont pas changé les pratiques paysannes dans la première moitié du XXème siècle. Le fait est que « la majorité de la population chinoise n'a pas rejeté la tradition ni ne l'a vue comme incompatible avec le nationalisme moderne ou avec la modernisation nationale »[292]. C'est seulement dans le cercle des intellectuels qu'il est dit « il n'y a pas de différence entre la civilisation orientale et la civilisation occidentale, mais il y a une différence entre la civilisation antique et la civilisation moderne »[293].

Pendant la période maoïste (1949/1978), les campagnes de masse visent à briser la tradition culturelle, remplacée par l'éthique d'auto-sacrifice, de service du peuple, de travail assidu et de lutte courageuse[294]. Les campagnes politiques veulent se débarrasser des coutumes anciennes, des idées figées et de l'éthique confucéenne, et remplacer le culte des ancêtres par le culte de Mao. Malgré la campagne de critique de Lin Biao et Confucius (*pilinpikong*) dans la Révolution culturelle, Mao n'a pas vraiment réalisé la « révolution morale », proposée par Liang Qichao en 1902, qui parla de mise en œuvre d'une nouvelle morale révolutionnaire[295].

Dans la grande tradition, « plus ça change, plus c'est la même chose », d'après la conclusion de Pusey. L'esprit d'auto-sacrifice est la forme morale la plus haute pour les communistes chinois, « qui sont des communistes confucéens » (Pusey). Bien que Mao soit marxiste et révolutionnaire, ses pensées ont été formées, depuis son jeune âge, plutôt par de nombreux livres chinois faisant partie de la grande tradition. Les paysans ont été poussés à avoir de nouvelles mentalités, mais en même temps ils sont soumis au président Mao. La tradition resurgit pleinement dès la réforme économique en raison de l'absence de rupture réelle avec le passé, dans la phase précédente.

Sous le régime de Deng (1978/1997), tout devient possible à condition de réaliser la croissance économique et la politique stable. Les initiatives paysannes, jointes à la globalisation, stimulent les politiques du développement rural vers l'ouverture et l'économie de marché. Par la suite, les paysans ont beaucoup changé leur identité sociale et leur mentalité traditionnelle, bien que le degré du changement varie en fonction des différentes régions.

A la fin du XXème siècle, personne ne cherche à sauvegarder la culture chinoise en ayant recours aux paysans. Selon l'avis de Fei Xiaotong (1990), la Chine est un pays de paysans. Ainsi, la Chine deviendra moderne suite au changement des paysans. Il veut dire que le changement des mentalités paysannes est un préalable de la modernisation chinoise. Pour lui, l'industrialisation et l'urbanisation pourront changer les mentalités des paysans.

De toute manière, les élites chinoises se sont efforcées de trouver une voie de développement en vue de rattraper les pays développés pendant le XXème. Elles « se sont vues obligées de moderniser de l'intérieur leur propre tradition culturelle ; or, celle-ci résiste au changement » (Fairbank, 1989 : 17).

---

[292] Myron L. Cohen (1991), *op. cit.*

[293] Chang, Naide (1920), "Dongfang wenming yu xifang wenmin" (La civilisation orientale et la civilisation occidentale), dans Chen, Song (sous la direction de, 1989), p. 292.

[294] Richard P. Madsen , "The Maoist ethics and the moral basis of political activism in rural China", dans R. W. Wilson (sous la direction de, 1981), *Moral behavior in Chinese society*, New York, Praeger, pp. 153-175.

[295] Liang, Qichao (1902), *Xin min lun* (Sur le nouveau peuple), cité par James R. Pusey, "On Liang Qichao's Darwinian « morality revolution », Mao Zedong's « revolutionary moral », and China's « moral development »", dans R. W. Wilson, *op. cit.*, pp. 73-103 : 73.

Le gouvernement trouve une nouvelle logique de développement qui équivaut à la croissance économique et à la richesse individuelle. Synchronisant leur rythme avec le gouvernement, la majorité des intellectuels prône la disparition des villages et vante le miracle des entreprises rurales. Les mentalités paysannes semblent être obligées de se conformer à l'esprit moderne. Etonnamment, la culture traditionnelle reste dans les pratiques paysannes avec une nouvelle forme comme Zhao du village W et Wang du village Y, bien que la société ait changé en matière du mode de production, de structure socio-économique et de logique de développement. Les paysans s'occupent du développement rural en utilisant leur mentalité traditionnelle sous une nouvelle forme.

7.4.3. Les pactes ruraux : un lien des deux traditions

Comment lier les pratiques paysannes à l'éthique confucéenne ? A côté du rôle de la famille paysanne, les mouvements des pactes ruraux pourraient nous donner une explication. Les pactes ruraux furent à l'origine des règlements éthiques, organisés par le confucianiste Lü Dajun (1032-1082) dans la province de Shaanxi en s'adaptant à la vie de la communauté villageoise. Bien qu'ils ne soient pas identifiés à l'éthique confucéenne au départ, le grand confucianiste Zhu Xi les considèrent comme des textes importants dans l'éducation confucéenne, et l'autre confucianiste Wang Yangming les mit en œuvre dans la province de Jianxi[296].

Les « six ordonnances du pacte rural » (*Xiangyue liuyu*), promulguées par l'empereur Hongwu (1368/1398) en 1370, se basèrent sur les pactes ruraux de Lü, puisqu'ils furent considérés comme la base des normes sociales en favorisant le contrôle de l'Etat. La propagande des pactes ruraux fut largement répandue dans la dynastie Qing. Les « six ordonnances du pacte rural » furent appliquées au début de Qing par l'empereur Shunzhi (1659), puis les « seize ordonnances » de Kangxi (1670) furent promulguées en milieu rural[297].

La plupart des pactes ruraux et ordonnances étaient issus de l'éthique confucéenne insistant sur la pitié filiale et la fraternité. Le noyau des pactes ruraux fut de s'entraider, faire des remontrances à l'un l'autre et de prospérer ensemble par la discipline en commun. La base des pactes ruraux fut constituée des liens territoriaux et parentaux. C'est l'essentiel de l'éthique confucéenne qui vise à garder l'ordre de la famille et celui du village, en même temps à promouvoir la réalisation de l'idéal de la société harmonisée et riche. Dans les pratiques villageoises, les pactes ruraux offrirent des récompenses et des punitions selon les comportements.

Du début jusqu'à Zhu Xi, l'éthique confucéenne avait souligné les règles morales des gouvernants dans la mesure où ils devaient diriger l'Etat par leurs vertus. Depuis Wang Yangming, les règles morales des gouvernants ont commencé à s'étendre aux simples gens

[296] Lü Dajun s'appèle aussi Lü Heshu. Il fonda quatre pactes ruraux, c'est-à-dire *Deye xiangquan* (utiliser la morale personnelle et l'éthique familiale ou sociale), *Guoshi xianggui* (ne pas violer la morale et l'éthique sociale), *Lisu xiangjiao* (communiquer avec l'étiquette et la courtoisie) et *Huannan xiangxu* (aider les pauvres et les malads). Zhu, Xi (s'appelle aussi Huian), "Zengsun Lüshi xiangyue" (Révision des pactes ruraux de Lü), *Huianxiansheng Zhuwengong wenji* (Sélections des ouvrages de Zhu Xi), Vol. 74, pp. 25-32, remis dans *Sibucongkan.*

[297] Mizoguchi, Yuzo (1997), "Confucianisme et révolution de Chine", *En suivant la voie royale : mélanges offerts en hommage à Léon Vandermeersch*, réunis et présentés par Jacques Gernet et Marc Kalinowiski avec la collaboration de Jean-Pierre Diény. Paris, Ecole française d'Extrême-Orient, pp. 425-436. *Xiaoshunfumu* (être pieux et soumis aux parents), *zunjingzhangshang* (respecter les aînés), *hemuxiangli* (harmoniser les villages voisins), *jiaoxunzidi* (éduquer les disciples), *geanshengli* (garder son propre mode de vie) et *wuzuofeiwei* (interdire les activités illégales) sont les six ordonnances du pacte rural.

parce qu'il croyait que tout le monde a des sentiments moraux. L' éthique confucéenne a été bien observée par les communautés villageoises et s'est renforcée dans les familles paysannes. Les pactes ruraux ont eu ainsi un lien avec la petite tradition et la grande tradition. Ils étaient une organisation plutôt qu'un mouvement populaire depuis la dynastie Song du Nord, puisque le gouvernement n'y était pas intervenu à cette époque-là.

Les pactes ruraux ont été promulgués par les confucianistes locaux d'abord, puis par les empereurs comme un mouvement à l'échelle du pays, notamment dans la dynastie Qing. Bien que chaque mouvement des pactes ruraux promus par les empereurs ne puisse durer longtemps et qu'il ne soit pas efficace partout en fonction du rôle divers des élites locales, l'éthique confucéenne est plus ou moins renforcée chaque fois dans les mentalités paysannes en constituant ainsi l'ordre rural. Les élites locales ont joué un rôle important dans cette « standardisation » de la morale sociale.

Après l'Empire, l'abolition du système du concours impérial a coupé la voie d'une carrière officielle pour les paysans. En même temps, les élites ont commencé à négliger les liens avec les paysans, tendant à faire d'autres liaisons, avec le monde urbain des affaires notamment. Ainsi, la paysannerie s'est distinguée désormais, selon eux, des autres couches comme étant une couche passive, impuissante, ignorante dans les lettres[298]. Elle est devenue l'obstacle sur la voie de la modernisation, le seul possible aux yeux de la plupart des élites chinoises. Donc tous les intellectuels et les dirigeants de l'Etat veulent réformer ou transformer l'ancienne paysannerie pour construire une nouvelle société, qui soit moderne et opposée à la société traditionnelle. Liang Shuming et Mao Zedong poursuivent de fait le même projet par leurs différentes pratiques dans les milieux ruraux.

Aujourd'hui, les pactes ruraux resurgissent et concernent aussi les droits et devoirs des villageois, mais aussi la récompense au bien fait et la pénalité au mal fait, comme la plupart des pactes ruraux dans le passé. Ils sont liés aux politiques et règlements de l'Etat et aux soucis moraux villageois à la fois, mais ils ne sont plus une sorte d'organisation villageoise comme auparavant.

Voyons l'exemple des pactes ruraux du village W : la 1^{e} clause stipule que « les villageois doivent apprendre les lois, les règlements et les politiques de l'Etat et obéir aux lois en devenant l'exemple de la conformité à la discipline » ; les clauses 14, 15 et 16 parlent du planning familial ; les clauses 19, 20 et 21 concernent l'éthique villageoise en soulignant les principes confucéens[299], notamment respecter les personnes âgées et construire l'amitié avec les voisins.

En ce qui concerne les droits, les villageois peuvent partager les terres cultivées lorsqu'ils les utilisent et les distribuent, mais aussi en bénéficier si on les reconvertit pour une autre utilisation. De plus, les villageois peuvent partager le revenu des entreprises villageoises. Ils ont des droits électoraux et doivent aussi bénéficier du bien-être villageois.

En ce qui concerne les devoirs, les villageois sont obligés de livrer les quotas de la production agricole, les taxes et les frais de l'irrigation. Ils doivent obéir à la direction du gouvernement local ou celle du comité des villageois dans la production agricole. Ils doivent participer aux travaux d'infrastructure, s'associer aux affaires des entreprises et des écoles, contrôler

[298] Cohen, Myron L., "The case of Chinese peasant", dans Tu, Wei-ming (sous la direction de, réimpression, 1996), *China in transformation*, Harvard University Press, pp. 151-170.

[299] *Dongweicun cungui minyue* (Les normes et pactes ruraux du village W), 25 clauses au total que j'ai recueillies au village.

sérieusement le planning familial. Ils doivent respecter les personnes âgées, influencer les jeunes pour la pratique du bien et renforcer la solidarité. Ils doivent être anti-superstition, économes et travailleurs, participer à la transformation des coutumes traditionnelles.

Les récompenses et les pénalités spirituelles et matérielles sont liées étroitement aux devoirs dans les pactes ruraux. Les villageois doivent achever les tâches réclamées par l'Etat et par la collectivité, maintenir l'intérêt collectif, résoudre les conflits parmi eux, pratiquer le planning familial et accuser les mauvais comportements. S'ils violent les lois ou les règlements de l'Etat, détruisent les équipements collectifs et menacent la sécurité publique, ils doivent recevoir des amendes et des pénalités[300].

Cela témoigne de la continuité des pactes ruraux et de leur réinvention à l'époque contemporaine dans de nombreux villages.

En bref, sauf le troisième temps (T3) qui a détruit beaucoup de petites traditions par la Révolution culturelle, il n'y a pas de vraie rupture structurelle dans l'aspect culturel à travers les différents temps, mais il y a un changement fonctionnel dans les milieux ruraux, témoignant de leur grande capacité d'adaptation aux évolutions et contraintes externes, dans une certaine continuité sélective des traditions. Au cours de ce changement, les élites rurales dans les T1, T2 et les cadres ruraux dans les T3, T4 ont combiné la grande tradition de l'Etat et la petite tradition de la paysannerie. Grâce à leur rôle, la grande tradition et la petite tradition à un certain degré peuvent être identifiées à travers les temps.

L'évolution culturelle à travers les temps

	Grande tradition de l'Etat	Petite tradition rurale
T1	éthique confucéenne en soulignant les rapports entre empereur et fonctionnaire, entre père et fils, entre époux, entre frères, entre amis ; les caractéristiques de l'être humain : gentillesse (*ren*), justice (*yi*), rite (*li*), intelligence (*zhi*), honnête (*xin*)	les coutumes rituelles de la naissance, de l'enterrement, du mariage et du sacrifice pour les ancêtres ; l'éducation privée dans les temples du lignage familial ; pratiques du taoïsme dans la médecine et du bouddhisme dans les temples ; le christianisme et autres religions mélangées
T2	confucianisme, marxisme, libéralisme, patriotisme, individualisme, anarchisme, socialisme, nationalisme, communisme, etc.	pratiques des éthiques traditionnelles dans la vie quotidienne et les rites, le taoïsme (médecine chinoise), le bouddhisme, etc. ; la conception de valeur plurielle
T3	socialisme et communisme par les luttes des classes, par la Révolution culturelle et par l'auto-sacrifice	suivant la grande tradition, pratiques du collectivisme et du socialisme ; la morale de la lutte des classes, en opposant toutes les traditions et les autorités, idée égalitaire
T4	capitalisme (du profit) et socialisme (enrichissement en commun) à la fois ; l'ordre politique et l'harmonie sociale avec la modernisation et la croissance économique	pratiques des cultures traditionnelles et aussi poursuite de l'intérêt économique dans la vie quotidienne ; les rites et les fêtes ; les drames locaux ; la montée du profit dans l'échelle des valeurs ; idée égalitaire

[300] Zhang, Houan et al. (2000), "Cunmin zizhi jiagou xia de gonggong quanli bianqian—Baihecun anli" (Mutation du pouvoir public dans le cadre de l'autonomie des villageois—l'exemple du village Baihecun dans la province de Hunan), dans *Zhongguo cunji zhili : 22 cun de diaocha yu bijiao* (*Administration de la Chine au niveau du village : enquêtes sur et comparaison parmi 22 villages*), Wuhan, Editions de l'Université Normale de Huazhong, pp. 142-160.

Chapitre 8. Enjeux des rapports des acteurs dans la structure du pouvoir villageois depuis la réforme économique

8.1. Dans le comité villageois

Le comité des villageois est une nouvelle organisation depuis l'époque de la réforme économique. Grâce à l'organisation du comité et ses activités, le terme de villageois peut remplacer celui de paysans aujourd'hui. Le terme de paysannerie va retrouver son sens originel qui indique seulement l'agriculture comme une profession, tandis que le terme de villageois peut indiquer une identité sociale, qui n'est pourtant pas encore équivalente au citoyen dans la réalité.

L'établissement du comité des villageois est une initiative paysanne après la mise en œuvre du système de la responsabilité familiale des terres. Par la suite, l'Etat a introduit le comité partout dans le remplacement des communes populaires après leur démantèlement. Les villages sont ainsi organisés sur base des élections politiques de masse, et ce à la place des activités économiques en commun. Les fonctions du comité sont aussi liées directement ou indirectement à l'Etat, représenté par le gouvernement local. Le comité est constitué comme une base du pouvoir politique de l'Etat, malgré qu'il soit hors de la structure étatique.

Du point de vue du gouvernement local, un fonctionnaire local a émis l'opinion que la loi, inventée par l'ancien Premier ministre Li Peng, est une erreur, puisqu'elle « a donné le droit le plus démocratique aux gens qui comprennent le moins la démocratie »[301]. Cette attitude de mépris à l'égard de la paysannerie et des cadres villageois n'est pas isolée. Le regard condescendant, surtout chez les intellectuels, est encore fort répandu envers les cadres villageois et les entrepreneurs paysans.

On doit cependant se demander si vraiment les paysans n'ont pas la capacité d'organiser les élections pouvant représenter la démocratie (une conception moderne mais globalisée affectant chaque coin du monde autant que les villages chinois) ? Les expériences des villages Q et W (voir Partie 2) ont déjà apporté un démenti à ces préjugés, mais de nombreux cas ailleurs peuvent le confirmer aussi.

En tant que spécialiste très récent dans les études du développement rural, Yu Jianrong (2001) met l'accent sur le problème du pouvoir des paysans, notamment l'élection démocratique au niveau de villages. Il a visité des endroits le long de la ligne où Mao avait fait ses enquêtes entre 1927 et 1928 dans la province du Hunan, puis il a fait une analyse approfondie du point de vue politique. Il voit clairement que les paysans ont envie d'avoir des droits dans les élections et la participation politique. L'auto-gouvernance villageoise va constituer, selon lui, une base de l'institution démocratique. Son livre a fait une grande impression dans le cercle des études du développement rural ainsi qu'au niveau du gouvernement central. La tendance vers l'auto-gouvernance villageoise sera inévitable dans les milieux ruraux, comme une simple bougie peut allumer un feu de prairie.

Les cadres villageois ont un rôle important dans le comité. S'ils ont la capacité d'achever les tâches réclamées par l'Etat, mais aussi de regrouper les paysans participant activement à l'auto-gouvernance villageoise, tous les acteurs dans la structure du pouvoir politique peuvent en profiter, telles que le montrent les villages D, Q, W et N.

[301] L'entretien au Service de Huanghai, Yantai, 13/05/2004.

Avant la République populaire, ces sont des élites rurales qui s'occupaient des affaires villageoises, y compris les rites et les activités économiques. Pendant la Commune populaire, les cadres communaux, provenant souvent de l'extérieur, ont dirigé directement les campagnes politiques. Après la réforme économique, ces sont les cadres, élus par les villageois et provenant du village, qui s'occupent des affaires villageoises. De ce point de vue, le comité des villageois est un pas en avant vers l'auto-gouvernance villageoise, malgré son rôle encore limité par la branche du Parti communiste et par le gouvernement local.

L'Etat veut que le comité des villageois puisse maintenir l'ordre rural, mais les insurrections paysannes restent inévitables au présent. Dans le texte de Yu (2001), le niveau des organisations paysannes s'est déjà montré relativement élevé. Certaines gens, qui se sont engagées dans l'armée auparavant, ont de la culture et connaissent les lois. Ainsi, ils peuvent employer les lois contre les surtaxes illégales et s'efforcer d'atteindre les buts des mouvements paysans.

Aujourd'hui, les paysans sont en train d'être organisés pour réaliser certains objectifs politiques ou économiques en commun, bien que les moyens de la coopération paysanne soient divers et les buts changent en fonction de la mutation sociale. L'expérience, en histoire ancienne comme à l'époque contemporaine, acquise par les campagnes et les mouvements politiques de masse leur donne de la force. Les familles paysannes coopérent encore dans l'emploi des équipements d'irrigation, comme dans les villages de Qiaotou, ou travaillent ensemble dans les usines du village, comme les villageois de Dongwei et Qingquanzhai. Les organisations paysannes mettent l'accent sur la lutte contre la corruption des cadres ruraux, alors que les coopératives paysannes poursuivent principalement l'intérêt économique. Donc, les villageois montrent leur capacité à mettre en œuvre l'auto-gouvernance et la coopération économique. Le comité des villageois devient alors la base d'un nouveau départ pour arriver au but du renforcement du village auto-gouverné et de la prospérité partagée.

Les traditions comme les lignages familiaux, dont une partie a été détruite et une autre partie transformée en différentes factions, qui se sont combattues pendant la Révolution culturelle, reviennent après la réforme économique. Certains lignages puissants utilisent tous les moyens afin de réussir dans les élections du comité local. Certains cadres villageois plongent dans les élections en négligeant la production économique et leurs autres obligations. Ce phénomène est souvent très grave dans les régions dominées par certains individus brutaux, qui apportent des catastrophes aux villageois d'un côté, et d'un autre une menace à la stabilité de base du système politique de l'Etat[302]. Dans ce cas, l'Etat doit intervenir dans le village auto-gouverné pour se protéger lui même et pour protéger les villageois. Mais de ce point de vue, il n'est pas efficace pour le moment. Le gouvernement local ne peut, en principe, intervenir dans les élections villageoises, mais il est en réalité présent lorsqu'il y a de l'instabilité politique au village. Même s'il n'y a pas ce phénomène dans mes études de cas, un certain nombre de villages ailleurs sont tombés dans le désordre à cause de ces conflits[303].

Bien que le nouveau système administratif soit complètement différent de l'ancien, il y a encore une trace de continuité entre les deux. D'après Kuriyabashi (1971 : 2), « le contrôle des villages, dans chaque dynastie de la Chine, dépend des organisations villageoises. Les villageois puissants sont devenus chefs de ces organisations. Ils s'occupent de percevoir les impôts et les taxes, gérer l'enregistrement du peuple, persuader les gens de s'engager dans les activités

[302] Yu, Jianrong, "Nongcun hei'e shili he jiceng zhengquan tuihua—Hunan diaocha" (Les mauvais tyrans ruraux et la dégénérescence du pouvoir de base—les enquêtes du Hunan), dans la revue *Zhanlüe yu guanli* (Stratégies et gestions), No. 5, 2003 ou E-revue *Zhongguo yu shijie*, No. 2, 2005, sur le site www.zgysj.com.

[303] Zhang, Houan et Xu Yong (2000), *op. cit.*

agricoles, faire appliquer les édits de l'empereur et l'éthique, gérer les affaires publiques et exécuter les tâches de police. Ainsi, les organisations villageoises servent au gouvernement local dans la gestion des affaires administratives. Elles sont en effet une institution supplémentaire du contrôle de l'Etat ».

Aujourd'hui, ce sont les cadres villageois qui collectent les impôts et les taxes pour l'Etat, pour le gouvernement local et pour eux-mêmes. Ils jouent un rôle comme « une institution supplémentaire », mais aussi du point de vue économique ils sont en compétition avec le gouvernement local, en poursuivant un intérêt indépendant et particulier. Pour réaliser celui-ci, les cadres villageois peuvent exagérer les quotas et inventer des surtaxes comme les anciens chefs du *Baojia*.

Alors que la réforme économique rend le revenu du travail agricole à l'unité familiale, l'économie paysanne est réinstallée comme une base nouvelle au niveau de la production domestique. Les fonctionnaires locaux et les cadres villageois ne s'occupent que du planning familial et des impôts agricoles. Ils ont essayé de développer des entreprises rurales nouvelles qui en fait donnent une nouvelle base économique à leur autorité depuis le milieu des années 1980. La légalisation du comité renforce l'autorité politique des cadres villageois. Le succès ou l'échec des activités économiques décide de l'autorité des cadres au village.

Les cadres n'ont pas toujours gagné dans le comité des villageois, les chefs principaux du village X par exemple quand ils n'ont pas réussi à gérer la distillerie villageoise. Comme la plupart des paysans dans ce village ont encore besoin du soutien financier du gouvernement local dans les cultures maraîchères, les cadres ont dû céder leur pouvoir aux dirigeants du gouvernement local. Cela montre que l'auto-gouvernance villageoise n'est pas réalisée si le village n'est pas indépendant dans le domaine économique. L'auto-gouvernance villageoise est en effet octroyée par l'Etat à condition que le village ne viole pas les politiques édictées, celles concernant le planning familial par exemple. Les villageois souffrent encore de l'intervention du gouvernement local quand celui-ci a recours à la police pour percevoir les taxes informelles.

Le comité des villageois est encore souvent passif et faible dans la fonction de l'auto-gouvernance villageoise, mais il renforce à un certain degré une solidarité villageoise face au pouvoir extérieur, le gouvernement local ou les fonctionnaires locaux.

Rapports des acteurs fonctionnant dans la gestion politique des villages

	droits	Devoirs
fonctionnaires locaux	gestion des villages administratifs, des projets du développement local	achever les tâches de l'Etat
cadres villageois	la gestion du village dans l'aspect économique, politique et culturel et le compte rendu au gouvernement local	achever les tâches de l'Etat et du gouvernement local à tous niveaux
villageois	les élections, la participation aux organisations politiques	obéir aux politiques du comité, participer aux activités politiques et contribuer aux finances publiques

8.2. Dans les nouveaux systèmes économiques

8.2.1. Dans la mise en œuvre du système de la responsabilité familiale

Etant donné que le système de la responsabilité familiale a été mis en œuvre par les paysans eux-mêmes d'abord et ainsi qu'il a obtenu un bon résultat, l'Etat a consolidé ces initiatives paysannes et leur a donné une place légale au début des années 1980, au point d'en faire le thème du premier document du CCPCC pendant cinq années consécutives.

Le 1er janvier 1982, le premier document du CCPCC, c'est-à-dire le « Résumé de la réunion du travail rural du pays » (*Guojia nongcun gongzuo huiyi jiyao*), affirme que «*Baochandaohu* (Responsabilité d'un quota de production par foyer) et *Baogandaohu* (Responsabilité d'une tâche entière par foyer) sont de l'économie collective socialiste ». Etant donné que les communes populaires existaient à ce moment-là et que l'économie collective était équivalente au socialisme, l'Etat insistait sur la mise en œuvre de ce système dans l'encadrement collectif.

En janvier 1983, le premier document du CCPCC, c'est-à-dire « Certaines questions des politiques sur l'économie rurale d'aujourd'hui » (*Dangqian nongcun jingji zhengce de ruogan wenti*), est diffusé en public. Ce document annonce que « le système de la responsabilité familiale est une grande initiative des paysans chinois sous la direction du Parti communiste. Il est aussi un nouveau développement de la théorie marxiste sur la coopération agricole dans les pratiques chinoises ». Comme les communes populaires étaient en cours d'effondrement à la suite de la nouvelle Constitution de l'Etat en décembre 1982, le nouveau système foncier a pris une place légale.

Le 1er janvier 1984, l'« Annonce du travail dans les campagnes en 1984 » (*Guanyu 1984 nian nongcun gongzuo de tongzhi*) est le premier document du CCPCC. Selon ce document, le contrat des terres sous la responsabilité familiale devrait durer plus de quinze ans afin d'encourager l'investissement paysan dans le long terme. Le système de la responsabilité familiale va continuer à être stabilisé et amélioré. La stabilité politique, avec une bonne situation climatique, a apporté une bonne récolte des produits agricoles cette année-là. Les paysans ont été confrontés tout à coup au problème du marché. Les marchés urbains n'étaient pas encore ouverts aux paysans, tandis que les marchés ruraux restaient limités.

En janvier 1985, le CCPCC et le Conseil d'Etat a diffusé « Dix politiques pour dynamiser davantage l'économie rurale » (*Guanyu jinyibu huoyue nongcun jingji de shixiang zhengce*) comme le premier document de l'année. Les politiques suppriment le système de l'achat et la vente, et celui de la distribution des produits agricoles qui ont été monopolisés par l'Etat pendant plus de trente ans, à l'exception de la production alimentaire et du coton. Les impôts agricoles en nature sont changés en monnaie, puisque les stocks alimentaires sont à un niveau élevé. Les rapports directs entre l'Etat et la paysannerie sont ainsi changés en rapports partiellement indirects, puisque des intermédiaires interviennent après la libéralisation des marchés ruraux.

Le 1er janvier 1986, le CCPCC et le Conseil d'Etat ont publié le premier document au titre de l'« Arrangement des travaux dans les campagnes en 1986 » (*Guanyu 1986 nian nongcun gongzuo de bushu*). Ce document a souligné la place importante de l'agriculture dans l'économie nationale et affirmé les politiques de la réforme agraire. Alors que les produits agricoles en surplus ont fait baisser les prix et le revenu paysan, les paysans rationnels se tournaient vers d'autres activités. Les entreprises rurales leur ont offert une issue en prenant

dorénavant en charge une partie de la production agricole et des taxes rurales, ce qui est conforme à l'intérêt du gouvernement local.

L'Etat est passif par rapport aux initiatives paysannes à travers les documents cités plus haut, mais il ne s'est pas opposé à la paysannerie mettant en œuvre ce système. La paysannerie, non plus, ne s'oppose pas frontalement à l'Etat : la décollectivatisation est masquée au début sous la terminologie du « système de responsabilité» avant d'être reprise à son compte par lui une fois que le système fait ses preuves. Les « contrats de production passés directement avec les familles » prennent le relais des contrats de groupes. A la différence des précédents, ces contrats font en effet disparaître toute rémunération collective en points du travail : les familles paysannes individuelles comme allocataires des terres collectives, deviennent responsables de leurs pertes et profits[304]. L'Etat se détache alors du soutien à l'agriculture non rentable.

En fait, l'Etat central a changé rapidement ses anciennes conceptions et pratiques, c'est-à-dire transformer les paysans en « peuple nouveau », depuis la 3e session du onzième congrès du PCC en 1978. Il a commencé à admettre les paysans comme acteurs économiques car ils ont déjà montré leurs initiatives dans la réforme économique, comme dit Deng ci-dessous :

« *80 % de la population est constituée de la paysannerie. Si les paysans n'ont pas d'initiative, le pays ne pourra se développer. La réforme, dont le contenu, généralement dit, est le système de la responsabilité familiale, s'est amorcée dans les campagnes. Ce système a abandonné la manière qui permet que tout le monde mange du riz ensemble dans une grande casserole (chidaguofan) en promouvant les initiatives paysannes* ». De plus, « *Les entreprises rurales emploient 50 % de l'excédent de main-d'œuvre en milieu rural. Cela n'est pas l'idée de nos dirigeants, mais l'invention des paysans et celle de l'unité de la base agricole* »[305].

La décollectivatisation de l'économie rurale s'est accompagnée d'évolutions considérables dans tous les domaines de la vie paysanne. La paysannerie a gagné au début du système de la responsabilité familiale grâce au soutien de l'Etat, bien que celui-ci ait plein d'hésitations et de nombreuses discussions sur ce système qui avait montré beaucoup de problèmes dans la mise en pratique[306]. Alors que les paysans étaient confrontés au problème du marché des produits agricoles en surplus, l'Etat était forcé de relâcher le contrôle des marchés. Comme les agriculteurs n'en ont pas profité, un certain nombre des paysans ont abandonné les terres en entrant dans les entreprises rurales ou en faisant l'exode rural. Ainsi, l'agriculture est mise en cause, au milieu des années 1980, comme avenir du *San Nong*.

Deng dit que « nous devons laisser une partie des personnes devenir riches avec le drapeau des quatre principes », c'est-à-dire la voie du socialisme, la dictature du prolétariat, la direction du Parti communiste et la direction du marxisme-léninisme et de la pensée maoïste. Il encourage à développer l'économie privée[307]. Celle-ci à son tour encourage une minorité de gens à devenir riches. A partir de ce moment, l'économie de marché peut se déployer dans les campagnes avec l'encouragement de l'Etat qui affirme cependant vouloir l'encadrer. Mais on peut se demander ce qu'a signifié cette volonté d'encadrement dans la pratique, quand on regarde ce qui s'est

[304] Aubert, Claude, "Economie et société rurales", dans *La Chine au XXe Siècle : de 1949 à aujourd'hui*, pp. 149-180.

[305] Han, Changbin (2004), "Deng Xiaoping chuli nongmin wenti de sixiang fangfa" (La pensée et la méthode de résoudre les problèmes des paysans chez Deng Xiaoping), dans *Renmin Ribao* (*People's Daily*), 31-08-2004, p. 9.

[306] Wen, Tiejun (1999), "Bange shiji de nongcun zhidu bianqian" (Changement des systèmes ruraux pendant un demi siècle), dans la revu *Zhanlüe yu guanli* (Stratégies et gestions), 1999/6.

[307] Deng, Xiaoping (1979), *Jianchi sixiang jiben yuanze* (*Insitser sur les quatres principes*), discours dans la réunion des théories à Pékin, 30-03-1979.

réellement passé depuis plus de vingt ans. Qui est le profiteur des politiques d'enrichissement et de quoi profitent les régions rurales ?

Au fur et à mesure de la libéralisation des marchés des productions agricoles et de la finance, de la réforme du système des taxes et de la restructuration des entreprises étatiques et rurales au nom de clarifier la propriété, de plus en plus de terres cultivées sont utilisées pour d'autres activités en vue d'apporter plus de profit par rapport à l'agriculture. Plusieurs possibilités existent. D'abord, le gouvernement local clôture les terres de manière à ce que les entrepreneurs et commerçants les utilisent pour d'autres activités : un entrepôt, une usine, un hôtel, un terrain de golf par exemple. En deuxième lieu, le gouvernement local prend le pouvoir d'investir directement dans les activités privées, les terres, les matériaux de production et les moyens financiers. En troisième lieu, le gouvernement local offre souvent une location gratuite des terres afin d'attirer l'investissement extérieur, tandis que les paysans locaux perdent la base matérielle de leur vie. Les commerçants peuvent alors rejoindre les fonctionnaires locaux dans un intérêt commun à travers l'échange entre le capital économique et le pouvoir politique. L'échange d'intérêt entre le gouvernement local et l'agent commercial est souvent fait à travers des procédures informelles, puisque le capital financier ne peut acheter cette non marchandise, c'est-à-dire le pouvoir politique, sur les marchés. Les victimes sont les paysans, tandis que la force extérieure, y compris le gouvernement local, les commerçants et les entrepreneurs, etc., gagne dans cet échange illégal.

Alors que de plus en plus terres cultivées sont utilisées pour d'autres affectations sous la direction de plusieurs niveaux du gouvernement local, l'action paysanne s'est mise en œuvre pour contrer cette tendance. Selon le rapport récent des enquêtes sur le maintien du droit des terres paysannes, 130 conflits collectifs ont eu lieu, dans les milieux ruraux depuis le 1e janvier 2004, dont 87 se sont passés entre la police et la paysannerie[308].

De fait, les grandes manifestations ou émeutes paysannes se font encore au sujet de la perte de terres, puisque celles-ci sont encore une source importante de la vie paysanne, mais présentent aussi un énorme intérêt économique. Sous l'autorisation du gouvernement local, qui est aussi dans la plupart des cas sous la pression du gouvernement supérieur (la sous-préfecture, le district et même la préfecture), l'intérêt paysan pour les terres collectives villageoises est de plus en plus transformé en intérêt de différents niveaux du gouvernement local. La perte des terres est une perte d'un bien d'intérêt collectif pour les villageois. Donc les conflits sont produits surtout entre les villageois, comme acteurs collectifs et le gouvernement local à plusieurs niveaux.

Les enquêtes ci-dessous (Tableau 8-1) montrent que les conflits autour des terres sont une action paysanne collective pour 96,5 % des signataires par rapport à 3,5 % réagissant en individus. Ces enquêtes montrent aussi que le gouvernement local, aux trois niveaux de la préfecture, de la sous-préfecture et du bourg représentant 65,2 %, joue un rôle important dans l'abus du pouvoir politique, ce qui conduit à une tension entre Etat et paysannerie. De plus, le rôle des cadres villageois est non négligeable. Comme ils se trouvent en tête de la structure du pouvoir villageois, les cadres villageois peuvent s'associer à la décision du gouvernement local. Dans la plupart des cas, celui-ci a en effet du mal à utiliser la terre sans avoir l'accord de cadres villageois.

[308] Yu, Jianrong, "Nongmin tudi weiquan kangzheng diaocha" (Les enquêtes sur le maintien et la protestation du droit des terres paysannes), dans *Zhongguo jingji shibao* (Times of China economy), 21-06-2005.

Tableau 8-1. Catégories des 837 lettres de pétition sur les conflits fonciers

Signataires des lettres	Chiffres (%)	Objets accusés	Chiffres (%)
Les villageois conjoints	629 (75,1)	Préfectures	108 (12,9)
Les groupes des villageois	123 (14,7)	sous-préfectures et districts	221 (26,4)
Le comité des villageois	34 (4,1)	cantons et bourgs	217 (25,9)
Les organisations de masses	22 (2,6)	branche du Parti communiste et cadres villageois	192 (22,9)
Les individus villageois	29 (3,5)	zones de développement à différents niveaux	67 (8)
		commerçants de l'immobilier	32 (3,8)

Source : Yu, Jianrong (21-06-2005), "Nongmin tudi weiquan kangzheng diaocha" (Les enquêtes sur le maintien et la protestation du droit des terres paysannes), *Zhongguo jingji shibao* (Times of China economy), 21-06-2005

Les fonctionnaires locaux peuvent jouer un rôle important dans cette mutation du système foncier. D'abord, ils s'occupent de la distribution des terres au début, puis ils ont le droit de collecter les impôts et les taxes, enfin ils ont autorité pour ratifier un autre usage des terres cultivées. Les cadres villageois sont pourtant obligés comme les paysans de se conformer aux exigences du gouvernement local. L'économie morale de la paysannerie, en tant que résistance à la baisse des prix agricoles et à l'abus dans l'affectation des terres, se limite souvent à porter plainte contre les autorités locales et à organiser une manifestation devant les bâtiments des bureaux du gouvernement de sous-préfecture.

Néanmoins, les réactions paysannes sont très importantes pour le pouvoir des cadres ruraux, dont l'extension après la réforme apporte souvent une nouvelle source de tension. Alors que cette tension menace la stabilité de l'Etat, celui-ci va entrer en action en vue de maintenir la stabilité politique. La diminution du nombre des cadres ruraux est mise en œuvre à l'échelle du pays. Les cadres ruraux sont enfin devenus eux-mêmes victimes de leur propre extension.

8.2.2. Dans la libéralisation des marchés alimentaires

La libéralisation des marchés est un élément important de la réforme économique. Bien que les marchés ruraux aient toujours été vivants sauf pendant la période de « Grand Bond en avant » et la période radicale au début de la Révolution culturelle, l'Etat a contrôlé strictement le marché alimentaire jusqu'au milieu des années 1980. Il n'y a eu que 2 % des productions alimentaires entrant dans les marchés ruraux avant la réforme économique[309].

L'économie de marché, avec sa propre logique, distribue des ressources et des produits agricoles sans avoir la direction planifiée de l'Etat. Avec l'omniprésence de l'Etat, des conflits inévitables surgissent dans les prix des produits agricoles entre la planification d'Etat et la logique du marché. La circulation de la production et de la consommation a donc été simplifiée en diminuant la présence de l'Etat dans les marchés nationaux (schéma 8-1).

[309] Claude Aubert, "The grain trade reforms in China : An unfinished story of State v. peasant interest", *China information*, 1997-1998, Winter, pp. 72-86 ; traduit en chinois, sous la direction de Xiong, Jingming (2000 : 249-282).

Dans une société agricole, le marché des produits agricoles est aussi important que la production de l'agriculture. Les deux sont interactifs. L'évolution des marchés alimentaires, pendant les années 1980 et 1990, révèle que l'Etat joue encore un rôle important même s'il n'est pas toujours positif.

La production alimentaire a eu un taux de croissance de 9,07 %, 9,25 % et 5,17 % en 1982, 1983 et 1984[310]. Pour cette raison, Wen croit que la croissance doit être attribuée au système de la responsabilité familiale[311]. Kueh (1995) indique le rôle important du climat en plus du rôle des institutions. Les deux raisons co-existent sans doute.

La croissance de la production alimentaire a profité des politiques de l'Etat, mais a pu aussi conduire à leur changement dans des sens différents comme au début des années 1950[312]. La croissance au début des années 1980 a profité du système de la responsabilité familiale et de la hausse des prix agricoles, mais a conduit à la libéralisation postérieure des marchés alimentaires. Le système de *tonggou tongxiao*, remplacé par le contrat d'achat dont le prix est souvent inférieur au prix du marché depuis 1985, a ainsi disparu[313]. La nouvelle politique d'achat manifeste que l'Etat n'a pas de capacité fiscale à donner beaucoup de subventions aux produits agricoles.

Depuis 1985, après avoir fourni selon le contrat le quota alimentaire aux départements alimentaires d'Etat, les paysans peuvent vendre le reste dans les marchés. Le système du contrat d'achat alimentaire offre plusieurs canaux aux paysans pour vendre leurs productions. Les marchés alimentaires sont alors remis en valeur. Les paysans peuvent faire des coopératives ou fonder des associations de production dans la négociation du contrat avec les commerçants ou les autres producteurs.

L'Etat n'a pas tout à fait quitté les marchés alimentaires et il a cherché progressivement à reprendre son ancien rôle historique de régulateur, pour éviter des déséquilibres trop forts. Pour stabiliser le marché alimentaire, l'Etat a établi le système de réserves alimentaires en 1990, investi dans 509 bases de production alimentaire commerciale dès 1983, et mis en œuvre des fonds pour acheter les productions alimentaires avec un prix supérieur à celui du contrat, surtout dans les régions à surplus alimentaires et exportant de l'alimentation. En 1991, les prix d'achat et de vente des productions alimentaires de l'Etat atteignent un équilibre. En cette même année, certaines régions libèrent les prix alimentaires sur les marchés. Fin 1993, 95 % des villes et des sous-préfectures ont ouvert complètement les marchés alimentaires. Dans ce cas, l'Etat a établi un fonds pour la stabilisation des prix des produits alimentaires. Si le prix alimentaire baisse à un niveau inférieur au prix protégé, l'Etat va utiliser le fonds pour intervenir sur les marchés en achetant de l'alimentation.

[310] Wen, Tiejun (06-10-2003), "Zhongguo de liangshi yu renkou zhijian de jiegou guanxi" (Les rapports structurels entre l'alimentation et la population en Chine), sur le site www.cei.gov.cn.

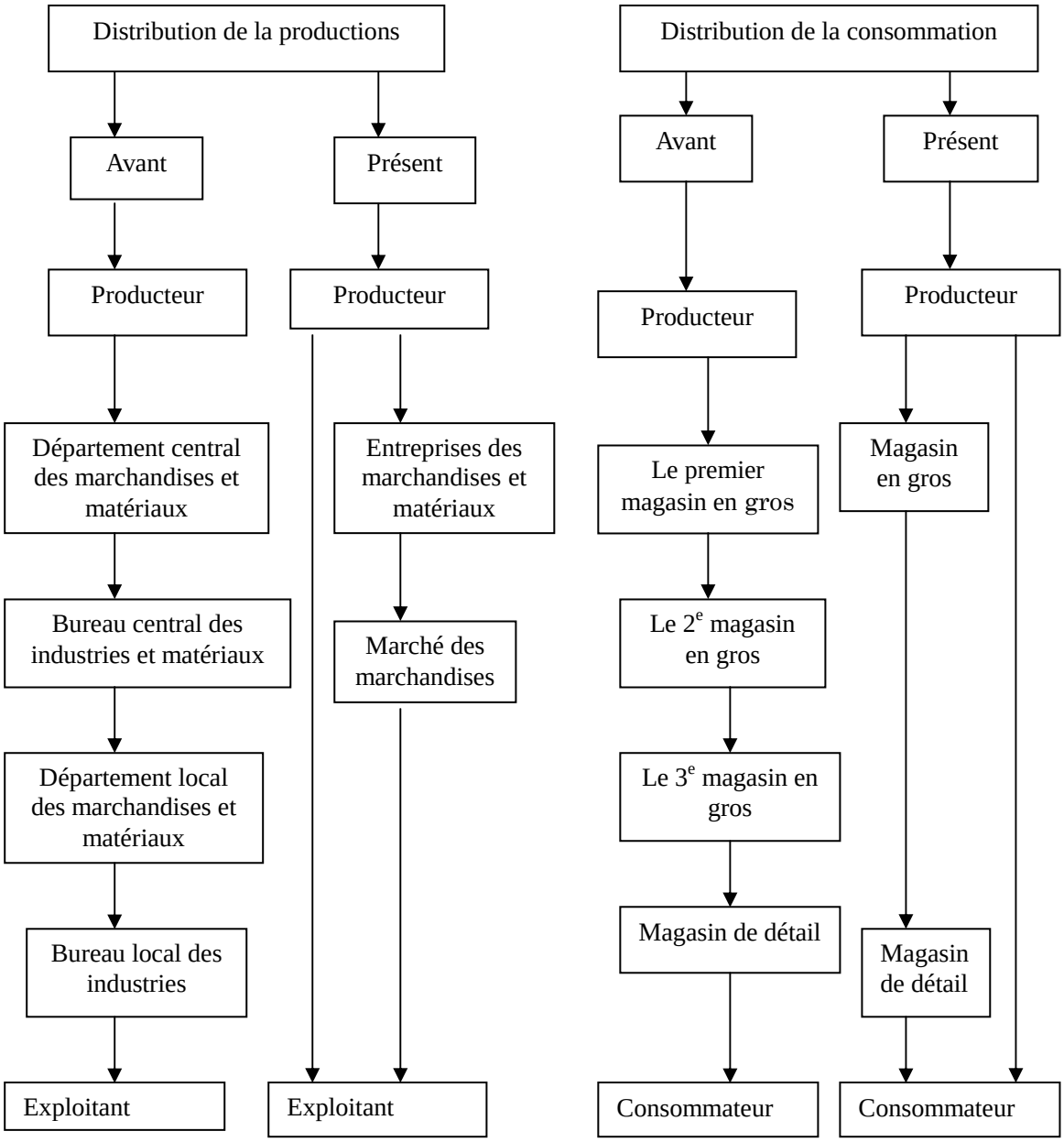
[311] Comme Wen ne fait pas partie des économistes des courants dominants ou conformistes, je ne peux dire qu'il représente la plupart des hommes politiques et économistes. Mais son avis, en grande partie, reste en accord avec les économistes des courants dominants.

[312] La croissance alimentaire (13,19 % par an entre 1949 et 1952) est dérivée des politiques de la réforme agraire de 1950, donnant les terres aux paysans, tandis que le retour du déficit alimentaire a conduit à la mise en œuvre du contrôle de l'Etat, à travers la création de l'organisation étatique d'achats et de ventes (*tonggou tongxiao*) en 1953.

[313] *Guanyu jinyibu huoyue nongcun jingji de shixiang zhengce* (Sur dix politiques pour animer davantage l'économie rurale), le CCPCC et le Conseil d'Etat en 1985.

Schéma 8-1. Canaux de distribution en Chine

(Tadashi Saito, “The peasant distribution situation in China”, *China Newsletter*, No. 130, Vol. 5, 1997 : 3)



Le marché abaisse les prix des productions alimentaires des paysans à cause du surplus, mais entraîne aussi un déficit énorme, plus de 100 milliards de *yuans* au total fin 1997[314], des entreprises alimentaires d’Etat. Celles-ci sont en voie de réforme depuis 1998 comme les autres entreprises d’Etat[315], puisque leur déficit affaiblit le rôle de l’Etat sur les marchés alimentaires.

[314] Claude Aubert, “The grain trade reforms in China : An unfinished story of state v. peasant interest”, *op. cit.*

[315] Le Conseil d’Etat leur commande de séparer le pouvoir administratif du pouvoir gestionnaire, clarifier les affaires alimentaires entre le centre et le pouvoir local et stipuler la responsabilité du chef provincial, accomplir le système des réserves alimentaires en séparant les réserves de la gestion, séparer les dettes anciennes des nouvelles, établir et améliorer le marché alimentaire sous la direction de la macro-gestion gouvernementale.

Le système de la responsabilité alimentaire de l'autorité provinciale a été mis en œuvre depuis 1995[316]. L'aide du gouvernement central a ainsi diminué, tandis que le gouvernement provincial a dû s'occuper de la subvention alimentaire. La décentralisation du contrôle des marchés alimentaires est donc concomitante à l'affaiblissement des entreprises alimentaires d'Etat.

Outre les productions alimentaires, la majorité des marchandises sur les marchés ruraux d'aujourd'hui sont des produits agricoles ou primaires locaux. Ceux-ci, dans les marchés ruraux de Sheqi, de Zouping et du village L à Jiaodong, sont représentés par les légumes frais et séchés, le bétail et la viande (surtout le porc), tandis que les marchés ruraux de Yantai sont remplis de fruits frais et de fruits de mer frais ou séchés. Certaines marchandises sont des produits industriels comme les vêtements, les chaussures et les appareils électroménagers, etc. Tous les produits sont des choses de la vie quotidienne dans les marchés ruraux, sauf les ferrailles près du village W. De ce point de vue, la plupart des marchés ruraux sont encore « standards » en offrant des produits pour les besoins locaux. De plus, le niveau de consommation reste bas sur les marchés ruraux, puisque le pouvoir d'achat des paysans reste limité.

Les petits commerçants, les agriculteurs et les producteurs se partagent les marchés ruraux sur lesquels leurs rapports avec l'Etat sont tout simplement limités aux taxes commerciales.

Comme le gouvernement s'est déjà retiré du marché dans la plupart des cas, certains problèmes se sont produits sur les marchés ruraux, l'usine de cuivre au village W par exemple. Dans les marchés ruraux autour du village W, les fers et cuivres usagés occupent une place importante et spécifique parmi les marchandises. Avant la réforme économique, c'est l'Etat qui avait contrôlé le commerce du fer et des autres métaux non ferreux. Comme les villageois s'engagent dans ce commerce sans les savoirs nécessaires, le retrait de l'Etat ne profite pas à la paysannerie. Le marché libéralisé profite pourtant à une nouvelle catégorie d'intermédiaires mieux informés sur le niveau général des prix et sur les autres marchés.

Les intermédiaires qui existent sur le marché actuel montrent qu'on a encore besoin d'un intervenant pour remplacer l'Etat. Il faut d'ailleurs reconnaître que des intervenants ont existé de tout temps, surtout dans les régions rurales où historiquement l'Etat n'avait pas ou peu pénétré. On peut se demander quel rôle peuvent jouer ces intermédiaires entre la paysannerie et le marché en faveur du développement rural d'aujourd'hui ? Les cadres ruraux voudraient souvent se voir reconnaître ce rôle d'intermédiaires qui leur permettrait de trouver un nouveau rôle et des nouvelles ressources.

Les cadres ruraux de Qiaotou ont demandé par exemple de devenir les agents du marché aujourd'hui, puisqu'ils ont plus d'information sur les marchés que les agriculteurs. De plus, ils sont responsables du développement local au lieu de simplement voir dans le marché une source de profit : tel est leur argument. Leur rôle potentiel pourrait être important à l'avenir, comme ceux des chefs des villages Q et W.

[316] Autant pour stabiliser les productions alimentaires que pour les équilibrer parmi les régions, ce système commande au gouvernement provincial de protéger la surface des cultures vivrières, d'augmenter la production alimentaire par *mou* et le production totale, maîtriser 70 % et 80 % de source de l'alimentation commerciale, établir et gérer les réserves alimentaires et les fonds risqués alimentaires au niveau local, d'être responsable à l'importation de l'alimentation locale, de maintenir l'ordre du marché alimentaire local avec une offre suffisante et un prix stable, d'organiser l'ajustement alimentaire entre les provinces.

8.2.3. Dans le développement des entreprises rurales

Les entreprises rurales sont tout d'abord basées sur l'agriculture et ont assuré les besoins locaux pendant la collectivisation. Elles ont aussi été soutenues par le fait qu'elles ont dû attribuer de l'emploi à plusieurs millions de jeunes instruits, envoyés comme un investissement de ressources humaines dans les campagnes, vers la fin des années 1960.

Cependant, l'appui de l'Etat reste limité par rapport à ses investissements dans les autres secteurs de l'industrie lourde dans le troisième temps (Tableau 8-2). Sauf pendant le 4e plan quinquennal, l'investissement de l'Etat dans les secteurs fournisseurs de l'agriculture est moins de 10 % de l'investissement total dans l'industrie lourde. Ces sont les communes populaires qui organisent les entreprises industrielles afin de réaliser l'autosuffisance d'un côté, et d'un autre réaliser la mécanisation agricole. Cette dernière était considérée comme symbole de la modernisation de l'agriculture.

Tableau 8-2. Investissements de l'Etat dans l'industrie lourde d'équipement de l'agriculture
(valeurs cumulées pour chaque période, en million de *yuans*)

Année	investissement dans l'industrie des engrais chimiques	investissement dans l'industrie des machines agricoles	investissement total dans les deux types d'industrie lourde en région rurale	% de l'investissement total dans l'industrie lourde
1953-1957	456	270	735	3,45
1958-1962	12 139	1 517	3 656	5,61
1963-1965	1 315	571	1 886	9,74
1966-1970	3 293	1 189	4 482	8,98
1971-1975	7 226	2 352	9 578	10,95
1976-1980	8 347	2 391	10 738	9,98
1981-1985	3 975	513	4 488	3,42

Source : Christian Déom, reproduction de R. F. Ash, "The Peasant and the State", *China Quarterly*, No. 127, September 1991.

L'industrialisation rurale n'avait pas obtenu la priorité dans la planification économique de l'Etat jusqu'au milieu des années 1980 au moment où la production alimentaire était relativement en sécurité d'une part, et où d'autre part les entreprises rurales montraient leur vitalité. Au début de la réforme économique, les entreprises rurales, dont la plupart s'appuyaient sur les productions agricoles, profitaient de l'accumulation collective des communes populaires, de la croissance agricole et de la main-d'œuvre rurale abondante.

En ce qui concerne les paysans, l'industrie peut les enrichir ou du moins augmenter leur revenu, bien que leur condition de travail soit très dure. En ce qui concerne l'Etat, les entreprises rurales favorisent l'agriculture, le revenu paysan et la propriété collective. L'industrialisation des régions rurales peut aussi enrayer la migration. Le gouvernement central met l'accent sur le développement des entreprises rurales dans la planification depuis le milieu des années 1980. L'Etat souligne l'importance de les développer, notamment dans les régions de l'Ouest et du Centre, et soutient la construction de petites villes[317]. L'attitude du gouvernement central est de les « *appuyer activement, planifier rationnellement, guider correctement et gérer*

[317] *90 niandai guoying qiye de zhengce guihua* (Programme des politiques des industries étatiques durant les années 1990), adopté par le Conseil d'Etat le 25 mars 1994.

fermement »[318]. La législation se perfectionne progressivement jusqu'à la parution de la « Loi des entreprises rurales » (1997)[319].

La mécanisation de l'agriculture devient peu pratique après la réforme économique lorsque les terres sont divisées en parcelles dans les mains paysannes. De plus, la mécanisation exclut les travailleurs et ainsi ne s'adapte pas tellement à la situation chinoise, avec une tension forte entre la population et les terres cultivées. L'Etat a ainsi diminué l'investissement de l'industrie lourde dans les équipements agricoles ruraux entre 1980 et 1985, réduits à seulement 3,42 % (Tableau 8-2). Au contraire, les entreprises rurales ont pu absorber une grande partie de la main-d'œuvre en milieu rural, mais aussi soutenir l'expansion des petits centres urbains. L'Etat a aussi souligné que les entreprises rurales sont indispensables pour réaliser la stratégie du développement des petites villes autant que la modernisation de l'agriculture[320].

Les petites entreprises rurales, en principe guidées par le marché régional, étaient indispensables comme une économie complémentaire dans les milieux ruraux dans le troisième temps (T3). Particulièrement, comme l'aide soviétique ne pas concernait les campagnes, ou quand l'Etat était en trouble, pendant la Révolution culturelle par exemple, les entreprises rurales pouvaient se développer elles-mêmes. Si l'effort entrepris pendant la période 1971-1975 (Tableau 8-2) avait été maintenu, la priorité donnée alors à la petite industrie rurale d'équipement de l'agriculture se serait confirmée : à cette époque, les petites industries communales d'engrais représentaient une part plus importante de la production que celle du secteur d'Etat. La réforme d'orientation politique a mis fin à la priorité des petites industries tournées vers les besoins locaux dans les milieux ruraux.

De fait, de nombreuses entreprises rurales dépendaient au départ de la technologie et des matériaux, ainsi que des spécialistes venant des entreprises d'Etat quand les ressources de production étaient encore contrôlées strictement par l'Etat et distribuées en faveur de ces entreprises au début des années 1980. La croissance des premières industries rurales est donc liée étroitement à l'appui des entreprises d'Etat. Après le milieu des années 1980, les nouvelles entreprises rurales sont orientées vers les marchés, national et international, au lieu des besoins locaux. Lorsqu'elles dépendent de plus en plus des marchés, leurs produits ont supplanté progressivement les produits des entreprises d'Etat sur les marchés en raison de certains avantages tels que la flexibilité de gestion, la variété de production et les prix concurrentiels.

---

[318] *Cujin xiangzhenqiye chixufazhan de baogao* (Rapport sur la manière de stimuler le développement soutenable des entreprises rurales), le ministre de l'Agriculture par le Conseil d'Etat, *Archive [1992]19*. Il y a quelques points concrets dans ce rapport qui reflètent le rôle de l'Etat : 1) continuer à appuyer le développement des entreprises rurales ; 2) développer des entreprises rurales en fonction des plans économiques et des politiques industrielles ; 3) développer la coopération entre régions différentes (l'Est, le Centre et l'Ouest) ; 4) augmenter l'investissement dans la construction d'infrastructure rurale par le développement des entreprises rurales ; 5) absorber 50 millions de plus de main-d'œuvre rurale en 2000. *Xinhua Yuebao*, 1992/5, pp. 66-69.

[319] Dans cette loi, l'Etat affirme que les entreprises rurales sont le pilier de l'économie rurale et composent une partie importante de l'économie nationale. Il leur demande d'insister pour que l'économie rurale collective soit dominante, avec les autres économies dans le développement en commun. Les entreprises rurales doivent s'adapter aux besoins des marchés, développer la production commerciale, offrir les services sociaux, augmenter la richesse sociale, absorber l'excédent de la main-d'œuvre rurale, élever le revenu paysan, soutenir l'agriculture, stimuler la modernisation de l'agriculture et des campagnes, promouvoir le développement de l'économie nationale et des affaires sociales, *Zhongguo nongye nianjian 1997* (Annuaire de l'agriculture chinoise, 1997), p. 17.

[320] *90 niandai zhongguo nongye fazhan guihua* (Programme du développement de l'agriculture chinoise durant les années 1990), adopté par le Conseil d'Etat le 20 août 1993. Ce document est composé de dix parties, 50 clauses au total, dont les 25e à 29e soulignent le développement des entreprises rurales.

Cependant le développement des entreprises rurales est rempli de contradictions après la réforme économique. En théorie, elles ne font pas de compétition avec les entreprises industrielles d'Etat, pas plus qu'avec les entreprises industrielles étrangères, puisqu'elles sont fondées sur une accumulation faible, un investissement limité et une technologie arriérée. En réalité, elles lancent un défi aux entreprises d'Etat dans les marchés et les ressources après la réforme économique. Leur développement reflète une faiblesse des entreprises d'Etat et annonce la difficulté de ces dernières dans les marchés.

De plus, les entreprises rurales posent des problèmes aux cultures vivrières dans l'occupation des terres, mais aussi à l'environnement à cause des déchets et de la pollution. De nombreuses entreprises font des choses illégales et du commerce informel, mais elles contribuent au développement local. C'est pourquoi le gouvernement local les soutient. Les initiatives du gouvernement local, les cadres villageois, les ressources naturelles et humaines et les facilités des infrastructures jouent les rôles les plus importants dans la décentralisation économique dont les entreprises rurales dépendent. Le gouvernement local les soutient plus effectivement que le gouvernement central par la politique de subsides, de fiscalité favorable, de financement et d'allocation des ressources. L'exemple de Zouping en donne la preuve.

Au fur et à mesure que la décentralisation s'approfondit, le gouvernement central cède de plus en plus d'espace au gouvernement local et au marché pour contrôler et stimuler le développement local, notamment dans les secteurs non agricoles. Les contradictions entre niveaux central et local, de même qu'entre les différentes régions rurales, sont ainsi devenues de plus en plus évidentes à mesure que s'amplifiait la réforme économique.

Actuellement, la réforme du gouvernement local amène à libéraliser et privatiser plus fortement les entreprises rurales. Bien que l'économie de marché apporte des difficultés, l'accès déséquilibré aux informations par exemple, les entreprises rurales entrent toujours plus dans les marchés. De fait, les entreprises rurales collectives, souvent lourdement endettées, ont été transformées, depuis la fin des années 1990, de plus en plus en entreprises individuelles ou privées, dans la plupart des cas, pour leur survie dans le régime de l'économie de marché.

La restructuration a fait disparaître la majorité des entreprises rurales collectives. Ces dernières ne représentent plus que 2,5 % des entreprises rurales dans la province du Shandong en 2000, tandis que les entreprises privées représentent 10 % et les entreprises dites individuelles représentent 87,5 %[321]. Dans la région de Zibo (près de Zouping), il n'y avait que 30 % d'entreprises privées parmi les entreprises rurales en 1992, mais les chiffres sont montés rapidement à 70 % en 1995 (Peng, 2001 : 396).

La « disparition » des entreprises collectives dans les milieux ruraux n'empêche pas la croissance macro-économique, mais les diverses entreprises rurales rencontrent des difficultés, y compris en ce qui concerne la circulation des capitaux, la compétitivité des marchés, la mobilisation de la main-d'œuvre et le manque de ressources humaines. Les problèmes des entreprises rurales d'aujourd'hui sont en effet liés aux problèmes des entreprises d'Etat d'un côté, et d'un autre côté à l'instabilité et l'imprévisibilité des marchés.

En résumé, les entreprises rurales sont nées des initiatives des cadres ruraux et des paysans.

[321] *Zhongguo nongye nianjian 2001* (Annuaire de l'agriculture chnoise, 2001), p. 239. En Chine, l'entreprise privée, dirigée par le patron individuel, a été définie comme ayant plus de huit employés. Les entreprises privées étaient considérées comme un symbole du capitalisme, supprimées dans les années 1950 et même découragées par l'Etat jusqu'en 1988 où la Constitution lui donne une place légale.

Leur croissance a élargi l'échelle de l'industrialisation qui dépasse l'espace urbain et l'industrie lourde. L'Etat leur donne un appui à travers les politiques de soutien au niveau central, mais aussi à travers le matériel et les financements au niveau local. Jusqu'à récemment, les cadres ruraux sont souvent les dirigeants des entreprises rurales, tandis que les paysans offrent leur travail en recevant un salaire. Si les entreprises rurales sont en bon état, tous les acteurs locaux en profitent, comme dans le village Q. Autrement, plein de conflits apparaissent entre les acteurs concernés et les problèmes environnementaux menacent le développement rural.

8.2.4. Dans la réforme des impôts agricoles et la réforme fiscale

L'impôt agricole est souvent considéré comme une mesure dans l'évaluation des rapports entre l'Etat et la paysannerie. S'il est lourd, c'est l'exploitation par l'Etat. Au contraire, s'il est léger, c'est l'Etat qui a peu de moyens d'action.

La justice fiscale est un élément important de légitimité de l'Etat, l'injustice fiscale au contraire affaiblit la légitimité de l'Etat auprès des citoyens qui en sont victimes, tandis que ceux qui en profitent perdent le respect pour l'Etat. De ce point de vue, il y a un problème sérieux actuellement dans les rapports entre Etat et paysannerie en Chine. C'est un problème au cœur du *San Nong*.

Si l'on regarde les impôts et les taxes en 2002 pour les ménages paysans qui ne s'engagent que dans l'agriculture, ils sont de 115,7 *yuans* par tête. Pour ceux qui s'engagent dans l'agriculture et une autre activité, ils sont de 81,8 *yuans* ; tandis que les citadins ne paient que 49,5 *yuans*[322]. Il en est de même dans mes études de cas : le village D qui a le revenu le plus haut ne paie que 20 *yuans* par *mou*, tandis que le village X, avec le revenu le plus bas, devrait payer 51 *yuans* par *mou*. Cela montre que le système d'impôts et de taxes n'est pas juste aujourd'hui, puisque le revenu paysan, surtout dans les cultures céréales ou vivrières, est le plus bas parmi tous les genres de revenu (Graphique 3-1), et qu'il est le plus lourdement taxé. Cette situation est la conséquence de ce que, malgré l'auto-gouvernance villageoise, les paysans n'ont aucune voix dans la décision concernant les politiques fiscales.

Cependant, ce n'est pas de l'impôt agricole de l'Etat dont se plaignent surtout les paysans. Déjà en 1984, la meilleure année pour les paysans chinois, ils ont dit que *« le grand impôt public à l'Etat est léger, le second impôt public au gouvernement local est lourd, les taxes informelles et provisoires sont innombrables »*[323].

L'impôt agricole de l'Etat est déjà devenu léger (30 milliards de *yuans* par an) par rapport aux deux autres (90 milliards), tandis que le gouvernement local a besoin d'imposer toujours plus pour accomplir ses missions, dont certaines sont demandées par l'Etat et certaines autres viennent de la volonté d'élargir son pouvoir et sa propre richesse[324]. Alors que le gouvernement local et les institutions administratives sont devenus des entités économiques, au lieu du seul service à l'Etat dans le quatrième temps (T4), dans la décentralisation, ils ont encore plus envie

[322] Cui, Wenliang (14-04-2004), "Nongmin zengshou huanman de yuanyin, yingxiang jiqi duice" (Les causes et impact de la croissance lente du revenu paysan et les politiques correspondant à ce problème), sur le site www.people.com.cn

[323] "Les enquêtes des villages dans la province du Henan en 1985", dans *Zhongguo nongcun shehui jingji dianxing diaocha* (1985) (*Les enquêtes à l'exemple des socio-économies des villages chinois en 1985*), sous la direction du Centre d'études du développement rural, relevant du Conseil d'Etat. Pékin, Editions des sciences sociales de Chine, 1988.

[324] En 1990, le Conseil d'Etat a déclaré aux Ministères concernés que les divers impôts et taxes recueillis sur les paysans sont de 149 sortes.

de se renforcer. L'Etat doit dès lors protéger son intérêt économique par la réforme fiscale, puisqu'il est aussi une entité économique, en plus d'être une entité politique et culturelle.

En ce qui concerne le contexte de la réforme fiscale de 1994, l'évolution des rapports entre les niveaux central et local joue un rôle non négligeable, comme nous avons dit dans la première partie. En théorie, le gouvernement local à tous niveaux pourrait décider les taxes locales. En réalité, toutefois, le revenu du gouvernement local est diminué à la suite de cette réforme. L'Etat ne le compense pas, tandis que le gouvernement local ne peut diminuer sa dépense administrative. De ce fait, le gouvernement local ne peut que percevoir les surtaxes ou développer les entreprises profitables.

Bien que le poids de l'agriculture ait définitivement diminué dans la recette fiscale du gouvernement local et central, dans certaines provinces, comme la grande province du Henan, le gouvernement local reste dépendant de l'appui majeur de l'agriculture et des paysans. Si les paysans ne versent pas d'impôts suffisants, le gouvernement local ne pourrait pas fonctionner dans l'ordre ou aurait du mal à réaliser son plan. Cette dépendance fait que les dirigeants locaux ont besoin de contrôler les paysans.

En considérant qu'un tiers des foyers ne peuvent verser les impôts à temps dans le village X, le gouvernement local peut avoir recours à la police en renforçant ainsi le pouvoir de l'Etat. Dans ce cas, les cadres du village se trouvent soumis à une forte pression des villageois et du gouvernement local, voire à la force de l'Etat. Les conflits entre les paysans et l'Etat n'ont donc pas disparu et parfois sont encore tendus dans la perception des impôts et des taxes. La réforme fiscale dans les milieux ruraux devient urgente.

La province d'Anhui amorce la reforme du système des impôts en supprimant les « cotisations d'arrangements » levées par le gouvernement local en 2000. Elle a aussi supprimé les droits des affaires administratives du gouvernement local, la taxe sur la boucherie, et les travaux obligatoires et accumulés. La plupart des taxes dans le « *santi wutong* » ont été supprimées dans cette province. En 2002, la province de Shandong a supprimé toutes les taxes et les cotisations, sauf les impôts agricoles. En 2003, la province du Henan a unifié tous les impôts en agriculture, divisés en deux parties, c'est-à-dire *Zhengshui* (taxes de base) pour l'Etat et *Fujiashui* (taxes supplémentaires) pour le gouvernement local.

En 2004, l'Etat a supprimé les taxes des produits agricoles et forestiers spéciaux (existant depuis novembre 1983), basées sur les fruits, les fleurs, les produits de piscicultures, les herbes médicinales, etc., de haute valeur et diminué les impôts agricoles. Pour se conformer aux politiques de l'Etat concernant les problèmes du *San Nong*, 26 provinces, municipalités relevant directement à l'autorité centrale et régions autonomes ont déclaré supprimer les impôts agricoles au début de 2005.

Alors que l'impôt agricole est désormais supprimé partout en Chine depuis le début de 2005, sauf dans cinq provinces et régions autonomes, les paysans chinois ont du mal à y croire, surtout dans la province du Henan. Le gouvernement provincial doit octroyer une partie de la compensation en offrant au gouvernement des sous-préfectures et des cantons les moyens d'accomplir leurs fonctions administratives, mais aussi aux agriculteurs pour subventionner leurs produits agricoles.

Etant donné qu'une grande partie du gouvernement local, surtout au niveau des bourgs et des cantons, reste soutenu principalement par les impôts des paysans, la suppression des impôts et

des taxes va avoir un impact sur les institutions politiques de l'Etat. Certaines autorités ont déjà proposé depuis quelques années de supprimer tous les impôts sur les paysans et maintenant la décision a été prise. Certaines autres pourtant se préoccupent de l'avenir des rapports entre l'Etat et la paysannerie, puisque les impôts sont un lien formel entre l'Etat et la paysannerie depuis des siècles, selon le système privé de la propriété foncière dans le premier (T1), le deuxième (T2) et même dans le troisième (T3). Ils s'inquiètent de perdre une solidarité paysanne.

Bien que les impôts agricoles pèsent peu (plus ou moins 3 %) dans les recettes de l'Etat après la réforme économique, la suppression des impôts agricoles est un événement tout à fait nouveau pour les paysans. Les paysans sont vraiment heureux parce que c'est la première fois dans l'histoire qu'ils n'ont pas besoin de payer les impôts agricoles en contrepartie de pouvoir cultiver les terres. Les personnes qui sont en charge des impôts et des taxes agricoles sont pourtant très tristes sinon perplexes, puisqu'elles perdent leur emploi ou voient diminuer leur revenu dans l'immédiat.

Dans les faits, le vrai problème des impôts et des taxes varie selon les cas différents. Pour le gouvernement local de Changshan, dont le revenu local dépend des entreprises, la suppression d'impôts et des taxes n'entraîne pas d'impact important. Pour le gouvernement local de Qiaotou, dont le revenu principal vient de l'agriculture, la suppression des taxes va mettre directement l'existence du gouvernement local en question.

Le gouvernement des bourgs et des cantons est une base dans la pyramide bureaucratique, mais il est dirigé par le gouvernement des sous-préfectures et demande aux cadres villageois de s'associer à ses fonctions. Pendant la collectivisation, c'est eux, dirigeants de la Commune populaire, qui ont garanti les productions alimentaires, en fournissant la demande de l'Etat, et la mise en œuvre des politiques de l'Etat. Lorsqu'il devient une entité d'intérêt dans la réforme économique, le gouvernement local non seulement rend service à l'Etat, mais aussi au local. L'extension pléthorique du personnel et des fonctions du gouvernement local va peut-être entraîner sa disparition après la suppression des impôts et des taxes paysannes.

Comme le revenu des cadres villageois provient du gouvernement local, les premiers préfèrent s'associer au gouvernement local dans le prélèvement des taxes. De ce fait, le gouvernement local prend de plus en plus de pouvoir dans le contrôle et l'allocation des ressources locales, mais aussi dans le développement économique en ayant recours à la banque locale et à l'investissement étranger. Il voudrait avoir de plus en plus le pouvoir dans la production économique et la collecte des taxes. Le bénéfice économique du gouvernement local alors peut grandir et, en même temps, le protectionnisme local s'élève parfois. Les paysans sont devenus les victimes indirectes de la réforme fiscale de 1994, puisque leur intérêt est lié à l'intérêt du gouvernement local. Celui-ci a perdu des moyens dans la réforme.

Mais depuis la réforme de 2005, les paysans profitent de la réduction et de la suppression des impôts de l'Etat, tandis que le gouvernement local et même les cadres villageois voient leurs intérêts menacés. La réforme entraîne la diminution des fonctionnaires locaux et des cadres villageois.

Si les paysans ne sont plus les contributeurs, auront-ils encore besoin de protecteurs comme le gouvernement local ou l'Etat, et pourront-ils se protéger des conséquences des décisions de l'OMC et d'autres ? Si la suppression de l'impôt agricole fait partie du libéralisme économique, où iront les paysans libres sans sécurité sociale ? Peu après la satisfaction de la suppression de

l'impôt agricole, ils devront affronter des défis inattendus. Devant cette nouvelle situation, il faut s'attendre à ce qu'il y ait de nouvelles initiatives pour la survie de l'économie et de la communauté villageoises. Les politiques actuelles de l'Etat sur la réduction et l'exemption des impôts agricoles s'apparentent en fait peut-être aux décisions des anciens empereurs, dont chacun donna le bénéfice de l'exemption aux paysans au début de son pouvoir.

De fait, certains paysans ont déjà trouvé qu'ils n'ont pas profité du tout de la suppression des impôts agricoles quand ils calculent leur revenu après la récolte d'automne de 2005, parce que tous les prix des matériaux de productions agricoles s'élèvent, le prix des engrais chimiques s'élève de 50 %[325].

La séparation fiscale entre le gouvernement central et le gouvernement local apporte un résultat différent dans la réforme de l'impôt agricole. Le gouvernement central n'y perd pas beaucoup par rapport au gouvernement local. Ce dernier a perdu la capacité de rembourser ses anciennes dettes, mais en plus, de nouvelles dettes se sont ajoutées.

Les paysans devaient, théoriquement, profiter de la réduction et de la suppression des impôts agricoles. En réalité cependant, le gouvernement local et ses fonctionnaires défavorisés doivent chercher de nouveaux canaux pour maintenir l'administration et pour satisfaire leurs volontés personnelles. Par la suite, les charges paysannes n'ont pas diminué et la tension s'aggrave entre le gouvernement local et la paysannerie, ce qui conduit à l'alliance Etat-paysannerie contre la corruption des cadres ruraux. Ceux-ci deviennent le point central de la réforme administrative d'aujourd'hui pour sortir du *San Nong*.

En bref, ni paysans ni gouvernement local ou cadres ruraux ne profitent de la nouvelle réforme des impôts agricoles, ce qui met les politiques de l'Etat et même son rôle en question.

8.3. Dans la réforme sociale

8.3.1. Dans le changement du système d'éducation

L'étude, pour la plupart des Chinois, est un espoir plutôt qu'un besoin. Tous les Chinois espèrent profiter de l'éducation à l'avenir. La preuve est que les paysans ne veulent pas investir beaucoup dans l'éducation des filles desquelles ils ne dépendront pas dans le futur. Au contraire, comme les paysans dépendent souvent de leurs fils, ils préfèrent investir tout dans l'éducation des fils. Dans certaines familles paysannes n'ayant que deux filles, les parents soutiennent peut-être l'éducation de leurs filles, comme la fille T au village L.

La clause 19 de la « Constitution de la République populaire de Chine » dit que l'éducation élémentaire est universelle. Dans la « Loi sur l'Education obligatoire de la République populaire de Chine » (18-03-1995), la clause 18 stipule l'éducation obligatoire pendant neuf ans. Les enfants, leurs parents, les organisations sociales et le gouvernement à chaque niveau doivent garantir neuf ans d'éducation obligatoire.

Quant à l'éducation obligatoire dans les campagnes, son financement vient de l'allocation du gouvernement du canton ou du bourg à qui les paysans doivent payer les taxes au nom des frais supplémentaires d'éducation (*jiaoyu fujiafei*) d'abord. De plus, les cadres villageois demandent aux paysans de contribuer au fonds d'éducation. Ces sont les paysans qui doivent s'occuper des

[325] "Shei dongle nongmin de qiandaizi ? " (Qui se sert dans le portefeuille des paysans ?), *Henan Rinbao* (Le Journal du Henan), sur le site http://www.people.com.cn, 28-11-2005.

écoles rurales. « L'enseignement obligatoire est en fait devenu pour les paysans un enseignement pesant »[326].

Avant la réforme fiscale en 1994, les campagnes dans le pays entier n'avaient pas de retard dans le payement des enseignants ruraux. Après la réforme, le revenu du gouvernement local a diminué, ce qui cause l'insuffisance des fonds destinés à l'éducation. Cela a aussi un lien avec la transformation du statut des enseignants ruraux, qui auparavant faisaient partie des paysans et avaient une rémunération par les produits agricoles comme paysans. Depuis 1985, tous les enseignants ruraux ont pu devenir des salariés. En 2000, 6,5 millions d'enseignants ruraux sont devenus salariés. Cette transformation a été achevée dans tout le pays cette année-là[327].

Selon le « Résumé de la réforme et du développement de l'éducation chinoise », diffusé par le Conseil d'Etat en 1993, les dépenses de l'éducation doivent atteindre 4 % du PIB à la fin du XXème siècle. Ce n'était que 2,79 % en 1999[328]. De fait, l'Etat laisse faire l'éducation obligatoire aux familles et aux organisations sociales. A tous les niveaux du gouvernement local, les dépenses d'éducation représentent environ 78 % du revenu du gouvernement des bourgs et cantons, environ 9 % du revenu des sous-préfectures, plus ou moins 11 % du revenu des préfectures et des provinces. L'investissement de l'Etat est très faible, plus ou moins 2 % seul de la recette centrale[329]. La plupart de ces capitaux au niveau des bourgs et des cantons sont venus des paysans, tandis que la majorité des investissements d'éducation de l'Etat central servent surtout à l'éducation supérieure.

En réalité, l'éducation obligatoire coûte de plus en plus cher, puisque toutes les écoles demandent des frais de scolarité déjà dix fois plus élevés qu'en 1979. La majorité des enfants paysans sont obligés de quitter l'école avant la fin du secondaire à cause du coût trop élevé, bien que le nombre de scolarisés a sans doute augmenté en valeur absolue après la réforme économique. De l'autre point de vue, la croissance du revenu paysan a servi à investir dans l'éducation des enfants, au lieu d'améliorer les techniques ou les productions agricoles.

Outre l'éducation obligatoire, le coût de l'éducation supérieure pèse lourd aussi pour les familles paysannes, dont les enfants sont découragés d'aller à l'école. Lorsqu'ils vont à l'université, les enfants des paysans pauvres ressentent fortement la pression économique. La différence entre les riches et les pauvres n'est pas plus grande que celle entre les ruraux et les citadins dans les universités depuis la réforme économique, puisque les regards et les comportements sont différents. Beaucoup de personnes qui sont venues de familles paysannes subissent une pression psychologique forte, provenant du regard de dépréciation, voire méprisant, des citadins.

Il résulte de cette situation un niveau d'éducation relativement bas dans les villages par rapport aux villes. Selon les statistiques de la Chine, 492 personnes sur 100 000 (0,49 %) de la population rurale ont suivi l'éducation supérieure (après le lycée), tandis que 8 899 personnes sur 100 000 habitants urbains (8,90 %) l'ont suivie en 2003. De plus, il n'y a que 5 316 personnes (5,3 %) ayant fini le lycée, 33 266 (33,3 %) l'école secondaire et 42 756 (42,8 %) l'école primaire sur 100 000 ruraux[330]. Donc, du point de vue social, l'écart entre paysans et

[326] *Courrier international*, No. 589, du 14 au 20 février 2002, pp. 32-39.
[327] http://news.xinhuanet.com, 09-02-2003.
[328] *Zhongguo tongji nianjian* 2000 (Annuaire des statistiques de Chine, 2000).
[329] He, Guangwen et al. (2003), "Nongcun jiaoyu rongzi wenti yanjiu" (Etudes sur le financement de l'éducation rurale), sur le site http://www.edu.cn/20030924.
[330] "L'actualité de 3 millions de jeunes paysans est préoccupante", dans le journal *Zhongwen Daobao*, 01-08-2003.

urbains dans l'éducation supérieure est proche d'un facteur 20, bien plus que l'écart économique entre les deux[331].

Selon Zhang Baowen, le ministre adjoint de l'Agriculture, « parmi les 480 millions de la main-d'œuvre rurale en 2003, 38,2 % n'ont pas atteint le niveau de l'enseignement secondaire, qui est celui de l'éducation obligatoire ; 49,3 % ont ce niveau-là et seulement 11,9 % atteignent le niveau du lycée »[332]. Autrement dit, plus d'un tiers des paysans sont dépourvus de l'éducation obligatoire. En tête des raisons, les charges les plus lourdes qui pèsent sur le monde rural sont celles de l'enseignement, notamment dans les régions pauvres. Les frais de scolarité constituent globalement de 70 à 80 % des dépenses budgétaires dans les régions rurales.

L'éducation devient de plus en plus inaccessible pour les paysans et les familles pauvres à cause de la politique de la « commercialisation de l'éducation » (*jiaoyu chanyehua*). Ridiculement, le ministre de l'Education, Zhou Ji, en recevant des journalistes nationaux et étrangers, a nié cette politique. L'éducation chinoise est pourtant déjà devenue une entreprise profitable pour les universités avec ses enseignants, les institutions gouvernementales concernées et une partie des riches citadins. Le ministre dit que « l'éducation est un bien public et elle ne doit pas être considérée comme une entreprise. Le gouvernement devrait prendre en charge l'éducation. Si le gouvernement fait la *jiaoyu chanyehua*, l'éducation va avoir un effet négatif sur la société. Donc, nous sommes contre ce mot. Si les populations veulent l'éducation en partageant le coût de l'éducation, c'est une autre conception »[333]. Certains gens sont en effet désormais des entrepreneurs qui voient l'éducation comme un investissement afin d'en profiter. C'est la suite logique du tout au marché impulsé depuis la réforme économique. Nous ne voyons pas en quoi cela est différent de la commercialisation de l'éducation. La différence est que les riches peuvent faire cet investissement, les pauvres, dont une grande partie des paysans, non.

Le processus de « la commercialisation de l'éducation » a débuté avec le pouvoir officiel de Deng Xiaoping en juillet 1977. Avant la réforme économique, en dépit du fait que l'éducation académique ou supérieure n'était pas respectée par l'Etat, l'éducation en milieu rural était payante seulement pour les livres et le papier. Lorsque Deng déclara que « la science et la technologie sont une force productive » en 1978, l'éducation comme la science et la technologie est demandée de plus en plus afin de servir aux besoins du développement économique. L'éducation élémentaire rurale en est exclue. A cause du changement de la politique d'éducation, l'investissement dans l'éducation comme un investissement de long terme doit considérer tout d'abord son effet. D'ailleurs, les organisations internationales jouent un rôle important dans ce changement, telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et la Banque Mondiale. Cette dernière souligne que l'éducation doit rapidement s'adapter au développement économique[334].

La mise en œuvre des politiques sur « la commercialisation de l'éducation » fait des universités l'une des sortes d'entreprises les plus dynamiques du moment. Les études de licence dans les 37 meilleures universités chinoises sont payantes depuis 1994, puis dans toutes les universités. Les étudiants doivent se débrouiller pour trouver un travail après la sortie de l'université. De plus,

[331] En 2003, la moyenne du revenu rural par habitant est 2 622 *yuans*, alors que la moyenne du revenu urbain par habitant est 8 500 *yuans*. Ma, Josephine, "Rural pay more important than GDP growth", dans le Journal *South China Morning Post* (SCMP), 10-02-2004.

[332] *People's Daily*, 07/04/2004, "China to train 35 millions rural workers in seven years".

[333] *Zhongguo jiaoyu bao* (Le Journal de l'Education de Chine), 07-01-2004, p. 1.

[334] Bastid, Marianne (1984), "Chinese educational policies in the 1980s and economic development", *China Quarterly*, 1984, No. 98, pp. 189-219.

les universités commencent à accroître le droit d'inscription d'étudiants depuis 1999. L'augmentation du droit d'inscription dans les universités exclut les gens pauvres et élargit l'inégalité sociale, tandis que la croissance des universités est favorable aux citadins beaucoup plus qu'aux ruraux en raison des disparités géographiques et économiques. Le changement de la structure des étudiants dans les universités en résulte alors depuis la fin du XXème, malgré les chiffres absolus élevés des étudiants ruraux.

Dans les années 1980, il y avait 30 % d'étudiants venant des campagnes. En 1999, selon les enquêtes sur plus de 2 000 étudiants dans plusieurs universités de Pékin, 28 % viennent de Pékin, 30 % des municipalités hors de Pékin, 24 % des petites villes inconnues et 18 % (17,7 % précisément) des campagnes. A l'Université de Tsinghua, 17,6 % des étudiants sont venus des campagnes en 2000, 4,1 % de moins que ceux de même origine présents en 1990 et ils représentaient 16,3 % à l'Université de Pékin en 1999, soit 2,5 % de moins qu'en 1991[335].

L'introduction par la loi de 1995 des organisations, des institutions et des individus dans le domaine de l'éducation partage le coût entre l'Etat d'un côté, et de l'autre, les familles investissant dans l'éducation. Certains enfants paysans ne peuvent entrer à l'université à cause du manque d'argent. Bien que l'Etat propose aux étudiants pauvres d'emprunter auprès d'une banque l'argent qu'ils lui rembourseront à partir de leur emploi, peu de banques consentent à leur prêter de l'argent. Etant donné que les conditions d'emploi sont très dure pour les diplômés, dont 70 % seulement trouvent un travail pour le moment, la banque a de bonne de raisons de refuser la demande des étudiants pauvres.

Comment s'en sortir ? Dans l'histoire, les écoles rurales étaient liées à la connaissance des caractères d'abord puis au concours impérial, dont la réussite signifiait un bon futur avec un poste prestigieux et stable. Le système du concours impérial s'est arrêté en 1905, mais l'esprit des études avait traversé tout le pays, et cela n'a pas changé par la suite et jusqu'à maintenant. Les gens d'aujourd'hui ont aussi envie de réussir l'examen d'entrée aux universités. Cependant, lorsque l'offre de diplômés commence à dépasser la demande des entreprises, vu l'évolution de l'économie de marché, les étudiants chinois sont transformés, d'élites à l'ancienne, en simple main-d'œuvre qualifiée, ce qui les obligent à se faire concurrence sur le marché de l'emploi, situation inconcevable pour les anciennes élites de l'époque impériale.

Sous le régime de Mao, les autorités académiques ont été renversées et l'éducation supérieure a été inégalement répartie selon la classe d'origine, même si les critères de celles-ci étaient l'inverse des critères traditionnels. En théorie, c'étaient les enfants de paysans pauvres et d'ouvriers qui avaient la priorité. L'éducation obligatoire a été prolongée de 9 à 12 ans de scolarité à partir de septembre 1956. Les communes populaires appuyaient « l'éducation gratuite » dans les milieux ruraux et les paysans payaient un petit droit d'inscription pour participer aux frais de gestion et d'entretien[336]. Certains jeunes pouvaient apprendre aussi des connaissances agricoles au niveau des communes populaires. Comme l'éducation devait servir au peuple, au lieu des élites, elle n'était liée ni à l'université ni à la bureaucratie à ce moment-là.

Depuis 1977, la restauration de l'examen d'entrée à l'université change rapidement l'objectif de l'éducation dans les milieux ruraux. Les écoles rurales ne servent qu'à l'examen d'entrée à l'université. La réussite à l'examen indique un changement du *hukou* pour les enfants paysans,

[335] Sun, Liping, "Daxuesheng shengyuan nongcun haizi bili yuelaiyueshao" (*La source des étudiants ruraux est devenue de moins en moins dans la cotisation*), sur le site http://www,ecnunews.ecnu.edu.cn, 03-11-2005.

[336] Li, Liang et Xu Tonghui, "Mianfei yiwu jiaoyu bainian bashe" (L'odyssée de l'éducation obligatoire gratuite depuis cent ans), *Nanfang Zhoumo* (Weekend du Sud), 24-11-2005.

puisque tout le monde pourrait rester en ville et même devenir cadre d'Etat après des études supérieures. Du point de vue de la mobilisation sociale, c'est peut-être un progrès. Cette mobilisation est toutefois différente de celle dans l'ancien empire, puisqu'il n'y a qu'une direction, c'est-à-dire des campagnes vers les villes, et non plus l'inverse[337].

Suite à la restauration de l'examen d'entrée à l'université, la corruption de l'éducation supérieure apparaît dans le recrutement des étudiants. L'évaluation des titres professionnels, datant de la deuxième moitié des années 1990, notamment les titres des cadres administratifs, a aussi créé l'opportunité aux professeurs universitaires. Nombre de classes à maîtrise, fondées dans les universités pour les fonctionnaires, donnent des cours et distribuent des certificats nécessaires pour la promotion professionnelle et bureaucratique en Chine contemporaine. Mais beaucoup de fonctionnaires utilisent l'argent de *danwei* pour les obtenir. Les universités, les professeurs et les fonctionnaires ont gagné dans le changement des politiques sur l'éducation, tandis que les entreprises et les institutions d'Etat devraient payer beaucoup d'argent dont une certaine partie provient des impôts et des taxes populaires.

Actuellement, les paysans et les ouvriers pauvres doivent payer beaucoup pour l'éducation de leurs enfants. Autrement, ces derniers pourront perdre la chance de l'éducation à cause du changement de ce système.

Les Chinois disent souvent « si l'on est plus pauvre, on ne peut laisser l'éducation être pauvre ». La plupart des familles préfèrent choisir d'être pauvre que d'abandonner la chance de voir leur enfant entrer à l'école, la famille T par exemple. Les villageois X ont collecté l'argent pour fonder une école primaire sans se plaindre, malgré le coût élevé. Pour le futur des enfants, les paysans ou les parents chinois préfèrent économiser sur leur train de vie ou travailler durement.

Si les écoles rurales continuent à lier leur objectif d'éducation à l'examen d'entrée aux universités, ce sera dommage pour les enfants, même dans les familles paysannes. L'initiative des villages Q et N donne une solution aux problèmes de l'éducation rurale aujourd'hui. Dans ce domaine, les cadres villageois peuvent se charger de fonder l'école et d'encourager financièrement les gens à entrer à l'université.

8.3.2. Dans la réforme de l'assurance médicale

Alors que tous les enfants urbains naissent à l'hôpital de la ville, la plupart des femmes rurales accouchent à la maison. Dans les régions pauvres, 90 % des femmes ont leurs enfants à la maison[338]. De même, la plupart des paysans meurent dans leur maison, tandis que la plupart des urbains meurent à l'hôpital de la ville. Pourquoi ? Les urbains ont une assurance médicale, tandis que les paysans n'en ont pas. Les paysans ne vont pas chez le médecin quand ils ont une petite maladie. Ils ne se permettent pas d'aller à l'hôpital pour une maladie grave. La réalité est que la Chine a été coupée en deux mondes, celui, industriel et commercial, des villes, et celui, agricole, des campagnes.

Selon les mots du ministre adjoint du Ministère de la Santé, Zhu Qingsheng, « les paysans représentant 70 % de la population mais n'occasionnent que 30 % des frais médicaux »[339]. On

[337] Pour connaître l'ancienne mobilisation sociale par le système du concours impérial, voir Ho, Ping-ti, "Aspects of social mobility in China", *Comparative studies in society and history*, Vol. I, No. 4, June 1959, pp. 330-359.

[338] "Diaocha xianshi : woguo nongmin jiankang zhuangkuang burong hushi" (Observation : il ne faut pas négliger la santé des paysans), dans *People's Daily*, 06-12-2004.

[339] Cité par Ma, Josephine, "Poor farmer left to die in their homes", *SCMP*, 06-11-2004.

peut voir ainsi que la répartition des frais médicaux entre les urbains et les ruraux est de plus de 5 : 1.

Pendant la période des communes populaires, les paysans ont réalisé une coopérative médicale entre l'individu et la collectivité comme dans le cas de Changshan à Zouping. Et maintenant, les paysans doivent payer l'assurance médicale eux-mêmes. Dans les études de cas, le village W par exemple, il y a trois petites cliniques. Quand les villageois sont malades sans gravité, ils peuvent y voir un médecin et acheter des médicaments. Si les gens sont gravement malades, ils vont à l'hôpital de la sous-préfecture comme la fille de la directrice des femmes du village W. Pour beaucoup de paysans ailleurs, néanmoins, ils n'ont pas le droit d'aller à l'hôpital à cause de l'absence d'assurance médicale depuis vingt cinq ans de réforme économique.

En plus des cliniques publiques, les médecins traditionnels pour certaines maladies spéciales sont bienvenus chez les paysans. Ces médecins sont parfois connus pour leur mérite qui leur attire des patients venant des autres villages, proches ou non. Ce phénomène est souvent observé dans les villages de Sheqi. Les médecins traditionnels ont l'expérience de soigner les patients à peu de frais. Leurs connaissances académiques sont faibles, mais les paysans nécessitent ce genre des médecins. Ils ne peuvent parfois pas éviter d'être dupés par certains escrocs : le gouvernement local pourrait intervenir dans ce cas-là, mais pas très efficacement. Le système des soins médicaux est rare partout, même pour une partie des citadins, ce qui donne la place à ce type de médecins traditionnels, informels ou même illégaux[340].

Les coopératives médicales offrent une expérience pour s'en sortir. Selon les rapports, en 2004, 68,99 millions paysans, soit moins de 10 % de la population rurale, participent à l'expérience des coopératives médicales[341].

Cependant, il est difficile, voire impossible, à organiser les paysans pour qu'ils établissent des coopératives comme pendant la période des communes populaires, parce que de nombreux jeunes paysans travaillent en dehors du village et il y a des différences de revenu importantes parmi les villageois. Un système de mutualisation des risques devrait être basé dorénavant sur la capacité contributive selon les revenus, ce qui est difficile à mettre en place pour le moment. Les villageois achètent l'assurance médicale eux-mêmes comme au village W depuis 2000, et cela devient une tendance. Le village Q n'a pas réalisé sa promesse d'avoir un hôpital, mais cette initiative va s'étendre dans les milieux ruraux comme l'établissement des écoles. Il est certain qu'un marché hospitalier va apparaître là où il y a des besoins ou des demandes.

Les enfants, surtout les fils, ont toujours été une garantie pour leurs parents âgés dans les milieux ruraux. Maintenant, la politique d'un enfant par couple diminue l'effet de l'ancien système. Certains villages régis par les cadres villageois projettent de construire une maison de soin pour personnes âgées si le revenu fiscal du village le permet, tels que dans les villages N, Q et W. Ce sont aussi les initiatives des cadres villageois qui se conforment à la volonté collective des villageois.

---

[340] Je connais une amie de Shanghai qui, en 2004, est allée voir un médecin traditionnel à Zhengzhou pour guérir son pied après avoir lu une publicité. Elle m'a dit que l'effet n'est pas mal. Les frais médicaux, en plus des frais de transport pour l'aller et retour, sont moins chers qu'à l'hôpital de Shanghai où elle était déjà allée plusieurs fois.

[341] *Beijing qingnian bao* (Le journal des Jeunes pékinois), 07-11-2004. Selon la politique, chacun paie 10 *yuans* en participant à la coopérative médicale rurale qui en même temps obtient 10 *yuans* du gouvernement central et 10 *yuans* du gouvernement local. Si le paysan paie des frais médicaux de moins de 9 *yuans*, il n'a pas besoin de payer. S'il paie (s'assure) plus pour les maladies graves, il pourra récupérer 27,5 % de ses dépenses.

8.3.3. L'aide de l'Etat

L'Etat a un système d'aide aux populations en cas d'urgence comme le SRAS au printemps 2003. Nous allons voir un formulaire rempli par un fonctionnaire local de Changshan (Annexe 4). Le formulaire nous donne l'information sur le bourg de Changshan d'une part, et d'autre part il indique les rapports entre l'Etat, ici représenté par le gouvernement local, et les populations.

Aux yeux de beaucoup de monde, le SRAS ne s'est pas répandu dans les milieux ruraux à cause de l'environnement relativement ouvert et de la réaction intensive à la menace. De fait, face à la crise collective, les villageois ont une action unanime plus efficace que les citadins, puisque les villages ont encore une solidarité plus forte que les villes. Cela montre aussi qu'il existe encore une possibilité de faire la reconstruction rurale aujourd'hui, comme certains le pensaient dans les années 1930, alors que la crise des campagnes était profonde.

Dans le même formulaire (annexe 4), nous voyons aussi que le gouvernement local ne peut garantir seul l'ordre public au niveau du village. Les villageois étaient capables d'autodéfense au cours de l'histoire, et aujourd'hui ils ont encore une milice et leurs membres maintiennent l'ordre public. Les villages sont donc différents des villes où l'Etat joue un rôle prépondérant face à la crise ou l'urgence grâce à la seule armée locale ou nationale.

Pendant l'inondation de Sheqi, le gouvernement de la sous-préfecture a appelé la population à tout faire pour se protéger de l'eau. Quand les sacs de sable n'ont pas suffi, le gouvernement de la sous-préfecture a mobilisé des sacs de blé pour boucher les voies d'eau. Le blé venait du grenier de la sous-préfecture. Le gouvernement de la préfecture de Nanyang a décidé de distribuer 250 000 *yuans* pour que les gens puissent boire, manger et habiter pendant et après l'inondation. En tant que représentant de l'Etat, le gouvernement local au niveau de la sous-préfecture donne la preuve de son rôle important en cas d'urgence, puisqu'il y avait probablement 90 % des habitants ruraux sous leur responsabilité avant l'assouplissement des critères du *hukou* rural.

Le système d'aide locale est souvent lié à l'Etat central, représenté par le Ministère des Affaires Civiles aujourd'hui. En dehors des catastrophes naturelles, l'Etat aide aussi les régions pauvres, comme la sous-préfecture de Sheqi. En tant qu'agent de l'Etat, la Banque du développement agricole de Chine, fondée en 1994, peut résoudre certains problèmes fiscaux dans les milieux ruraux[342]. Il y a aussi des organisations internationales qui apportent un soutien financier dans les régions rurales ou montagneuses.

En l'absence de catastrophe naturelle, les paysans rendent visite à leurs parents en ville, et apportent des produits spéciaux locaux, tels que des fruits, des cacahuètes et même du riz. Avant 1980, les urbains n'obtenaient pas facilement ces produits à l'époque du rationnement des marchandises. Les liens du sang sont ceux de l'aide mutuelle entre paysans et citadins en l'absence de l'Etat.

[342] *Zhongguo nongye fazhan yinhang fazhan zhangcheng* (Règlement de la Banque du développement rural de Chine, 1994). Elle s'occupe des prêts à l'achat des produits agricoles, y compris le coton, le porc, l'huile et le sucre, etc., puis aux entreprises qui se chargent du traitement des produits agricoles. Elle s'occupe aussi du prêt à intérêt le plus bas en soutenant le développement des régions pauvres. Elle prend en charge les projets de l'agriculture, l'infrastructure hydraulique, la forêt, l'élevage et les projets d'innovation technique. Elle joue un rôle, à la manière de l'Etat qui se charge du budget fiscal en soutenant l'agriculture, voir Chapitre III, les domaines des affaires.

Aujourd'hui, l'aide peut donc aussi venir des villageois eux-mêmes qui travaillent à l'extérieur du village, les ouvriers-paysans des villes par exemple. A la fin de 2003, presque 100 millions de paysans transitent entre ville et campagne, entre les services ou l'industrie et l'agriculture. Bien que leur vie soit précaire dans beaucoup de cas, certains ayant une relativement bonne rémunération, tels que ceux qui travaillent dans les hôpitaux ou dans les restaurants, ont pu envoyer de l'argent pour aider leur famille paysanne dans les campagnes. Ainsi que les gens travaillant à l'étranger comme les pêcheurs dans le cas de la sous-préfecture de Sheqi.

En bref, comme l'aide sociale et internationale progresse constamment, à côté de l'aide familiale, les paysans pauvres ne dépendent plus aujourd'hui seulement de l'aide de l'Etat. En ce qui concerne la plupart des aides extérieures, elles continuent à arriver par la gestion de l'Etat, dont l'aide est quand même très importante et efficace, notamment dans les cas d'urgence.

8.4. Dans la mutation culturelle

Dix millions de cadres ont assisté les paysans s'engageant dans la réforme agraire et la collectivisation. Les paysans ont organisé chez eux des groupes d'entraide après avoir obtenu l'allocation des terres dans les années 1950. L'idéal du communisme coïncide avec la description de la société harmonieuse (*Datong*). Cela peut expliquer pourquoi la collectivisation se développe si rapidement dans les milieux ruraux à côté du radicalisme.

La différence essentielle entre la collectivisation et les anciens pactes ruraux est évidente : la collectivisation vise à briser toutes les traditions, y compris les systèmes et les gens par la lutte des classes, tandis que les pactes ruraux tendent à les maintenir et même à les rétablir. La collectivisation pousse les paysans à chercher l'autosuffisance, mais elle opère une politique radicale, « brisant le cercle vicieux de la pauvreté rurale, libérant les forces vivantes d'une société paysanne jusqu'alors enfermée dans la tradition, ouvrant la voie à des rapports nouveaux entre les communautés villageoises et les tenants du régime socialiste »[343]. La collectivisation, considérée comme symbole du régime socialiste, vise à construire une nouvelle société rurale et à former un « nouveau peuple » avec de nouvelles mentalités.

Un certain nombre de paysans n'apprécient pas d'être contraints de cultiver les terres pendant plus de vingt ans et de renoncer à l'enrichissement personnel. De plus, l'écart entre l'urbain et le rural apporte alors une pression sur les mentalités paysannes. L'exode rural devient alors plus rapide dès le démantèlement des communes populaires en raison de l'excédent de main-d'œuvre et de la poursuite de l'enrichissement ailleurs. L'exode rural depuis les années 1980 est différent de l'ancien lié aux guerres, aux catastrophes naturelles et à la faillite agricole. La terre est encore une source de vie pour la plupart des paysans dans les milieux ruraux, mais son poids est réduit. Les paysans ont changé d'attitude à l'égard de la terre : lorsqu'elle est non rentable en agriculture, les paysans l'abandonnent ; lorsqu'elle a une énorme valeur économique pour d'autres activités, les paysans se battent pour en obtenir le droit d'usage.

Au fur et à mesure de la libéralisation de l'économie rurale, les mentalités paysannes ont montré des critères pluriels. L'intérêt économique, les règlements des lois et les mœurs sociales jouent ensemble un rôle dans la construction rurale et les nouvelles mentalités.

[343] Aubert, Claude, Yves Chevrier et al. (1986), *La Société chinoise après Mao : entre autorité et modernité.* Paris, Fayard, p. 17.

Les nouvelles mœurs apparaissent dans les années 1990 au moment où les paysans cherchent à s'enrichir à tout prix. Les relations entre les paysans, même entre les membres d'une même famille, sont déterminées par l'intérêt économique au lieu des liens territoriaux et parentaux dans certains cas. Le rôle des femmes, délivrées des charges domestiques et du travail aux champs grâce à la diversité des emplois dans le secteur économique de la transformation agroalimentaire et les petites industries, devient de plus en plus important. Ce qui apporte l'égalité économique en changeant le statut de l'ancien règlement époux-épouse selon lequel l'épouse doit obéir à son mari (Hu, 1991 : 327-334).

En revanche, il y a aujourd'hui beaucoup plus de paysans qui ont sauvegardé la culture traditionnelle. De plus, une partie des paysans possède l'héritage de la collectivisation ce qui donne un nouveau contenu aux mentalités paysannes, comme dans les villages W, Q, Y et D. On peut utiliser le mot de « l'amour de la terre », un trait distinctif et fondamental de la psychologie de la classe paysanne[344]. Voici que la terre n'est pas seulement un mot économique comme une propriété, mais plutôt un mot socioculturel. Aux yeux de la plupart des paysns chinois, la terre, même le sol, est la racine métaphorique des ancêtres et de la société qui les a nourris.

Quelles sont les mentalités actuelles des paysans chinois et comment agissent-elles dans le développement rural ?

« *Nous espérons parvenir à une société prospère dans l'économie et harmonisée dans les relations villageoises comme un idéal de Datong à l'exemple du village Nanjiecun* », dit le chef du village W. Le secrétaire du même village m'a dit « *j'espère que les villageois aiment étudier et échappent au cercle de l'économie paysanne, afin de suivre la tendance du développement social, même mondial, mais aussi qu'ils vont faire des efforts concentrés en contribuant à créer un futur prospère* ». Ce sont des espoirs répandus chez les cadres villageois.

Dans le village Y, le musicien et compositeur folklorique m'apparaît triste à cause de la disparition presque totale des activités des pêcheurs. Les chansons à prendre la mer, par exemple, sont remplacées par la machine automatique. De plus, l'esprit collectif est en cours d'affaiblissement à cause du changement de la structure de production. C'est la préoccupation des pêcheurs.

Dans l'aspect socioculturel, « *le plus grand coût de la réforme, c'est la perte de l'esprit de notre nation* », dit le secrétaire au Service de Huanghai (Entretien du 13/05/2004). « *Quand les gens n'auront plus de pensées ni croyance ni but, ce sera terrible et triste pour les êtres humains de même que pour notre nation* ». Ce fonctionnaire est inquiet.

Cependant les paysans chinois n'ont pas perdu toute la culture traditionnelle que nous pouvons trouver dans les pratiques quotidiennes chez les paysans, y compris leurs comportements sociaux et leurs mentalités. Elle est du moins encore conservée dans la famille, qui est une composante économique essentielle de la société rurale. Celle-ci est maintenue non seulement par les lois ou l'administration de l'Etat, mais aussi par les traditions et les cultures qui se forment dans les milieux spécifiques du lieu et du langage. « *Nous ne pouvons couper le père pour développer le fils* », dit tout simplement le musicien folklorique.

[344] Mendras (1976), « L'amour de la terre, mu par une rationalité économique ou par une exigence de liberté, peut évidemment prendre des formes sentimentales d'attachement à telle terre particulière, celle des ancêtres notamment, que l'on cultive de génération en génération et qui symbolise la continuité familiale, autre valeur fondamentale, puisque le groupe domestique et la lignée sont deux institutions clés d'une société paysanne », pp. 162-164 : 163.

La résurgence des arbres généalogiques est peut-être vue comme une recherche de la solidarité en ayant recours à la tradition après la fin des communes populaires. Il y a une recherche des racines, de retrouver le fil du passé. Ainsi que le poster de Mao souvent présent dans les maisons paysannes, et qui rappelle l'élan de la morale collective tournée vers l'avenir[345]. Est-ce que les cadres villageois pourront s'occuper de choses culturelles comme les anciennes élites locales, au lieu de la seule poursuite de l'intérêt économique ? Nous le croyons difficilement pour le moment.

De manière générale dans la structure du pouvoir villageois après 1978, les paysans ont obtenu leur pouvoir dans le cadre de la production et de l'élection, mais ils n'ont pas le même droit que le citadin dans la sécurité sociale. Ils sont devenus une force économique centrale dans la croissance de l'agriculture et de celle de l'industrie, mais ils n'en ont pas profité et ont aussi souffert des problèmes du *San Nong*.

Les cadres villageois sont devenus une entité économique ce qui entraîne des conflits entre eux et les villageois et aussi entre eux et le gouvernement local, ce qui cause les problèmes du *San Nong*. Cependant ils s'engagent principalement dans la construction du village. Ils sont aussi devenus des dirigeants indispensables dans tous les domaines de la construction rurale.

Les fonctionnaires locaux sont aussi devenus une entité économique dans la décentralisation politique et leur intérêt a entraîné des conflits avec les villageois et leurs cadres, en devenant un obstacle à l'auto-gouvernance villageoise et une des causes des problèmes du *San Nong*. Néanmoins, en même temps, ils sont obligés de s'associer aux villageois ou aux cadres villageois et à l'Etat pour résoudre des problèmes et pour achever les tâches obligatoires.

L'Etat a laissé faire les paysans et les cadres ruraux à l'époque de la réforme économique, en négligeant la situation paysanne réelle pendant longtemps jusqu'à la crise actuelle du *San Nong*. Il reste pourtant une force principale en cas de besoin d'aide urgente par son délégué, le gouvernement de sous-préfectures ou de préfectures et son armée. Il a suivi ce que les paysans ont fait et leur a donné la confirmation légale au début. Son intervention dans les marchés alimentaires illustre qu'il a pu jouer un rôle dans l'amélioration des conditions de vie paysanne. Il peut aussi trouver une confiance chez les paysans par la lutte contre la corruption des cadres ruraux et par la mise en œuvre effective de la construction d'une société harmonieuse, selon une réactivation des principes du *Datong*.

En bref, l'Etat insiste sur l'ordre politique et l'harmonie sociale dans la modernisation et la croissance économique comme une grande tradition, tandis que la paysannerie suit les pratiques et la culture de la petite tradition, tout en poursuivant l'intérêt économique après la réforme. La paysannerie n'est en tout cas pas opposée à l'Etat. Les cadres ruraux favorisent l'expansion économique dans les secteurs non agricoles, pour l'intérêt individuel et local d'une part, et d'autre part, ils s'efforcent de chercher les solutions du *San Nong* par leurs initiatives et leur créativité. Malgré des conflits, les cadres ruraux n'ont pas un esprit d'opposition au gouvernement central. Ils ne font que poursuivre l'intérêt économique personnel et local au maximum en tenant compte de la contrainte de l'Etat. C'est une mentalité traditionnelle.

[345] Il y a plusieurs explications à ce phénomène. Voici les deux principales dans mes études de cas : certains paysans croient que Mao est un grand dirigeant, qui leur apporte bien-être et que la collectivisation est bonne ; certains autres croient que Mao est un esprit, puisque tous les mauvaises superstitions avaient disparu pendant son régime. C'est pourquoi le poster peut protéger les familles des catastrophes. La dernière explication est relativement universelle, même dans le cas des chauffeurs citadins qui mettent les petits souvenirs dans la voiture comme l'amulette.

Chapitre 9. Quels rapports Etat-paysannerie pour le développement rural ?

9.1. Les études générales des rapports entre Etat et paysannerie

Une étude des rapports entre l'Etat et la paysannerie est nécessairement concernée par la conception que l'on se fait de la paysannerie et doit distinguer l'individu paysan de la communauté paysanne. La paysannerie est à la fois l'individu et le groupe comme « une double évidence anthropologique ». Concernant les rapports entre l'individu et le groupe, Todd a dit clairement : « 1) l'individu existe avec sa personnalité et ses désirs propres, ses qualités et ses défauts, sa capacité de calcul économique rationnel ; 2) le groupe existe, et sans lui, l'individu n'est pas concevable, puisqu'il en tire sa langue, ses mœurs, et l'a priori, non vérifié mais nécessaire à la vie, que les choses ont un sens… Cette dualité ne peut être réduite à l'unité » (Todd, 1998 : 43-44).

La formation, la structure et la fonction de la communauté paysanne dans un lieu particulier sont une base primordiale de l'étude. L'impact des politiques de l'Etat et les diverses réactions paysannes sont les contenus principaux de cette étude. Le cas chinois, comme un cas particulier, peut être comparé à un autre cas pour contribuer à une théorie générale. Dans cette dernière, la paysannerie n'est évidemment pas définie par le système du *hukou*.

Le débat sur la connaissance de la communauté paysanne ou villageoise peut être amorcé à travers la question : est-elle vue comme un élément permanent de la morphologie sociale ou un moment passager de l'évolution sociale ?

D'après A. V. Chayanov (1888-1938), le directeur de l'Institut d'économie agricole en URSS, l'économie paysanne ne doit pas être conçue seulement comme la première étape vers le capitalisme à travers la croissance de la petite production, comme le dit Marx, mais elle est par nature un système économique ayant droit à une existence en soi. L'économie paysanne peut se démarquer du capitalisme, c'est-à-dire que les paysans visent la sécurité des besoins familiaux plutôt que le profit. La notion d'équilibre entre les besoins de subsistance et l'aversion subjective pour le gaspillage inutile du travail manuel détermine l'intensité de cultures et le produit net et est une notion-clé de la théorie des comportements paysans au niveau de la ferme familiale individuelle. Cette théorie est fondée sur l'histoire de la famille et la différenciation démographique entre unités familiales, par opposition à la conception marxiste, où la paysannerie a été considérée comme une classe exploitée dans la société féodale.

L'agriculture collective a été mise en doute par Chayanov, puisqu'il a cru que le problème de motivation a été mieux résolu par les coopératives, qui se fondaient sur les petites fermes familiales avec leur individualité intacte. La société socialiste, d'après lui, n'avait pas encore trouvé les stimulants qui pouvaient inciter la production à atteindre son organisation optimale et l'économie risquait d'y être la victime d'une grosse bureaucratie[346].

Mendras a fait remarquer que le type idéal de société paysanne se définit par cinq traits : l'autonomie relative des collectivités paysannees, l'importance structurelle du groupe domestique dans l'organisation de la vie économique et de la vie sociale de la collectivité, un système économique d'autarcie relative qui ne distingue pas consommation et production, une collectivité locale caractérisée par des rapports internes d'interconnaissance et de faibles rapports avec les collectivités environnantes, la fonction décisive des rôles de médiation des

[346] Kerblay, Basile, "Chayanov and the theory of peasantry as a specific type of economy", dans Shanin (sous la direction de, 1971), pp. 150-160.

nobles. Ces cinq traits paraissent se retrouver dans les grandes civilisations qui se sont édifiées sur une forme ou une autre d'agriculture (Mendras, 1976 : 12-13).

Les paysans, considérés comme groupe solidaire, ont des valeurs en commun, et partagent les activités collectives afin d'échapper à la crise et de survivre face aux chocs extérieurs. Selon le regard de James Scott, les paysans comme acteurs politiques et moraux peuvent défendre leurs valeurs ainsi que leur sécurité individuelle. « Le problème d'exploitation et celui d'insurrection sont alors non seulement un problème de calories et de revenu, mais aussi le problème des conceptions paysannes de la justice sociale, des droits et des obligations et de la réciprocité » (Scott, 1976 : Préface).

Du point de vue politique et moral, l'auteur a illustré l'économie morale de la paysannerie à travers l'étude de cas en Asie du Sud-est. Il a mis en lumière à la fois la théorie et la pratique politique, en rappelant qu'on devait considérer l'éthique de la paysannerie, c'est-à-dire « la norme de réciprocité et le droit de subsistance »[347], quand on voudrait y imposer des projets de développement. L'éthique de subsistance, d'abord la sécurité, s'enracine dans les pratiques économiques et les échanges sociaux dans la société paysanne. Dans ce sens, selon lui, l'Etat et ses agents, ainsi que les organisations internationales, ont souvent affaibli et même détruit l'économie morale de la paysannerie dans le processus de développement.

A travers l'étude de l'arrangement politique, les modèles d'utilisation des terres et les systèmes d'impôts dans un village précolonial au Vietnam, Samuel Popkin (1979) a mis en cause l'économie morale. Du point de vue de l'économie politique, l'auteur a cru que le capitalisme n'était pas une menace pour les paysans ou la communauté dans la période du colonialisme, puisque les paysans n'avaient pas la capacité d'organiser les marchés, de prendre des risques et de faire apparaître des entrepreneurs. La racine de la crise se trouvait en fait à l'intérieur de la société paysanne.

Il a supposé que les paysans sont des agents mus par l'intérêt rationnel et égoïste et que les individus ou les familles, au lieu d'avoir un comportement paysan collectif selon Scott, peuvent poursuivre leurs intérêts propres au détriment de la communauté. Ainsi, il a conclu que la commercialisation de l'agriculture, l'expansion des marchés et l'introduction des nouvelles législations et administrations n'ont pas détruit la communauté ou l'économie paysanne. C'est plutôt une partie des paysans qui a profité du régime colonial afin d'acquérir des privilèges dans l'accès au pouvoir politique et à l'intérêt économique ce qui conduit à la crise de la communauté ou de l'économie paysanne.

En suivant le débat entre Scott et Popkin, Leslie E. Anderson (1994) a proposé l'idée d'une écologie politique des paysans, dans laquelle les quatre aspects—l'individu, la communauté, l'environnement et la société nationale—sont interactifs et interdépendants[348]. Il a mis l'accent sur le fait que la dimension politique n'est pas la seule en cause dans les révoltes ou révolutions paysannes, comme les deux auteurs précédents l'écrivent. Les actions politiques des paysans ne sont pas seulement limitées aux insurrections. Selon son étude en Amérique centrale, la combinaison des intérêts des individus et des groupes est évidente dans l'action de

[347] Scott (1976), p. 167.

[348] Pourquoi choisir ces quatre aspects ? Voici l'explication d'Anderson (1994 : 7) : a) l'élément de base du monde paysan est l'individu qui survit en interaction avec les autres éléments ; b) le village réagit à la fois à l'individu et au monde naturel et national ; c) le monde paysan est un environnement de nature, qui influence la vie paysanne et est influencé par les comportements paysans ; d) le monde est une société naturelle qui influence tous les aspects de l'individu, la communauté, et la vie naturelle individuelle et collective, et est à son tour influencé par chacun d'eux.

communautés face à un choc extérieur, une catastrophe naturelle par exemple, mais existe aussi dans la pratique politique des paysans. Le fondement théorique de l'écologie politique des paysans est que le paysan est un acteur politiquement complexe et responsable qui évalue et agit en différents sens plutôt que seulement individuellement ou collectivement (Anderson, 1994 : 6-8).

Anderson a analysé l'interaction entre l'individu, la communauté, l'environnement et l'Etat, qui composent l'écologie politique des paysans. Il a prouvé que la théorie de l'écologie politique est supérieure à la théorie de l'économie morale par sa puissance explicative, parce que la première reconnaît explicitement le rôle des intérêts divers dans le monde paysan, à la fois ceux de l'individu et ceux du groupe. L'action collective et l'appropriation des buts politiques ont dû servir à la fois à l'individu et au groupe. La volonté de changement est une des sources les plus évidentes du pouvoir paysan et de la capacité à survivre dans le monde d'aujourd'hui. Le système de valeur communautaire souscrit à la rationalité, à la responsabilité et à l'égalitarisme relatif, tout cela avec le but de maintenir l'interdépendance et la survie[349].

Les paysans sont des acteurs mus par l'intérêt et ils ne veulent pas accepter un changement sans calculer leur intérêt individuel et communautaire, puisqu'ils se protègent les uns les autres. Il n'y a pas, en fait, d'incompatibilité entre l'intérêt des individus et celui de la communauté. L'action politique des paysans est une réaction au monde moderne, mais aussi une manière d'y participer et de le suivre. C'est un essai systématique de réajuster la communauté et sa vie afin de continuer à protéger et améliorer l'intérêt des individus. Selon Anderson, l'action politique des paysans est à la fois morale et économique, à la fois communautaire et individuelle (Anderson, 1994 : 16).

Anderson a soutenu en fait une théorie multidimensionnelle dans l'explication de l'action politique des paysans. Cependant, il me semble surestimer l'interdépendance entre les paysans et l'environnement, et même la protection de l'un par l'autre dans la plupart des cas. Toutes les actions politiques visent un certain intérêt, bien que l'intérêt varie selon l'espace et le temps. Dans l'exemple de Rongcheng, les pêcheurs avaient bien connu les règles de la mer et ainsi ils les respectaient au cours de l'histoire. Et maintenant, les pêcheurs cherchent le profit en négligeant les règles de la nature. Les normes ne sont plus respectées par certains individus ou familles, dont l'intérêt individuel s'étend au détriment de celui de la communauté et de l'Etat. Mais on peut voir ici que c'est une intervention extérieure, en l'occurrence celle de l'Etat et sa politique de croissance à outrance, à laquelle les communautés doivent s'adapter, qui a miné le comportement ancien de précaution, telle que la poursuite de la croissance amène les pêcheurs à épuiser les ressources marines.

Sous l'impact du néolibéralisme et du post-modernisme, Michael Kearney (1996) nous amène à ouvrir une nouvelle porte pour regarder la paysannerie. A travers ses études sur les paysans, la conception de la paysannerie n'est plus basée sur la vision d'une communauté fermée ou isolée. Selon lui, la paysannerie a un lien non seulement avec l'Etat-nation, mais aussi avec le marché mondial à travers sa participation à l'exportation et aux migrations internationales. Dans le contexte de la globalisation, le rôle traditionnel de l'Etat-nation cède le pas aux organisations internationales ou bien aux entreprises multinationales, ce qui donne un nouveau sens à la paysannerie. L'« agro-industrialisation » devient la cinquième caractéristique des paysans, en

[349] Anderson (1994), p. 13.

plus des quatre caractéristiques « patrimoniale, clientéliste, commerciale et administrative » chez Wolf[350].

S'intéressant aussi à la Chine, Kearney a vu deux types de psychologie paysanne dans le cas chinois : l'un désire être plus riche que ses voisins, et l'autre espère que ses voisins n'aient pas mieux réussi que lui[351]. La dernière attitude est dite « égalitariste négative » (Kearney, 1996 : 57).

L'agro-industrialisation qui se développe en milieu rural en Chine est liée en partie aux marchés internationaux, comme le dit Kearney. L'écart entre Shandong et Henan depuis la réforme économique est en partie dû à la participation du marché mondial. Le néolibéralisme a enfin réaménagé les équilibres anciens entre régions, comme dans d'autres pays.

Quant à l'orientation du développement rural, elle résulte de l'industrialisation rurale et de l'urbanisation villageoise guidées par les théories et les pratiques de la modernisation, mais aussi de l'excédent de main-d'œuvre dans les milieux ruraux. Fei Hsiao-tung (1953 et 1989), comme Chayanov, ne croit pas que la collectivisation puisse résoudre ce dernier problème, mais il croit que l'Etat peut octroyer des faveurs aux paysans par la réduction des taxes, des loyers et des taux d'intérêts. En tant que premier anthropologue et grand sociologue chinois qui en suivant B. Malinovski avait étudié la société rurale dans les années 1930, l'opinion de Fei a eu une influence directe sur les politiques rurales de l'Etat, notamment dans les années 1980 au moment où la sociologie a eu la chance d'être rétablie et a montré sa vitalité.

En bref, la communauté paysanne est relativement autonome, et elle n'est plus vue dans l'anthropologie contemporaine comme une société primitive, mais plutôt comme « une partie -société, avec une partie-culture »[352], composante d'une société ou d'une culture entière. L'intérêt de la communauté paysanne ne se sépare pas de l'intérêt des individus, de l'environnement, de l'Etat-nation et même du monde. Comme le monde paysan en Chine n'est pas une petite partie de la société, ses liens avec l'Etat sont encore importants pendant le développement rural. Nous avons besoin d'une analyse vers le passé, vers le bas (les besoins des paysans), vers le haut (l'Etat) et même vers le futur, pour voir quels rapports entre l'Etat et la paysannerie favorisent le développement rural.

9.2. Limitations et inspirations historiques dans le processus du développement rural

9.2.1. Caractéristiques des rapports Etat-paysannerie

La base historique du développement chinois ne se sépare pas de la paysannerie et des régions rurales, puisque l'Etat a dépendu de l'agriculture pendant une longue durée et les villes ont dû vivre de l'agriculture et des ouvriers, qui sont paysans d'origine. En Chine, le produit non agricole n'a pas dépassé le produit agricole jusqu'en 1953, tandis que le produit national brut (PNB) de l'industrie a dépassé celui de l'agriculture seulement depuis 1974[353]. L'agriculture est un secteur d'abord autosuffisant puis qui bénéficie à d'autres secteurs. L'économie politique de l'Etat avait toujours mit l'accent sur l'agriculture qui était une richesse de base.

---

[350] Wolf, Eric R. (1966), *Peasants*, Englewood Cliffs, N. J., Prentice-Hall. Voir Kearney (1996), p. 127.

[351] Voir Potter, Sulamith Heins et Jack M. Potter (1990), *China's peasants : the anthropology of revolution*, Cambridge, Cambridge University Press.

[352] Kroeber, A. L. (1948), *Anthropology*, New York, Harcourt, Brace & Co., p. 248, cité par Redfield (1956), pp. 29-30.

[353] Liu, Fuyuan (1997), *Mingzu, Zhengshui, Chufei* (Clarifier les loyers, corriger les taxes et supprimer les contributions), Pékin, Gaige chubanshe (Editions de la réforme), chapitre 14.

Etant donné que depuis un demi siècle, les théories et/ou les pratiques de l'industrialisation, la modernisation et le libéralisme, etc. sont éloignées de et défavorables à l'agriculture et aux paysans, la développement rural est aujourd'hui mis en question.

La société dualiste est née avec le début de la modernisation. La plupart des villages intérieurs n'ont pas profité des villes modernes, sauf la banlieue de ces dernières. L'expansion du capitalisme, la colonisation et les troubles nationaux dans la première moitié du XXème siècle enterrent l'ancien lien entre villes et villages. Une partie des paysans et des artisans, en faillite, deviennent les travailleurs obligés des usines des villes, dont la majorité est aux mains des étrangers et des « compradores » bourgeois. L'industrialisation est un choix obligé à ce moment-là, mais c'est aussi un choix de l'Etat qui préfère introduire certaines entreprises modernes plutôt qu'améliorer l'artisanat rural et les petites industries traditionnelles.

Au début de la République populaire, la Chine était un pays typiquement paysan avec une économie paysanne en crise, mais autosuffisante, associée à l'échange des produits sur les marchés ruraux. La population urbaine ne représentait que 15 % des habitants, dont 5 % s'engageaient dans l'industrie qui représentait 15 % du PIB.

Lorsqu'elle commence à construire un nouveau pays communiste, la Chine fait face au danger à cause de la « Guerre froide » (1950/1989). Les guerres dans la péninsule de Corée (1950/1953), à Taiwan (1958), au Vietnam (1961/1975), aux frontières de l'Inde (1962) et de l'URSS (1969) ont menacé ce nouveau pays communiste. Dans ces circonstances, la Chine ne peut que travailler à son compte en vue d'accélérer l'industrialisation, puisque la défense de l'Etat exige l'industrie lourde. Le capital de l'industrialisation est venu de l'héritage de l'ancien Parti nationaliste (un peu plus de 10 milliards de *yuans*), puis de la transformation des industries et des commerces privés sous le socialisme[354]. Au cours de l'industrialisation, l'Etat a mobilisé les ressources agricoles vers les industries lourdes et légères des villes surtout pendant le 1e plan quinquennal (1953/1957). De plus, l'Etat a transformé les anciens paysans, individus ou familles, en nouvelles populations communales. La séparation des villes et des campagnes a créé une nouvelle identité paysanne.

Lors du néolibéralisme, l'exode rural amène des hommes dans les usines des ports ouverts, dans les secteurs des services et de construction des villes, tandis que les entreprises d'Etat sont démantelées, avoirs liquidés et les ouvriers sont renvoyés sur le marché du travail. La société dualiste s'est renforcée après la réforme économique dans les deux espaces différents, urbain et rural, mais aussi dans l'espace urbain lui-même.

Le lien économique principal entre l'Etat et la paysannerie a toujours été l'impôt foncier ou agricole et les corvées jusqu'au début du XXIème siècle. La suppression de l'impôt agricole exige le changement des rapports Etat-paysannerie quant à l'aspect économique.

Ue fois j'ai une fois posé la question de la possibilité de supprimer l'impôt agricole. Les paysans du Henan m'ont répondu que la suppression de l'impôt foncier serait impossible. Les paysans croient encore que l'impôt agricole reste raisonnable s'il n'est pas trop lourd, puisque

[354] Wen, Tiejun, "Guojia ziben zai fenpei yu minjian ziben zai jilei" (La redistribution du capital de l'Etat et la réaccumulation du capital des peuples), dans la revue *Zhanlüe yu guanli* (Stratégies et gestions), no. 4, 1994, pp. 85-90.

« nous cultivons les terres qui ont besoin d'être payées par la production alimentaire ou l'argent »[355].

Les pratiques de cultiver la terre et verser l'impôt (z*hongdi naliang*), qui ont maintenu les rapports entre l'Etat et la paysannerie pendant plusieurs milliers d'années, sont devenues un engagement strictement respecté par les paysans chinois. Par leurs propres activités, ceux-ci ont pu corriger certaines fautes comme les lourdes charges ou les autres politiques de l'Etat dans le passé. Tout est en cours de changement rapide, mais certains aspects fondamentaux, comme cet exemple, sont encore présents.

Le lien politique entre l'Etat et la paysannerie est peut-être plus étroit que le lien économique, puisque la paysannerie devait d'une part obéir aux lois et règlements de l'Etat, mais d'autre part elle pouvait renverser l'Etat. Cette caractéristique s'enracine dans la culture traditionnelle qui est liée à l'éthique confucéenne. Celles-ci ont souligné l'ordre social et l'éthique familiale ou sociale d'une part, et d'autre part a mis l'accent sur la morale des individus et des gouvernants. L'Etat et la paysannerie ne s'opposent pas, de manière à fonctionner ensemble.

Cependant, l'histoire réelle n'a pas produit une société harmonieuse puisqu'on ne sait pas comment maintenir la moralité des gouvernants. Cela a été un problème récurrent à travers l'histoire de la Chine. Les insurrections paysannes se sont alors répétées à travers l'histoire.

Aujourd'hui, les paysans chinois en personne ont encore peur de violer les lois de l'Etat. Alors que la police ou le gouvernement local représente les lois de l'Etat, les paysans n'osent pas avec le combattre. Bien que les paysans ne soient pas en opposition directe le gouvernement local, ce dernier s'associe souvent à des intérêts opposés, par exemple les agences immobilières dans l'occupation des terres. Si les paysans savaient que les lois sont différentes de telle ou telle explication donnée par les cadres villageois ou les fonctionnaires locaux, ils pourraient porter plaintes à la cour, au gouvernement de la sous-préfecture et au gouvernement provincial, même central.

A part les mesures légales, et hormis le fait que la paysannerie n'est plus armée comme autrefois, la tradition des insurrections paysannes reste un potentiel d'instabilité qui rend les questions évoquées par le *San Nong* irritant pour l'Etat et oblige ce dernier à faire attention aux problèmes des paysans.

9.2.2. Caractéristiques des insurrections paysannes

Dans les insurrections paysannes contre l'Etat pendant deux mille ans d'histoire, une taxation absurde et l'inégalité des terres ont été les deux principales causes de conflit. La réforme agraire de 1950 a apporté aux paysans l'égalité de l'accès aux terres, tandis que le conflit relatif aux taxes est encore présent du fait que le système des taxes n'a pas vraiment changé. Les capitaux commerciaux continuent de s'étendre à la campagne. L'appauvrissement par les catastrophes et des paysans innocents a aussi été mentionné comme des causes d'insurrection[356].

---

[355] La rencontre avec deux paysans du village Z (Xiangzhuang) près du village T, 22/09/2003.

[356] *Santôshô nômin bôdô shi kaiyô* (Résumé sur les insurrections paysannes dans la province du Shandong), Qingdao, Huabei nongshi shiyanchang Qingdao zhuchang, 1930. Les paysans avaient compris à tort que le gouvernement pouvait les recruter dans l'armée en leur octroyant des bénéfices s'ils faisaient des insurrections. L'auteur parle d'« innocence ». Cela s'est passé dans le soulèvement des Boxers (1897/1900) originaire du Shandong. Comme les Boxers ont lancé le slogan « *fuqing meiyang* » (soutenir la dynastie Qing et exterminer les étrangers), le gouvernement les utilisait contre les étrangers.

Depuis 1978, les problèmes fonciers reviennent, soit à cause de la redistribution des terres sans définition claire des limites, soit parce que les terres ne sont pas rentables dans l'agriculture, soit à cause de l'absence de dédommagement lors de la perte de terres allouées à des utilisations non agricoles. La réquisition des terres cultivées concerne l'intérêt du village, populations et cadres. Les différentes réactions paysannes à la réquisition des terres reflètent à un certain degré les différents choix de développement, comme le montrent les paysans du village Q et ceux du village W.

Outre ces deux anciens conflits, un nouveau problème est dénoncé par les ouvriers-paysans. Leur état dans les villes préoccupe l'Etat et la paysannerie à la fois. Même s'ils ont travaillé beaucoup, leur traitement injuste dans de nombreux cas engendre une crise potentielle de la société. Est-ce qu'ils pourront devenir une nouvelle liaison entre l'Etat et la paysannerie, même entre les citadins et les ruraux ? Il est difficile de répondre pour le moment, puisqu'ils sont en effet marginalisés, soit « sans voix » du point de vue sociopolitique à la fois dans les villes et dans les campagnes, malgré leur grand nombre. L'injustice sociale et la discrimination entraînent ce groupe vers la criminalité, seule réponse qu'il leur reste dans leur frustration.

Les insurrections paysannes ont changé un peu dans la forme et dans le fond. Dans le passé, les paysans ont souvent eu recours à une raison morale ou religieuse, basée sur les rites et pratiques du lieu, et se sont directement opposés au pouvoir central. La plupart des insurrections paysannes ont été dirigées par les autres couches sociales comme on avait dit dans la première partie. Aujourd'hui, les paysans ont appris à utiliser les lois et les médias de masse pour protéger leurs droits à la survie et leurs droits de citoyens. Comme la Révolution culturelle a chassé tous les démons et les fantômes, les paysans ont du mal à poursuivre un but dans le cadre des anciennes religions locales. L'application des lois a besoin des connaissances, du courage et de la solidarité des paysans. Ils ne s'opposent pas directement à l'Etat aujourd'hui, mais cherchent plutôt sa protection par les lois contre la corruption des cadres villageois ou le gouvernement local au niveau des cantons ou des sous-préfectures.

Une insurrection paysanne comme mouvement populaire a besoin de l'appui de la société, notamment quand la distribution de l'information est déséquilibrée. L'insurrection isolée échoue souvent. On peut penser donc qu'à l'avenir les mouvements paysans se fondront de plus en plus sur la solidarité des paysans eux-mêmes tout d'abord, ensuite sur les lois comme outil légal, puis sur le soutien politique et moral des médias de masse, et enfin sur les intellectuels comme élites pour inciter l'Etat à changer ou améliorer sa politique.

9.2.3. Caractéristiques des rapports entre la population et l'environnement

On sait que la Chine nourrit 22 % de la population du monde avec 7 % des terres cultivables. Cela est vu comme un « miracle », mais cela entrave son développement rural. La Chine est un grand pays de population agricole, avec 40 % (selon le *hukou* rural) des paysans du monde, mais son agriculture est encore faible : Les paysans chinois sont parvenus à se nourrir à la fin du XXème siècle, mais leurs problèmes continuent à fragiliser leur existence.

La relation entre les terres et la population a causé l'insuffisance alimentaire des Chinois pendant une grande partie de l'histoire. Après la réforme agraire de 1950, les paysans ont encore été confrontés à l'insuffisance alimentaire. Alors que les productions alimentaires sont suffisantes après la réforme économique, d'autres problèmes sont apparus, tels que les lourdes charges, la sécurité sociale et l'éducation, etc. Mais le maintien du droit de l'usage des terres reste important pour les paysans. La majorité des événements en donnent la preuve.

La mer est la source de la vie des pêcheurs, mais la poursuite de la croissance dans le produit de la pêche pour l'exportation épuise les ressources marines. Alors que l'Etat en est conscient, une période d'interdiction de pêcher a été décidée depuis 1995 durant deux mois d'été dans les régions côtières.

La réservation écologique fut en fait très stricte dans le passé, mais aussi pendant la période de collectivisation, dit l'expert Wu à Rongcheng (Réunion du 16/08/2002). Historiquement, l'interdiction de la pêche dans l'histoire vise à protéger la mer, mais aussi à faire se reposer les pêcheurs, notamment les capitaines. De plus, les bateaux ont besoin d'accoster et les filets ont besoin d'être réparés. On appelle cela « *xiayang* » (nourrir les gens et les ressources de la mer en été) dans la région de Rongcheng. Mais cette tradition a disparu pendant la Révolution culturelle. Elle n'était pas revenue jusqu'en 1995. On l'appelle « *xiuyuqi* » (la période d'interruption de la pêche) aujourd'hui.

Le sens de *xiuyuqi* m'apparaît changer beaucoup dans le fond par rapport au mot *xiayang*. Premièrement, la nouvelle période a pour but de protéger les ressources marines, ce qui est lié à la conception du développement durable. Deuxièmement, la mise en œuvre de cette période interdit les activités humaines qui exploitent les ressources marines. Etant issue de la conception du développement durable, la période choisie est de type naturaliste et légaliste en s'opposant aux comportements humains. Troisièmement, la nouvelle période ne prête pas attention aux êtres humains. Ceux-ci sont souvent négligés dans les discours parlant de l'environnement. A cause de cette négligence, les gens peuvent être expulsés de leur lieu de résidence déjà depuis plusieurs générations au nom du principe des zones de réserve. Les êtres humains eux-mêmes sont pourtant une partie intégrante de l'environnement.

Auparavant, tous les déchets pouvaient être naturels et pouvaient être jetés sur et absorbés par les terres cultivées des villages, ou recyclés dans l'élevage. Comme la nature des déchets a changé à cause des nouvelles activités économiques, ils sont devenus difficiles à jeter dans les villages et à être recyclés. Nous voyons qu'ils sont laissés partout dans le village ou jetés à côté d'une rivière ou d'un fossé à l'intérieur du village. Cela peut polluer le sol et l'eau en menaçant l'environnement naturel et humain à la fois. On est donc passé d'une situation où la paysannerie avait appris à recycler les déchets et à en faire un outil de production, à une situation où personne ne sait que faire des déchets issus de la nouvelle croissance.

La dégradation de l'environnement rural est issue des activités villageoises dans le cadre des transformations issues de la réforme économique. Les villageois interagissent avec l'environnement. L'amélioration de l'environnement se fera après un changement des comportements humains, comme chez les villageois de Daying. L'Etat et les paysans doivent travailler ensemble à empêcher la dégradation de l'environnement rural. Je me rends compte que le *xiayang* de jadis peut nous donner un peu d'inspiration dans le développement durable.

9.3. Les besoins des paysans de base d'aujourd'hui selon les études de cas

Les besoins de base des paysans ont un aspect matériel et un aspect spirituel, différents selon les différents cas de transformation. Le transport public est important pour les villages de Qiaotou, tandis que la culture traditionnelle est importante pour le village Y. De plus, la plupart des villages et même des gouvernements locaux ont besoin du crédit financier.

9.3.1. Les besoins matériels

Lors de mon séjour au bourg de Sheqi, je devais prendre le bus pour aller faire le travail de terrain au bourg de Qiaotou. Il est toujours difficile de trouver un bus qui permette d'aller à Qiaotou, alors qu'il y a de nombreux bus pour Nanyang qui passent par Qiaotou. Comme le prix pour Qiaotou est moins cher que pour Nanyang, les chauffeurs et les contrôleurs aiment que le bus soit rempli de gens pour Nanyang. Cela m'a fait comprendre pourquoi les fonctionnaires de Qiaotou, dont la plupart habitent à Sheqi, prennent une motocyclette. La directrice des femmes de Qiaotou m'a dit que le gouvernement de Qiaotou a déjà pris compte plusieurs fois ce problème. La situation n'a pas changé puisque le bus fait partie de la Société de transports de la municipalité de Nanyang. Au contraire, à Qiaotou, il est facile, sauf s'il est trop tard le soir, de trouver un bus pour Sheqi, même s'il est déjà rempli de monde.

Pendant un mois et demi de pluie entre août et septembre 2003, les villageois X n'ont pas pu sortir du village, tandis que les fonctionnaires locaux n'ont pas pu y entrer à cause des routes boueuses. Quand j'étais là-bas après dix jours continus de soleil, j'ai encore vu des mares dans le village. Trois personnes, à savoir une famille (les parents et une fille) que j'ai rencontrées, venaient de rentrer de leur terre avec une corbeille de cacahuètes. Ils m'ont semblé être tombés dans la boue mais avaient tout de même un sourire aimable sur leurs visages.

Si l'on considère que ce village veut développer la culture de légumes « hors saisons » en serre, une route carrossable est nécessaire pour l'entrée et la sortie des camions qui transportent les légumes du village aux marchés alentour.

L'amélioration du transport public et des routes à l'intérieur des villages est nécessaire dans toute la sous-préfecture de Sheqi. Cette nécessité n'existe pas dans le village D faisant partie de la périphérie de Pékin, ni dans les régions rurales de Jiaodong et la plupart de celles de Zouping, mais elle est réelle dans le village L. Mais ce manque reflète aussi le fait que la société agricole peut encore être autosuffisante en cas d'urgence, puisque les villageois peuvent vivre de l'économie paysanne lorsque le village se trouve isolé.

Outre le problème du transport dans la sous-préfecture de Sheqi, la municipalité de Nanyang a aussi un problème de transport interurbain. Le train entre Shanghai et Chengdu (la capitale de la province du Sichuan) passe par Nanyang. C'est un des dix trains les plus bondés de Chine, car les ruraux du Sichuan prennent ce train pour Jiangsu et Shanghai. Chaque jour, il y a au moins 200 personnes qui attendent ce train sur le quai de la station de Nanyang vers midi et demi, mais il n'y a pas de place assise pour ces gens. Ceux qui ont l'argent, peuvent demander une couchette, six heures après, au moment où un certain nombre de voyageurs descendent à Zhengzhou. La plupart des gens doivent rester debout jusqu'à Nanjing, la capitale de la province du Jiangsu, où le train arrive vers trois ou quatre heures le lendemain matin. Cette situation n'a pas changé depuis 1992, date à laquelle je suis arrivée à Nanyang la première fois, sauf la durée du trajet en train qui diminue passant de 21 heures à 17 heures. Le flux excessif de passagers par rapport à l'insuffisance des chemins de fer en est la cause principale.

A cause du problème de transport public, la pauvreté est peut-être plus importante, parce que la construction d'une route nécessite beaucoup d'argent. Pour la sous-préfecture de Sheqi qui est pauvre, c'est une dépense excessive car elle ne peut pas collecter assez d'argent des paysans. D'autre part, les gens de Sheqi ne pensent pas que le transport soit important pour le développement, contrairement aux gens de la province du Shandong. Cette perception est liée à l'histoire de Sheqi où il n'y avait pas beaucoup de monde pour sortir ou aller loin pour leur

travail, sauf des fonctionnaires et des commerçants. De plus, les agriculteurs ont l'habitude de travailler seuls ou en famille en composant une économie typiquement paysanne.

Les problèmes de l'infrastructure rurale sont liés à la réduction des investissements de l'Etat. Historiquement, c'est l'Etat qui s'occupe des grands projets hydrauliques et les élites locales s'occupent des moyens et petits projets. Pendant la période de la collectivisation, ce sont les communes populaires qui ont pris en charge l'investissement pour aider le gouvernement central. Après la réforme économique, ni l'Etat ni les cadres ruraux ne se sont plus intéressés à l'organisation des projets, ni les paysans à l'infrastructure rurale, puisque celle-ci n'est pas une force productive. La mobilisation et le recrutement des villageois sont difficiles pour les cadres ruraux d'aujourd'hui, bien que l'infrastructure rurale soit nécessaire pour améliorer la condition de vie des paysans.

La nécessité du crédit est aussi importante pour les paysans de Qiaotou qui s'engagent dans les nouvelles activités économiques. Dans la région de Nanyang, 95 % des bourgs et 95 % des villages sont à présent endettés. Bien que le village X n'ait pas emprunté d'argent pendant les dernières années, le soutien financier à la culture des légumes est encore très loin de satisfaire aux besoins des paysans.

Le manque d'argent existe à la fois dans la production agricole et dans les entreprises privées ou villageoises, mais aussi dans les institutions administratives. Le revenu du gouvernement local, dont 80 % sert à maintenir le salaire des cadres et des instituteurs, n'est pas suffisant pour financer d'autres services, surtout dans les régions pauvres.

Le gouvernement de la sous-préfecture de Sheqi est très gêné au niveau du budget financier. Le département d'histoire locale, par exemple, n'a que 100 *yuans* (10 euros) pour l'année budgétaire, ce qui retarde la publication dont il est chargé. Le premier livre sur l'histoire de la sous-préfecture qui a décrit la période de 1965 à 1985, a été publié en 1997. Le deuxième paraîtra en 2005, mais il ne décrit que les années 1985-1995. De plus, ce département ne peut installer ni téléphone ni ordinateur, puisque le budget est limité à la papeterie. Le manque d'argent fait qu'il est difficile d'achever les documents demandés. Cela est très différent à Zouping. Bien que l'établissement d'une grande sous-préfecture à Zouping date de 1956, c'est-à-dire 9 ans avant Sheqi, Zouping a déjà publié trois livres sur l'histoire locale.

Le manque de capitaux fait que les villages de Sheqi ont du mal à s'engager dans les nouvelles activités économiques, bien que les paysans puissent aujourd'hui choisir eux-mêmes ce qu'ils veulent cultiver et faire un autre travail. Les infrastructures d'irrigation et de transport attendent d'être améliorées par l'investissement du gouvernement local ou par la Banque mondiale. Les conditions de la production et la reproduction économique dans les campagnes de Sheqi sont loin de satisfaire les besoins des populations.

Depuis que la Chine est entrée dans l'OMC, nombre d'entreprises étatiques et rurales ont fait faillite à cause de leur faible compétitivité. Les chômeurs sont apparus dans les villes et en même temps les entreprises rurales ont du mal à absorber plus de main-d'œuvre. La stratégie du gouvernement central et du gouvernement local à tous niveaux est d'attirer les capitaux étrangers pour exploiter les ressources locales et créer des emplois. Cela demande des initiatives créatrices de la part des cadres ruraux, dont certains utilisent les ressources locales au bénéfice de la population locale, alors que d'autres vendent ces ressources pour leurs propres intérêts.

9.3.2. Les besoins spirituels

Les paysans ont soif de vie culturelle. Lorsque les jeunes hommes de Qiaotou m'ont dit qu'ils s'intéressaient au théâtre local (*Yuju*) plutôt qu'au football, j'étais étonnée. Malheureusement, les paysans ont peu de chance d'avoir des théâtres après la réforme économique, surtout dans les régions pauvres, puisque les représentations sont devenues payantes. Les acteurs et actrices ont besoin d'argent. Les villages riches, D par exemple, peuvent inviter les acteurs de l'opéra de Pékin à venir jouer sur la scène villageoise pendant les jours fériés, tandis que les villages de Qiaotou ont du mal à organiser une représentation de *Yuju*.

Le programme du Y*uju* à la télévision, une fois par semaine, est très important pour les villageois de Qiaotou. Cela fait partie d'une petite tradition, qui évoque l'éthique traditionnelle, comme le « Petit fonctionnaire» (*Qipin zhima guan*) qui raconte comment le gouvernant local, en tant que protecteur comme père et mère, fait appel à la justice du peuple, et le « Pavillon de la brise fraîche » (*Qing feng ting*) qui parle de l'importance de la piété. La justice qui triomphe du mal est un sujet permanent, par exemple, l'« Impératrice » (*Zhangsun wanghou*) et le « Chen sauve l'enfant » (*Chengshi jiuying*), qui sont des personnages historiques connus. Les *yuju* sont devenus une source importante de la morale et des jugements du peuple. Les villageois sont conscients de ce qui est bon et de ce qui est mauvais.

La sécurité publique est une exigence de base pour les villageois de Qiaotou. Dans le village X, les paysans se plaignent du vol de leurs poulets ou parfois de leur boeufs. Bien que la police puisse infliger une amende au voleur, les paysans demandent de le punir plus sévèrement, comme ce couple du village T, qui habite dans l'étable afin de garder les veaux et vaches, par crainte de vol. L'homme m'a demandé de proposer à Pékin d'édicter la peine de mort pour les gens qui volent les boeufs. Comme leur cadet travaille à la police de la sous-préfecture, ils savent bien que l'amende présente est inutile. Les voleurs n'ont pas peur de payer l'amende lorsqu'ils sont attrapés.

La sécurité villageoise est mise en cause, bien que chaque village soit chargé de l'organisation de l'ordre public. La milice, dont la fonction n'est pas distinguée clairement de celle de l'association du maintien de l'ordre public, est en voie de transformation après la longue période de paix. Les deux travaillent ensemble au maintien de la sécurité publique et de l'ordre social. L'organisation de l'ordre public s'occupe aussi du livret de résidence et des gens qui travaillent en dehors du village ou qui entrent au village pour y travailler aujourd'hui.

Alors que les villageois de T demandent la sécurité publique en espérant que le gouvernement central s'en occupe, les villageois de D continuent de construire un environnement agréable qui a été réalisé dans une partie du village et sera poursuivi dans toutes les parties, ce qui leur apporte un sentiment fort de sécurité. Les différentes situations géographiques et les différents modèles transformés déterminent les différents besoins de base des paysans. L'Etat ne peut utiliser les mêmes mesures pour tous les villages.

9.4. Les politiques de l'Etat

L'Etat a ses propres structures et fonctions. Il peut contrôler la paysannerie pour certains buts politiques ou économiques, mais il dépend du soutien de la paysannerie. La fonction essentielle de l'Etat doit respecter les choix des villageois et les associer à une redistribution des ressources sociales, qui se base sur le principe de l'égalité relative. L'autonomie relative du comité des

villageois demande à l'Etat de laisser les villageois s'organiser eux-mêmes, ou de les aider à s'organiser. La solidarité villageoise est certainement une base de stabilité de l'Etat.

La structure économique a évolué d'une société agricole vers une société industrielle en quatre temps, puisque cette mutation a commencé dès la fin de l'époque impériale (T1). Avec l'orientation vers la modernisation depuis un siècle et demi, l'Etat a mis l'accent sur l'industrie militaire, puis sur l'industrialisation des villes et l'économie dirigée, et enfin sur l'économie de marché. Ces stratégies de développement ont un impact sur l'économie paysanne, ainsi que dans les rapports économiques entre l'Etat et la paysannerie.

En poursuivant l'industrialisation, l'Etat a négligé la base historique du système économique qui était le nombre énorme de paysans et d'artisans au début de la modernisation. « Ce serait une grave erreur de jugement » pour la Chine si elle acceptait « une supposition en commun », écrivait Tawney au début des années 1930[357]. La production de masse a besoin de l'industrie des machines que la modernisation apporte, mais elle va détruire le système de l'économie paysanne. De plus, les machines vont exclure la main-d'œuvre.

L'inégalité des terres était un problème essentiel dans les milieux ruraux pour Mao Zedong qui avait vu que les paysans pauvres étaient préoccupés d'avoir des terres. La seule solution était de prendre le pouvoir politique sans lequel aucun problème ne serait résolu à la campagne. Pour cela, il fallait donner les terres aux paysans et réduire leurs loyers. Les paysans pauvres étaient ainsi mobilisés pour s'engager dans la révolution agraire.

Au moment de la Révolution agraire dirigée par le PCC, pour la construction d'un nouveau pays, il fallait détruire tous les anciens appareils par la dictature du prolétariat et par la lutte des classes. Mao a cru qu'un peuple nouveau réaliserait le but du socialisme par la lutte des classes. Il a aussi cru dans la puissance paysanne, mais il a méprisé les intellectuels. Il a demandé aux cadres de se mêler à la masse, aux intellectuels de mettre leurs théories en pratique et aux paysans d'aller vers la collectivisation après qu'il a pris le pouvoir.

La collectivisation pouvait devenir un instrument de correction de l'intervention de l'Etat qui était engagé dans la construction de l'infrastructure rurale et avait essayé d'effacer les différences entre les villes et les campagnes, entre les citadins et les paysans, entre le travail intellectuel et le travail manuel. L'Etat avait réussi à contrôler l'inflation par l'offre de consommation de base répondant au besoin fondamental du peuple dans cette période[358]. Cependant, la préoccupation de la production alimentaire, le contrôle des marchés ruraux et l'essai de poursuivre l'industrie moderne ont détruit l'artisanat et l'industrie traditionnels dans les milieux ruraux.

Après la réforme économique, l'Etat a voulu entrer dans le marché mondial puisqu'il croit pouvoir partager le profit de la globalisation[359]. Il a ouvert la porte en vue d'importer les techniques avancées, mais finalement les travailleurs chinois dans les zones économiques spécifiques deviennent les moins chers sur le marché mondial du travail. De plus, de

[357] Voici la supposition : la production de masse est efficace dans certains secteurs de production, mais elle ne convient pas pour tous les secteurs d'activité, alors qu'elle a été introduite comme la seule méthode pour promouvoir le progrès économique. Tawney (1960), p. 145.

[358] Isabelle Tsakok (1979), "Inflation control in the People's republic of China, 1949-1974", *World Development*, vol. 7, pp. 865-875.

[359] Moore, Thomas G., "China and globalization", *Asian perspective*, vol. 23, no. 4, 1999, pp. 65-95.

nombreuses tonnes de minerais sont sorties de certaines régions « pauvres », mais enrichissent les exploiteurs qui sont ailleurs.

En ce qui concerne le développement rural, l'Etat lance les stratégies pour développer les entreprises rurales alors que celles-ci montrent leur force économique. Pour l'Etat, les entreprises rurales pourraient réaliser l'industrialisation rurale et aussi contrôler l'exode rural, puisqu'elles font que les paysans quittent les terres agricoles mais ne quittent pas les villages. Lorsqu'il a constaté que l'exode rural devenait irrésistible, l'Etat a lancé la stratégie d'urbanisation. Celle-ci peut diminuer les chiffres de la population rurale par le changement du *hukou*. Lorsque la diminution de terres cultivées a menacé la sécurité alimentaire du pays, l'Etat a lancé la stratégie de protection des terres cultivées et de l'intérêt des paysans par la diminution de leurs impôts et des taxes et en augmentant les prix des produits agricoles.

La réforme économique à l'époque de Deng, qui a permis la croissance du PIB, a été applaudie partout, mais elle n'a pas apporté de bien-être à la majorité des paysans ni même aux ouvriers. La contradiction entre la croissance économique et la pauvreté n'a pas disparu. Cela pose la question de savoir où s'enfuient les bénéfices de la croissance ? Celle-ci n'est pas transformée en richesse populaire et sociale. Elle se cache soit dans des dépôts bancaires et réserves des entreprises, soit s'enfuit chez une couche de riches qui occupent les pouvoirs politiques et économiques, soit elle sert à l'extension des institutions aux différents niveaux du gouvernement de l'Etat.

Selon le rapport du Département des statistiques, « les marchandises en stock dans les domaines de la production et de la circulation, se sont accumulées depuis des années pour 4 000 milliards de *yuans*, représentant 42 % du PIB »[360]. Par ces chiffres, on voit qu'une partie de la croissance se base sur une croissance des productions inutiles qui ne trouvent pas de débouchés.

Une minorité de gens au pouvoir sont devenus riches aujourd'hui. Cette minorité peut détourner des fonds nationaux, des entreprises d'Etat y compris, puis les transférer dans des banques étrangères où ils deviennent leurs propres capitaux. En 1998, un expert américain a estimé à 10 milliards de dollars américains le montant des flux illégaux à l'étranger par an. Les chiffres les plus récents, publiés par la Procuration suprême populaire[361], établissent à 50 milliards de dollars détournés depuis 1978 par 4 000 fonctionnaires. De plus, une autorité de l'Institut d'information d'Etat dit qu'on a perdu 1 000 milliards de *yuans* par an à cause de la corruption. Cela va conduire à la pauvreté non seulement les campagnes pauvres, mais aussi de l'Etat.

Quant à l'excès de bureaucratie, il y a aujourd'hui 238 millions de familles paysannes, soit 920 millions d'habitants ruraux, 45 000 cantons et bourgs. En moyenne, 5 289 familles paysannes occupent les charges d'un gouvernement de bourg ou de canton. 80 % du budget local au niveau des sous-préfectures sert à payer les fonctionnaires[362]. Comme s'en sortir ? A chaque fois, la réforme des institutions bureaucratiques a diminué les chiffres des fonctionnaires, mais ils reviennent peu de temps après.

Les problèmes du *San Nong* nécessitent le retour de l'Etat. Celui-ci est conscient que l'augmentation du revenu paysan est la priorité la plus importante parmi tous les problèmes du

[360] *Zhongguo xinxi bao* (le Journal de l'information chinoise), 16-09-2002.

[361] "4 000 waitao tanguan juanzou 500 yi meijin" (4 000 fonctionnaires s'enfuient à l'étranger avec 50 milliards de dollars américains, dans le journal *Nanfang zhoumo* (Weekend du Sud), 21-11-2004.

[362] Deng, Dacai, "Lun woguo sannong wenti de teshuxing" (Sur la particularité des problèmes du *San Nong* dans notre pays), dans la revue *Zhongzhou xuekan*, no. 1, 2003, pp. 36-39.

San Nong, ce qui reflète le changement de l'environnement intérieur et extérieur de l'agriculture et de la campagne, ainsi que l'aggravation de la relation dualiste entre villes et campagnes.

Les politiques concrètes mettent en priorité l'augmentation du revenu paysan dans la région des cultures vivrières. Selon les statistiques, la production alimentaire atteint 430,65 milliards de kilogrammes en 2003, soit 26,4 milliards de kilogrammes de moins que la production en 2002. Autrement dit, il y a 5,8 % de réduction à cause de la diminution de 4,3 % de la surface et des catastrophes naturelles plus graves que l'année dernière. C'est pourquoi la sécurité alimentaire est remise en valeur dans la stratégie de l'Etat. Le reste des politiques concerne la restructuration de l'économie agricole : développer des industries et des services, améliorer la condition de vie des ouvriers-paysans, utiliser le mécanisme de marché dans la circulation des produits agricoles, diminuer les impôts et taxes, aider les pauvres et renforcer le rôle du Parti communiste, et tout ce qui vise à l'augmentation du revenu paysan.

Le premier rapport du gouvernement central en 2005 concerne à nouveau les problèmes de *San Nong*[363]. L'Etat insiste sur les principes—donner plus (*duoyu*), prendre moins (*shaoqu*) et laisser faire (*fanghuo*)—en vue d'accélérer le développement socioéconomique des campagnes. Le nouveau mandat des dirigeants chinois commence à s'efforcer de terminer l'époque du pouvoir unilatéral, des nouveaux riches, des oligarchies, du règne absolu de la croissance du PIB, en créant une société de justice, de constitutionalisme, d'humanisme et de pluralité[364].

9.5. Nouveau chemin du développement rural chinois

La paysannerie est le sujet, et non l'objet, du développement rural et même du développement chinois. Personne n'a pu nier que la paysannerie était une force importante avant la proclamation de la République populaire en 1949. L'industrialisation urbaine pendant la période de Mao a aussi bénéficié à la paysannerie. La croissance économique rapide dans les années 1980 et 1990 dépend aussi des initiatives paysannes dans la mise en œuvre des entreprises rurales et de la production agricole, et même des *mingong* travaillant dans les divers secteurs des villes.

La condition de la vie paysanne est cependant inquiétante. La pauvreté économique, la faiblesse politique et la misère de la sécurité sociale des paysans se trouvent en effet au cœur des problèmes du *San Nong* d'aujourd'hui, qui empêche l'Etat de réaliser sa stratégie de développement, celle d'une société prospère, stable et harmonieuse.

Les rapports entre Etat et paysannerie en Chine restent importants après 1978, puisque la majorité de la population est toujours paysanne. Si les paysans n'ont pas d'amélioration de leurs conditions de vie, la Chine ne peut avoir un vrai développement, comme le dit Jiang Zeming (1998) :

« *Les problèmes de l'agriculture, de la campagne et de la paysannerie sont importants dans la réforme, l'ouverture et la construction de la modernisation. Sans la stabilité des campagnes, il n'y aura pas de stabilité du pays ; sans assez de provisions pour les paysans, il n'y aura pas*

[363] "zhonggong zhongyang guowuyuan guanyu jiaqiang nongcun gongzuo ruogan zhengce de yijian" (Plusieurs avis du CCPCC et du conseil d'Etat sur le renforcement des travaux ruraux), *Renmin ribao* (*People Daily*), 31/01/2005, p. 1

[364] Zhang, Jingping (2004), *Guaidian—jueding weilai zhongguo de 12 ge yue* (Tournant—12 mois décident le futur de la Chine), Pékin, Xinshijie chubanshe. Voici du mois de mars 2003 au mois de mars 2004 comme 12 mois.

assez de provisions pour toute la population ; sans la modernisation de l'agriculture, il n'y aura pas de modernisation de l'économie nationale »[365]. Donc les problèmes du *San Nong* sont aussi une problématique du développement de l'Etat.

Les paysans sont devenus un groupe vulnérable à la fois dans les villes et dans les campagnes ce qui demande à l'Etat de les prendre en considération aujourd'hui. La stratégie de développer des petites villes au niveau des bourgs, lancée par le gouvernement central et local depuis 1992, promeut l'exode rural[366]. Les statistiques sur la population non agricole montrent une urbanisation rapide qui n'exclut pas un jeu de chiffres, avec de nouveaux bâtiments dans les petites villes construits à la hâte pour faire disparaître les activités agricoles, donner une image urbaine et dès lors la transformation de certains paysans, comme l'objet, en citadins.

La prospérité des villes depuis le milieu des années 1995 n'est que dans la forme, tandis que la pauvreté de la campagne est dans le fond. L'écart entre ville et campagne a produit un grand volume de main-d'œuvre rurale flottant entre les deux sociétés. Les *mingong* (ouvriers-paysans) perdent leur identité de paysans sans pour autant acquérir celle d'ouvriers urbains. Ils composent une des couches les plus pauvres en ville, alors qu'ils ont dû travailler et payer beaucoup au titre des frais de gestion des immigrants et des résidences temporaires.

Grâce à l'attention nouvelle du gouvernement central, le taux de croissance du revenu des habitants ruraux a dépassé, pour la première fois depuis la réforme économique, celui des habitants urbains pendant les six premiers mois de 2004 (Graphique 3-1). Le nombre des *mingong* est tout à coup insuffisant dans certaines villes du Sud, puisque les paysans préfèrent travailler dans les milieux ruraux grâce à ces nouvelles politiques. Cela pourra inversement améliorer le traitement des ouvriers-paysans en ville, y compris leur salaire et leurs conditions de vie.

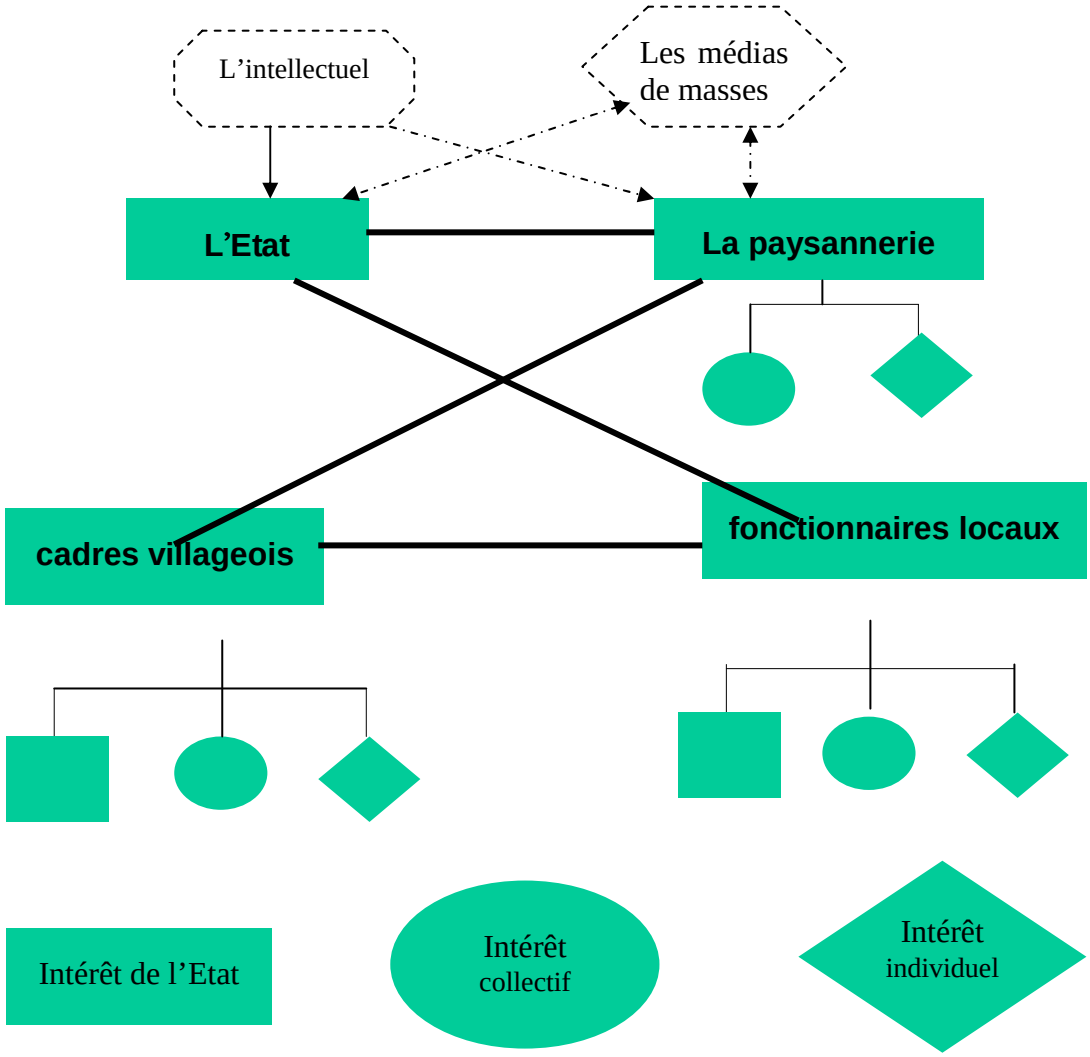
L'Etat a lancé une conception scientifique du développement qui concerne l'honnêteté, la justice, l'ordre, la stabilité, l'amitié, la démocratie et les lois, et l'harmonie entre les êtres humains et l'environnement (voir la première partie). Pour construire une société harmonisée, il est important de coordonner le développement entre les villes et les campagnes, entre les régions, entre l'économie et la société, entre l'homme et l'environnement et entre le besoin national et la demande d'ouverture. Tout cela est en relation concernant l'éthique du développement. La nouvelle conception rejoint en fait la situation actuelle du pays et du monde.

Quelle conception claire du développement peut orienter quelle voie, quel modèle ou quelle stratégie à suivre pour le développement, ce qui va influencer les pratiques des acteurs. Le développement rural ne sépare pas le rôle des acteurs dans la structure du pouvoir politique, tels que l'Etat, les paysans et les cadres ruraux. Il a aussi un lien des acteurs qui sont hors de la structure rurale mais fonctionnent dans la structure du pouvoir politique comme l'intellectuel et les médias de masses (schéma 9-1).

[365] Cité par Lu, Xueyi, "Sannong wenti de youlai he fazhan qianjing" (L'évolution des problèmes du *San Nong* et le futur), sur le site www.chinastudygroup.org, 17-06-2004.

[366] Yan, Shanping (2002), *Nômin kokka no kadaï* (*Le thème des rapports Etat-paysannerie*), Nagoya, Nagoya daigaku shuppankai (Editions de l'Université de Nagoya), pp. 144-148.

Schéma 9-1. Les fonctions des acteurs dans la structure des rapports Etat-paysannerie



Remarques : ⟷ interaction ⟶ influence directe -·-·-·-·-▸ influence indirecte ——— représentation/balance

Bien que l'Etat et l'intellectuel aient des buts concrets différents de ceux des paysans dans le développement de la Chine, le rêve d'être dans un pays puissant et riche reste commun. Les paysans veulent améliorer leur condition de vie par leurs efforts et changer leur statut de citoyens de seconde zone imposé par les politiques de l'Etat. De plus, dans leur vie quotidienne, les paysans ont encore des pratiques éthiques traditionnelles qui offrent une base pour construire une nouvelle conception du développement : l'harmonie entre d'abord les générations familiales, puis les communautés villageoises, et enfin les groupes ou les couches sociales du pays.

Dans le schéma ci-dessus, on peut voir l'Etat et la paysannerie comme les deux plateaux d'une balance. A côté de l'Etat, en plus des politiques et de la bureaucratie vues comme un appareil plutôt qu'un acteur, les fonctionnaires sont l'acteur collectif principal dans cette structure et ils fonctionnent à partir de l'intérêt de l'Etat, de l'intérêt local et de leur intérêt individuel. L'Etat comme le gouvernement central et les fonctionnaires locaux constituent les deux plateaux d'une autre balance couplée. Dans cette structure, du côté de la paysannerie, il y a deux groupes d'acteurs, les cadres villageois et les paysans ou villageois. Les cadres villageois fonctionnent à

partir de l'intérêt de l'Etat, l'intérêt de leur village et de leur intérêt propre. Ils composent ainsi avec les villageois, représentés par la paysannerie dans ce schéma, une troisième balance couplée au système.

Les rapports entre l'Etat et la paysannerie dépendent des rapports entre les intérêts de l'Etat, du collectif (local ou villageois) et de l'intérêt individuel. N'importe lequel de ces intérêts s'il est en expansion va entraîner des conflits parmi les acteurs dans la structure. N'importe quel intérêt s'il est négligé va entraîner le déséquilibre de la structure.

En fonction de ce schéma, la société harmonieuse pourra être réalisée tout d'abord sur la balance (l'équilibre) des rapports entre l'Etat et la paysannerie. Cette balance doit être fondée sur la coordination des intérêts de l'Etat, du collectif (local ou villageois) et de l'individu dans l'ensemble, soit les sous-balances entre l'Etat et les fonctionnaires, entre les villageois et les cadres, et la quatrième, entre les cadres villageois et les fonctionnaires locaux. Donc, l'intellectuel et les médias de masses peuvent jouer un rôle très important comme médiateur lorsque l'équilibre est rompu.

Concrètement, les villageois exigent des cadres villageois ayant une force morale, comme le secrétaire du village W salué par des éloges publics. Les cadres villageois peuvent aussi représenter l'intérêt des paysans face au gouvernement local comme les cadres du village Q, ou ils peuvent maîtriser certaines techniques agricoles en faveur des besoins paysans comme le secrétaire du village D. Les cadres du village X essayent d'offrir aux villageois l'information sur les marchés de légumes. Donc les cadres villageois sont importants dans la structure de la communauté villageoise, mais aussi dans le maintien d'un équilibre des rapports entre l'Etat et la paysannerie. Certes, ils peuvent avoir leur intérêt propre. Le plus important est qu'ils soient obligés de considérer l'intérêt de l'Etat et l'intérêt du village, avec le leur. Il en va de même pour les fonctionnaires locaux.

En ce qui concerne la paysannerie, représentée par l'individu et le groupe à la fois, elle veut avoir la survie et la sécurité d'abord, puis désire la richesse individuelle, mais demande aussi la justice sociale. Pour réaliser ces buts, les paysans ont besoin d'intégrer leur intérêt propre à l'intérêt collectif. Ils doivent organiser eux-mêmes une solidarité socialiste autour de l'intérêt villageois, ce qui renforcera leur droit de maintenir leur intérêt propre et de participer au dialogue dans les négociations avec l'agent de l'Etat et celui des marchands. Les paysans sont déjà bien organisés dans certaines régions pour certains buts politiques. Leur voix malgré qu'elle soit faible a attiré l'attention de l'Etat, des intellectuels et d'autres.

Les intellectuels d'aujourd'hui ne participent pas directement aux mouvements paysans comme hier Liang Shuming et Yan Yangchu, mais leurs recherches de terrain peuvent permettre de faire remonter les avis des paysans et leurs propres avis au niveau de l'Etat. Ils se sont complètement urbanisés à travers le XXème siècle et sont devenus une force relativement indépendante après plusieurs campagnes politiques dans la deuxième moitié de ce siècle, mais ils restent encore étroitement liés aux décisions des politiques. C'est une des caractéristiques particulières de la situation des intellectuels chinois dont la voix peut influencer directement l'action de l'Etat. Certains intellectuels peuvent aussi trouver ou reconnaître la richesse des petites traditions.

Par ailleurs, l'ouverture relative des villages favorise l'entrée des médias de masse. Ceux-ci peuvent faire connaître immédiatement les situations réelles, et aussi donner aux paysans du courage dans la lutte contre les abus du pouvoir local et poursuivre l'égalité de droit et la justice sociale.

L'intervention de l'Etat sur le marché depuis la réforme économique peut protéger les paysans et l'agriculture à certain moment, mais la solution aux problèmes évoqués n'ira pas sans un effort de la paysannerie. Selon l'expérience historique, la conscience des lettrés-fonctionnaires fut en effet trop faible pour changer la situation des paysans ou la société. Les pratiques de bonne conscience de savoir (*liangzhi*) ont été utiles dans l'histoire mais seulement lorsque les populations y s'engageaient aussi, comme dans l'expérience des pactes ruraux.

Il est peut-être temps de rappeler le mouvement de la construction rurale, puisque les situations nationales et mondiales, qui sont différentes de celles des années 1930, donnent une possibilité de reconstruire la société rurale avec une nouvelle conception. Wen Tiejun, par exemple, a établi une école de construction rurale dans la province du Hebei où Yan Yangchu avait dirigé le mouvement dans les années 1920 et 1930. Il a fondé l'école pour former les jeunes paysans à s'adapter au changement de la société, en prenant en charge leur éducation.

La réussite de l'Ecole de Qingquan nous montre une nouvelle tendance, c'est-à-dire que l'éducation étatique a réduit son effort dans les milieux ruraux à cause de la politique du planning familial. L'école technique professionnelle de Nanshan montre encore une autre tendance, c'est-à-dire que l'éducation professionnelle devient de plus en plus appliquée en région rurale. La sortie du *San Nong* oblige d'accentuer l'éducation rurale comme une base. N'importe quel développement repose d'abord sur l'être humain sans exclure son lieu de vie et son environnement. L'intellectuel peut aussi jouer un rôle important dans ce domaine.

La Chine semble pouvoir retrouver une voie de développement liée à son propre héritage culturel, différente de ce que les moyens d'assistance technique et de coopération internationale proposent aux paysans pour diminuer leur misère. La société harmonieuse devient un même but à la fois pour l'Etat et les cadres villageois dans la recherche d'une voie de développement. Les différents intérêts peuvent être coordonnés par l'éthique confucéenne, *chengji chengwu*, c'est-à-dire « achever la réalisation de soi et de l'autre ou des autres », puisque la valeur de soi ne peut qu'être réalisée dans la prise en compte de l'autre (*herong*)[367].

Cependant, comme l'Etat est autoritaire dans la réforme économique, la question reste : comment résoudre la question de la moralité des gouvernants, délégués de l'Etat pour gagner l'assentiment du peuple à la construction d'une société harmonieuse ? La démocratie et le système juridique, en plus des principes de l'éthique tradionnelle (l'égalité, la justice, l'honnêteté, l'amitié, la stabilité et l'ordre, etc.), qui sont mentionnées dans les vingt huit caractères de Hu Jintao (note 75), deviennent ainsi indispensables.

En poursuivant la société harmonieuse, l'Etat va accentuer le développement économique de manière à accélérer la réalisation de la justice sociale par la redistribution raisonnable des ressources et des capitaux sociaux, en protégeant les groupes vulnérables, tandis que les paysans vont continuer à combattre pour la survie, la sécurité, la richesse et la justice avec la mise en œuvre de leurs organisations, dont les chefs vont jouer un rôle décisif. L'auto-gouvernance villageoise va se concentrer sur la création d'une identité fondée sur les intérêts politiques, économiques et culturels de la communauté des villageois.

[367] Thomas A. Metzger, Forward de *Moral Behavior in Chinese society*, sous la direction de Wilson, Richard W. et al. (1981).

Conclusions

1) Depuis 1978, la réforme a changé profondément la société rurale. Les villages sont en voie de transformation et montrent divers modèles. Les problèmes du *San Nong*, plongés dans les racines de l'histoire chinoise, se sont aiguisés à cause des politiques de l'Etat tout d'abord, puis des comportements des acteurs locaux. Les politiques de l'Etat et les comportements de la paysannerie ne sont pas toujours négatifs. Certains changements positifs sont faits par les deux, à côté de changements négatifs.

L'Etat a changé l'organisation administrative en donnant aux villageois le droit à l'élection du comité des villageois, mais il n'a pu assurer que les élections villageoises soient correctement mises en route dans tous les cas. L'auto-gouvernance villageoise est en effet imparfaite. L'Etat a aussi fait changer le système foncier en donnant aux paysans le droit de l'usage de leur terre par contrat, mais il ne peut protéger ce droit d'être entravé par d'autres acteurs, y compris les agents de l'Etat. L'Etat a peu à peu assoupli le système du *hukou* des paysans et leur a permis de s'installer dans les villes, mais les paysans n'en ont guère bénéficié dans les secteurs des emplois de qualité, vu leur manque de formation, induite par la détérioration du système scolaire rural. Les paysans ont ainsi souffert soit dans les campagnes, soit dans les villes.

En s'adaptant au changement des politiques de l'Etat, les paysans ont réalisé la croissance de la production agricole, ce qui a mis fin à l'ancienne période d'insuffisance alimentaire, mais la baisse du prix des productions alimentaires sur les marchés ne leur a pas donné beaucoup d'incitants. Les villageois ont aussi réalisé la croissance des entreprises rurales qui a augmenté le revenu paysan et a contribué à la croissance économique de l'Etat, mais les effets secondaires sont loin du développement durable. L'exode rural a transformé l'ancienne séparation ville-campagne. Les *mingong* ont créé une certaine richesse pour les villes et les campagnes à la fois, mais en même temps ils ont apporté de nouveaux problèmes dans ces deux espaces, tels que l'instabilité sociale et l'abandon des terres cultivées.

Par ailleurs, l'Etat a fait changer les anciens systèmes d'éducation et de coopératives médicales dans les communes populaires, mais il n'en a pas encore établi de nouveaux, adaptés aux besoins des paysans. La poursuite de la croissance économique a été considérée comme une source de bien-être qui peut être partagé parmi les populations, mais elle conduit nécessairement à négliger les secteurs considérés comme non porteurs de croissance, tels que l'agriculture, l'éducation et la sécurité sociale. Le déficit fiscal chronique de l'Etat a joué un rôle important dans le soutien à la croissance du PIB depuis l'époque de la réforme économique et de l'ouverture sur étranger. La croissance économique, qui n'est rien d'autre, a été soutenue par l'investissement et le déficit de l'Etat dans les seuls secteurs reconnus par ce dernier porteurs de croissance.

L'Etat continue de prélever l'argent dans les dépôts des coopératives du crédit rural et de mobiliser les ressources comme les terres cultivées ou les mines pour développer d'autres secteurs. Certaines régions rurales ainsi s'appauvrissent. Les impôts agricoles, basés sur la surface des terres cultivées, sont perçus par les agents de l'Etat au niveau du village et au niveau du gouvernement local. Comme les agents de l'Etat ont imposé aux paysans de nombreuses taxes informelles pour leur intérêt propre ou collectif, la situation de la paysannerie en a été aggravée. La baisse des prix de la plupart des produits agricoles et la

diminution du revenu des agriculteurs entraînent une crise de l'agriculture, qui provoque une évolution erratique des productions alimentaires. Les problèmes du *San Nong*, qui se manifestent sur une courte période, renouvellent la problématique des rapports Etat-paysannerie, à côté de changements de longue durée.

2) Dans les rapports Etat-paysannerie, les impôts agricoles ont encore été un nœud de discorde entre les deux après la remise en œuvre de l'économie paysanne fondée sur l'usage privé des terres collectives sous responsabilité familiale. Les conflits fonciers entre les paysans et les agents de l'Etat ou les autres redeviennent le centre d'attention. A travers la problématique de ces rapports dans l'histoire, les problèmes du *San Nong* peuvent être plutôt considérés comme les conséquences d'un affaiblissement du pouvoir de l'Etat dans le contrôle des terres. Cela conditionne notamment le système des impôts.

En outre, dans l'évolution récente du système foncier, la paysannerie n'a pas obtenu, pas plus que dans l'histoire passée, les terres comme richesse privée. Les problèmes du contrôle des terres restent dans l'évolution récente du système foncier très important pour l'Etat et la paysannerie autant à l'époque contemporaine que dans le passé. Les problèmes actuels s'inscrivent dans la continuité historique et la longue durée.

On peut se rappeler que l'apparition de l'économie des *dizhu* (propriétaires fonciers) depuis la dynastie Song du Nord a résulté de la privatisation ou de l'allocation individuelle de la propriété des terres publiques. L'Etat a pu obtenir plus d'impôts et de taxes sur ces terres désormais privées. Mais en même temps la population a augmenté, et dans les dynasties suivantes, de plus en plus de terres sont tombées dans les mains des parents des empereurs, des puissants locaux et des *dizhu*, dont un certain nombre étaient fonctionnaires. Enfin, sous la dynastie Qing, la majorité des terres étaient tenues par les individus, l'Etat a pu seulement contrôler les terres publiques défrichées par son armée. L'accroissement de la population dans cette dernière dynastie impériale a diminué progressivement la surface cultivée par habitant.

A l'époque républicaine, les terres publiques sont devenues peu importantes pour l'Etat. L'économie politique de l'Etat, qui antérieurement s'était basée sur la production agricole et la distribution relativement égalitaire, commençait à mettre l'accent sur le commerce et l'industrie. Dès le régime de Sun Yat-Sen, l'Etat avait lancé des politiques de modernisation, mais il n'a pas eu l'opportunité de réaliser sa promesse de donner les terres cultivées à ceux qui les travaillaient. L'Etat ne pouvait qu'élever les impôts fonciers, tandis que de nombreux paysans ne pouvaient maintenir leur subsistance sur les petits lopins de terres à cause des catastrophes d'origine naturelle ou humaine. Les paysans en faillite étaient pourtant difficilement transformés en classe ouvrière au début du XXème siècle, où l'industrie nationale était encore faible d'une part, et où d'autre part, sans protection adéquate, il y avait la concurrence de l'industrie forte de l'Occident.

Le pouvoir communiste a rétabli l'autorité de l'Etat sur la distribution des terres. L'Etat a ainsi renforcé le contrôle sur le surplus des productions agricoles et sur le déplacement de la paysannerie, qui n'est plus seulement vus comme les agriculteurs, mais comme une classe sociale. L'Etat s'est renforcé à travers la réalisation de la stratégie de l'industrialisation pendant la période Mao, tandis que la croissance démographique, le rythme élevé de l'accumulation et de la constitution de réserves, ainsi que les catastrophes naturelles n'ont pas permis d'augmenter la richesse des paysans individuels. Paradoxalement, l'Etat a en effet confié la terre à la Commune populaire, dont le pouvoir a augmenté avec le contrôle des terres, et c'est la richesse collective qui a augmenté, du moins au niveau d'un certain nombre de

communes. La décentralisation était ainsi déjà existante, mais dans la réalité elle était encore modérée.

La mise en œuvre du système de la responsabilité familiale induit logiquement que l'Etat s'affaiblit dans le contrôle des terres après 1978. Il est obligé d'attacher de plus en plus d'importance à la croissance des impôts et des taxes industriels, commerciaux et agricoles. La responsabilité familiale et l'attribution privée de la propriété des entreprises étatiques, qui sont semblables à la privatisation des terres dans le passé, peuvent offrir plus d'impôts et de taxes à l'Etat, mais celui-ci ainsi perd ses propriétés et ses moyens d'action.

La décentralisation approfondie s'accompagne de la diminution du pouvoir fiscal de l'Etat, ce qui fait que ce dernier ne veut plus s'occuper de l'agriculture, dont le poids économique est diminué et dont les ressources sont perçues comme aux mains d'une paysannerie en surnombre. En même temps, l'Etat commence à rechercher avant tout l'aide financière des capitaux étrangers, les équipements et les techniques avancés des pays industrialisées, et la reconnaissance des organisations internationales. La stratégie du développement change ainsi d'une orientation fondée sur l'autosuffisance et l'indépendance en une recherche d'une participation à tout prix dans le partage des avantages de la globalisation. Le revenu des paysans est ainsi négligé.

En fait, une amélioration de la vie paysanne au début de la réforme a été rendue possible par les politiques de l'Etat et l'expansion de l'industrie urbaine, mais aussi par les initiatives paysannes. Les paysans pourtant sont retombés assez rapidement dans une situation de dégradation relative de leur condition à cause de la distribution inégale à travers les divers marchés, de l'évolution des termes d'échange défavorables à l'agriculture, du poids des impôts locaux et de la pression plus forte des intérêts d'autres acteurs.

De plus, en conséquence de la croissance économique depuis 1978, l'exploitation excessive de l'environnement, l'aggravation du dualisme villes-campagnes et la précarité des *mingong* conduit à une forme de rupture sociale depuis le milieu des années 1990. De ce fait, on peut conclure que la pauvreté rurale et la misère paysanne sont synchronisées avec l'affaiblissement de l'Etat. Donc le lancement de « la société harmonieuse » comme nouvelle stratégie du développement devrait permettre de sortir des problèmes du *San Nong*, mais aussi à renforcer le pouvoir de l'Etat-parti.

3) Pour arriver à une société harmonisée en supprimant des disparités économiques trop forte entre les divers couches de la population et entre les régions, en réduisant les conflits politiques, les ruptures sociales et en coordonnant l'activité humaine avec la protection de l'environnement, l'Etat doit voir clairement les quatre contradictions concernant les aspects politique, économique, culturel et environnemental.

La première contradiction, politique, se trouve dans l'affaiblissement du gouvernement central et le renforcement du pouvoir local. Ce dernier est déjà devenu une entité économique locale, même s'il ne s'oppose pas directement au gouvernement central. Si l'Etat ne peut modifier les relations central-local, les problèmes du *San Nong* actuels ne peuvent être résolus car les fonctionnaires locaux sont des exécutants des politiques de l'Etat.

La deuxième contradiction, économique, est entre l'idéal de modernisation et la réalité de l'économie paysanne, et continue à marginaliser la paysannerie. Bien que l'Etat s'appuie sur une nouvelle conception du développement, dans laquelle l'économie socialiste n'est pas

nécessairement une économie collectivisée, la modernisation reste le but du développement. L'Etat, et même la plupart des Chinois croient encore que l'économie paysanne est seulement une étape dans le processus historique de développement. Donc la modernisation doit mettre fin à cette économie. Pour cette raison, nombre de terres agricoles sont utilisées par les zones d'industrie, de technologie et de divertissement, et diverses taxes sont imposées sur les paysans pour construire des bâtiments modernes comme tous les énormes immeubles des bureaux des sous-préfectures (Zouping) et des villes (Rongcheng), même des bourgs (Changshan). L'écart devient alors de plus en plus large entre villes et campagnes.

La troisième contradiction, culturelle, concerne les rapports entre les fonctionnaires (*guan*) et les populations (*min*). Historiquement, la Chine est vraiment riche en réflexion dans ce domaine, notamment avec les éthiques confucéennes. Celles-ci demandent aux fonctionnaires de se perfectionner et aux populations d'obéir à l'ordre politique, dirigé par le bon gouvernant. Dans la réalité, la Chine n'a jamais résolu ce problème. Les paysans souvent espèrent avoir un bon gouvernant, juste et moral, comme *Qipin zhimaguan* dans le drame *Yuju*, favorable à leur intérêt, mais la plupart des fonctionnaires, dont le pouvoir provient de l'autorité gouvernementale, et non du choix populaire, s'efforcent de poursuivre leur intérêt propre au pouvoir. Cette contradiction est au cœur de la problématique des rapports Etat-paysannerie et est aussi liée à la première contradiction.

La quatrième contradiction est le problème environnemental qui concerne, notamment mais pas exclusivement, le déséquilibre entre la population et la terre (et aussi les autres ressources naturelles). Cette contradiction environnementale a aussi un lien avec la deuxième contradiction. La croissance de la population et la diminution, voire la dégradation des terres, menacent non seulement l'agriculture, mais aussi le développement durable.

Pendant la collectivisation, certains paysans ont perdu le lien symbolique ancien avec la terre, dont le travail pesait comme une contrainte dans les campagnes. Après la réforme économique, les petits lopins des terres ne satisfont plus au besoin des paysans pour les activités agricoles dans l'économie de marché. D'une part, les terres cultivées sont abandonnées par les paysans ou allouées pour un autre usage non agricole par les cadres ruraux et même par les institutions de l'Etat. D'autre part, la terre est revalorisée, à travers une nouvelle liberté du choix d'allocation, pour que les paysans en profitent, du moins ceux tournés vers le marché. Ces deux tendances contraires, urbanisation de la terre et surexploitation de la terre agricole, conjuguent leurs effets pour renforcer la contradiction environnementale à l'époque de la réforme.

Certes, l'attitude des paysans à l'égard de la terre montre la paysannerie comme un ensemble d'individus rationnels. Mais beaucoup de paysans ne connaissent que la valeur potentielle de la terre après qu'ils l'ont perdue sans obtenir une compensation suffisante. Dans ce cas , il apparaît que les paysans n'ont pas une vision d'ensemble de leur intérêt individuel et collectif à long terme , et prennent seulement en considération l'intérêt à court terme**.** Les autres utilisateurs de la terre sont pire que la paysannerie, parce qu'ils gaspillent sans prudence cette ressource rare, et ne pensent qu'à en profiter, les universités comprises.

4) Comment sortir de ces problèmes et de cette crise ?

Pour la sortie de la première contradiction, l'Etat est déjà intervenu dans le marché en allégeant la pression sur les paysans dans l'achat des productions alimentaires, et, dans l'abus des terres cultivées, bien que sa réaction ait souvent été très tardive. La réforme fiscale de 1994

renforce le pouvoir du gouvernement central par le contrôle des impôts et des taxes, mais l'Etat n'a pas divisé clairement les fonctions entre centre et local. Donc il est temps que l'Etat s'oblige à prendre en charge les besoins paysans de base comme l'assurance médicale et l'éducation obligatoire, grâce à une augmentation de ses recettes, en partageant la responsabilité avec le gouvernement local. C'est aussi la fonction des taxes qui doivent aider les groupes vulnérables et pauvres à travers la redistribution faite par l'Etat. La paysannerie doit avoir le droit de participer à la réaffectation éventuelle des terres collectives, qui ne peut pas rester une décision du gouvernement local seul. Le gouvernement, central et local, devrait coopérer pour protéger les paysans pauvres comme un groupe vulnérable d'aujourd'hui. C'est une responsabilité de l'Etat.

Pour la sortie de la deuxième contradiction, presque tous les économistes agricoles ne parlent que d'augmenter la production et la productivité agricoles par l'avancement des technologies. Mais ce n'est pas un problème simplement technique ou productif. L'économie paysanne comme phénomène économique ne peut se séparer de la morphologie de la terre cultivée et de la population active. La Chine aurait difficile à choisir une voie agronomique comme celle des Etats-Unis ou de la France, même si elle pourrait atteindre le même niveau de technique. Cependant, elle pourrait réorganiser un système de production faisant coexister la grande échelle agricole et la petite échelle agricole en fonction des lieux concrets. L'agriculture est remise en valeur au village D, par exemple, basée sur la recollectivisation des terres. On pourra aussi la faire aux villages X et L. Le Nord est une grande plaine qui a l'avantage de pouvoir réaliser la mécanisation agricole pour garantir la sécurité de l'alimentation nationale. Les agriculteurs peuvent ainsi y augmenter la compétitivité des cultures vivrières et des céréales par la grande échelle et le système d'irrigation face aux contraintes du marché mondial. Cela pourrait se faire aussi dans d'autres régions présentant des caractéristiques similaires. Les régions de collines ou de montagnes sont adaptées à mettre en œuvre une production de petite échelle agricole. Il n'y a pas de raison de penser supprimer l'économie paysanne en Chine, si l'on tient compte d'autres expériences, comme au Japon, où elle a survécu grâce à l'appui de l'Etat.

Pour la sortie de la troisième contradiction, on peut avoir recours à la fois aux lois et aux principes éthiques. Les lois doivent réglementer les actions pour garantir certains intérêts individuels et aussi limiter certains autres, tandis que le rôle des principes éthiques est de guider les actions par l'inspiration spirituelle ou intellectuelle. Comme il n'y a pas d'éthiques universelles pour le développement, les lois seront plus efficaces pour résoudre cette contradiction. Le fait est que les lois sont souvent utilisées pour pénaliser les mauvais comportements des populations dans l'histoire comme à l'époque contemporaine. Comme les lois deviennent de plus en plus nombreuses et compliquées, l'accès à l'action juridique n'est pas facile, voire impossible pour les paysans pauvres ou analphabètes. Donc, par une popularisation de l'éducation aux lois concernant la paysannerie et ses droits, la gestion raisonnable de la campagne et de l'agriculture est obligatoire et doit être exigée. L'éducation fondamentale et professionnelle est aussi indispensable pour la construction rurale, puisque le savoir reste une force morale et utile aujourd'hui.

La discrimination du *hukou* paysan devrait disparaître à travers les procédures légales, tandis que l'augmentation du niveau d'éducation est nécessaire pour que les paysans puissent améliorer leur situation actuelle. Ce dernier aspect exige l'effort conjoint de l'Etat et de la paysannerie.

Pour la sortie de la quatrième contradiction, il est important de faire un grand effort d'information et d'éducation de tout le monde concernant la situation environnementale du pays, y inclus sa population, sa géographie et ses ressources limitées, etc., non seulement par une approche théorique, mais aussi pour le mettre en pratique dans la vie quotidienne des villes et des campagnes. L'Etat, avec l'appui des intellectuels, peut jouer un rôle dans l'éducation à la conscience de l'environnement, vue comme une norme morale, mais aussi doit être actif dans le cadre de la législation. La population, qui ne se limite pas à la paysannerie mais comprend tous les acteurs, doit intégrer l'intérêt pour l'environnement comme une finalité du développement. Une forme de convivialité doit être la base de la pratique des êtres humains dans leur relation avec l'environnement.

5) La voie du développement rural chinois ne peut éviter les quatre contradictions essentielles évoquées plus haut, mais des solutions diverses sont possibles. Les transformations rurales se font généralement à la manière d'une évolution, parfois accélérée, plus que d'une rupture dans la réalité des villages. Il vaut mieux prendre en compte que l'évolution du monde naturel, celle de la société humaine et celle de la conscience humaine sont des réalités de niveau et de rythme d'évolution différents. Ces différentes exigences à respecter doivent être prise en compte dans les choix de développement, en fonction des contraintes du lieu, et des réalités vécues par les gens.

En regardant l'évolution des rapports entre l'Etat et la paysannerie à travers le XXème siècle en Chine, nous pouvons mettre en lumière une voie chinoise de développement qui se base sur ses propres caractéristiques dans les aspects économique, politique et culturel. Dans ces aspects, d'abord la paysannerie représente toujours la majorité de la population. Ensuite, en tant qu'acteur, la paysannerie a contribué à la mise en place de l'industrialisation entre 1949 et 1978, à la croissance économique avec ses initiatives créatives depuis l'époque de la réforme économique, et à la stabilité politique de l'Etat avec sa fidélité et son endurance. Enfin, la paysannerie chinoise n'a pas seulement des motivations individuelles, mais elle est aussi animée par une valeur collective fondée sur les pratiques villageoises dans lesquels se mettent en œuvre certaines éthiques traditionnelles.

Dans ces mêmes aspects, encore, l'Etat-parti chinois a été fondé par un mouvement avec une large base paysanne en profitant de la culture confucéenne, qui respecte l'autorité et l'ordre et poursuit l'égalité. Ceci est tout à fait différent des pays occidentaux où une bourgeoisie, ou bien l'union des aristocraties et des bourgeoisies a fondé l'Etat moderne d'aujourd'hui. Donc, l'Etat chinois est lié étroitement à la paysannerie dont les problèmes d'aujourd'hui se trouvent non seulement dans la pauvreté économique, mais aussi dans l'impuissance politique et l'insécurité sociale.

Comme les paysans sont une majorité, leurs problèmes sont des vrais problèmes de la Chine en mutation. Personne ne peut les résoudre sans participation des paysans, la sécurité alimentaire par exemple. Aucun pays ne se souciera si la Chine tombe dans le problème de l'insuffisance alimentaire chronique. Seul l'Etat peut utiliser les moyens politiques ou économiques adéquats pour sortir d'une crise potentielle de ce genre. Donc, le rôle de l'Etat est encore important pour la paysannerie chinoise.

On peut penser aux problèmes de la paysannerie en Chine, mais elle ne peut faire entendre sa voix. Celle-ci sera requise en vue de construire les nouveaux rapports entre l'Etat et la paysannerie. D'où vient-elle, la voix des paysans ? Elle ne vient pas d'un paysan individuel, non plus d'une seule couche de la paysannerie, mais elle se trouve partout à l'échelle du pays,

ainsi que dans l'action et les multiples initiatives locales. La force paysanne a été évidente dans le passé. Elle existe encore dans de nombreuse régions rurales d'aujourd'hui.

Le rétablissement rural doit dépendre des paysans eux-mêmes. Ils n'ont pas manqué d'initiatives à l'époque de la réforme. Les cadres villageois qui se sont substitués aux anciennes élites rurales, doivent relier l'Etat et la paysannerie dans un ensemble, y compris du point de vue de l'intérêt économique, de la valeur culturelle, de l'organisation populaire pour des buts politiques, etc. Actuellement, toutes les informations entrant dans les villages doivent passer par eux. Donc les cadres villageois jouent un rôle central dans la transformation rurale. Leurs comportements doivent être identifiés plutôt à ceux des villageois qu'à ceux des fonctionnaires locaux. Les fonctions doivent être divisées clairement entre les deux types des cadres ruraux, mais ils pourraient travailler utilement ensemble dans la construction du territoire local. En outre, l'auto-gouvernance villageoise exige un comité des villageois capable et efficace dans la gestion des affaires villageoises.

Les villages rencontrent certains problèmes semblables, qui demandent les efforts de tous les acteurs pour les résoudre dans le cadre de l'Etat-nation, comme par exemple l'infrastructure rurale. Les problèmes concernent aussi le cadre international comme les conflits autour du commerce des produits agricoles ou de la pêche dans les eaux internationales, qui affectent lourdement la vie de villages de plus en plus nombreux.

En tous cas, le développement du pays doit être lié à la reconnaissance de la majorité de sa population comme un acteur. La Chine doit reconnaître que la paysannerie est un sujet actif du développement , et qu'elle n'est pas un simple objet passif de la modernisation. L'Etat doit voir sa force et créer les conditions en faveur de son évolution, au lieu de détruire cette base économique et culturelle. La nouvelle « conception scientifique du développement », invoquée actuellement par les dirigeants chinois, souligne l'harmonie sociétale et la place de l'humain. Les efforts des acteurs dans les études de cas manifestent que la Chine peut trouver, à un certain degré, la sortie de l'impasse du conflit entre la croissance économique et la rupture sociale. Une société harmonieuse est désirable pour toutes les catégories de la population, mais cette conception est encore loin de la réalité.

La tentative de poursuivre un développement chinois à l'époque de la globalisation est possible, raisonnable et nécessaire, puisqu'il n'y a pas de développement global sans avoir un développement national qui a ses propres acteurs. Si l'Etat peut lier sa stratégie du développement avec son propre peuple, il peut éviter de suivre seulement une voie d'imitation non adaptée aux bases de la société chinoise. Dans ce contexte, si la paysannerie chinoise, même avec moins de poids qu'avant, peut intégrer ses motivations individuelles à la stratégie de l'Etat dans un projet approprié, elle trouvera un chemin du développement durable.

Pour l'Etat à l'époque de la globalisation, tout est possible, emprunter sa structure politique, économique ou même sociale, la copier ou même acheter des modèles à l'extérieur. Autrement dit, l'Etat peut emprunter même copier beaucoup d'éléments extérieurs bénéfiques dans la globalisation, mais il ne peut emprunter une population comme acteur du développement durable. Il doit partir de son propre peuple, parmi lequel la paysannerie est et restera une composante importante, dans le sillage et l'héritage d'un processus de développement millénaire qui a reposé sur tous les acteurs sociaux, et est la base de la culture, de l'identité et de la durabilité chinoises.

Bibliographie

En anglais et français

1. Agpthorpe, R. (1979), "The burden of land reform : an Asian model land reform re-analysed", *Development of societies : the Next Twenty-five Years—proceedings of the ISS 25th Anniversary Conference*, The Hague, December 1977, Martinus Nijhoff, pp. 103-120.
2. Amin, Samir (1972), "Le modèle théorique d'accumulation et de développement dans le monde contemporain", *Tiers Monde*, 1972, n° 52, pp. 703-706.
3. Anderson, Eugene (1988), *The food of China*, Yale University Press.
4. Anderson, Leslie E. (1994), *The political ecology of the modern peasant : calculation and community*, Baltimore and London, Johns Hopkins University Press.
5. Andors, Stephen (1977), *China's industrial revolution : politics, planning, and management, 1949 to the present*, New York, Pantheon Books.
6. Arendt, Hannah (1972, traduit de l'anglais sous la direction de Patrick Lévy, *Between past and future*, 1954), *La crise de la culture*, Paris, Editions Gallimard.
7. Ash, Robert F. (1991), "The Peasant and the State", *The China Quarterly*, September 1991, number 127, pp. 493-526.
8. Aubert, Claude, Yves Chevrier, Jean-Luc Domenach, Hua Chang-ming, Roland Lew, Wojtek Zafanolli (1986), *La Société Chinoise après Mao : entre autorité et modernité*, Paris, Fayard.
9. Aubert, Claude (1997), "L'agriculture chinoise : pour une approche régionale", *DEMETER— Economie et stratégies agricoles, 97/98*, Armand Colin, pp. 67-127.
10. Aubin, Françoise (1982), *Les communautés rurales, troisième partie : Asie et Islam (*extrait) - quelques étapes dans l'histoire des villages en Chine impériale et république, Dessain et Tolra, Paris, pp. 229-282.
11. Aziz, Sartaji (1978), *Rural development—Learning from China*, London and Basingstoke, The Macmillan Press.
12. Bailey, Paul J. (2001, 2e édition), *China in the twentieth century*, Oxford, Blackwell publisher.
13. Baker, Hugh D. R. (1979), *Chinese family and kinship*, New York, Colombia University Press.
14. Bari, Dominique (1997), *Chine : La grande mutation*, Paris, Editions sociales.
15. Bastid, Marianne, Marie-Claire Bergère et Jean Chesneaux (1972), *La Chine 2 : de la guerre franco-chinoise à la fondation du parti communiste chinois 1885-1921*, Paris, Hatier Université.
16. Bauman, Zygmunt (1999), *Culture as praxis*, SAGE Publication (New edition).
17. Bell, Lynda S. (1999), *One industry, two China : silk filatures and peasant-family production in Wuxi county, 1865-1937*, Stanford, Stanford University Press.
18. Bergère, Marie-Claire, Lucien Bianco et Jürgent Dome (sous la direction de, 1989), *La Chine au XXème siècle, d'une révolution à l'autre 1895-1949*, Paris, Fayard.
19. Bergère, Marie-Claire, Lucien Bianco et Jürgent Dome (sous la direction de, 1990), *La Chine au XXème siècle, de 1949 à aujourd'hui*, Paris, Fayard.
20. Bergère, Marie-Claire (sous la direction de, 2002), *Aux origines de la Chine contemporaine—En hommage à Lucien Bianco*, Paris, L'Harmattan.
21. Bergling, Kurt (1981), *Moral development, the validity of Kohlberg's theory*, Stokholm, Almquist & Wiksell International.
22. Bernstein, H. (sous la direction de, 1973), *Underdevelopment and development*, Harmondsworth, Penguin Books.

23. Bhabha, Homi K. (2002, reprinted de 1994), *The location of culture*, London and New York, Routledge.
24. Bianco, Lucien (1997), "Résistance paysanne", *Actuel Marx, N°22*, 1997, pp. 137-151.
25. Bianco, Lucien, "La question démographique sous Deng Xiaoping", *Stratégie chinoise ou la mue du dragon—un regard franco-japonais sur les mutations en cours*, Claude Cadart et Mineo Nakajima (sous la direction de, 1986), Paris, Edition Autrement, pp. 69-84.
26. Bianco, Lucien (1982), "Mao et ses successeurs", dans Maurice Duverger (sous la direction de, 1982), *Dictateurs et Légitimé*, Presses Universitaires de France, pp. 351-379.
27. Blayo, Y. (1997), *Des politiques démographiques en Chine*, PUF/INED, Chapitres V et VI, pp. 137-200.
28. Blum, Jerom (sous la direction de, 1982), *Histoire des paysans*, Paris, Berger-Levrault.
29. Braudel, F. (1979), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVème-XVIIIème siècle*, Tome I, *Les structures du quotidien*, Paris, A. Colin.
30. Braudel, F. (1985), *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud.
31. Broche-Due, Vigdis and Richard A. Schroeder (sous la direction de, 2000), *Producing nature and poverty in Africa*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet.
32. Brown, Lester R. (1995), "Qui pourra nourrir la Chine demain?", *ECODECISION*, Automne, 1995, pp. 28-32.
33. Buck, John Lossing (1937), *Land utilization in China*, Nanking, The University of Nanking ; New York, 1964 réimpression.
34. Buck, John Lossing (1930), *Chinese farm economy : A study of 2 866 farms in seventeen localities and seven provinces in China*, Chicago, Illinois, the University of Chicago press.
35. Buck, John Lossing, Owen L. Dawson et Yuan-li Wu (1966), *Food and agriculture in communist China*, New York, Frederick A. Praeger & London, Pall Mall Press.
36. Buck, John Lossing (1947), *Some basic agricultural problems of China*, For the tenth conference of the Institute of Pacific Relations Stratford-on-Avon, England, September 1947, New York, International Secretariat Institute of Pacific Relations.
37. Buoye, Thomas M. (2000), *Manslaughter, market, and moral economy : violence dispute over property right in Eighteenth-century China*, New York, Cambridge University Press.
38. Burns, J. P. (1988), *Political participation in rural China*, Berkeley, University of California Press.
39. Calkins, Peter, Wen S. Chern, and Francis C. Tuan (sous la direction de, 1992), *Rural Development in Taiwan and Mainland China*, Westview Press.
40. Cartier, M. (1995) "Une transition paradoxale : le cas chinois", dans Tabutin, D. et al. (sous la direction de, 1995), *Transitions démographiques et sociétés*, Louvain-la-Neuve, Academia / L'Harmattan, 1995, pp. 199-210.
41. Cartier, M. (1997), "Plus de 1200 millions de Chinois" dans J.C. Chasteland et J.C. Chesnais (sous la direction de, 1997), *La population du monde : Enjeux et problèmes*, PUF/INED, Travaux et Documents, n° 139, pp. 93-116.
42. Chabot, Jean-Luc et Macarez, Nicolas (1995), *Méthodes des sciences sociales*, Paris, PUF.
43. Chan, Anita, Richard Madsen et Jonathan Unger (1984), *Chen village—the recent history of a peasant community in Mao's China*, Berkeley, University of California Press.
44. Chang, Hao (1987), *Chinese intellectuals in crisis : Search for order and meaning, 1890-1911*, Berkeley, University of California Press.
45. Chang, Kyung-Sup (1994), "The socio-political processes of agricultural decollectivisation in a North China Commune", *China Report*, 30 : 4 (1994), pp. 395-406.
46. Chao, Kang (1986), *Man and land in Chinese history : an economic analysis*, Stanford, California.
47. Chaudhuri, K. N. (1990), *Asia before Europe : economy and civilisation of the Indian Ocean from the rise of Islam to 1750*, Cambridge University Press.

48. Cheng, Anne (1997), *Histoire de la pensée chinoise*, Paris, Editions du Seuil, pp. 574-610.
49. Cheng, Chung-ying and Nicholas Bunnin (2002), *Contemporary Chinese philosophy*. Oxford and Malden, MA, Blackwell Publisher.
50. Cheng Yuk-shing (1996), "Peasant income in China : the impact of rural reforms and structural changes'', *China Report*, 32 : 1 (1996), pp. 43-57.
51. Chesnais J.-C. et Liu chang Hong (1986), "Mariage et régulation démographique : le cas de la Chine", *Population*, 1986, n° 6, pp. 979-1003.
52. Chesneaux, Jean et Marianne Bastid (1969), *La Chine 1 : des guerres de l'opium à la guerre franco-chinoise 1840-1885*, Paris, Hatier Université.
53. Chesneaux, Jean (1976), *Le mouvemment paysan chinois : 1840-1949*, Paris, Editions du Seuil.
54. Chomsky, Noam (traduit en français, 2004), *Le profit avant l'homme*, Paris, Brodard & Taupin.
55. Chow, Tse-tsung (1960, 1989), *The May Fourth Movement : Intellectual Revolution in Modern China*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1960. La version chinoise a été publiée en 1989 à Taipei.
56. Christiansen, Flemming (1990), *The de-rustication of the Chinese peasant ? Peasant household reactions to the rural reforms in China since 1978*, Doctoral dissertation, in the Library of Sinologisch Instituut, Rijksuniversiteit Leiden.
57. Christiansen, Flemming and Zhang Junzuo (sous la direction de, 1998), *Village Inc. Chinese rural society in the 1990s*, Richmond, Surrey, Curzon.
58. Cohen, Arthur A. (1965), "Le Maoïsme", Drachkovitch, Milorad M. (sous la direction de, 1965), *De Marx à Mao Tsé-toung*, Paris, Calmann-Lévy, pp. 217-251.
59. Cohen, Paul (1984), *Discovering history in China : American historical writing on the recent Chinese past*, New York, Columbia University Press.
60. Comeliau, Christian (1999), *Planifier le développement : illusion ou réalité ?* Louvain-la -Neuve, Académia Bruylant.
61. Common, Michael (1995), *Sustainability and policy : limits to economics*, Cambridge, Cambridge University Press.
63. Cressey, George Babcock (1934), *China's geographic foundations : a survey of land and its people*, McGraw-Hill Book.
64. Croll, Elizabeth (1994), *From heaven to earth, Images and experiences of development in China*, London, Routledge.
65. Dalton, G. (sous la direction de, 1971), "Theoretical issues in economic anthropology", *Economic development and social change, The modernization of village communities*, New York, The natural history press.
66. Daniel, Christian and Linda (1984), *State and society in China, Japanese perspective on Ming-Qing social and economic history*, Tokyo, University of Tokyo Press.
67. Debary, William Theodore (1975), *The unfolding of Neo-Confucianism*, New York, Colombia University Press.
68. De Bary, William Theodre and Tu Weiming (sous la direction de, 1998), *Confucianism and human rights*, New York, Columbia University Press.
69. De Bary, William Theodore (1995), *Translation from the Asian Classics*, New York and Chichester, Columbia University Press.
70. De Beer, Patrice et Jean-Louis Rocca (1995), *La Chine à la fin de l'ère Deng Xiaoping*, Paris, Le Monde Editions.
71. Delman, Jørgen et al. (sous la direction de, 1990), *Remaking peasant China—Problems of rural development and institutions at the start of the 1990s*, Aarhus, Aarhus University Press.
72. Déom, Christian (1995), "L'Agriculture chinoise : problèmes et perspectives", *Etudes*

Marxistes, 26 Novembre 1995, pp. 85-103.
73. Depalma, D. J. and Foley, J. M. (sous la direction de, 1975), *Moral development, current theory and research*, New York, John Wiley & Sons.
74. Des Forges, Roger V. (2003), *Cultural centrality and political change in Chinese history : Northeast Henan in the fall of the Ming*, Stanford, Stanford University Press.
75. Dobrin, Arthur (1993), *Being good and doing right*, Lanham, New York & London, University Press of America.
76. Dome, Jürgen (1973), *The Internal Politics of China 1949-1972*, London, C. Hurst.
77. Dos Santos, T. (1969), "The crisis of development theory and the problem of dependence in Latin America", *Siglo21*, Reprinted in H. Bernstein (sous la direction de, 1973).
78. Duara, Prasenjit (1988), *Culture, power and the state : rural North China, 1900-1942*, Stanford, Stanford University Press.
79. Durkheim, E. (1977), *Règles de la méthodologie sociologique*, Paris, PUF.
80. Durkheim, Emile & Marcel Mauss (1903), "De quelques formes primitives de classification", *Année Sociologique*, 1901/2 ; La version en chinois, 爱弥尔·涂尔干, 马塞尔·莫斯 (2000), 《原始分类》, Shanghai, 上海人民出版社.
81. Durkheim, Emile (1955), *Pragmatisme et Sociologie*, Paris, Librairie Philosophique J. Vrin ; La version en chinois, 爱弥尔·涂尔干 (2000),《实用主义与社会学》, Shanghai, 上海人民出版社.
82. Eastman, Lloyd E. (1988), *Family, field and ancestors—constancy and change in China's social and economic history, 1550-1949*, Oxford, Oxford University Press.
83. Ebrey, Patricia Buckley and James L. Watson (1986), *Kinship organization in late imperial China 1000-1940*, Berkeley, Los Angeles and London, University of California Press.
84. Eckstein, Alexander (1977), *China's economic revolution*, Cambridge University Press.
85. Elman, Benjamin A. (1990), *Classicism, Politics, and Kinship : the Ch'ang-chou School of new text Confucianism in late imperial China*, Berkeley, Los Angeles and Oxford, University of California Press.
86. Elman, Benjamin A. (2000), *A cultural history of civil examinations in late Imperial China*, Berkeley and Los Angeles, University of California.
87. Elman, Benjamin A. (1990, 2ed), *From philosophy to philology : intellectual and social aspects of change in late imperial China*, Council on East Asian Studies of Harvard University, Cambridge (Massachusetts) and London, Harvard University Press.
88. Elvin, Mark (1994), *Japanese studies on the history of water control in China selected Bibliography*, Australian National University.
89. Elvin, Mark (1973), *The pattern of the Chinese past*, Stanford, Stanford University Press.
90. Engelborghs-Bertels, Marthe (1974), *La Chine Rurale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
91. Evans, Paul M. (1988), *John Fairbank and the American understanding of modern China*, New York, Basil Blackwell.
92. Fairbank, John King (1989), *La Grande Révolution Chinoise : 1800-1989*, Paris, Flammarion.
93. Fairbank, John King (1992), *China : a new history*, Cambridge, Mass. & London, Harvard University Press.
94. Fairbank, John King (1953), *Trade and diplomacy on the China coast : the opening of the treaty ports, 1842-1854* (2 volumes), Cambridge, Mass., Harvard University Press.
95. Fairbank, John King (sous la direction de, 1957), *Chinese thought and institutions*, Chicago, University of Chicago Press.
96. Fairbank, John King (sous la direction de, 1968), *The Chinese world order : traditional China's foreign relations*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.

97. Fei, Hsiao-tung (1989), *Rural development in China : prospect and retrospect*, Chicago and London, The University of Chicago Press.
98. Fei, Hsiao-tung (1939, 1980), *Peasant life in China, a field study of country life in the Yangtze valley*, 1st published in 1939 by Routledge & Kegan Paul ; Reprinted by Morrison & Gibb, London and Edinburgh, 1980.
99. Fei, Hsiao-tung (1953), *China's gentry / Essays in rural-urban relations*, Chicago and London, The University of Chicago Press.
100. Fitzhuch, M. L. and W. H. Leckie (2001), "Agency, postmodernism, and the causes of change", *History and theory: studies in the philosophy of history*, Agency after postmodernism, Theme issue 40, 2001, pp. 59-81.
101. Fogel, Joshua A. (1984), *Politics and Sinology : the case of Naito Konan, 1866-1934*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
102. Foret, E. L. and Lobdell, R. N. (1995), *The peasant in economic thought, « a perfect republic »*, Aldershot, UK and Brookfield, US.
103. Franck, R. (1994), *Faut-il chercher aux causes une raison ? L'explication causale dans les sciences humaines*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin.
104. Friedman, Edward, Paul G. Pickowicz et Mark Selden (1991), *Chinese village, socialist state*, New Haven, Yale University Press.
105. Friedman, Milton (1971), *Capitalisme et liberté*, Paris, Laffont.
106. Frolic, Michael B. (1982), *Le peuple du Mao : scènes de la vie en Chine révolutionnaire*, Editions Gallimard.
107. Fu, Chen et Davis, John (1998), "Land reform in rural China since the mid-1980s", *Land reform/ Réforme agraire/ Reforma agraria*, 1998/2, pp. 123-137.
108. Garnant, Ross, Guo Shutian et Ma Guonan (sous la direction de, 1996), *The third revolution in Chinese countryside*, Cambridge University Press.
109. Geertz, Clifford (1973), *The interpretation of culture*, New York, Basic Book.
110. Gentelle, Pierre (1994), *Economie de la Chine*, Paris, Armand Colin.
111. Gernet, Jacques (1972, 1999), *Le monde des Chinois*, Paris, Armand Colin Editeur/HER.
112. Gérard, H. (1999), *Méthodologie de la recherche : théories et théorisation*, DEMO 3305, Louvain-la-Neuve, DUC.
113. Goldman, Merle and MacFarquhar, Roderick (sous la direction de, 1999), *The paradox of China's post-Mao reforms*, Cambridge, Mass. et London, England, Harvard University Press.
114. Goody, Jack (1986), *La logique de l'écriture : aux origines des sociétés humaines*, Paris, Armand Colin.
115. Goody, Jack (1994), *La culture des fleurs*, Paris, Editions du Seuil.
116. Goody, Jack (1996), *L'Orient en l'Occident*, Paris, Editions du Seuil.
117. Granet, Marcel (1934,1968), *La pensée chinoise*, Paris, Editions Albin Michel.
118. Greenblatt, Sidney L., Richard W. Wilson et Amy Auerbacher Wilson (1981), *Organizational Behavior in Chinese Society*, New York, Praeger.
119. Gregor, A. James (2000), *A place in the sun : Marxism and Fascism in China's long revolution*, Boulder, Colombia, Westview.
120. Hall, John A. (1985), *Power and liberties : the causes and consequences of the rise of the West*, Basil Blackwell.
121. Harrison, James P. (1969), *The communists and Chinese peasant rebellions, a study in the rewriting of Chinese history*, New York, Atheneum.
122. Hatch, Elvin (1973), *Theories of man and culture*, New York, Columbia University Press.
123. Hazard, Barbara P. (1981), *Peasant organization and peasant individualism : land reform, cooperation and the Chinese communist party*, Saarbrucken Fort Lauderdale, Verlag Breitenbach Publisher.

124. Hermet, Guy (1993), *Culture et démocratie*, Paris, Edition Albin Michel/UNESCO.
125. Hertsens, Marcel (1970), Sagesse *éternelle de la Chine : pensées et préceptes*, Editions du Centurion.
126. Hettne, Björn (1995), *Development theory and the three worlds*, Longman Scientific & Technical (second edition).
127. Hinton, William (1966), *Fanshen : a documentary of revolution in a Chinese village*, New York, Vintage; La version en japonais, W. ヒントン加藤祐三ほか訳『翻身－ある中国農村の革命の記録, Tokyo, 平凡社, 1976.
128. Hochraich, Diana (1995), *La Chine de la Révolution à la Réforme*, Paris.
129. Ho, Ping-ti (1959), *Studies on the population of China 1638-1953*, Cambridge, Harvard University Press.
130. Ho, Ping-ti (1959), "Aspects of social mobility in China", dans *Comparative studies in society and history*, Volume 1, No. 4, June 1959, pp. 330-359.
131. Hsiao, Kung-chuan (1967), *Rural China : Imperial control in the nineteenth century*, Seattle and London, University of Washington Press.
132. Huang, Philip C.C., Lynda Schaeffer Bell, Kathy Le Mons Walker (1978), *Chinese communist and rural society, 1927-1934*, Center for Chinese Studies, China Research Monographs Number 13, University of California, Berkeley.
133. Huang, Philip C.C. (1990), *The peasant family and rural development in the Yangzi delta, 1350-1988*, Stanford University Press.
134. Huang, Shu-min (1989), *The spiral road : change in Chinese village through the eyes of a communist leader*, Westview Press.
135. Huang, Yiping (1998), *Agricultural reform in China-getting institutions right*, Cambridge University Press.
136. Hu-Chung, Jae (1993), "The Politics of Agricultural Mechanization in the Post-Mao Era, 1977-1987", *The China Quarterly*, June 1993, N. 134, pp. 264-290.
137. Jing, Su and Luo Lun (traduit de la verson en chinois de 1959, 1978), *Landlord and labor in late Imperial China case studies from Shantung*, Endymion Wilkinson translated, Cambridge, Massachusetts and London, England, Harvard University Press.
138. Johnson, Chalmers A. (1962), *Peasant nationalism and communist power : the emergence of revolutionary China, 1937-1945*, Stanford, Stanford University Press.
139. Kearney, Michael (1996), *Conceptualizing the peasantry, Anthropology in global perspective*, Westview Press.
140. Kelliher, Daniel (1992), *Peasant power in China, the era of rural reform, 1979-1989*, Yale University Press.
141. Kohlberg, Lawrence (1981), *Essays on moral development*, Volume I. *the philosophy of moral development*, San Francisco, Harper & Row Publisher.
142. Kueh, Y. Y. (1995), *Agricultural instability in China, 1931-1991 : weather, technology, and institutions*, Oxford, Clarendon Press.
143. Kuhn, Philip (1970), *Rebellion and its enemies in late imperial China : militarization and social structure, 1796-1864*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
144. Kuhn, Philip (1978), "The Taiping rebellion", *The Cambridge history of China* (Volume 10, Part 1, Chapter 6), Cambridge University Press, pp. 264-317
145. Kuhn, Philip A., Susan Mann Jones (1978), "Dynastic decline and the roots of rebellion" *The Cambridge history of China* (Volume 10, Part 1, Chapter 3), Cambridge University Press, pp. 108-162.
146. Kwok, D. W. (1965), *Scientism in Chinese thought 1900-1950*, Yale University Press.
147. Latouche, Serge (2004), *Survivre au développement*, Editions Mille et une nuits.
148. Laurent, Piere-Joseph (1998), *Une assoicaition de développement en pays mossi : Le don comme ruse*, Paris, Editions Karthala.

149. Lee, J. and Wang Fen (1997), “Malthusian mythologies and chinese realities : from 200 millions to 1.2 billion Chinese : 1700-2000”, *Actes du Congrès International de la population*, Pékin, UIESP, Vol. 1, pp. 109-148.
150. Le Pichon, Alain (1991), *Le Regard Inégal*. Jean-Claude Lattès.
151. Lew, Roland (1983), “Economie, classes sociales et révolution: Chine, 1900-1925”, *Revue de l’Institut de Sociologie*, Bruxelles, Edition de l’Université de Bruxelles, 1983/3-4, pp. 367-420.
152. Lin, Nan (1995), “Local market socialism : local corporatism in action in rural China”, *Theory and Society* 24, pp. 301-354.
153. Little, Daniel (1989), *Understanding peasant China : case studies in the philosophy of social science*, Yale University Press.
154. Liu, James T. C. (1988), *China turning inward : intellectual-political changes in the early twelfth century /Harvard East Asian* monographs132, Cambridge, Mass., Council on East Asian Studies of Harvard University, Harvard University Press.
155. Long, Norman (1977), *An introduction to the sociology of rural development*, London, Tavistock Publications.
156. Long, Norman (sous la direction de, 1989), *Encounters at the interface : a perspective on social discontinuities in rural development*, Wageningen.
157. Lönnroth, Eric et al. (sous la direction de, 1994), *Conceptions of national history*, Proceedings of Nobel Symposium 78, Berlin and New York, Walter de Gruter.
158. Loriaux, Michel (1998), *Populations et développements : une approche globale et systématiqu*e, Louvain-la-Neuve, Académia-Bruylant et L’Harmattan.
159. MacFarquar, Roderick (1983), *Origins of the Cultural revolution : great leap forward, 1958-1960*, Columbia University Press.
160. Madsen, Richard (1984), *Morality and power in a Chinese village*, Berkeley, University of California Press.
161. Madsen, Richard (1991), “The countryside under communism”, *The Cambridge history of China* Volume 15, Chapter 9, Cambridge University Press, pp. 619-681.
162. Mendras, Henri (1976), *Sociétés paysannes*, Paris, Armand Colin.
163. Mizoguchi, Yuzo (1997), “Confucianisme et révolution en Chine”, *En suivant la voie royale : mélanges offerts en hommage à Léon Vandermeersch*, réunis et présentés par Jacques Gernet et Marc Kalinowiski avec la collaboration de Jean-Pierre Diény, Ecole Française d’Extrême-Orient, Paris, 1997, pp. 425-436.
164. Moore, Barrington (1966), *Social origins of dictatorship and democracy*. Boston, Beacon Press ; La verson en chinois,《民主与专制的社会起源》, Pékin, 华夏出版社, 1987.
165. Mungello, D.E. (2001), *The spirit and the flesh in Shandong, 1650-1785*, Lanham, Md., Rowman and Littlefield.
166. Myers, Raymon H. (1980), *The Chinese economy : past and present*, Wadsworth, California.
167. Myers, Raymon H. (1970), *The Chinese peasant economy, agricultural development in Hopei and Shantung, 1890—1949*, Harvard University Press.
168. Naquin, Susan et Evelyn S. Rawski (1987), *Chinese society in the eighteenth century*, Yale University Press, Reprinted by Southern Materials Center à Taipei.
169. Ness, Gayl D. with Golay, Meghan V. (1997), *Population and strategies for national sustainable development : a guide to assist national policy makers in linking population and environment in strategies for sustainable development*, London, Earthcan Publications.
170. Nyberg, Alberg et Scott Rozelle (1999), *Accelerating China’s rural transformation*, Washington D. C., The World Bank.
171. Oi, Jean C. (1989), *State and peasant in contemporary China, the political economy of*

village government, Berkeley, Los Angeles and Oxford, University of California Press.
172. Parsons, Talcott (1951), *The social system*, London, Routledge & Kegan Paul.
173. Parsons, T. (traduit en français, 1973), *Le système des sociétés modernes*, Paris, Bruxelles et Montréal, Dunod.
174. Parsons, T. and Edward A. Shils (sous la direction de, 1962), *Toward a general theory of action*, New York, Harper & Row publishers.
175. Patnaik, Utas (1995),"The economic ideas of Mao Zedong on agricultural transformation and its relation to capital formation and industrialization", *China Report*, 31 : 1 (1995), pp. 87-100.
176. Peemans, Jean-Philippe (1977), "la voie chinoise", dans *La Chine 4 : un nouveau communisme, 1949-1976*, sous la direction de Jean Chesneaux. Paris, Hatier Université.
177. Peemans, J.-Ph. (1989), *Modernization, technology, institutions and development history : Britain, Japan, Korea and Taiwan Revisited*, National Chung-Hsing University, College Law and Commerce, Taipei, pp. 209-236.
178. Peemans, J.-Ph. (1995), "Population and environment in the 1990s: the need for a substantive development link", dans John L. Clark and Léon Tabah (sous la direction de, 1995), *Population-environment-development interactions*, Paris, CICRED, pp. 117-136.
179. Peemans, J.-Ph. (2002), *Le développement des peuples face à la modernisation du monde : les théories du développement face aux histoires de développement « réel » dans la séconde moitié du XXème siècle*, Louvain-la-Neuve / Paris, Academia-Bruylant / L'Harmattan.
180. Perdue, Peter C. (1987), *Exhausting the earth : state and peasant in Hunan, 1500-1800*, Cambridge, Massachusetts and London, England, Harvard University Press.
181. Perkins, Dwight H. (1966), *Market control and planning in communist China*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press.
182. Perkins, Dwight H. (1969), *Agricultural development in China : 1368-1968*, Edinburgh, Edinburgh University Press.
183. Perkins, Dwight H. (sous la direction de, 1975), *China's modern economy in historical perspective*, Stanford, Stanford University Press.
184. Perkins, Dwight H. and Shahid Yusuf (1984), *Rural development in China*, Baltimore and London, The Johns Hopkins University Press.
185. Perret, Bernard et Guy Roustang (1993), *L'économie contre la société : affronter la crise de l'intégration sociale et culturelle*, Paris, Editions du Seuil.
186. *Perspectives on Chinese society : Anthropological views from Japan*, Centre for Social Anthropology and University of Kent at Canterbury, England, (in association with) Tokyo University of Foreign studies, Tokyo, Japan, 1995.
187. Pomeranz, Kenneth (1993), *The making of hinterland : state, society, and economy in inland north China*, Berkeley, California University Press.
188. Popkin, Samuel (1979), *The rational peasant : the political economy of rural society in Vietnam*, Berkeley, University of California Press.
189. Pusey, James Reeve (1983), *China and Charles Darwin*, Harvard University Press.
190. Redfield, Robert (1960), *The little community : Peasant society and culture*, Chicago & London, The University of Chicago Press.
191. Redfield, Robert (1956), *Peasant society and culture : An anthropological approach to civilization*, Chicago, The University of Chicago Press.
192. Reid, D. (1995), *Sustainable development*, London, EarthscanPublications.
193. Rofel, Lisa (1999), *Other modernities : gendered yearning in China after socialism*, Berkeley, University of California Press.
194. Ruano-Brablan, Jean-Claude (1998), "L'idéologie : Fausse conscience ou système de valeurs ?", *Sciences Humaines*, Hors Série N° 21, juin/juillet 1998, pp. 18-19.

195. Runciman, W. G. (sous la direction de, 1978), *Max Weber, Selections in translation*, Cambridge University Press, pp. 315-330.
196. Ryan, Megan et Flavin, Christopher (1995), " La Chine face à ses limites", dans Lester Brown, Christopher Flavin et Hilary F French (sous la direction de, 1995), *L'état de la planète 1995-1996*, Paris, Editions La Découverte, pp. 169-197.
197. Said, Edward W. (1993), *Culture & Imperialism*, London, Vintage.
198. Saith, Ashwani (sous la direction de, 1987), *The re-emergence of the Chinese peasantry*, London, New York, Sydney, Croom Helm.
199. Sanders, Rechard (2000), *Prospects for sustainable development in the Chinese countryside : the political economy of Chinese ecological agriculture*, Brookfield, Vermont, Ashgate.
200. Sanders, Rechard (2000), "Political economy of Chinese ecological agriculture: a case study of 7 Chinese eco-villages", *Journal of Contemporary China*, Vol. 9, No. 25, 2000.
201. Sato, Hiroshi (2001, 2003), *The growth of market relation in post-reform rural China : A micro-analysis of peasants, migrants and peasant entrepreneurs*, Tokyo, Kunitachi ; London, Routledge Curzon.
202. Schramm, Gunter and Warfood, Jernny J. (sous la direction de, 1989), *Environmental management and economic development*, Johns Hopkins University Press.
203. Schultz, Theodore W. (1976), *Transformating traditional agriculture*, New York, Arno Press, Reprinted by permission of Yale University Press, 1964.
204. Schuurman, Frans J. (sous la direction de, 1993), *Beyond the impasse, New directions in development theory*, London, Zed Books.
205. Schwartz, Benjamin (1985), *China's culture values*, Arizona State University.
206. Schwartz, Benjamin (1972), *Reflections on the May Fourth Movement : a symposium*, edited and with an introduction by with contributions by Charlotte Furth [et al.] Cambridge, Mass., East Asian Research Center, Harvard University, Distributed by Harvard University Press.
207. Scott, James C. (1976), *The moral economy of the peasant, rebellion and subsistence in South-East Asia*, New Haven and London, Yale University Press.
208. Scott, James C. (1985), *Weapons of the weak, everyday forms of peasant resistance*, New Haven and London, Yale University Press.
209. Scott, James C. (sous la direction de, 1986), *Everyday forms of peasant resistance in South-East Asia*, London, Franc Cass, pp. 5-35.
210. Scott, James C. (1998), *Seeing like a state-How certain schemes to improve the human condition have failed*, Yale University Press.
211. Scott, James C. (1990), *Domination and the arts of resistance—hidden transcripts*, Yale University Press.
212. Selden, Mark (1993), "Chinese Rural Development Reconsidered", *Minzuxue Yanjiu Jikan*, No. 72, L'Académie des Recherches Centrales de Taiwan.
213. Shanin, Teodor (sous la direction de, 1971), *Peasant and peasant societies*, Penguin Books.
214. Shayegan, Daryush (1989), *Le regard mutilé-Schizophrénie culturelle : pays traditionnels face à la modernité*, Paris, Albin Michel.
215. Shen, T. H. (1951), *Agriculture resource of China*, Ithaca, Cornell University of China.
216. Singleton, Michaël (1999), *Ethique des enjeux : développement, population, environnement*, Louvain-la-Neuve, DUC.
217. Singleton, Michaël (1990), *Projet et projets*, Cahiers du Cidep, N° 7, Louvain-la-Neuve et Paris, Académia et L'Harmattan.
218. Singleton, Michaël (1993), *Vive la différence*, Cahiers du Cidep, N° 16, Louvain-la-Leuve et Paris, Académia.

219. Singleton, Michaël (2004), *Critique de l'ethnocentrisme, Du missionnaire anthropophage à l'anthropologue post-développementiste*, Paris, Parangon
220. Skinner, William (1964, 1965), "Marketing and Social Structure in Rural China", *Journal of Asian Studies*, Vol. 24, No. 1, pp. 13-24 ; No. 2, pp. 195-228 ; No. 3, pp. 363-399.
221. Solinger, Dorothy J. (1999), *Contesting citizenship in urban China : peasant migrants, the state, and the logic of Market*, Berkeley, University of California Press.
222. Spinoza, Baruch (1677), *L'Ethique*, Paris, Gallimard, 1954.
223. Steinfeld, Edward S. (1998), *Forging reform in China : the fate of state-owned industry*, Cambridge University Press.
224. Stiefel, M. et Wertheim, W. F. (1983), *Production, Equality and Participation in Rural China*, London, Zed Press.
225. Tawney, R. H. (1966, original de 1932), *Land and labor in China*, Boston, Beacon Press.
226. Teiwes, Frederick C. with Warren Sun (1999), *China's road to disaster : Mao, central politics and provincial leaders in the unfolding of the Great Leap forward 1955-1959*, M. E. Sharp, Armonk, New York.
227. Teng, Ssu-yu and Fairbank, John King (1954), *China's response to the West : a documentary survey 1839-1923*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
228. Terrill, Ross (sous la direction de, 1979), *The China difference*, New York, Harper and Row.
229. Todd, Emmanuel (1998), *L'illusion économique : essai sur la stagnation des sociétés développées*, Editions Gallimard.
230. Todd, Emmanuel (2002), *Après l'empire : essai sur la décomposition du système américain*, Editions Gallimard.
231. Todd, Emmanuel (1976), *La chute finale : essai sur la décomposition de la sphère soviétique*, Paris, Editions Robert Laffont.
232. Todd, Emmanuel (1984), *L'enfance du monde : Structures familiales et développement*, Paris, Editions du Seuil.
233. Todd, Emmanuel (1983), *La troisième planète : Structures familiales et systèmes idéologiques*, Paris, Editions du Seuil.
234. Touraine, Alain (1977), *Un désir d'histoire*, Editions Stock.
235. Touraine, Alain (1978), *La voix et le regard*, Paris, Editions du Seuil.
236. Touraine, Alain et Orietta Ragazzi (1961), *Ouvriers d'origine agricole*, Paris, Editions du seuil.
237. Touraine, Alain (1984), *Le retour de l'acteur—Essai de sociologie*, Librairie Arthème Fayard.
238. Touraine, Alain (1999), *Comment sortir du libéralisme ?* Librairie Arthème Fayard.
239. Touraine, Alain (1974), *Pour la sociologie*, Paris, Editions du Seuil.
240. Touraine, Alain (1965), *Sociologie de l'action*, Paris, Edition du Seuil.
241. Touraine, Alain (1992), *Critique de la modernité*, Fayard.
242. Tu, Wei-ming (sous la direction de, 1994), *China in transformation*, Harvard University Press.
243. Twitchett (1962), *Land tenure and social order in Tang and Sung China*, London, London University of School of Oriental and African Studies.
244. Vercauteren, Richard, Macro Predazzi et Michel Loriaux (2001), *L'intergénération, une culture pour rompre avec les inégalités sociales*, Ramonville Sanit-Agnes, Éditions Érès.
245. Vermeer, E. B. (1977), *Water conservancy and irrigation in China social, economic and agro-technical aspects*, Leiden University Press.
246. Vermeer, B, Frank N. Pieke and Woei Lien Chong (sous la direction de 1998), *Cooperative and collective in China's Rural Development*, Armonk and London, M.E. Sharpe.

247. Walder, Andrew G. (sous la direction de, 1998), *Zouping in transition: the process of reform in rural North China*, Harvard University Press.
248. Walinsky, L. J. (sous la direction, 1977), *Agrarian reform as unfinished business—the selected papers of Wolf Ladejinsky*, Oxford University Press.
249. Walker, Kathy Le Mons (1999), *Chinese modernity and the peasant path, semicolonialism in the northern Yangtze Delta*, Stanford, Stanford University Press.
250. Walker, Kenneth R (1965), *Planning in Chinese agriculture : Socialism and the private sector, 1956-1962*, London, Frank Cass.
251. Wang, Liming and John Davis (2000), *China's grain economy : The challenge of feeding more than a billion*, Ashgate.
252. Wheelwright, E.L. & McFarlane, Bruce (1970), *The Chinese Road to Socialism : Economics of the Cultural Revolution*, New York, Monthly Review Press.
253. Willmott, William E. (sous la direction de, 1972), *Economic organization in Chinese society*, Stanford, Stanford University Press.
254. Wilson, Richard W., Greenblatt, Sidney L., Wilson, Amy Auerbacher (sous la direction de, 1981), *Moral behavior in Chinese society*, New York, Praeger.
255. Wittfogel, Karl A. (traduit de l'anglais de 1966, 1977), *Le despotisme oriental : étude comparative du pouvoir total*, Paris, Les Editions de Minuit.
256. Wittfogel, Karl A. (1970), *Agriculture : a key to understanding of Chinese society past and present*, Canberra, Australian National University Press.
257. Wong, Roy Bin (1997), *China transformed : historical change and the limits of European experience*, Ithaca and London, Cornell University Press.
258. Yao, Xinzhong (2000), *An introduction to Confucianism*, Cambridge University Press.
259. Zhang, Xin (2000), *Social transformation in modern China : The State and local elites in Henan, 1900-1937*, Cambridage University Press.
260. Zhou, Kate Xiao (1996), *How the farmers changed China—power of the people*, Westview Press.
261. Zhu, Honglin (1993), *The community compact in Late Imperial China : Notes on its Natures, Effectiveness and modern relevance*, Princeton University, The Woodrow Wilson Center Asian Program Occasional Paper, No. 52, May 1993.
262. Zhu, Ling and Selden, Mark (1993), "Agricultural Cooperation and the Family Farm in China'', *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, Vol. 25, No. 3, 1993, pp. 3-12.
263. Zweig, David (1997), *Freeing China's Farmers Rural Restructuring in the Reform Era*, Armonk, New York, M. E. Sharpe.
264. Zweig, David (1989), *Agrarian radicalism in China, 1968-1981*, Cambrige, Massachusetts and London, England, Harvard University Press.

En Chinois

1. 蔡元培 (Cai, Yuanpei, 1937), *Zhongguo zhengzhi sixiangshi* (《中国政治思想史》, *Histoire de la pensée politique chinoise*), Pékin, 商务印书馆 (Sangwu yinshuguan), 1998.
2. 曹国庆 (Cao, Guoqing, 1993), "Wang Shouren yu nangan xiangyue" ("王守仁与南赣乡约", Wang Shouren et le Pacte du sud de Jiangxi), *Mingshi yanjiu* (《明史研究》, *Etudes de l'histoire de la dynastie Ming*), 1993/3.
3. 曹锦清 (Cao, Jinqing, 2000), *Huanghe bian de zhongguo : yige xuezhe dui xiangcun shehui de guancha yu sikao* (《黄河边的中国 ：一个学者对乡村社会的观察与思考》, *La Chine à côté du Fleuve Jaune : l'observation et la réflexon d'un savant sur la société rurale*), Shanghai, 上海文艺出版社 (Shanghai wenyi chubanshe).
4. 张灏 (Chang, Hao), "Zhongguo jindai sixiang de zhuanxing shiqi 1895-1920" ("中国近代思想的转型时期 ： 1895-1920", Transition de la pensée chinoise dans la période de 1895 à

1920), *Er shi yi shiji* (《二十一世纪》, *XXIème Siècle*), No. 4, 1999, pp. 29-39.
5. 陈桂棣, 春桃 (Chen, Guidi et Chun Tao, 2003, 2004), *Zhongguo nongmin diaocha* (《中国农民调查》, *Les enquêtes des paysans chinois*), dans la revue《当代》(*Dangdai*), 2003/6 à Shanghai et aussi publié à Pékin, 人民文学出版社 (Renmin wenxue chubanshe), 2004.
6. 杜赞奇 (Duara, Prasenjit, 1994), *Wenhua, quanli yu guojia : 1900-1940 nian de huabei nongcun* (《文化, 权力与国家 : 1900-1940 年的华北农村》, *Culture, pouvoir et l'Etat : les campagnes du Nord de la Chine, 1900- 1940*), Nankin, 江苏人民出版社 (Jiangsu renmin chubanshe).
7. 方江山 (Fang, Jiangshan, 2000), *Fei zhidu zhengzhi canyu—yi zhuanxingqi zhongguo nongmin wei duixiang fenxi* (《非制度政治参与—以转型期中国农民为对象分析》, *Participation politique en non-institution—analyse des paysans chinois dans la transition*), Pékin, 人民出版社 (Renmin chubanshe).
8. 费孝通 (Fei, Xiaotong, le même nom que Fei, Hsiao-tung, 1990), *Chengxiang he bianqu fazhan de sikao* (《城乡和边区发展的思考》, *Réfexion sur le développement d'urbains-ruraux et de périphéries*), Tianjin, 天津人民出版社 (Tianjin renming chubanshe).
9. 费孝通 (Fei, Xiaotong, 1985), *Fei Xiaotong shehuixue wenji* (《费孝通社会学文集》, *Recueil des articles sociologiques de Fei Xiaotong*), Tianjin, 天津人民出版社 (Tianjin renmin chubanshe).
   - ── *Lun xiaochengzhen jianshe ji qita* (论小城镇及其他, *Sur les petites villes et les autres*)
   - ── *Congshi shehuixue 50 nian* (从事社会学五十年, *L'engagement dans la sociologie pendant cinquante ans*)
   - ── *Shehuixue de tansuo* (社会学的探索, *A la recherche de la sociologie*)
   - ── *Minzu yu shehui* (民族与社会, *Les ethnies et leurs sociétés*)
10. 冯友兰 (Feng, Youlan, 1994), *Zhongguo zhexue jianshi* (《中国哲学简史》, *L'histoire concise de la philosophie chinoise*), Pékin, 北京大学出版社 (Peking University Press).
11. 郭书田主编 (Guo, Shutian, sous la direction de, 1993), *Biange zhong de nongcun yu nongye—zhongguo nongcun jingji gaige shizheng yanjiu* (《变革中的农村与农业—中国农村经济改革实证研究》, *L'agriculture et la campagne en transformation—les études pragmatiques de la réforme économique dans l'espace rural de Chine*), Pékin, 中国财政经济出版社 (Zhongguo caizheng jingji chubanshe).
12. 贺雪峰 (He, Xuefeng, 2003), *Xin xiangtu zhongguo—zhuanxingqi xiangcun shehui diaocha biji* (《新乡土中国—转型期乡村社会调查笔记》, *Nouvelle Chine rurale—notes des enquêtes sur la société rurale pendant la période de la transition*), Guilin, 广西师范大学出版社 (Editions de l'Université normale de Guangxi).
13. 萧公权 (Hsiao, Kung-chuan, 1954), *Zhongguo zhengzhi sixiangshi* (《中国政治思想史》, *Histoire de la pensée politique chinoise*), Taipei.
14. 胡潇 (Hu, Xiao, sous la direction de, 1991), *Shiji zhijiao de xiangtu zhongguo* (《世纪之交的乡土中国》, *La Chine rurale au seuil du nouveau siècle*), Changsha, 湖南出版社.
15. 黄宗智 (Huang, Zong-zhi, son nom américain : Huang, Philip C.C., 1986), *Huabei de xiaonong jingji yu shehui bianqian* (《华北的小农经济与社会变迁》, *The peasant economy and social evolution in North of China*), Pékin, 中华书局 (Zhonghua shuju).
16. 黄宗智 (Huang, Zong-zhi, 1992), *Zhongguo nongcun de guomihua yu xiandaihua* (《中国农村的过密化与现代化：规范认识危机及出路》, *L'involution et la modernisation dans les campagnes chinoises*), Shanghai, 上海社会科学出版社 (Editions des sciences sociales de Shanghai).
17. 贾德裕，朱兴农，郗同福主编 (Jia, Deyu et al, sous la direction de, 1998), *Xiandaihua jinchengzhong de zhongguo nongmin* (《现代化进程中的中国农民》, *Les paysans chinois dans le processus de modernisation*), Nanjing, 南京大学出版社 (Nanking University Press).
18. 李德芳 (Li, Defang, 2002), *Minguo xiangcun zizhi wenti yanjiu* (《民国乡村自治问题研究》),

Etudes de l'auto-gouvernement rural dans la République), Pékin, 人民出版社 (Renmin chubanshe).
19. 李光壁 (Li, Guangbi, sous la direction de, 1958), *Zhongguo nongmin qiyi lunji* (《中国农民起义论集》, *Essai sur les insurrections des paysans chinois*), Pékin, 三联书店 (Sanlian shudian).
20. 梁方仲 (Liang, Fangzhong, 1980), *Zhongguo lidai hukou, tiandi, tianfu tongji* (《中国历代户口、田地、田赋统计》, *Statistiques de l'enregistrement de la population, des terres et des impôts fonciers dans chaque dynastie de la Chine*), Shanghai, 上海人民出版社 (Shanghai renmin chubanshe).
21. 梁启超 (Liang, Qichao, 1998), *Qingdai xueshu gailun* (《清代学术概论》, *Résumé de l'académie de la dynastie Qing*), Shanghai, 上海古籍出版社.
22. 梁漱溟（Liang, Shuming, 1937）, *Xiangcun jianshe lilun* (《乡村建设理论》, *Théories de la construction rurale*), dans *Liang Shumin Quanji*, Tome 2, Jinan, 山东人民出版社 (Editions du peuple de la province de Shandong), 1989, pp.141-572.
23. 梁漱溟 (Liang, Shuming, 1921), *Les cultures occidentale-orirentale et leurs philosophies* (《东西方文化及其哲学》), dans *Liang Shumin Quanji*, Tome 1, Jinan, 山东人民出版社 (Shandong renmin chubanshe), 1989.
24. Lin, Hoyuan (1930), *Zhongguo nongmin wenti yu nongmin yundong* (《中国农民问题与农民运动》, *Les problèmes et les mouvements des paysans chinois*, traduit par Wang Zhongming), Shanghai, 上海平凡書局 (Shanghai pingfan shuju).
25. 林毅夫 (Lin, Yifu, 1994), *Zhidu, jishu yu zhongguo nongye fazhan* (《制度, 技术与中国农业发展》, *Institutions, techniques et développement de l'agriculture chinoise*), Shanghai, 上海三联书店 (Shanghai Sanlian shudian).
26. 林毓生（Lin, Yu-sheng, 1983）, *Sixiang yu ren* (《思想与人》, *La Pensée et L'Homme*), Taipei.
27. 刘国光, 王洛林等主编 (Liu, Guo-guang et al., sous la direction de, 1999), *Jingji lanpi shu—1999 nian zhongguo jingji xingshi fenxi yu yuce* (《经济蓝皮书—1999 年中国经济形势分析与预测》, *Economic Bluebook of China, 1999 : Analysis and Forecast for economic situation*), Pékin, 社会科学文献出版社 (Shehui kexue wenxian chubanshe).
28. 刘青峰, 关小春编 (Liu, Qingfeng et al., sous la direction de, 1998), *90 niandai zhongguo nongcun zhuangkuang : jihui yu kunjing* (《90 年代中国农村状况 ： 机会与困境》, *opportunité et difficultés : situation dans les campagnes chinoises dans les années 1990*), Hongkong, 香港中文大学 (The Chinese University of Hong Kong).
29. 刘树成，李强，薛天栋主编 (Liu, Shucheng et al., sous la direction de, 1994), *Zhongguo diqu jingji fazhan yanjiu* (《中国地区经济发展研究》, *Etudes de développement de l'économie locale en Chine*), Pékin, 中国统计出版社 (Editions des statistiques chinoises).
30. 陆世仪 (Lu, Shiyi, 1611-1872), *Sibianlu jiyao* (《思辩录辑要》, *Essentiel des spéculations*), Vol. 18, 卷十八 治乡三约 (Trois pactes en direction des villages).
31. 陆学艺，李培林编 (Lu, Xueyi et Li Peilin, sous la direction de, 1997), *Zhongguo xinshiqi shehui fazhan baogao* (《中国新时期社会发展报告》, *Rapport du développement social de la Chine pendant la nouvelle période 1991-1995*), Shenyang, 辽宁人民出版社 (Liaoning renmin chubanshe).
32. 陆学艺 (Lu, Xueyi, 2002), *Dangdai zhongguo shehui jieceng yanjiu baogao* (《当代中国社会阶层研究报告》, *Rapport d'études sur les couches sociales en Chine contemporaine*), Pékin, 社会科学文献出版社 (Shehui kexue wenxian chubanshe).
33. 毛泽东 (Mao, Zedong, 1942), *Mao Zedong shehui diaocha wenji* (《毛泽东农村调查文集》, *L'essai de Mao Zedong sur les enquêtes dans les villages*) 中国革命史文献资料 (Archives et documents de l'histoire de révolutions chinoises), SSREADER, E-book.
34. 溝口雄三 (Mizoguchi, Yuzo, traduit, 1995), *Zhongguo de sixiang* (《中国的思想》, *La pensée chinoise*), Pékin, 中国社会科学出版社 (Editions des sciences sociales de Chine).

35. 溝口雄三 (Mizoguchi, Yûzô, traduit, 1996), *Ribenren shiye zhong de zhongguoxue* (《日本人视野中的中国学》, *La Sinologie aux yeux de Japonais*), Pékin, 中国人民大学出版社 (Editions de l'Université de Renmin).
36. 彭恒军 (Peng, Hengjun, 2001), *Xiangzhen qiye lun* (《乡镇企业论》, *Sur les entreprises rurales*), Pékin, 人民出版社 (Renmin chubanshe).
37. 邱应欣主编 (Qiu, Yingxin, sous la direction de, 1997), *Sheqi xianzhi* (《社旗县志》, *Histoire de la sous-préfecture de Sheqi*), sous la direction du Comité de compilation de l'histoire locale de Sheqi (社旗县地方志编纂委员会编), Zhengzhou, 中州古籍出版社 (Zhongzhou guji chubanshe).
38. 曲延庆 (Qü, Yanqing, 1999), *Zouping tongshi* (《邹平通史》, *Histoire de Zouping*), Pékin, 中华书局 (Zhonghua shuju).
39. 曲延庆主编 (Qü, Yanqing, sous la direction de, 1992), *Zouping xianzhi* (《邹平县志》, *Monographe géographique de Zouping*), Pékin, 中华书局 (Zhonghua shuju).
40. 汝信, 陆学艺等主编 (Ru, Xin et al., sous la direction de, 1999), *Shehui lanpi shu—1999 nian zhongguo shehui xingshi fenxi yu yuce* (《社会蓝皮书—1999 年中国社会形势分析与预测》, *Social Bluebook of China, 1999 : Analysis and Forecast for Chinese social situation*), Pékin, 社会科学文献出版社 (Social Sciences and Archives Press).
41. 苏云峰 (Su, Yunfeng, 1984), "Minchu zhi nongcun shehui" ("民初之农村社会", La société rurale dans le début de la République), *Zhongghua minguo chuqi lishi yantaohui lunwen ji* (《中华民国初期历史研讨会论文集》II, *Recueil du Symposium sur le début de la République de Chine*, Vol. II), Taipei, pp. 637-655.
42. 孙达人 (Sun, Daren, 1996), *Zhongguo nongmin bianqian lun* (《中国农民变迁论—试探我国历史发展周期》, *Historical change of Chinese peasants*), Pékin, 中央编译出版社 (Zhongyang bianyi chubanshe).
43. 孙隆基 (Sun, Longji, 1983), *Zhongguo wenhua de shenceng jiegou* (《中国文化的深层结构》, La structure profonde de la culture chinoise), Hongkong, 香港集贤社.
44. 唐大潮 (Tang, Dachao, 2000), *Mingqing zhiji daojiao"sanjiao heyi" sixiang lun* (《明清之际道教"三教合一"思想论》, *Sur la pensée de « l'unification des trios religions » pendant les dynasties Ming et Qing*), Pékin, 宗教文化出版社 (Zongjiao wenhua chubanshe).
45. 杜维明 (Tu, Weiming, 1991), *Rujia ziwo yishi de fansi* (《儒家自我意识的反思》, *Reconsidération sur l'auto-conscience du confucianisme*), Taipei, 聯經出版社.
46. 杜正勝主編 (Tu, Zhengsheng, sous la direction de, 1982), *Wutu yu wumin* (《吾土與吾民》, *Notre terre et notre peuple*), Taipei, 聯經出版事業公司.
47. 杜正勝 (Tu, Zhengsheng, 1990), *Bianhu qimin—Zhongguo chuantong zhengzhi shehui jiegou de xingcheng* (《编户齐民—中国传统政治社会结构的形成》, *Bianhu/les Foyers enregistrés et Qimin/la Masse ordinaire—la formation de la structure politique traditionnelle de la Chine*), Taipei, 聯經出版事業公司.
48. **杜正勝** (Tu, Zhengsheng, 1992), *Gudai shehui yu guojia* (《古代社会与国家》, *Ancienne société et ancien Etat*), Taipei, 允晨文化实業公司.
49. 万川编著 (Wan, Chuan, sous la direction de, 1989), *Hukou qianyi shouce* (《户口迁移手册》, *Manuel de migration du livret familial de résidence*), Wuhan, 华中师范大学出版社 (Editions de l'Université normale de Huazhong).
50. 王思明, 姚兆余主编 (Wang, Siming et al., sous la direction de, 2003), *20 shiji zhongguonongye yu nongcun bianqian yanjiu—Kuaxueke de duihua yu jiaoliu* (《20 世纪中国农业与农村变迁研究—跨学科的对话与交流》, *Recherche du changement dans l'agriculture et les campagnes de la Chine au XXème siècle—Dialogue et communication multidisciplinaires*), Pékin, 中国农业出版 (Zhongguo nongye chubanshe).
51. 王晓毅, 朱成堡 (Wang, Xiaoyi et al., 1989), *Zhongguo xiangcun de minying qiye he jiazu jingji* (《中国乡村的民营企业和家族经济—浙江省仓南县项东村调查》, *Les entreprises privées et*

l'économie familiale dans les milieux ruraux chinois—les enquêtes du village Xiangdong, Zhejiang Cangnan), Taiyuan, 山西经济出版社 (Shanxi jingji chubanshe).
52. 王本世主编 (Wang, Benshi, sous la direction de, 1991), *Muping xianzhi* (《牟平县志》, *Monographie géographique de Mouping*), Pékin, 科学普及出版社 (Kexuepuji chubanshe).
53. 王先明 (Wang, Xianming, 2000), *Zhongguo jindai shehui wenhua shilun* (《中国近代社会文化史论》, *Histoire socioculturelle de la Chine moderne*), Pékin, 人民出版社 (Renmin Chubanshe).
54. 王维洛 (Wang, Weiluo), "Zhongguo fangxun juece tizhi he shuizai chengyin fenxi" ("中国防汛决策体制和水灾成因分析", Analyse du système de prévention des crues et des causes d'inondations), *Dangdai zhongguo yanjiu*(《当代中国研究》, *Etudes de la Chine contemporaine*), Vol. 66, No. 3, 1999, pp. 117-130.
55. 王阳明 (Wang, Yangming), *Wang Yangming quanji—Nangan xiangyue* (《王阳明全集•南赣乡约》, *Ouvrages complets de Wang Yangming*) Vol. 17, 卷十七、别錄九, 吴光、钱明、董平、姚延福编校, Shanghai, 上海古籍出版社 (Shanghai guji chubanshe), 1990, pp. 599-604.
56. 汪毅夫 (Wang, Yifu), "Lun mingqing shiqi de mintai xiangyue" ("论明清时期的闽台乡约", Sur les pactes ruaux de Fujian et de Taiwan dans les dynasties Ming et Qing), *Zhongguoshi yanjiu* (《中国史研究》, *Etudes de l'Histoire de la Chine*), 2000/1.
57. 王正华,白彝华 (Wang, Zhenghua et al., sous le direction de, 1996), *Xiangzhen zhengquan yu cunweihui jianshe* (《乡镇政权与村委会建设》, *Pouvoir de xiangzhen et construction de comités villageois*), Pékin, 中国社会科学出版社 (Zhongguo shehuikexue chubanshe).
58. 马克斯·韦伯 (Max Weber, 1997, traduit), *Rujiao yu daojiao* (《儒教与道教》, Confucianisme et Taoïsme), Pékin, 商务印书馆 (Shangwu yinshuguan).
59. 温铁军 (Wen, Tiejun, 2000), *Zhongguo nongcun jiben jingji zhidu yanjiu* (《中国农村基本经济制度研究: 三农问题的世纪反思》, *La recherche des institutions fondamentales de l'économie rurale de Chine : Réflexion sur les problèmes du San Nong à travers le XXème siècle*), Pékin, 中国经济出版社 (Zhongguo jingji chubanshe).
60. 吴存浩 (Wu, Cunhao, 1996), *Zhongguo nongye shi* (《中国农业史》, *Histoire de l'agriculture de la Chine*), Pékin, 警官教育出版社 (Jingguan jiaoyu chubanshe).
61. 吴佳俊 (Wu, Jiajun, 1943), *Zhongguo liangshi dili* (《中国粮食地理》, *La géographie alimentaire de Chine*), Shanghai, 商务印书馆 (Shangwu yinshuguan).
62. 熊景明 (Xiong, Jingming, sous la direction de, 2000), *Jinru ershiyi shiji de zhongguo nongcun* (《进入 21 世纪的中国农村》, *Les campagnes chinoises entrant dans le XXIème siècle*), Pékin, 光明日报出版社 (Editions de Guangming ribao).
63. 徐奉贤 (Xu Fengxian et al.), "Diqu jingji fazhan chaju yu weilai duice xuanze" ("地区经济发展差距与未来对策选择", Différences régionales et choix des politiques à l'avenir), *Jingji gongzuozhe xuexi ziliao* (《经济工作者学习资料》, *Documents de recherches d'économistes*), 1997/47, pp. 2-26.
64. 徐勇 (Xu, Yong, 1997), *Zhongguo nongcun cunmin zizhi* (《中国农村村民自治》, *Autonomie gouvernementale de villageois chinois*), Wuhan, 华中师范大学 (Editions de l'Université normale de Huazhong).
65. 杨祖瀚, 牟宗三 (Yang, Zu-han et Mou Zong-san, sous la direction de, 1994), *Rujia yu dangdai shijie* (《儒学与当代世界》, *Le Confucianisme et le monde contemporain*), Taipei.
66. 于建嵘 (Yu, Jianrong, 2001), *Yuecun zhengzhi* (《岳村政治—转型期中国乡村政治结构的转变》, *Politique du village Yue—le changement de la structure politique rurale dans la transition chinoise*), Pékin, 商务印书馆 (Shangwu yinshuguan).
67. 余英时 (Yu, Ying-shi, 1987), *Zhongguo sixiang chuantong de xiandai quanshi* (《中国思想传统的现代诠释》, *Herméneutique moderne de la pensée traditionnelle chinoise*), Taipei, pp. 519-574.
68. 余英时 (Yu, Ying-shi, 1994), *Qian Mu yu zhongguo wenhua* (《钱穆与中国文化》, *Qan Mu et*

la culture chinoise), Shanghai, 上海远东出版社 (Shanghai yuandong chubanshe).
69. 查锐传, 郑毅, 郭志刚等编 (Zha, Ruichuan et al., sous la direction de, 1996), *Zhongguo disici quanguo renkou pucha ziliao fenxi* (《中国第四次全国人口普查资料分析》, *Analyse des documents sur le quatrième recensement chinois)*, Volumes 1 & 2, Pékin, 高等教育出版社 (Gaodeng jiaoyu chubanshe).
70. 张安庆 (Zhang, Anqing), *Daozhou xiangyue ji* (《道州乡约集》, *Recueil des pactes ruraux de la Préfecture Daozhou*), Tokyo, Tôyô Bunka kenkyusho, l'Université de Tokyo (汉籍目录：子-法家 42).
71. 张德胜 (Zhang, Desheng, 1989), *Rujia lunli yu zhixu qingjie* (《儒家伦理与秩序情结》, *Le complexe d'ordre et les éthiques confucéennes*), Taipei.
72. 张红宇 (Zhang, Hongyu, 2002), *Zhongguo nongcun de tudi zhidu bianqian* (《中国农村的土地制度变迁》, *Mutation des systèmes fonciers en Chine rurale*). Pékin, 中国农业出版社 (Zhongguo nongye chubanshe).
73. 张厚安，徐勇等著 (Zhang, Houan et al., 2000), *Zhongguo nongcun cunji zhili* (《中国农村村级治理 ：22 村的调查与比较》, *Administration de la Chine au niveau du village : enquêtes sur et comparaison parmi 22 villages*), Wuhan, 华中师范大学出版社 (Editions de l'Université normale de Huazhong).
74. 张乐天 (Zhang, Letian, 1998), *Gaobie lixiang—Renmin gongshe zhidu yanjiu* (《告别理想—人民公社制度研究》, *Au revoir l'idéal — l'étude du système de la Commune populaire*), Shanghai, 东方出版社 (Dongfang chubanshe).
75. 张鸣 (Zhang, Ming, 1997), *Xiangtu xinlu bashi nian* (《乡土心路八十年》, *Changement de la pensée paysanne au cours de la modernisation chinoise pendant quatre-vingts ans*), Shanghai, 商务印书馆 (Shangwu yinshuguan).
76. 张玉法 (Zhang, Yufa, 1982), *Zhongguo xiandaihua de quyu yanjiu* (《中国现代化的区域研究 ：山东省, 1860-1916》, *Recherche régionale sur la modernisation chinoise : la province de Shandong, 1860-1916*), Taipei, 中央研究院近代史研究所 (Institute of Modern History, Academia Sinica).
77. 赵秀玲 (Zhao, Xiuling, 1998), *Zhongguo xiangli zhidu* (《中国乡里制度》, *Systèmes du Xiangli de la Chine*), Pékin, 社会科学文献出版社 (Shehuikexue wenxian chubanshe).
78. 郑杭生, 王万俊 (Zheng, Hangsheng et al., 2000), *Ershi shiji zhongguo shehuixue bentuhua* (《二十世纪中国的社会学本土化》, *Localisation de la sociologie chinoise à travers le XXème siècle*), Pékin, 党建读物出版社 (Dangjian duwu chubanshe).
79. 周尔鎏, 张雨林主编 (Zhou, Erliu et al., sous la direction de, 1991), *Chengxiang xietiao fazhan yanjiu* (《城乡协调发展研究》, *Etudes du développement coordonné entre les villes et les campagnes*), Nanjing, 江苏人民出版社 (Jiangsu renmin chubanshe).
80. 周天游主编 (Zhou, Tianyou, sous la direction de, 1995), *Diyu shehui yu chuantong zhongguo* (《地域社会与传统中国》, *La société régionale et la Chine traditionnelle*), Xi'an, 西北大学出版社 (Edition de l'Université de Xibei).
81. 朱鸿林 (Zhu, Honglin, 2000), "Mingdai jiajing nianjian de zengcheng shati xiangyue" ("明代嘉靖年间的增成沙堤乡约", Le pacte rural de Zengcheng Shadi de l'ère Jiajing dans la dynastie Ming), 《燕京学报 新八期》(*Journal of Yen-Ching*, New series 8), pp. 107-159.
82. 朱鸿林主编 (Zhu, Honglin, sous la direction de, 1988),*Changshan zhenzhi* (《长山镇志》, *Monographie géographique de Changshan*), publication informelle.
83. 朱熹 (Zhu, Xi), *Zhuzi wenji* (《朱子文集 · 增损吕氏乡约》, *Œuvres de Zhu Xi*), Vol. 74, 卷第七十四, 德富古籍丛刊，陈俊民校订，余英时序，台湾中央研究院历史语言研究所汉籍全文资料库指定版本, pp.3739-3751.
84. *Chengshi yu xiangcun, zhongguo chengxiang maodun yu xietiao fazhan yanjiu* (国情研究第 3 号报告, 《城市与乡村—中国城乡矛盾与协调发展研究》, *Villes et campagnes—études des*

contradictions et du développement coordonné entre villes et campagnes), sous la direction du groupe d'analyse et de recherche sur l'Etat relevant de l'Académie des Sciences de Chine (中国科学院国情分析研究小组), le 3e rapport de la recherche de l'Etat, Pékin, 科学出版社 (Kexue chubanshe), 1994.
85. *Chujia zhenzhi* (《初家镇志》, *Dossiers du bourg de Chujia*), publication informelle, 1988.
86. *Fazhan zhong de Qingdao* 1949-1999 (《发展中的青岛 : 1949-1999》, *Qingdao en voie de développement : 1949-1999*), Pékin, 中国统计出版社 (Editions des statistiques chinoises), 1999.
87. *Henan nongcun tongji nianjian* (《河南农村统计年鉴》, *Annuaires rurales de la province du Henan*), Pékin, 中国统计出版社 (Editions des statistiques chinoises).
88. *Henan shengzhi* (《河南省志》, *Une série de documents de la province du Henan*), sous la direction de Shao Wenjie (邵文杰), 100 volumes au total, Zhengzhou, 河南人民出版社 (Henan renmin chubanshe).
89. *Hongguan jingji fenxi* (《宏观经济分析》, *Analyse sur la macro-économie : 1995-1996*). Pékin, 地图出版社 (Ditu chubanshe), 1996.
90. *Longkou shizhi* (《龙口市志》, *Histoire de la ville Longkou*), sous la direction du Comité de compilation de l'histoire locale de Shandong Longkou (山东省龙口市史志编纂委员会), Jinan, 齐鲁书社 (Qilu shushe), 1995.
91. *Nanyang diqu zhi* (《南阳地区志》上、中、下, *Dossiers de la région de Nanyang*, tomes I, II, III), Zhengzhou, 河南人民出版社 (Henan renmin chubanshe), 1994.
92. *Xiangshou jiyao hechao* (《乡守辑要合钞》, *Essentiel des pactes et des règles ruraux collectionnés*) 全一帙二册, Tokyo, Tôyô Bunka kenkyûsho, l'Université de Tokyo (东京大学东洋文化研究所 : 仁井田文库-史 N2237).
93. *Rongcheng shizhi* (《荣成市志》, *Histoire de la ville Rongcheng*), sous la direction du comité de compilation de l'histoire locale de Shandong Rongcheng (山东省荣成市地方史志编纂委员会编), Jinan, 齐鲁书社 (Qilu shushe), 1999.
94. *Shandong hongguan jingji—2002 nian xingshi yu duice* (《山东宏观经济－2002 年形势与对策》, *La macro-économie de Shandong—les circonstances et les contre-mesures*), Jinan, 山东人民出版社 (Shandong renmin chubanshe), 2002.
95. *Shandong shengzhi* (《山東省志》, *Une série de documents de la province de Shandong*), sous la direction du Département de l'histoire locale de Shandong), 83 volumes au total, Jinan, 山东人民出版社 (Shandong renmin chubanshe).
96. *Shenghua nongcun gaige wenti yanjiu* (《深化农村改革问题研究》, *Recherche sur l'approfondissement de la réforme rurale*), Pékin, 中国展望出版社 (Zhongguo zhanwang chubanshe), 1990.
97. *Xiaochengzhen fazhan zhengce yu shijian* (《小城镇发展政策与实践》, *Politiques et pratiques de développer des petites villes), sous la direction du groupe du Conseil d'Etat* (国务院研究室课题组编著), Pékin, 中国统计出版社 (Editions des statistiques chinoises), 1994.
98. *Xinzhongguo wushinian—Shandongjuan* (《新中国五十年 : 山东卷》, *50 ans de la nouvelle Chine : Shandong*), Pékin, 中国统计出版社(Editions des statistiques chinoises), 1999.
99. *Yantai gangshi* (《烟台港史 (古代和近代部分)》, *Histoire du port de Yantai* : *les parties ancienne et moderne*), Pékin, 人民交通出版社 (Renminjiaotong chubanshe), 1988.
100. *Yantai jingji gaige shi'er nian* (《烟台经济改革十二年: 1979-1990》, *12 ans de la réforme économique de Yantai : 1979-1990*), sous la direction du Comité de la réforme des systèmes économiques de Yantai (烟台市经济体制改革委员会编), Pékin, 改革出版社 (Gaige chubanshe), 1991.
101. *Yantai shizhi* (《烟台市志》, *Dossiers de la municipalité Yanati*, Tome I, II), sous la direction du Comité de compilation de l'histoire locale de Yanati (烟台市地方史志编纂委员会办公室编), Pékin, 科学普及出版社 (Kexuepuji chubanshe), 1994.

102. *Yantai nianjian* (《烟台年鉴》, *Annuaire de Yantai*), 1990 et 1991 à Pékin, 科学普及出版社 (Kexuepuji chubanshe) ; 1995-1996 à Jinan, 齐鲁书社 (Qilu shushe) ; 1998-1999 à Pékin, 华夏出版社 (Huaxia chubanshe) ; 2000 à Pékin, 长虹出版公司 (Changhong chuban gongsi) ; 2001 à Pékin, 亚洲传播出版社 (Yazhou chuanbo chubanshe) ; 2002 et 2003 à Pékin, 当代中国出版社 (Dangdaizhongguo chubanshe).
103. *Zhongguo jindai nongyeshi ziliao* (《中国近代农业史资料》, *Documents sur l'histoire de l'agriculture en Chine moderne*) Tome I (1840-1911), sous la direction de Li Wenzhi (李文治) ; Tome II (1912-1927) et Tome III (1927-1937), sous la direction de Zhang Youyi (章有义), Shanghai, 三联书店 (Sanlianshu dian), 1957.
104. *Zhongguo nongcun shehui jingji dianxing diaocha* (《中国农村社会经济典型调查(1985)》, *Les enquêtes des modèles socio-économiques dans les campagnes chinoises*), Pékin, 中国社会科学出版社 (Editions des Sciences Sociales de Chine), 1988, pp. 256-264 (la province de Shandong) et pp. 264-298 (la province de Henan).
105. *Zhongguo nongye nianjian* (《中国农业年鉴》1980-2004, *Annuaires de l'agriculture chinoise*), Péikin, 中国农业出版社 (Zhongguo nongye chubanshe), 1980-2004.
106. *Zhongguo xiangzhenqiye tongji nianjian* (《中国乡镇企业统计年鉴》, *Annuaires des enterprises rurales de Chine*), Pékin, 中国农业出版社 (Zhongguo nongye chubanshe).
107. *Zhongguo nongcun fazhan yanjiu baogao*, No. 3 (《中国农村发展研究报告》, *Le 3^{e} rapport de la recherche sur le développement rural de la Chine*), sous l'édition de l'Institut d'études du développement rural en relevant de l'Académie des sciences sociales de Chine, Pékin, 社会科学文献出版社 (Shehuikexue wenxian chubanshe), 2002.
108. *Zhongguo shehui xingshi fenxi yu yanjiu* (《中国社会形势分析与预测: 2004》, *Analyses et prévisions sur la situation sociale de la Chine en 2004*), sous la direction de Ru Xin (汝信) et al., Pékin, 社会科学文献出版社 (Shehuikexue wenxian chubanshe), 2004.
109. *Zhongguo jingji xingshi fenxi yu yuce* (《中国经济形式分析与预测: 2004》, *Analyses et previsions sur la situation économique de la Chine en 2004*), sous la direction de Liu, Guoguang (刘国光) et al., Pékin, 社会科学文献出版社 (Shehuikexue wenxian chubanshe), 2004.
110. *Zhongguo cunzhuang de gongyehua moshi* (《中国村庄的工业化模式》, *Les modèles de l'industrialisation des villages chinois*), réalisé par l'Institut d'études du développement rural à l'Académie des sciences sociales de Chine (中国社会科学院农村发展研究所组织与制度研究室), Pékin, 社会科学文献出版社 (Shehuikexue wenxian chubanshe), 2002.
111. *Zhonghuaminguoshi dang'an ziliao huibian* (民国史档案文献,《中华民国史档案资料汇编—财政经济：农业》, *Corpus d'archives et de documents de la République—la finance et l'économie : Agriculture*), SSREADER, E-book.
112. *Zouping nianjian, 1986-1995* (《邹平年鉴 1986-1995》, *Annuaires de Zouping : 1986-1995*), sous la direction du Département de comiler l'histoire locale de Zouping (山东省邹平县地方史志编纂委员会办公室编), Jinan, 齐鲁书社 (Qilu shushe), 1997.
113. *Zouping Nianjian, 1996-1998* (《邹平年鉴 1996-1998》, *Annuaires de Zouping : 1996-1998*), sous la direction du Département de comiler l'histoire locale de Zouping (山东省邹平县地方史志编纂委员会办公室编), Pékin, 中华书局 (Zhonghua shuju), 2001.

En japonais

1. 天児慧、菱田雅晴 (Amako, Satoshi et Hishida, Masaharu, sous la direction de, 2000), *Shinsô no chûgoku shakai* (『深層の中国社会』, *La société fondamentale de la Chine*), Tokyo, 勁草書房 (Keiso shobo).
2. 天野元之助 (Amano, Motonosuke, 1979), *Chûgoku nôgyô no chiïkiteki tennkai* (『中国農業の

地域的展開』, *Le développement de l'agriculture de la Chine*), Tokyo, 能渓書舎(Nokei shosha).
3. 天野元之助 (Amano, Motonosuke, Tome I-1952, Tome II-1953), *Chûgoku nôgyô no sho mondai* (『中国農業の諸問題』, *Plusieurs questions sur l'agriculture chinoise*), Tokyo, 技報堂 (Gihodo).
4. 朝倉美香(Asakura, Mikaori, 2005), *Shinmatsu-Minkokugo kyôson niokeru gimukyôïku jisshi katei ni kansuru kenkyu* (『清末・民国期郷村における義務教育実施過程に関する研究』, Recherche sur le processus de l'éducation obligatoire de la fin de la dynastie Qing et la période de la République), Tokyo, 風間書房 (Kazama shobo).
5. 浅沼かおり (Asamanu, Kaöri, 1994), *Nôson shûdanka seisaku kitei made no seiji katei (1949-1955) : Mao Takutô pendant la formation de l'Etat* (『農村集団化政策決定までの政治過程(1949-1955):国家形成期の毛沢東』, *Le processus de la collectivisation : Mao Zedong dans la formation de l'Etat*), Tokyo, アジア政経学会 (Asia Seikei gakkai).
6. 星斌夫 (Hoshi, Ayaö, 1988), *Chûgoku no shakai fukushi no rekishi* (『中国の社会福祉の歴史』, *Histoire du système de la sécurité sociale de la Chine*), Tokyo, 山川出版社 (Yamakawa shuppansha).
7. 胡鞍钢 (Hu, Angang, 2003), Kakute Chûgoku ha Amerika wo oïnuku—Hu to Wen taisei no senryaku (『かくて中国はアメリカを追い抜く—胡锦涛、温家宝体制の戦略』, *Alors la Chine va laisser les Etats-unis en arrière—la Stratégie de HU Jingtao et WEN Jiabao*), Tokyo, PHP 研究所, Japan UNI Agency.
8. Hu, Jingliang (traduit de chinois, 1940), Kananshô no mengyô (『河南省の棉業』, *L'industrie du coton dans la province de Henan*), Mantetsu chôsa geppo, Vol. 20, No. 9, 満鉄調査月報別冊 18 号, septembre 1940.
9. Huang, Ray (traduit, 1981), *Manreki jûgonen—1587 bunmei no higeki* (『万暦十五年－1587 文明の悲劇』, *A year 1587*), Tokyo, 東方書店 (Toho shoten).
10. 福武直、松原治郎 (Fukutake, Tadashi et Matushara, Jirô 1967), *Shakai chosahô* (『社会調査法』, *Méthodologie des enquêtes sociales*), Tokyo, 有斐閣双書(Yuhikaku).
11. 福武直 (Fukutake, Tadashi, 1946), *Chûgoku nôson shakai no kôzô* (『中国農村社会の構造』, *Les structures de la société rurale en Chine*), Kyoto, 大雅堂 (Taigado).
12. 今堀誠二 (Imahori, Seiji, 1953), *Chûgoku no shakai kôzô* (『中国の社会構造』, *La structure de la société chinoise*), Tokyo, 有斐閣 (Yuhikaku).
13. 今井清一、藤井昇三編 (Imai, Seiïchi et Shôzô Fujiï, sous la direction de, 1983), *Ozakai Hotsumi no chûgoku kenkyu* (『尾崎秀実の中国研究』, *Les études chinoises de OZAKAI Hotsumi*), Tokyo, アジア経済研究所 (Asia keizai kenkyusho).
14. 井上徹 (Inokami, Toru, 1986), "Huang Zuo 'Taiquan kyôrei' no sekai—kyôyakuni kanren shite" (「黄佐'泰泉乡礼'の世界－郷約に関連して」 ("HUANG Zuo : Le monde du rituel communal de *Taiquan* à propos des pactes ruraux"), *Tôyô Gakuhô* (『東洋学報』67/3-4, Vol. 67), pp. 81-111.
15. 上仲尚明 (Kaminaka, Naöaki, 1914), *Kôshûwan shôshi* (『膠州湾詳誌』, *Details de la Baie Jiaozhou*), Tokyo.
16. 河上光一 (Kawakami, Kôïchi, 1982), *Sondai no keizai seikatsu* (『宋代的経済生活』, *La vie économique dans la dynastie Song*), Tokyo, 吉川弘文館 (Yoshikawa bunkan).
17. 川勝守 (Kawakatsu, Mamoru, 1992), *Minshin kônan nôgyô keizaishi kenkyu* (『明清江南農業経済史研究』, *Etudes de l'histoire de l'économie agricole de Jiangnan dans les dynasties Ming et Qing*), Tokyo, 東京大學出版会 (Editions de l'Université de Tokyo).
18. 小林弘二 (Kobayashi, Kôji, 1997), *Nijûseiki no nômin kakumei to kyôsanshugi wundô : Chûgoku niokeru nôgyô shûtanka no seisan to gakai* (『二〇世紀の農民革命と共産主義運動：中国における農業集団化政策の生成と瓦解』, *Révolution paysanne et mouvement communiste du XXème siècle : la formation et l'effondrement de la collectivisation en Chine*), Tokyo,

勁草書房 (Keiso shobo).
19. 小林弘二 (Kobayashi, Kôji, 1986), *Kyû Chûgoku nôson saikô—henkaku no kiten wo towu* (『旧中国農村再考－変革の起点を問う』, *Reconsidération sur les anciennes campagnes Chinoises—question sur la base du changement*), Tokyo, アジア研究所 (Asia kenkyusho).
20. 小林弘二編 (Kobayashi, Kôji, sous la direction de, 1987), *Chûgoku nôson henkaku saikô—dentô nôson to henkaku* (『中国農村変革再考 : 伝統農村と変革』, *Réflexion sur la transformation rurale en Chine : la tradition et le changement*), Tokyo, アジア経済研究所 (Asia keizai kenkyusho).
21. 小竹一彰 (Kotake, Kazuaki, 1983), *Kokyô naisen shoki no tochi kaikaku niokeru taishû wundô* (『国共内戦初期の土地改革における大衆運動』(*Mouvements de masse dans la réforme agraire au début de la guerre civile entre le Parti communiste et le Parti nationaliste*), Tokyo, アジア政経学会 (Asia seikei gakkai).
22. 小島晋治, 大里浩秋, 並木頼寿編 (Kojima, Shinji et al., sous la direction de, 2001), *Nijûseiki no Chûgoku kenkyu—sono isan wo dô ikasu ka?* (『20 世紀の中国研究－その遺産をどう生かすか』, *Etudes chinoises du XXème siècle—comment réagir l'héritage?*), Tokyo, 研文出版 (Kenbun shuppan).
23. 栗林宣夫 (Kuribashi, Senö, 1971), *Rika seido no kenkyu* (『里甲制度の研究』, *Etudes du système de Ljia*), Tokyo, 文理書院 (Bunri shöin).
24. 李沢厚 (Li, Zehou, 1989), *Chûgoku no bunka shinri kôzô—gendai Chûgoku wo kaiken* (『中国の文化心理構造－現代中国を解鍵』, *Structure de la pyschologie culturelle chinoise*), Tokyo, 平凡社 (Hibonsha).
25. 路遥, 佐々木衛編 (Lu, Yao et E Sasaki sous la direction de, 1990), *Chûgoku no kuni, mura, kamisama—kindai kahoku nôson shakai ron* (『中国の家、村、神神－近代華北農村社会論』, *Familles, Villages et Dieus de la Chine—sur la société rurale moderne de Huabei*), Tokyo, 東方書店 (Toho shoten).
26. 松崎雄二郎 (Matsusaki, Yûjiro, 1940), *Hokushi kezai kaihatsu ron—Santôshô no sai ninshiki* (『北支経済開発論—山東省の再認識』, *Sur le développement économique du Nord de la Chine—Reconnaissance de la province de Shandong*), Les editions de 大モンド社.
27. 三谷孝編 (Mitsutani, Takashi, sous la direction de, 1999, 2000), *Chûgoku nôson henkaku to kazoku, sonraku et kokka : Kahoku nôson chôsa no kiroku*, Tome I, II (『中国農村変革と家族・村落・国家 : 華北農村調査の記録』第一、第二巻, *Le changement rural et les familles, les villages et l'Etat : rapport des enquêtes dans les villages du Nord*), Tokyo, 汲古書院 (Kyuko shöin).
28. 三谷孝ほか (Mitsutani, Takashi et al. 2000), *Mura kara Chûgoku wo yomu : Kahoku nôson gojûnen shi* (『村から中国を読む：華北農村五十年史』, *Lire la Chine à partir du village : l'histoire cinquantenaire de la région rurale du Huabei*), Tokyo, 青木書店 (Aoki shoten).
29. 溝口雄三 (Mizoguchi, Yuzo, 1989), *Hôhô toshite no Chûgoku* (『方法としての中国』, *Méthodologies de la Chine*), Tokyo, 東京大學出版会 (Editions de l'Université de Tokyo), pp. 174-194.
30. 毛里和子編（Môri, Kazuko, sous la direction de, 1990,1991）, Gendai Chûgoku ron I. *Mao Takutô jidai no Chûgoku* (現代中国論 1『毛沢東時代の中国』, Une série de la Chine contemporaine : I. *La Chine à l'époque Maoïste*) ; Gendai Chûgoku ron II. *Kaikaku, Kaihou jidai no Chûgoku* (現代中国論 2『改革・開放時代の中国』, Une série de la Chine contemporaine : II. *La Chine à l'époque de l'ouverture et de la réforme*) ; Gendai Chûgoku ron III. *Shijô keizaika no nakano Chûgoku* (現代中国論 3『市場経済化の中の中国』, Une série de la Chine contemporaine : III. *La Chine dans la transition de l'économie de marché*), Tokyo, 日本国際問題研究所 (Institut d'études internationales de Japon).
31. 森時彦 (Mori, Tokihiko, sous la direction, 2001), *Chûgoku kindai no toshi to nôson* (『中国近代の都市と農村』, *Villes et campagnes de la Chine moderne*), Kyoto, Kyoto daigaku zinbun

kagaku kenkyusho (京都大学人文科学研究所, Institue for research in humanities, Kyoto University).
32. 森時彦 (Mori, Tokihiko, 2001), *Chûgoku kindai mengyôshi no kenkyu* (『中国近代綿業史の研究』, *Recherche de l'histoire du textile en Chine moderne*), Kyoto, 京都大学学術出版会 (Kyoto daigaku gakujutsu shuppankai, Kyoto University Press).
33. 村松祐次 (Muramatsu, Yuji, 1970), *Kindai kônan no sozan : Chûgoku tochiseido kenkyu* (『近代江南の租栈 : 中国土地制度研究』, *Jiangnan--Etudes de systèmes de la propriété foncière*), Tokyo, 東京大学出版会 (Editions de l'Université de Tokyo).
34. 村松祐次 (Muramatsu, Yuji, 1949/1975), *Chûgoku keizai no shakai taisei* (『中国経済の社会態制』, *Les modèles sociaux de l'économie chinoise*), Tokyo, 東洋経済新報社 (Toyo keiza shinbunsha).
35. 村松祐次 (Muramatsu, Yuji, 1963), *Kaigai niokeru saikinno Chûgoku kenkyu no jôkyô* (『海外における最近の中国研究の状況』, *Rapport des études récentes sur la Chine à l'étranger*), Tokyo, アジア経済研究所 (Asia keizai kenkyusho).
36. 内藤湖南 (Naitô, Konan, 1972), *NAITO Konan senshû* (『内藤湖南全集』 Volume 5, *Oeuvres complètes de NAITO Konan*), Tokyo, 築摩書房 (Chikuma shobo).
37. 中兼和津次 (Nakagane, Katsuji, 1992), *Chûgoku keizai ron—Nôkô kankei no seiji keizaigaku* (『中国経済論－農工関係の政治経済学』, *Sur l'économie de la Chine—l'économie politique des relations agriculture-industrie*), Tokyo, 東京大學出版会 (Editions de l'Université de Tokyo).
38. 中兼和津次編 (Nakagane, Katsuji, sous la direction de, 1981), *Kyû Manshû nôson shakai keizai kôzô no bunseki* (『旧満州農村社会経済構造の分析』, *Analyse sur la stucture socio-économique de la société rurales en Manchuri*), Tokyo, アジア政経学会 (Asia seikei gakkai).
39. 中兼和津次編 (Nakagane, Katsuji, sous la direction de, 1997), *Kaikaku igono Chûgoku nôson shakai to keizai—Nichû kyôdô chôsa ni yoru jitai bunseki* (『改革以後の中国農村社会と経済－日中共同調査による実態分析』, *La société et l'économie rurales de la Chine depuis la réforme—Analyse sur les enquêtes conjointes entre la Chine et le Japon*), Tokyo, 筑波書房 (Tsukuba shobo).
40. 中兼和津次編著 (Nakagane, Katsuji, sous la direction de, 2002), *Chûgoku nôson keizai to shakaino hendô* (『中国農村経済と社会の変動』, *Mutation de l'économie et de la société rurales en Chine*), Tokyo, 御茶の水書房 (Ochanomizu shobo).
41. 中野謙二 (Nakano, Kenji, 1997), *Chûgoku no shakai kôzô : Kindaika ni yoru henyô* (『中国の社会構造: 近代化による変容』, *La structure de la société chinoise : l'apparence différente à travers la modernisation*), Tokyo, 大修館書店 (Taïshûkan shoten).
42. 仁井田昇（Niïda, Noboru, 1960, 1980）, *Chûgoku hôseishi kenkyu : Tochihô-Torihikihô* (『中国法制史研究 : 土地法・取引法』, *Etudes de l'histoire du système juridique de la Chine : lois de la terre et de l'échange*), Tokyo, 東京大學出版会 (Editions de l'Université de Tokyo).
43. 仁井田昇編 (Niïda, Noboru, sous la direction, 1951), *Kindai chûgoku no shakai to keizai* (『近代中国の社会と経済』, *La société et l' économie de la Chine moderne*), Tokyo, 刀江書院 (Katanakawa shöin).
44. 仁井田昇（Niïda, Noboru, 1952）, *Chûgoku no nôson kazoku* (『中国の農村家族』, *Clans et familles rurales de la Chine*), Tokyo, Tokyo daigaku Toyo bunko kenkyusho (東京大學東洋文化研究所, Université de Tokyo)
45. 西嶋定生 (Nishijima, Sadao, 2002), *Chûgoku kodai teikoku no chitsujo, kôzô to nôgyô* (『中国古代帝国の秩序、構造と農業』, *L'ordre, la structure et l'agriculture de l'ancien empire chinois*), Tokyo, 岩波書店 (Iwanami shoten).
46. 西村成雄 (Nishimura, Shigeö, 1991), *Chûgoku nashonarizumu to minshushugi: nijûseiki Chûgoku seijishi no aratana shikai* (『中国ナショナリズムと民主主義 : 二〇世紀中国政治史の

新たな視界』, *Nationalisme et Démocratie de la Chine—nouvelle perspective de l'histoire politique dans le XXème siècle*), Tokyo, 研文出版 (Kenbun shuppan).
47. 小山正明 (Oyama, Masaaki, 1992), *Minshin shakai keizaishi kenkyu* (『明清社会経済史研究』, *Etudes de l'histoire socio-économique des dynasties Ming et Qing*), Tokyo, 東京大學出版会 (Editions de l'Université de Tokyo).
48. 酒井忠夫 (Sakaï, Tadao, 1960), *Chûgoku zensho no kenkyu* (『中国善书の研究』, *Etudes de livres exhortations de la Chine*), Tokyo, 東京図書刊行会 (Tokyo tosho kankokai).
49. 佐々木衛編 (Sasaki, E, sous la direction de, 1992), *Kindai Chûgoku no shakai to minshû bunka – Nichû kyôdô kenkyu : Kahoku nôson shakai chôsa shiryo shû* (『近代中国の社会と民衆文化－日中共同研究・華北農村社会調査資料集』, *La société et la culture populaire de la Chine moderne—coopération d'études sino-japonaises : recueil des enquêtes de la société rural du Nord*), Tokyo, 東方書店（Toho shoten）.
50. 佐藤慎一 (Satô, Shinïchi, 1996), *Kindai Chûgoku no chishikijin to bunmei* (『近代中国の知識人と文明』, *Intellectuels et civilization de la Chine moderne*), Tokyo, 東京大学出版会 (Editions de l'Université de Tokyo).
51. 斯波義信 (Shiba, Yoshinobu, 1988, 2001), *Sondai kônan keizaishi no kenyu* (『宋代江南経済史の研究』, Etudes de l'histoire économique de Jiangnan dans la dynastie Song), Tokyo, 汲古書院 (Kyuko shöin).
52. 杉本俊朗 (Sukimoto, Toshiro, traduit de, 1934), *Tôa(jia) yosennen no nômin* (『東亜四千年の農民』, F. H. King, *Farmers of fourty centuries or permanent agriculture in China, Korea and Japan*), Tokyo, 栗田書店 (Kurita shoten).
53. 田原史起 (Tawara, Fumiki, 1999), *Gendai Chûgoku nôson niokeru kenryoku to shihai* (『現代中国農村における権力と支配』, *Le pouvoir et le contrôle dans les milieux ruraux de la Chine contemporaine*), Tokyo, アジア政経学会 (Asia seikei gakkai).
54. 田原史起 (Tawara, Fumiki, 2000), "Sonraku tôji to sonmin jichi—dentôteki kenryoku kôzô karano apurôchi" (「村落統治と村民自治－伝統的権力構造からのアプローチ」, "La domination des villages et l'automie des villageois—l'approche de la structure du pouvoir traditionnel"), dans 天児慧、菱田雅晴 (Amako, Satoshi et Masaharu Hishida, sous la direction de, 2000), pp. 85-117.
55. 田原天南 (Tahara, Ten'nan, 1914), *Kôshuwan* (『膠州湾』, *La baie de Jiaozhou*), Dairen (Dalien), 満州日日新聞社 (Manshu nichinichi shinbusha).
56. 竹内実 (Takeuchi, Minoru, 1967), *Chûgoku no shisô—dentô to gendai* (『中国の思想－伝統と現代』, *La pensée chinoise—la tradition et la modernité*), Tokyo, 日本放送出版協会 NHK ブックス (Nihon hoso shuppan kyokai NHK books).
57. 田嶋俊雄 (Tajima, Toshio, 1996, 1998), *Chûgoku nôgyô no kôzô to hendô* (『中国農業の构造と変動』, *Changement de la structure agricole de la Chine*), Tokyo, 御茶の水书房 (Ochanomizu shobo), 1996 ; La version en chinois, 『中国農業的結構与変動』, Pékin, 経済科学出版社 (Jingjikexue chubanshe), 1998.
58. 寺田浩明 (Terada, Hiroaki, 1998), "Minshin jidai hôchitsujo nakano 'yaku' teki seishitsu" (「明清時代法秩序中"约"的性质」, "La nature du 'contrat' dans l'ordre juridique des dynasties Ming et Qing") , dans 滋贺秀三等著，王亚新、梁治平编，王亚新等译 (Hidesabu Shiga, traduit par WANG Yaxin et al., 1998), Mingqing shidai minshi shenpan yu minjian qiyue (《明清时代民事审判与民间契约》, *Jugements civils et contrats civils des dynasties Ming et Qing*), Pékin, 北京法律出版社 (Beijing falü chubanshe), pp. 130-190.
59. 戸川芳郎、蜂屋邦夫、溝口雄三 (Togawa, Yoshio, Kunio Hachiya et Yuzo Mizoguchi, 1987), *Jûkyôshi* (『儒教史』, *Histoire du Confucianisme*), Tokyo, 山川出版社 (Yamakawa shuppansha).
60. 内山雅生 (Uchiyama, Masao, 2003), *Gendai Chûgoku nôson to 'kyôdôtai'—tenkanki Chûgoku kahoku nôson niokeru shakai kôzô to nômin* (『現代中国農村と「共同体」—転換期中

国華北農村における社会構造と農民』, *La Chine rurale moderne et la 'communauté'—la structure sociale et les paysans dans la transition en region de Huabei*), Tokyo, 御茶の水書房 (Ochanomizu shobo).
61. 上野和彦 (Ueno, Kazuhiko, 1993), *Gendai chûgoku no gôshin kigyô* (『現代中国の乡镇企業』, *Les enreprises rurales en Chine contemporaine*), Tokyo, 大明堂 (Taimeido).
62. 渡辺欣雄 (Watanabe, Yoshio, 1991), *Kanminzoku no shûkyô—shakai jinruigakuno kenkyu* (『漢民族の宗教－社会人類学の研究』, *Religions de l'éthnie Han—approche de la socio-anthropologie*), Tokyo, 第一書房 (Daiïchi shobo).
63. 吴金成 (Wu, Jin-cheng, traduit de la langue coréenne par DU Changhong, 1990), *Minchô shakaikeizaishi kenkyu—shinshisô no keisei to sono shakai keizai deki yakuwari* (『明朝社会経済史研究—紳士層の形成とその社会経済的役割』, *Les études de l'histoire socio-économique dans la dynastie Ming : la formation des élites locales et leur rôle socio-économique*), Tokyo, 汲古書院 (Kyuko shöin).
64. 山内一男編 (Yamano'uchi, Kazuo, sous la direction de, 1989), *Chûgoku keizai no tenkan* (『中国経済の転換』, *Transition de l'économie chinoise*), Tokyo, 岩波書店 (Iwanami shoten).
65. 严善平 (Yan, Shanping, 1992), *Gendai Chûgoku nôson no shakai to keizai* (『現代中国农村の社会と経済』, *La société et l'économie rurales en Chine moderne*), Tokyo, アジア政経学会 (Asia seikei gakkai).
66. 严善平 (Yan, Shanping, 2002), *Nômin kokka no katei* (『農民国家の課題』, *Le thème des rapports Etat-paysannerie*), Nagoya, 名古屋大学出版会 (Nagoya University Press).
67. 石田浩 (Yishida, Hiroshi, 1995), *Chûgoku nôson keizai no kiso kôzô—Shanhai kinkyoku nôson no kôgyôka to kindaika no ayumi* (『中国農村経済の基礎構造－上海近郊農村の工業化と近代化のあゆみ』, *La structure fondementale de l'économie agricole—Processus de l'industrialisation et la modernisation en périphérie de Shanghai*), Kyoto, 晃洋書房 (Koyo shobo).
68. 张玉林 (Zhang, Yülin, 2001), *Tenkanki no Chûgoku koka to nômin (1978-1998)* (『転換期の中国国家と農民（1978－1998）』, *l'Etat et la paysannerie dans la transition chinoise*), Tokyo, 農林統計協会 (Nonrin tokei kyokai).
69. *Chûgoku nôson shijô no henka* (『中国農村市場の変化』, *Changement de marchés ruraux en Chine*), 大阪市立大学経済研究所中国研究班編 (Sous la direction du groupe d'études chinoises à l'Institut d'études de l'économie, l'Université d'Ôsaka), Ôsaka, 大阪市立大学 (Université d'Ôsaka municipale), 1955.
70. 加藤祐三ほか (Kato, Yuzo et al., traduit de Hinton, William, 1976), *Hanshin—aru Chûgoku nôson no kakumei no kiroku* (『翻身－ある中国農村の革命の記録』, *Fanshen : a documentary of revolution in a Chinese village*), Tokyo, 平凡社 (Hibonsha).
71. *Santôshô wuchengken nôson chosa hôkoku* (『山東省武城県農村調査報告』, *Rapport des enquêtes dans la région rurale de Wucheng, Shandong*), 東京大学社会科学研究所調査報告第 26 号、1993 年 2 月 (Rapport des enquêtes de l'Institut d'études des sciences sociales, Université de Tokyo), No. 26, février 1993.
72. "Nihonjin niyoru senzen, sengono Chûgoku nôson chosa" (「日本人による戦前，戦後の中国農村調査」, Selon les enquêtes rurales des Japonaises avant et après la guerre sino-japonaise), *Chûgoku kenkyu geppo* (『中国研究月報』), Vol. 52, No. 2, 1998.
73. *Higashi Asia niokeru koka to nômin : Nishijiama Sadao hakasei kanreki kinen* (『東アジア史における国家と農民 ： 西嶋定生博士還暦記念』, *L'Etat et la paysannerie dans l'histoire en Asie de l'Est : l'hommage à NISHIJIMA Sadao, son anniversaire de 60 ans*), Tokyo, 山川出版社 (Yamakawa chuppansha), 1984.
74. *Chûgoku nenkan* (『中国年鑑』, *Annuaires de la Chine, 1997-2005*), Tokyo, 中国研究所 (Chûgoku kenkyusho).
75. *Chûgokushi no saikôzô—kokka to nômin* (Sous la direction de la société d'études de la

Chine, 1983), (中国史研究会編『中国史の再構造—国家と農民』, *La reconstruction de l'histoire chinoise—l'Etat et la paysannerie*), Kyoto, 文理閣 (Bunrikaku).
76. *Chûgoku nôson kankô chôsa* (中国農村慣行調査慣行会編, 『中国農村慣行調査』, *Les enquêtes des coutumes rurales en Chine*), le total 6 tomes. Les enquêtes ont eu lieu entre 1940 et 1942, Tokyo, 岩波書店 (Iwanami shoten), 1952-1958.
77. *Santô oyobi Kôshuwan* (東亜同文会調査編纂部,『山東及膠州湾』, *La province de Shandong et la baie de Jiaozhou*, sous la direction de l'Association Tôa Dôbunkai), Tokyo, 東京博文館 (Tokyo hakubunkan).
78. *Santô hantô* (『山東半島』, *La Péninsule de Shandong*), Tokyo, 冨山房 (Fuzanbo), 1914, le lieu de la publication non claire.
79. *Santôshô —nôson niokeru shakai keizai jijô* (『山東省－農村（長耀屯）における社会経済事情－附同村に於ける—農家の経済』, 満鉄経済調査会), Dalian, 満鉄 (Mantetsu), 1935.
80. *Santôshô keizai chôsa shiryo*, Tome III. *Santô nôgyô keizai ron* (『山東省経済調査資料第 3 辑 : 山東農業経済論』, Documents des enquêtes sur l'économie de la province de Shandong, No. 3. *Sur l'économie agricole*), 満鉄経済調査会 (Sous le Département des enquêtes économiques de la Société Mantetsu), Dairen (Dalian en chinois), 満鉄 (Mantetsu), 1936.
81. *Santô mengyô chosa hôkoku* (『山東棉業調査報告』, *Rapport des enquêtes du conton de Shandong*), 満鉄北支事務局調査部 (sous la branche des affairs du Nord relevant du Département de la Société Mantetsu), 1938.
82. *Shito kinkô niokeru nôson jitai chôsa hôkoku* (『青島近郊に於ける農村実態調査報告－青島特別市李村区韓哥莊』, *Rapport des milieux ruraux dans la périphérie de Qingdao—le village de Hange relevant du district Licun*), 満鉄北支事務局調査部 (Sous la branche des affaires du Nord en relevant du Département de la Société Mantetsu), 1939.
83. *Hokushi nôson chosa hôkoku 1—Huiminken hepingkyô sunjiamiao* (『北支農村概況調査報告（一）－惠民県第一区和平郷孫家廟』, *Rapport des enquêtes sur les regions rurales du Nord 1 : le village Sunjia en relevant de la sous-préfecture Huimin*), 満鉄調査部 (Sous la direction du Département de la Société Mantesu), Dairen, 満鉄 (La Société du chemin de fer mandchou au sud),1939.
84. *Shina no dôran to santô nôson* (『支那の動乱と山東農村』, *Les insurrections et les campagnes de Shandong*), sous la direction de Mantetsu chôsaka, 1934.
85. *Santôshô nômin bôdôshi kaiyô* (『山東省農民暴動史概要』, *Résumé sur les insurrections paysannes dans la province de Shandong*), Qingdao, Huabei nongshi shiyanchang Qingdao zhuchang, 1930.

Glossaire

Badao (霸道), méthode de gouvernance avec la puissance
Dadui (大队), brigade dans la Commune populaire (1958-1983)
Baitiao (白条), les papiers blancs, employés comme reçus des paysments lors de paysans déposant leur productions alimentaires
Baojia (保甲), système de surveillance au sein des familles
Baochandaohu (包产到户), responsabilité d'un quota de production par foyer dans les campagnes
Baogandaohu (包干到户), responsabilité d'une tâche entière par foyer dans les campagnes
Caoliang (漕粮), impôt en céréales transportées par les rivières et le Grand Canal
Chaiyao (差徭), les taxes et les corvées provisoires
Chenji chenwu (成己成物), achever la réalisation de soi et d'autrui
Chidaguofan (吃大锅饭), tout le monde mange du riz ensemble dans une grande casserole, qui indique le système des entreprises d'Etat, également employé par le « bol de fer » (*tiefanwan*, 铁饭碗), où tout le monde prend une garantie complète en négligeant son travail, l'effet économique compris
Chijiao yisheng (赤脚医生), les médecins chinois en région rurale pendant la période de Mao
Chuxiao(初小), l'école élémentaire qui est une mesure du degré d'éducation
Cunmin weiyuanhui (村民委员会), les comités des villageois
Danwei (单位), l'unité de travail
Datong (大同), la société harmonieuse
Diannong (佃农), paysans locataires qui louent les terres à cultiver
Dishui (地税), les impôts fonciers
Dizhu (地主), les grands propriétaires fonciers
Dizhu jingji (地主经济), l'économie des propriétaires fonciers
Fenjia (分家), le système de séparation entre les frères mariés dans une famille
Fujiashui (附加税), les taxes supplémentaires
Gongfen (工分), les points de travail dans les communes populaires
Herong (和融), la fusion en harmonie
Hukou (户口), le livret familial de résidence
Hushui (户税), les impôts des propriétaires fonciers par ménage
Jiating chushen (家庭出身), l'origine de classe familiale
Jiaoyu chanyehua (教育产业化), la commercialisation de l'éducation
Ji (集), les marchés ruraux
Keju (科举), système du concours impérial
Kongmiao (孔庙), temples confucéens
Liangzhi (良知), bonne conscience de savoir, posé par Wang Yangming (1472-1529)
Lieshen (劣绅), mauvaises élites
Lijia (里甲), le système d'administration sociale (110 foyers = 1 *li*)
Lüju (吕剧), le drame d'une région de la province du Shandong
Mingong (民工), les paysans-ouvriers qui sont paysans mais travaillent dans les villes
M(o)u (亩), la mesure d'aire, 1 mou=1/15 hectare
Nangen nüzhi (男耕女织), les hommes cultivent les terres et les femmes se livrent au tissage
Nongmin (农民), la paysannerie
Nongcun (农村), la campagne
Nongye (农业), l'agriculture
Paichusuo (派出所), la police communautaire

Renmingongshe (人民公社), la Commune populaire
San Nong (三农), la paysannerie, la campagne et l'agriculture
Santi wutong (三提五统), les taxes des cantons ou bourgs et des villages
Shedui qiye (社队企业), les entreprises (*qiye*) des communes (*she*) et des brigades (*dui*)
Shengchandui (生产队), l'équipe de production dans les communes populaires
Shi (石), la mesure des céréales, 1 *shi* = 60 kg
Shoutian zhichan (授田制产), l'allocation des terres et l'établissement de la propriété
Shuyuan (书院), anciennes bibliothèques et académies comme les écoles secondaires
Tanpai(摊派), répartitions des taxes provisoires pour quelque projet collectif
Tonggou tongxiao (统购统销), les achats et les ventes des produits agricoles et industriels unifiés par l'Etat (1953-1985)
Tuhao (土豪), tyrans locaux
Wangdao (王道), méthode de gouvernance par la morale
Wanxiao (完小), l'école élémentaire complète qui est une mesure du degré d'éducation
Xiangshe (乡社), associations rurales
Xiangxiao (乡校), écoles rurales
Xiangyue (乡约), pactes ruraux
Xiangzhen (乡镇), cantons et bourgs
Xiangzhen qiye (乡镇企业), entreprises rurales
Xianxue (显学), connaissances ou études remarquables et influentes
Xiaokang (小康), prospérité modeste selon des indices concrets
Xuli (胥吏), petits fonctionnaires ne faisant pas partie de la bureaucratie, mais assistant les fonctionnaires de districts dans la Chine féodale ou impériale
Xiayang (夏养), période d'arrêter les activités de pêche pour nourrir les gens et les ressources de la mer en été dans l'histoire de la région de pêche Rongcheng
Xiuyuqi (休渔期), période d'interruption de la pêche depuis l'été 1995 dans toutes les régions côtières
Yahang (牙行), agents intermédiaires sur les marchés
Yuju (豫剧), drame de la province de Henan
Yamen (衙门), gouvernement des districts dans la Chine féodale ou impériale
Yayi (衙役), petits employés assistant les fonctionnaires
Zhaijidi (宅基地), terres pour l'usage domestique
Zhengshui (正税), les impôts officiels
Zhongyuan (中原), la plaine centrale
Zhuanyehu (专业户), familles spécialisées dans certaine culture agricole ou l'élevage
Zigengnong (自耕农), paysans indépendants qui cultivent leur propre terre
Zuke (租课), loyer des terres publiques